



ISSN 2519-2639

Juillet - Août 2017

Journal de l'Institut franco-russe de Donetsk et du Département français
des sciences et techniques de l'Université nationale technique de Donetsk



MANIFESTE DE CHISINAU

Réaliser la Grande Europe



LE PALMIER COMME
SYMBÔLE DU DONBASS

UNE GUÉRILLA DANS LE SUD
DE LA FRANCE AU XIVE SIÈCLE



SANS FRONTIÈRES

Certificat d'enregistrement
AAA No 000105 du 21.02.2017
Édition en ligne depuis 2015
ISSN 2519-2639

EQUIPE EDITORIALE :

Directeur de la Rédaction :

François MAURICE

Rédactrice en chef :

Elena SYDOROVA

Secrétaire général :

Guennady KLIAGUINE

Rédacteurs :

Alexandre ARTAMONOV – Daniela ASARO-ROMANOFF - Christophe BAGOT – Karine BECHET-GOLVKO – Guillaume BERNARD – Nicolas BONNAL – Gaétan BOUCHARD – Jean-Charles BRADLEY - David BRET – Bertrand BRISSET – Tiffany BUTON - Stanislav BYSHOK – Erwan CASTEL – Alexandra CERDAN – Françoise COMPOINT – Slobodan DESPOT – Grégory DUFOR – Antoine DUVIVIER – Sylvain FERREIRA – Philippe GAUCHER – Anna GICHKINA – Vincent GOJON - Bruno GUIGUE – Alexandre LATSA – Emmanuel LEROY – Anatoly LIVRY – Pascal K. MAS – François MAULD d'AYMÉE – Olivier MENUT – Nikola MIRKOVIC – Michel MOGNIAT – Xavier MOREAU – Roland PIETRINI – Tetyana POPOVA-BONNAL – Nicolas SAVY – Jocelyne SIGNOUREL CAMBILLAU - Vladimir TCHERNINE – Pascal TRAN-HUU – Jean-Cyril VADI – Christian VANNESTE – Alexandre WATTIN

Contributeurs à ce numéro :

Gérard BRAZON – Valérie BUGAULT – Frédéric DE NATAL – Gabriel GALICE – Yannick JAFFRÉ – Guy METTAN – Marc KELLER – Richard LE HIR – Jean REMY – Iurie ROȘCA – Rick STERLING

NOS CONTACTS:

Rédaction « Sans Frontières »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk,
République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69
courriel : revuesf@gmail.com
<http://sf.donntu.org>

RÉSEAUX SOCIAUX :

<https://www.facebook.com/sf.dfst.untf>
<https://vk.com/sf.dfst.untf>
<https://twitter.com/revuesf>

SOMMAIRE

L'Édito 4

Nos nouveaux rédacteurs 5

POLITIQUE & SOCIÉTÉ

Manifeste de Chisinau « Réaliser la Grande Europe » :
propositions géopolitiques pour un monde résolument multipolaire 7

Anna GICHKINA

Homme humain vs Homme déshumanisé :
vers un espace eurasiatique sain 11

Emmanuel LEROY

Désigner l'ennemi ou diagnostiquer le mal ! 16

Iurie ROȘCA

100 ans après le coup d'État bolchevique :
entrevue avec Emmanuel Leroy 22

Stanislav BYSHOK (traduction : Guennady KLIAGUINE)

La crise systémique de l'intégration européenne :
l'évolution, les causes et les perspectives 29

Valérie BUGAULT et Jean REMY

« De la véritable nature de la monnaie » 39

Grégory DUFOR

La France et l'Allemagne face à la guerre numérique 42

Gabriel GALICE

Lettre au Président de la République française 45

Guy METTAN

Médias occidentaux. À quand la fin du journalisme embarqué ? 47

RUSSIE

Rick STERLING

Comprendre la Russie d'aujourd'hui 49

Karine BECHET-GOLOVKO

États-Unis/Russie : refroidissement dans les relations diplomatiques 55

Bruno GUIGUE

La deuxième guerre de Crimée n'aura pas lieu 57

FRANCE

Gérard BRAZON

En Marche... vers l'islamisation de la France (suite) 60

Anatoly LIVRY

Philoctète à Lemnos 63

HISTOIRE

Alexandre WATTIN De l'Empire des Tsars à la fin de l'URSS	66
Yannick JAFFRÉ De Gaulle : sous la statue, le volcan	72
Marc KELLER Comment Charles de Gaulle a barré la route à l'occupation américaine	83
Richard LE HIR Vive le Québec libre ! L'aboutissement logique de deux siècles d'histoire tumultueuse de part et d'autre de l'Atlantique	86
Nicolas SAVY Une guérilla dans le sud de la France au XIV ^e siècle	98
Gaétan BOUCHARD Sur la déclaration d'Arbroath du 6 avril 1320	105
Pascal TRAN-HUU Les relations franco-siamoises	111
Frédéric DE NATAL Le 14 juillet 1958, le rideau s'abaissait sur la monarchie irakienne	120

CULTURE

Guennady KLIAGUINE Le palmier comme symbole du Donbass	126
François MAURICE Royaumes méconnus : S.A.R. l'Omukama Salomon Gafabusa Iguru I ^{er} et le Royaume de Bunyoro-Kitara	132
Olivier MENUT L'Ordre de la Francisque (État français)	141
Michel MOGNIAT Éric Zemmour 2/2	154
Vincent GOJON Guerilla, le jour où tout s'embrasa	161
Jocelyne SIGNOUREL CABBILLAU Exil	163
Gaétan BOUCHARD Ô Paris, ville éternelle !	167

SANTÉ & GASTRONOMIE

Daniela ASARO ROMANOFF Les eaux bienfaisantes : la Mer Morte, la Mer Rouge et les Grottes de sel	168
--	-----



L'ÉDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nos deux rédacteurs, Emmanuel LEROY et Anna GICHKINA, ont participé au premier colloque eurasiatique « De l'Atlantique au Pacifique : pour un destin commun des peuples eurasiatiques » à Chisinau et partagent avec vous leurs interventions. Organisé par Alexandre DOUGUINE, philosophe russe, Iurie ROȘCA, ancien vice-premier Ministre de Moldavie et Emmanuel LEROY, le colloque avait pour but de réunir des intellectuels venant du continent eurasiatique pour élaborer en commun une stratégie visant à équilibrer idéologiquement le monde. Ainsi un document important a été produit, c'est le manifeste : « Réaliser la Grande Europe » propositions géopolitiques pour un monde résolument multipolaire. M. Igor DODON, président moldave, intéressé par ce grand événement, a apprécié de pouvoir rencontrer les organisateurs.

Le succès de notre mensuel s'intensifie chaque mois et c'est tout à la fois grâce à vous lecteurs qui appréciez et faites partager les différents articles de « Sans Frontières » mais également à nos rédacteurs, toujours plus nombreux, qui nous rejoignent du Canada, de Suisse, de France... « Sans Frontières » devient le support des intellectuels, universitaires, politologues, économistes qui refusent la pensée unique diffusée par les atlantistes et s'engage dans la promotion de l'autodétermination des peuples et le respect de chacune des cultures.

Malgré les multiples menaces dans le monde et les bombardements toujours répétés sur le Donbass, les lecteurs de « Sans Frontières » savent que l'une des armes les plus fortes est la culture, l'amour du patrimoine et la connaissance de l'histoire. En ce double numéro estival notre équipe vous offre une belle série d'articles consacrés à la culture et nous ne doutons pas que chacun y trouvera matière à réflexion.

Enfin, l'Institut franco-russe de Donetsk et le comité de rédaction de « Sans Frontières » soucieux d'honorer la mémoire des combattants de France et de Russie vous invitent à participer à la cérémonie militaire en la Nécropole nationale de Pierrepont dont vous trouverez tous les renseignements pratique dans ce numéro.

Bonne lecture à tous.

Elena Sydorova,
Rédactrice en chef



En ce double numéro d'été, le comité de rédaction de « Sans Frontières » a le plaisir d'accueillir les docteurs Anatoly LIVRY et Nicolas SAVY.

Anatoly LIVRY



Anatoly Livry est un universitaire franco-suisse né à Moscou. Docteur ès lettres, polyglotte, auteur de nombreux articles et ouvrages scientifiques, dont **Nabokov le nietzschéen** (édition « Hermann »), il a également enseigné à l'université Nice-Sophia Antipolis ainsi qu'à Paris IV-Sorbonne. Auteur de quinze livres publiés, Anatoly Livry est lauréat de quatre prix scientifiques internationaux, de deux prix littéraires russe et américain et d'un Prix international pour le « Courage Civique dans ses engagements de poète et de citoyen », ce dernier récompensant les analyses d'Anatoly Livry de la démocratie occidentale ainsi que le fait

d'avoir théorisé et publié, en tant que Professeur-invité à l'Université d'État de Russie, son expérience de la procédure de qualification du Conseil National des Universités (CNU), 2011-2015.

Anatoly Livry est actuellement membre du CTCL de Nice-Sophia Antipolis, du laboratoire Littératures, Imaginaire, Sociétés (LIS) de l'Université de Lorraine (anciennement Centre de recherches Jean Mourot) ainsi que de la Société Française de Littérature Générale et Comparée (SFLGC) depuis 2013.

Depuis l'été 2012, Anatoly Livry est Professeur-invité de l'Université d'État de Russie Moscou-Lomonossov où il enseigne les littératures grecque antique, russe et française, le théâtre suédois et français, le cinéma suédois ainsi que les philosophies antique, allemande et russe. Théorisant sa propre expérience, Anatoly Livry enseigne la sémiotique du fonctionnement de l'Université française.



hermann
Savoir lettres

Nicolas SAVY



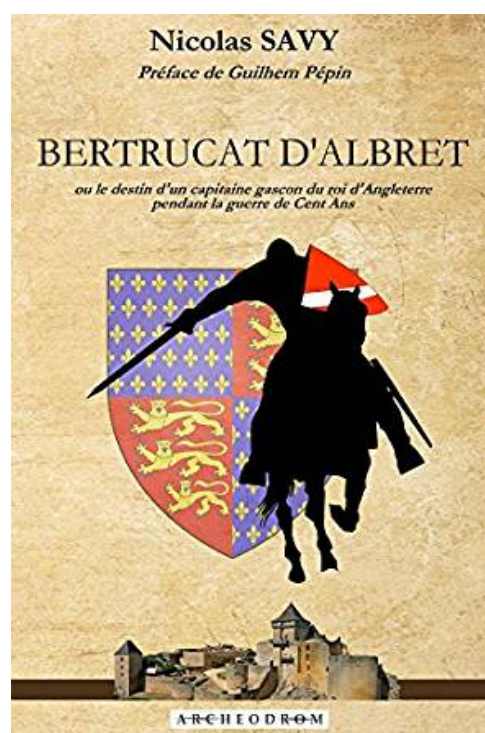
Né en 1972 et engagé dans l'armée française à 17 ans, Nicolas Savy n'a alors eut de cesse de cultiver les valeurs nietzschéennes propres au milieu militaire. Elles lui ont permis de transformer en atouts son caractère rêveur et son dilettantisme, qualités fort peu prisées du monde moderne dans sa soif d'abrutissement des masses.

Il concrétisa sa passion pour l'Histoire en entamant un cursus universitaire et, après

avoir quitté le service actif, finit par obtenir un doctorat en 2007.

Spécialiste de la guerre de Cent Ans, il publie régulièrement sur ce domaine mais s'intéresse aussi à tous les conflits des périodes passées, de l'Antiquité à la Décolonisation en passant par l'épopée napoléonienne et la guerre civile russe.

Intrigué par l'ancien « ennemi » soviétique, il est venu au russe par l'envie d'un trek en Sibérie et la méthode Assimil... Aujourd'hui russophone du quotidien, il écorche toujours les déclinaisons mais entretient des contacts dans toute la Fédération et notamment dans la magnifique ville de Tcheboksary, d'où est originaire sa belle-famille.



Manifeste de Chişinău « Réaliser la Grande Europe »

Propositions géopolitiques pour un monde résolument multipolaire



Nous, participants à la Conférence Internationale « De l'Atlantique au Pacifique : pour un destin commun des peuples eurasiatiques », intellectuels de Moldavie, Roumanie, Russie, Grèce, France, Italie, Serbie, Géorgie et Belgique, adoptons le Manifeste suivant :

1.

Après le déclin et la disparition du bloc socialiste de l'Europe de l'Est à la fin du siècle dernier, une nouvelle vision géopolitique de l'Ancien monde, notamment dans ses relations avec les Amériques, est devenue urgemment nécessaire. Car l'inertie de la pensée politique et le manque d'imagination historique des actuelles élites occidentales nous ont amenés à une conclusion simpliste à savoir que la base conceptuelle de la démocratie libérale de style occidental, de l'économie de marché et de la domination stratégique des États-Unis, est devenue l'unique solution aux défis émergents. Ce modèle, tenu pour universel, devant être impérieusement celui de l'humanité tout entière.

2.

Ce nouveau visage du monde s'impose à tous : la réalité d'un monde entièrement organisé suivant le paradigme euratlantique. Un influent groupe de réflexion néo-conservateur de Washington n'a pas hésité à utiliser la formule qui exprimait le mieux leur point de vue : « l'Empire global », unipolaire et se déployant naturellement par cercles concentriques. En son centre « le Nord riche » et la sphère occidentaliste, laquelle inclut les territoires extérieurs

que sont l'Archipel nippon, la Corée du Sud, la Nouvelle Zélande et l'Australie. Le reste du monde, fait de zones « sous-développées » ou « en développement » étant considéré comme une vaste périphérie destinée à évoluer dans la même direction, mais avec retard.

3.

En accord avec cette vision unipolaire, l'Europe est perçue comme une zone satellite Nord-américaine et tête-de-pont continentale de l'aire anglo-saxonne débouchant sur l'espace eurasiatique.

L'Europe bien que faisant partie intégrante du Nord riche ne peut cependant prétendre y assumer un quelconque leadership. L'Europe, à la lumière d'un tel projet, est perçue comme instrument de l'histoire conduite par l'Amérique-Monde et non comme sujet autonome, c'est-à-dire comme une entité géopolitique privée de toute identité spécifique et de toute souveraineté authentique. La plus grande partie des singularités culturelles, confessionnelles, ethno-historiques, son héritage gréco-latin et ses racines chrétiennes, sont désormais considérés comme obsolètes. Considérant que la part utile de ces legs du passé a déjà été intégrée dans le projet global ; le reste est frappé sans recours d'inutilité. L'Europe décrétée géopolitiquement négligeable, vidée de sa propre substance et privée de toute indépendance réelle.

4.

La crise économique devenue quasi permanente et qu'accompagnent des politiques d'austérité désastreuses, et des plans inefficaces qui trouvent toujours leur justification auprès d'élites économiques



caractérisées par un mépris de moins en moins caché des peuples et de l'expression démocratique de leur volonté. L'absurde destin réservé à la Grèce et l'alarmante accumulation d'armes et de troupes occidentalistes aux frontières de la Russie sont autant de symptômes de cette annulation de l'Europe, et du mensonge que représente la mondialisation libérale, laquelle promettait paix et prospérité, mais qui n'apporte en fin de compte que guerre, paupérisme et instabilité.

5.

Soulignons que la démocratie et le marché libre ne sont qu'un aspect parmi beaucoup d'autres de l'apport historique européen. Bien d'autres voies en matière d'organisation politique et sociétale ont été ouvertes par de grands européens, des scientifiques, des politiques, des penseurs et des artistes. L'identité de l'Europe est beaucoup plus large et profonde que ne le présente le prêt-à-penser anglo-saxon, un mélange caricatural d'ultralibéralisme et de fétichisme du marché.

6.

L'Europe actuelle a ses propres intérêts stratégiques, lesquels diffèrent sensiblement des intérêts thalassocratiques dominants, ainsi que des besoins très distincts du projet de mondialisation libérale.

Ainsi l'Europe réelle (qui n'a rien à voir avec le soviet de Bruxelles) ne peut se voir dicter ses politiques ou ses choix envers ses voisins du Sud et de l'Est.

7.

Ces considérations nous mènent, nous, intellectuels du continent Eurasiatique, profondément préoccupés de notre destin collectif, à la conclusion que nous avons maintenant, d'urgence, un impérieux besoin de construire et de militer en faveur d'une vision alternative du monde en devenir. Un monde où la place, le rôle et la mission de l'Europe et de la civilisation européenne seraient meilleurs, plus sûrs, affranchis des tutelles idéologiques asphyxiantes inhérentes au projet impérialiste de l'Empire thalassocratique.

8.

La seule alternative viable dans les circonstances actuelles semble devoir être définie dans le cadre d'un monde multipolaire. La multipolarité accorde en effet le droit et la liberté à tous les pays et à l'ensemble des aires civilisationnelles de la planète de s'organiser, se développer et construire leur avenir en accord avec leur propre identité culturelle et leur histoire. Ce socle de liberté dans les choix évolutifs et d'accès à la modernité constitue la seule base fiable pour l'établissement de relations internationales justes et équitables. Les progrès techniques et une ouverture croissante entre les pays devraient favoriser le dialogue et la prospérité entre les peuples et les nations sans pour autant léser leurs identités respectives. Les différences entre les grandes cultures et les civilisations ne doivent pas nécessairement aboutir à un désaccord entre elles. Ceci a contrario de la rhétorique simpliste et logomachique de quelques théoriciens à visées impérialistes tels Bernard Lewis et Samuel Huntington. Le dialogue à voix multiples sera le vecteur privilégié pour la création d'un nouvel ordre mondial bâti sur la coopération et la réconciliation entre cultures, religions et nations.

9.

En ce qui concerne l'Europe, nous proposons,



comme manifestation concrète de l'approche multipolaire, la vision équilibrée et ouverte d'une « Plus Grande Europe » comme concept novateur pour le développement futur de notre civilisation dans ses dimensions stratégiques, sociales, culturelles, économiques et géopolitiques.

10.

La Plus Grande Europe concerne l'espace géopolitique déterminé par les limites de la civilisation européenne. Ce modèle de frontières ressort d'un concept complètement nouveau, à l'instar de l'idée d'État-civilisation. La nature révolutionnaire de ces limites implique des transformations progressives au contraire des délimitations brutales qu'ont connues les peuples soumis à l'arbitraire des vainqueurs lors de leurs partages du monde. Conséquence : cette Plus Grande Europe sera de par sa nature politique

et géographique ouverte aux interactions qui se multiplieront avec ses voisins de l'Ouest, de l'Est ou du Sud.

11.

La civilisation européenne a pour fondement historique le christianisme qui s'est lui-même greffé sur le grandiose héritage gréco-latin. C'est au christianisme, sous ses diverses formes, qu'il revient de garantir dans le respect et la tolérance réciproques, dans l'espace civilisationnel de la Plus Grande Europe, la sérénité matérielle et spirituelle des différentes confessions historiquement présentes sur le continent.

12.

Cette Plus Grande Europe, dans le contexte d'un monde multipolaire, est bien entendu entourée par d'autres grands territoires, chacun fondant son homogénéité voire son unité sur les affinités culturelles existant entre les diverses nations peuplant son territoire. Nous pouvons ainsi prévoir l'apparition d'une grande Amérique du Nord, d'une grande Eurasie, d'une aire semblable en Asie Pacifique, au Moyen et Proche Orient et, dans un avenir plus lointain, d'une grande Amérique du Sud et d'une grande Afrique.

13.

Nous imaginons cette Grande Europe comme une puissance géopolitique souveraine, détentrice d'une



identité culturelle affirmée, cultivant ses propres modèles sociétaux et politiques (adossés aux principes de l'ancienne tradition démocratique européenne et aux valeurs morales du christianisme), avec ses propres capacités de défense (y compris nucléaires), et avec ses propres accès stratégiques aux énergies fossiles et nouvelles, ainsi qu'aux ressources minérales et organiques.

C'est à ce titre que nous enjoignons les États européens membres de l'Alliance Atlantique, coalition belliciste d'essence anglo-saxonne et non européenne, de se retirer de l'OTAN. Quitte à entrer, pour satisfaire aux besoins de sécurité régionale et internationale, dans des alliances bilatérales ou multilatérales avec la France et la Russie, garants militaires historiques de l'indépendance européenne. Nous exigeons enfin que la Plus Grande Europe recouvre pleinement le droit régalien de l'émission monétaire, ce qui implique que les États qui la composent, se retirent de tout Traité ou Organisation internationale limitant leur souveraineté dans le domaine monétaire.

14.

La première menace à laquelle nous devons faire face est celle de l'uniformisation du monde qu'implique la loi non-dite de la croissance illimitée, de l'avidité déchaînée et du crime contre l'indépendance des peuples en tant que mode opératoire ordinaire des prédateurs financiers. Il est temps de faire à nouveau un appel général aux pays Non-alignés pour une nouvelle Conférence de Bandung ayant pour objet la construction d'un monde multipolaire.

15.

Les entreprises privées aussi bien que les institutions publiques se trouvent actuellement confrontées à l'obligation de se plier à des normes coercitives dont le seul but est de miner la souveraineté nationale et la volonté des peuples. Nous devons établir, édicter et annoncer pour l'humanité, des ensembles de normes non contraignantes dont la conception sera uniquement guidée par le principe général de la conformité à l'identité nationale, aux lois, aux traditions et aux choix collectifs de chaque nation.

16.

Plus le système financier et les marchés mondiaux sont intégrés, unifiés obéissant aux mêmes règles, et plus la prochaine crise sera destructrice et globale. Pour éviter une destruction massive de richesses et un effondrement total de l'activité humaine, la méthode la plus sûre est de construire une organisation des marchés, des systèmes de compensation, des règlements et des systèmes d'information hors de portée de la finance mondiale anglo-saxonne, du dieu dollar et du réseau bancaire de la haute finance dont l'épicentre se trouve à Bâle au sein de la Banque des Règlements Internationaux. L'Organisation du Traité de Shanghai, aussi bien que les autres organismes internationaux du même ordre, sont invitée à élaborer la base d'un véritable système multipolaire efficace et stable pour financer, commercer et échanger les biens, les services et les devises.

17.

Enfin, dans le but de promouvoir le projet d'une Plus Grande Europe et le concept de multipolarité dynamique, nous faisons appel aux diverses forces politiques des nations d'Europe occidentale et orientale, aussi bien qu'aux Russes, à leurs partenaires états-unis, asiatiques ou autres, leur demandant d'apporter, au-delà de leurs options politiques et par-delà leurs différences culturelles et religieuses, un soutien actif à cette initiative. Nous appelons à la création de Comités pour une Plus Grande Europe. Ces comités doivent d'entrée de jeu rejeter l'unipolarité, reconnaître le danger croissant de l'impérialisme anglo-saxon, et surtout, dans le cas des comités extra-européens, élaborer de semblables concepts pour chacune des autres civilisations composant l'Humanité. En travaillant ensemble, tout en affirmant fortement nos identités spécifiques, nous parviendrons à fonder un monde équilibré, potentiellement juste et meilleur. Un monde pacifié où toute culture, foi, tradition ou création trouvera sa place légitime.

27 mai 2017
Chişinău,
République de Moldova



Dans le cadre de ce colloque j'ai choisi de parler de l'Homme car c'est lui qui crée l'histoire et en assume les conséquences aussi personnelles qu'historiques. Lors de mon intervention vous entendrez souvent le mot « Occident ». Il s'agira aussi les États-Unis que les pays de l'Union européenne.

On oublie souvent aujourd'hui (ici dans les pays européens esclaves des États-Unis) que l'unité qui mesure la vie c'est l'Homme et non pas la monnaie. En parlant de l'Homme je rappellerai les choses qui doivent normalement être évidentes telles que son fonctionnement anthropologique de l'être, sa nature, ses besoins, ses instincts, ses peurs et ses aspirations.

Nous souhaitons tous ici présents de voir le rapprochement des pays de la grande Europe avec la Russie afin de former un bloc fort se basant sur les intérêts communs, aussi économiques qu'historiques et spirituels. Ce bloc formerait une sorte de contre-poids aux États-Unis et défendrait ainsi la multipolarité des forces mondiales. Même si la

différence civilisationnelle est énorme entre le chemin historique fait par la Russie et celui du monde occidental (rappelons-nous qu'il s'agit de la civilisation contemplative dans le cas de la Russie et de la civilisation active dans le cas de l'Occident), la ressemblance du fond entre ses deux mondes est encore plus grande car ils ont la même provenance gréco-romaine. Donc si nous voulons rapprocher les peuples d'Eurasie le plus judicieux serait d'accentuer leur ressemblance et non pas leurs différences. Le point de départ est ainsi la vision du monde héritée du christianisme. Sans forcément parler de la foi, même si, idéalement, la foi chrétienne devrait être le maillon essentiel de cette union eurasienne), je me contente de sous-entendre ici plutôt les valeurs qui étaient notre pilier commun les siècles durant, les valeurs qui servaient de point de repères. Et c'est ces

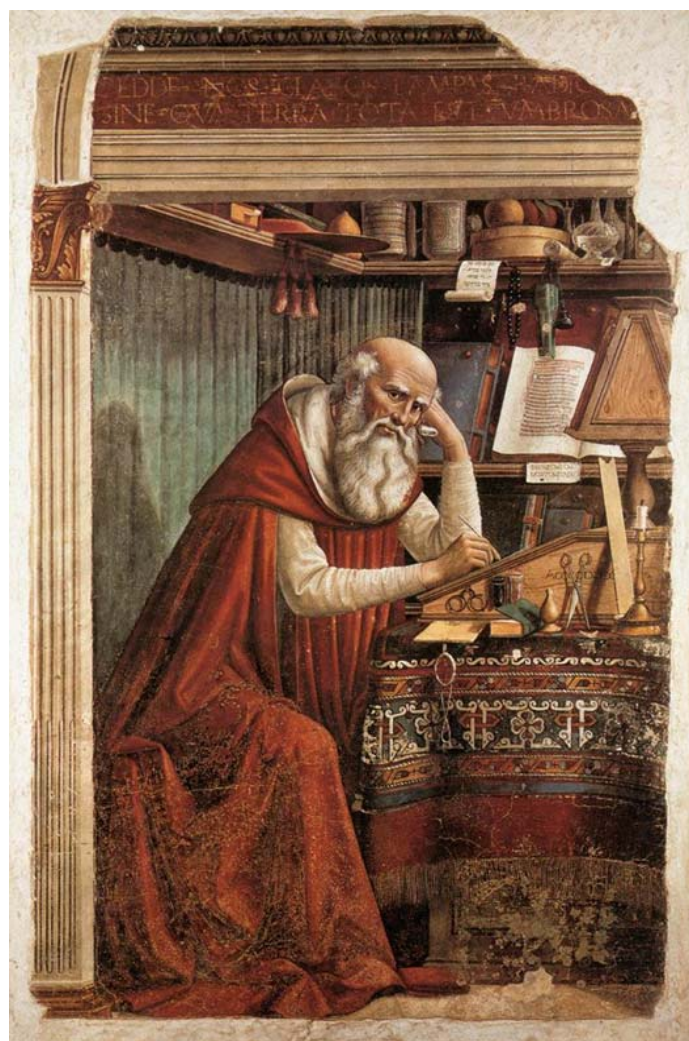
valeurs-là qui constituent aujourd'hui notre bagage historique. Notre appréhension de la mort et de la vie, notre rapport à l'autrui, notre éthique et notre esthétique nous ont été transmis par nos ancêtres chrétiens. On le veut ou non mais la vision du



monde chrétienne fait partie de notre mental.

Jusqu'il n'y a pas longtemps, la distinction entre le bien et le mal était claire et intouchable. « Le monde a été travaillé depuis vingt siècles par un ferment qui est l'Évangile¹ », - écrira un académicien français, russophile et apologiste du christianisme, Eugène-Melchior de Vogüé. Aujourd'hui, ce fondement a perdu son immunité parce que l'Homme s'est donné le droit de remettre en question son passé, son histoire et même la nature de son être. Il va jusqu'à se renier entièrement au nom de la pseudo-liberté. Il renie ses instincts aussi vieux que l'humanité tels que le besoin de transcendance, de beauté et de mystère.

L'argent et la consommation sont venus remplacer toute spiritualité. Le temps semble avoir vaincu l'éternité. Souvenez-vous de ce fameux article paru en 2003 dans la revue *Le Monde* intitulé « A quoi sert la croissance si elle ne rend pas plus heureux ? ». Aujourd'hui, cette question est plus que d'actualité.



On pourrait même la reformuler : « A quoi sert le culte de l'ultra-progressisme si il ne rend pas plus heureux ? ». L'Homme occidental a oublié la Tradition et l'Histoire de son espèce. L'Homme ici ne contemple plus le monde, pire encore, il cherche à modifier selon ses lubies du moment l'ordre et l'harmonie de l'univers en se croyant plus malin que la vie. En disant cela, je ne mets aucunement en question la liberté individuelle et le progrès humain car n'oublions pas que l'homme c'est un être qui est soumis en continue au processus d'évolution. La seule chose que je critique c'est le progrès malsain. J'aimerais ici citer une magnifique phrase de Saint-Augustin « D'abord apprend à aimer et puis fais ce que tu veux ! ».

Il y a des axiomes dans la vie humaine que nous n'avons pas le droit de transgresser. Nous avons la liberté de faire ce que l'on veut tant que les règles éternelles du jeu « Bien vs Mal » ainsi que l'Amour (dans le sens de la source primaire de la vie) restent intacts. Ses règles, cette morale et cet amour, quand il s'agit de notre civilisation eurasiennne, viennent historiquement du christianisme. Et quand on remet en question ces règles au nom du progrès, de l'argent et du plaisir on enlève à l'homme sa mémoire collective historique. Vous rendez-vous compte à quel point c'est grave ? Il s'agit de la déshumanisation de l'homme. Le long de l'Histoire l'Homme a naturellement appris à aimer, à protéger, à se sacrifier, à être courageux, à compatir. L'Homme s'est naturellement mis à transmettre ses savoirs et ses acquis de génération en génération. Il s'est mis à fonder des familles, des Etats, à protéger ses familles et à protéger ses Etats et ses terres parce que chaque terre a commencé à se développer en faisant naître ses propres traditions culturelles établies en adéquation avec le positionnement géographique, les conditions climatiques, la façon verbale de communiquer et les premières images culturelles propres à chaque peuple, tout en ayant, je parle toujours du territoire eurasiennne, le même point de départ et de repères : la vision du monde conditionnée par le christianisme. C'est l'arrivée du Christ qui a fait l'Homme contemporain avec ses conceptions morales et sociales, son esthétique, son inclination d'esprit et de cœur vers les petites choses et les petits gens. Chaque culture de la Grande Eurasie est différente mais elles toutes sont en lien

fort entre elles. Revenons à l'expression de Saint-Augustin citée tout à l'heure : « Aime et fais ce que tu veux ! ». Notre point commun, notre base c'est l'Amour (autrement dit, la tradition chrétienne) et en partant de cela chaque culture peut faire ce qu'elle veut !

En effaçant notre passé, les adeptes de l'ultra-progressisme veulent nous faire renaître aujourd'hui vide de tout : de toute les valeurs, de toute connaissance naturelle et universelle, de tout sentiment de bon sens, de toute foi dans le mystère, de toute palette sentimentale propre à l'Homme tout court, en lui vendant le projet du bonheur de consommateur, bonheur « liquide », en utilisant le terme de Zygmunt Bauman. Protéger sa culture et sa tradition c'est devenu un crime, tandis qu'il n'existe pas de chose plus normale et naturelle que cela !

Mais une chose est sûre, tôt ou tard les vieux instincts se ranimeront. Il existe chez Vogüé un très beau développement à ce sujet. Il estime que l'homme cherchera à nouveau au-dessus de lui un pouvoir surhumain et tournera à nouveau son regard vers le Ciel car le fond de l'être humain ne change pas². J'aimerais également citer ici une de mes dernières découvertes, Peter Berger : «Quelles qu'en soient les raisons, bien des « hommes modernes » se sentent toujours attirés par le grandiose, le mystère, par toutes ces réalités qu'un rationalisme sécularisé rejette violemment³».

Vogüé, en abordant le sujet du mystère, donne un très bel exemple avec un microscope et un télescope : «Comme tout ce qui vit, - écrit-il, - la foule regarde en haut ; placez-la entre un microscope et un télescope : les deux magiciens font voir des merveilles, et pourtant la foule n'hésitera pas, elle ira aux étoiles⁴».

Ou encore, souvenez-vous chez Dostoïevski :

On entend déjà les sanglots de souffrance morale de toute l'humanité ; le mal gagne tous les peuples d'Europe ; ils s'agitent, les malheureux, ne sachant pas comment se soulager ; tous les remèdes, tous les secours que leur raison invente leur sont insupportables et ne procurent aucun bien. Ces gémissements vont encore augmenter, jusqu'au jour où le cœur le plus dur se brisera de pitié, où une force de compassion inconnue jusqu'ici



suscitera une force d'amour également inconnue. L'homme s'enflammera pour l'humanité d'un amour plus ardent que le monde n'en vit jamais.

Il ne faut pas oublier que l'amour pour l'humanité ne se résume pas à la défense des droits des migrants et à la propagande des LGBT (à cette abréviation on ajoute, d'ailleurs, aujourd'hui en Europe la lettre X, ce qui signifie « tout autre genre existant »). Et il y en a pas mal de nos jours ! Toute perversion sexuelle est considérée comme un genre à part. Mais c'est tout un autre sujet). Aujourd'hui on reproche aux traditionalistes de s'enfermer dans leur idée de nation et de vouloir isoler l'Homme de l'Humanité. Mais je tiens à rappeler ici que la vision du monde prônant les valeurs chrétiennes et l'enracinement a tout autant pour but ultime l'union de toute l'humanité et son bonheur commun. L'un n'empêche pas l'autre ! L'idée vient initialement de l'image biblique de l'entité du corps du Christ. A ce sujet, Nicolas Berdiaev affirme, par exemple, que l'Humanité a toujours rêvé de l'union du genre humain. Mais, à son avis, elle ne peut réussir cette union que par la voie de l'individualisation nationale. Le philosophe voit l'Histoire universelle comme une interaction complexe des différentes échelles (égales entre elles) de la hiérarchie mondiale des individualités. Une échelle se fusionne ici avec une autre : l'Homme

rentre dans la nation, la nation rentre dans l'Humanité, l'Humanité rentre dans le Cosmos et le Cosmos – dans Dieu. Ainsi, l'Homme ne rentre dans l'Humanité que par biais de son individualité nationale. L'être humain n'a donc pas été fait pour sauter les étapes de son existence. L'opposition de la nation à l'Humanité est, pour Berdiaev, aussi insensé que d'opposer une partie à l'entité ou un organe à l'organisme. La nation est donc pour Berdiaev un Être individuel hors lequel l'existence de l'Humanité est impossible⁵. Donc aimer l'humanité c'est avant tout aimer la personne en face de toi, respecter ton pays et tes traditions.

L'Homme demeure avec son éternel besoin d'amour, de sympathie, d'espérance, de transcendance, d'harmonie, de morale et de foi dans le mystère.

Comme, dans le cas de notre civilisation eurasiennne, il s'agit de la tradition chrétienne, le rapprochement entre les pays de l'Eurasie doit se baser sur les valeurs chrétiennes. Pas les valeurs imposées par le Contrat social, mais les valeurs instinctives qui se sont immortalisées dans le christianisme. Faisant référence au philosophe français contemporain Gilles Lipovetsky je tiens à rappeler la réalité suivante : dans la société occidentale actuelle comme dans toute la société démocratique contemporaine, les principes moraux de fond sont représentées par les droits de l'homme⁶.

Cette affirmation fait surgir la différence majeure entre l'Occident et la Russie. La Russie reste le pays qui revendique son noyau religieux et avec cela la

morale naturelle (ce sujet a d'ailleurs été très bien éclairé par Oswald Spengler dans un des chapitres de son *Déclin de l'Occident*). Ainsi, toute réflexion sur le sujet de l'union entre les peuples de l'Eurasie doit être basée sur la tradition historique commune. Nous devrions prendre en considération le rôle non négligeable de la Russie dans ce projet. La Russie est aujourd'hui le seul rempart de la survie européenne parce que c'est la Russie seule qui garde intact le fond spirituel de notre civilisation eurasiennne. Rappelons-nous l'histoire : Durant plusieurs siècles, il n'existait qu'une seule civilisation chrétienne, la même pour l'Orient et l'Occident. Cette civilisation fut née et développée en Orient. Quant à la civilisation chrétienne occidentale proprement dite, elle apparut beaucoup plus tard. Guéorgui Florovsky en parle d'ailleurs très bien dans son article *Christianisme et civilisation*. Le noyau spirituel que la Russie a hérité de la Byzance continue à jouer un rôle fondamental dans la vie du pays. Un tel exemple de tradition forte due à la présence inébranlable de l'orthodoxie pourrait très bien inspirer les pays européens, leur redonner l'espoir et les faire revenir aux fondements de leurs propres cultures. « Il est grand temps de réagir, - écrira René Guénon dans sa *Crise du Monde moderne*, - et c'est ici que l'Orient peut venir au secours de l'Occident, si toutefois celui-ci le veut bien, non pour lui imposer des conceptions qui lui sont étrangères, comme certains semblent le craindre, mais bien pour l'aider à retrouver sa propre tradition dont il a perdu le sens⁷ ».

Dans cet état des choses, le rôle messianique que la Russie a toujours eu la tendance de s'attribuer pourrait très bien être justifié. L'idée que la Russie est un pays-messie est partagée par de nombreux grands penseurs et écrivains russes tels que, par F. Dostoïevski, V. Soloviev, N. Berdiaev et S. Frank. Russophile et chrétienne, la philosophie russe se construit autour des réflexions sur les particularités nationales russes qui ne sont envisageables qu'au prisme de l'orthodoxie. La destinée messianique mondiale – voilà le sens de « l'idée russe », concept central de la philosophie de Vladimir Soloviev et de celle de Nicolas Berdiaev. Quant à Dostoïevski, il parle ouvertement de la supériorité de la Russie sur les autres pays. L'écrivain explique cette supériorité par l'universalisme propre à la pensée russe :





Tout Français est prêt à servir non seulement sa patrie mais même l'humanité, à la seule condition de rester le plus français possible, même chose pour l'Anglais ou l'Allemand. Seul le Russe, même de nos jours, c'est-à-dire bien avant que l'on fasse le bilan général de l'humanité, a reçu le don de devenir le plus russe au moment même où il est le plus européen. Là est la différence la plus radicale entre eux et nous [...]. En France, je suis français, mais, avec les Allemands, je suis allemand, avec les Grecs antiques, je suis grec et par cela même, je suis le plus russe possible, et je sers mieux la Russie, car je proclame son idée maîtresse⁸.

Selon l'écrivain, l'homme russe est « pan-humain⁹ » ce qui le rend capable de comprendre l'universel, autrement dit comprendre tous les pays et leurs traditions. Quant à la mission de la Russie et son devoir mondial, l'écrivain les voit dans l'aide à la résurrection de l'Europe¹⁰. Cette dernière, aujourd'hui, doit sérieusement réfléchir à son choix : s'orienter vers les États-Unis et continuer à jouer le jeu globaliste en avançant dans le projet de l'uniformisation impitoyable détruisant tout ce qui est d'humain dans l'Homme, ou bien se rapprocher de la Russie et retrouver ainsi leurs libertés nationales, leurs traditions spirituelles et les conditions pour

rendre l'Homme foncièrement heureux.

Pour que les pays d'Europe puissent basculer de côté de la Russie, l'esprit et l'essence de cette dernière doivent être présentés aux Européens d'une manière digne et valorisante. Et c'est là où nous tous ici présents pouvons et devons mettre en œuvres nos compétences et notre influence. Réinformer et expliquer – voilà le devoir de chaque personne, physique ou juridique, prenant à cœur le sujet du rapprochement des pays du reste de l'Eurasie avec la Russie.

Pour faire avancer l'idée de l'espace eurasiatique commun et sain nous devrions mettre en place la coopération efficace entre toute personne et tout réseau s'engageant dans cette direction. Essayons d'organiser plus de manifestations nous permettant de se revoir. Par exemple, mettre en place un colloque international annuel. Les états d'esprit doivent être encouragés, les idées doivent être échangées. Pour cela, toutes les organisations, les cercles et les associations doivent connaître leur existence mutuelle pour pouvoir communiquer entre eux et être ainsi encore plus productif. Ensemble nous serons plus forts. Merci pour votre attention.

A.G.

¹ Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], Éd. critique par Jean-Louis Backès, Paris, Editions Classiques Garnier, 2010, p. 89.

² *Ibid.*, p. 88.

³ Peter Berger, *La Rumeur de Dieu. Signes actuels du surnaturel* [1970], trad. de l'anglais par J. Feisthauer, Paris, Centurion, coll. « Religion et Sciences de l'homme », 1972, p. 54.

⁴ Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe*, op. cit., p. 403.

⁵ Nikolaj Berdjajev, « Konec Evropy » [Fin de l'Europe], in Nikolaj Berdjajev, *Sud'ba Rossii* [Destin de la Russie], M., 1918.

⁶ Gilles Lipovetsky (A.), Sébastien Charles (A.), *Les Temps hypermodernes*, Paris, Grasset, coll. « Nouveau collège de philosophie », 2004, p. 171.

⁷ René Guénon, *La Crise du Monde moderne*, Paris, Gallimard, 1946.

⁸ Fëdor Dostoïevskij, *Podrostok* [Adolescent] [1875], Berlin, Izdatel'stvo I. Iazyčnikova, 1921, p. 612. Le présent extrait en français a été pris dans F. Dostoïevski, *Un adolescent*, trad. de J. W. Bienstock et F. Fénéon, Paris, Édition de la Revue Blanche, 1902.

⁹ Fiodor Dostoïevski, *Journal d'un écrivain* [1873-1881], trad. du russe par J.-Wladimir Bienstock et John-Antoine Nau, Paris, Charpentier, 1904, p. 603.

¹⁰ *Ibid.*

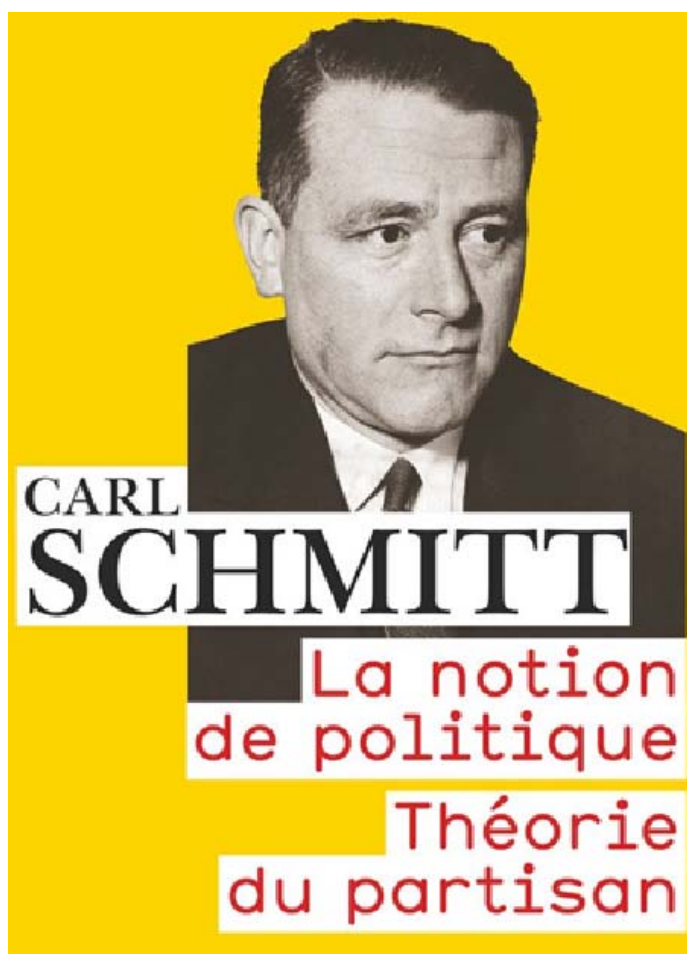


Il n'est pas d'usage dans les colloques académiques de parler ainsi, de manière si brutale et pourtant il m'apparaît nécessaire aujourd'hui, et surtout ici sur cette terre Moldave, zone de confluence tectonique entre l'Est et l'Ouest, d'affirmer lucidement et de dire clairement qui nous combattons et pourquoi. Pour Carl Schmitt : « *la distinction spécifique du politique [...] c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi.* » (Carl SCHMITT, *La notion de politique – Théorie du partisan*). De son point de vue, la dialectique ami/

ennemi s'appréhende comme un concept autonome dans la mesure où elle ne s'amalgame pas avec des considérations morales (bien/mal) ni esthétiques (beau/laid), mais constitue en elle-même une opposition de nature. Le concept de désignation de l'ennemi de Carl Schmitt, idéologue du régime nazi, fut en quelque sorte intégré mais amendé par le philosophe français Julien Freund entré très jeune dans la résistance à l'idéologie nationale-socialiste : « *j'avais compris jusqu'alors que la politique avait pour fondement une lutte opposant des adversaires. Je découvris la notion d'ennemi avec toute sa pesanteur politique, ce qui m'ouvrait des perspectives nouvelles sur les notions de guerre et de paix.* ». Freund fut dès la fin de la guerre, un partisan de la réconciliation franco-allemande et de l'Europe. Il resta toute sa vie antinazi malgré sa fréquentation de Carl Schmitt et comme il le lui écrivit un jour : « *Si nous nous étions rencontrés plus tôt, nous n'aurions pas été du même bord.* »

Indéniablement, le concept de désignation de l'ennemi, chez Schmitt comme chez Freund, puise dans la pensée machiavélienne mais dans la logique de l'auteur du Prince, son ouvrage n'est qu'un bréviaire de l'absolutisme et de conseils donnés au Souverain pour que celui-ci puisse triompher et conserver le pouvoir.

Autrement dit, la vision politique de Machiavel et de ceux qu'il a inspiré est à échelle humaine et ne s'inscrit pas dans un processus historique transgénérationnel. Les conseils que donne le philosophe florentin à Laurent de Médicis, même s'ils intègrent les valeurs cyniques, ne s'inscrivent pas dans une vue du monde visant au pouvoir absolu sur l'humanité entière. Machiavel souhaite la réunification de l'Italie par les Médicis. Son ambition s'arrête là. Or,





nous avons de bonnes raisons de penser, qu'à peu près à la même époque, en Grande-Bretagne, et peut-être par l'entremise de philosophes italiens comme Pic de la Mirandole ou Gerolami Cardano, est en train de se cristalliser autour d'un philosophe kabbaliste renommé, John Dee, une autre conception du monde, beaucoup plus ambitieuse et qui elle visera à l'imperium total sur les affaires du monde.

John Dee fut l'inventeur de la notion d'Empire britannique, et à partir de ce moment et pour la seconde fois dans l'histoire du monde, l'aristocratie d'un peuple se percevait comme élevée par la grâce divine pour accomplir à travers les siècles la volonté du Tout-Puissant.

Ce qu'il faut bien comprendre c'est que depuis cette révolution de la pensée, la nature des conflits a radicalement changé : nous ne sommes plus à l'heure des affrontements entre les Horaces et les Curiaces, entre les Gaulois et les Romains, les Tatars et les Russes, les Roumains et les Turcs, mais nous sommes entrés dans une nouvelle ère où l'ennemi n'a plus seulement pour but de conquérir des territoires ou d'exiger un tribut des peuples vaincus, mais il est aussi l'incarnation d'un hegemon total qui ne perçoit pas la guerre en terme d'amis ou

d'ennemis, mais dans une radicalité absolue où l'altérité doit être « désanimée » c'est-à-dire littéralement privée de son âme (vendre son âme au Diable...).

Cette entité profondément hostile à tout ce qui est humain, n'est pas seulement l'incarnation d'une volonté de puissance destinée à conquérir le monde, mais je crois profondément que le petit cercle d'initiés qui agit depuis des siècles pour asseoir sa domination sur la terre au fil des générations vise à l'anéantissement de la vie par haine totale du genre humain. J'en veux pour preuve la triste condition humaine que l'on peut observer sur tous les territoires où règne l'esprit de Mammon. Regardez à quoi ressemblait l'Angleterre au XIX^{ème} siècle telle que la décrivait Dickens ou encore la France misérable que dénonçait Zola. Regardez à quoi ressemblent les grandes métropoles occidentales où des populations obèses se pressent dans des hypermarchés pour s'empiffrer de nourritures frelatées fabriquées par les multinationales. Regardez ces banlieues immondes où s'entassent dans des clapiers de béton des populations déracinées et abruties par le spectacle du sport et des divertissements débiles.



Un bon médecin, quand il a achevé son diagnostic sur la pathologie observée sur le patient, ne se contente pas d'administrer des remèdes, mais il essaye d'identifier les causes et la racine du mal. C'est là toute la définition de l'étiologie, à savoir l'étude des causes et des facteurs d'une maladie.

Le temps qui m'est imparti ne permettra pas d'entrer dans les détails de ce que l'on peut définir comme la maladie occidentale par excellence, celle qui se diffuse tel un virus par pandémie et que j'ai baptisée **l'idéologie anglo-saxonne**.

Pourquoi anglo-saxonne, tout simplement parce que

l'observation objective de la plupart des guerres et des conflits qui se sont déroulés depuis des siècles en Europe et dans le monde et jusqu'à nos jours ont à un moment donné une implication née quasi invariablement sur les bords de la Tamise ou du Potomac.

QU'EST-CE QUE L'IDÉOLOGIE ANGLO-SAXONNE ET COMMENT EST-ELLE NÉE ?

Il faut pour cela remonter à la période élisabéthaine de la monarchie anglaise, à la fin du XVI^{ème} siècle et au début du XVII^{ème}. En 1600, l'Angleterre ne compte que 4 millions d'habitants quand la France en compte près de 20 millions. Cette faiblesse démographique comparée aux puissances continentales de l'époque, France et empire des Habsbourg et la menace extrême qu'a représentée la tentative d'invasion de l'Angleterre par l'Invincible Armada du roi d'Espagne Philippe II est probablement à l'origine de la politique suivie depuis lors par les élites britanniques (*politique du faible au fort*), à savoir provoquer la division et l'affrontement chez tous leurs ennemis potentiels. Leur principal atout est l'insularité et la puissance maritime et elles l'exploiteront à fond, par tous les moyens, la guerre bien sûr, le blocus -on appelle cela aujourd'hui des sanctions -, mais aussi la piraterie et le commerce (*c'est dans les Caraïbes que sont domiciliées aujourd'hui quelques-unes des principales*

places-fortes anglo-saxonnes de l'évasion fiscale et que sont ces paradis fiscaux si ce n'est des havres où se réfugient les pirates de l'économie mondiale après avoir spolié les peuples qu'ils ont escroqués).

Le grand rêve de puissance et d'hégémonie mondiale de l'oligarchie anglaise est né, selon moi, au retour de l'expédition autour du monde du pirate **Francis Drake**





le 26 septembre 1580 où la part du butin volé aux Espagnols et réservée à la reine Elisabeth représentait selon certaines sources une fois et demie le budget annuel du royaume.

Francis Drake est probablement devenu après ses exploits le modèle à suivre et parmi ses nombreux admirateurs, un en particulier mérite d'être retenu, Walter Raleigh (cf. *controverses École de la nuit*), car il fut l'un des premiers avec John Dee à avoir conceptualisé l'hégémonie anglo-saxonne sur le monde. En effet, ce gentilhomme, un peu pirate lui aussi, un peu aventurier et qui finit décapité à la tour de Londres, eut le temps d'écrire avant sa mort un ouvrage intitulé en toute simplicité *l'Histoire du monde* et dans lequel il affirme : « Qui tient la mer tient le

commerce du monde, qui tient le commerce tient la richesse, qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même ».

Mais cette idée s'est transmise de génération en génération à travers les siècles dans le monde anglo-saxon (par deux sources, souvent liées : source exotérique universitaire et source ésotérique franc-



maçonnerie), notamment chez le Britannique Mackinder dont la formule maîtresse est « qui tient l'Europe orientale tient le heartland, qui tient le heartland domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde » et qui s'est transformée chez l'Américain Spykman dans la formule plus ramassée « Qui contrôle le rimland gouverne l'Eurasie ; qui gouverne l'Eurasie contrôle les destinées du monde ».

Ce qui est extraordinaire c'est qu'à trois siècles de distance, ces trois personnages partagent tous l'idée de domination du monde et c'est là véritablement qu'il faut comprendre la nature profonde de cette idéologie anglo-saxonne : la volonté d'asservissement de toute l'humanité.

Dans la conception cynique de la politique telle que la concevaient Machiavel et ses successeurs, la notion d'ami et d'ennemi est relative. En effet, l'ami peut trahir demain et l'ennemi d'hier devenir un allié, voire un ami à son tour. L'idéologie anglo-saxonne elle a absolutisé la notion d'ennemi puisque tout est subordonné à la fin ultime qui est de dominer toutes les nations. Bien entendu, en tenant compte de la complexité des affaires du monde et ce projet mondialiste s'inscrivant dans une lutte à travers les siècles, on a pu observer les Anglo-Saxons exceller dans l'art de renverser les alliances, de jouer les uns contre les autres et pratiquer avec un art consommé une politique que n'aurait pas reniée Machiavel. Mais là où Machiavel limite la fortune du Prince à sa conquête de l'Italie et à l'horizon de la vie de ce Prince, les apôtres de l'idéologie anglo-saxonne ont introduit une dimension téléologique justifiant leurs actions par l'atteinte du but final – ce qu'ils appellent aujourd'hui la gouvernance mondiale - une espèce de Parousie où les élus ayant signé le pacte seraient appelés à régner sur le monde. Dès lors, tous ceux qui s'opposent ou qui freinent, même inconsciemment, cette vision du monde deviennent des ennemis absolus et sont désignés comme le Mal par excellence, sans espoir de rémission, sauf à déposer les armes, comme la Russie l'a fait un temps entre 1991 et 1999.

Mais si l'idéologie anglo-saxonne a mis en place un Système qui non seulement ignore la notion première du politique à savoir la recherche du bien commun mais considère au surplus tout ce qui ne le sert pas comme le mal, alors la vieille distinction ami/ennemi

n'est plus opérante. Nous ne sommes plus et depuis longtemps, à l'époque de la guerre en dentelle et des relations chevaleresques au combat, nous sommes au contraire plongés dans une guerre totale, une relation agonale absolue dont la finalité est notre disparition ou notre liberté.

Ayant retenu de Machiavel la nécessité de la ruse et de la dissimulation pour parvenir à ses fins, le Système applique ces méthodes dans tous les domaines de la vie et en particulier dans le contrôle des esprits.

Bien évidemment, il va aussi user de la force ou de la menace de la force pour faire avancer ses pions – ce sont les guerres en Yougoslavie, en Tchétchénie, en Géorgie ou en Ukraine, guerres en Lybie, en Syrie ou en Irak, boucliers anti-missiles placés en Roumanie et en Pologne ou troupes de l'OTAN positionnées aux frontières de la Russie - et bien évidemment la conquête du monde ne peut s'envisager qu'avec le concours de la force, mais bien souvent celle-ci n'est utilisée que pour masquer d'autres méthodes comme celles qui ont été utilisées avec succès, notamment en Géorgie et en Ukraine lors des révolutions de couleur qui ont fait basculer ces pays dans le camp occidental.



Et c'est là que je voudrais attirer l'attention de nos amis sur le danger mortel que fait courir le combat culturel et que pratiquent admirablement les sectateurs de Mammon. Vous croyez que la publicité est une simple industrie devant être gérée par des marchands de rêve. Grave erreur les amis, il s'agit d'une arme de destruction massive destinée à atomiser et déshumaniser les sociétés dans lesquelles elle opère.

Vous pensez que la musique est l'âme d'un peuple ? Non ! elle est devenue un business mondial et la majorité des musiques que nous écoutons - même



l'idéologie anglo-saxonne comme un simple adversaire qu'il nous faut affronter. L'idéologie du Système est une vision du monde globale dont la finalité est la réduction drastique de l'humanité et la mise en esclavage de ceux qui auront été épargnés. Il ne s'agit donc pas d'une lutte entre les Gibelins et les Guelfes, les Armagnacs et les Bourguignons, les

malgré nous - sont anglo-saxonnes parce que les canaux par lesquels elle est diffusée sont régis par la publicité, elle-même contrôlée par la haute finance. Sans publicité, pas de contrôle occulte des médias. Le premier devoir d'une société recouvrant sa liberté devrait être d'interdire les régies publicitaires. Le deuxième devrait être de nationaliser les banques et le troisième de contrôler l'enseignement, en commençant par l'université où on forme les maîtres, en y éradiquant les ferments du libéralisme, qui n'est que l'idéologie politique préférée du Système, celle par laquelle, est perfusée goutte à goutte dans le corps d'un peuple les ferments de la dissolution et de la mort.

Mais pour que les choses soient bien claires, les oligarques anglo-saxons peuvent aussi se servir du fascisme ou du communisme pour provoquer des affrontements mortels et en tirer les marrons du feu. Qui a financé la Révolution de 1917 ? Qui a financé l'arrivée de Hitler au pouvoir ?

Par ailleurs, ce sont bien les Russes qui ont pris Berlin en 1945 ? Mais qui aujourd'hui contrôle l'Allemagne de Madame Merkel si ce n'est la City de Londres ou encore Wall Street ?

En guise de conclusion, je reviendrai sur le titre de mon exposé : Désigner l'ennemi/diagnostiquer le mal pour vous dire que nous aurions tort de considérer

sudistes et les nordistes, les Avars et les Petchénègues ! Non ! Il s'agit d'une guerre totale, d'essence spirituelle et dont l'enjeu est en toute simplicité la survie ou la disparition de l'humanité. Le triomphe du mondialisme, si par malheur il advient, sera le triomphe du mal.

Une des armes préférées du Système est la pratique de l'inversion accusatoire consistant à imputer à son ennemi la responsabilité d'un crime que l'on a soi-même commis. Le Système est très doué aussi pour diaboliser ses ennemis transformant les patriotes en nazis, ceux qui luttent contre l'euthanasie ou l'avortement comme des ennemis de la liberté, ceux qui défendent le christianisme comme des obscurantistes etc.

Il faut retourner ces armes de diabolisation contre le Système. Désormais, grâce à l'élection présidentielle française, les masques sont tombés et le véritable clivage sera entre les patriotes et les mondialistes. Ces derniers sont les ennemis de la liberté ! Ce sont eux les ennemis de l'humanité ! Ce sont eux les sectateurs du fascisme financier ! Ce sont eux les fossoyeurs de la vie. Il est temps d'ouvrir les yeux les amis et de savoir vraiment contre qui nous nous battons.

E.L.

100 ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT BOLCHEVIQUE

Entrevue avec Emmanuel Leroy



Iurie Roșca
Journaliste

Ancien vice-premier ministre et vice-président du parlement de la Moldavie



Progressivement, la Russie prend conscience qu'elle est le dernier rempart dans la lutte mortelle contre les valeurs morbides de l'Occident.

À l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre 1917, nous avons l'intention de poser la même série de questions aux personnalités de la Moldavie, la Roumanie, la Russie et les pays occidentaux. Ces entretiens ont pour but de représenter une modeste contribution à la réévaluation des événements qui ont marqué le XXe siècle. Bien que 100 ans se soient écoulés, dans la conscience du public de l'espace ex-communiste et du monde entier, il y a encore beaucoup de préjugés sur les causes profondes de ce bouleversement majeur, mais aussi sur la façon dont la «révolution prolétarienne» est traitée par l'élite politique, le milieu universitaire et la hiérarchie de l'église. Trouver des réponses appropriées à certaines questions d'une telle complexité : cela nous semble absolument vital.

Iurie Roșca : Quelles sont les origines spirituelles, intellectuelles et idéologiques de la Révolution d'Octobre



Emmanuel Leroy : C'est une vaste question qui mériterait plus que quelques lignes pour commencer à cerner le sujet. Sur les origines spirituelles, sauf à considérer les loges maçonniques comme source spirituelle et alors comme d'essence spécifiquement anti-chrétienne, il me semble difficile de parler de spiritualité, ou alors inversée.

En effet, ces loges ont entamé leur travail de sape en Russie à travers les milieux aristocratiques et bourgeois dès le XVIII^{ème} mais surtout au XIX^{ème} siècle, et il est probable, bien que je ne sois pas un spécialiste de cette question, que le mouvement décabriste ait été largement influencé par les sectes maçonniques.

La Révolution d'Octobre selon moi, s'inscrivait dans un vaste plan de mise à mort



des vieilles dynasties monarchiques chrétiennes du continent (Hohenzollern, Habsbourg, Romanov) et ce plan a parfaitement fonctionné.

En ce qui concerne les racines profondes de la Révolution qui a renversé le tsarisme, il faut chercher de mon point de vue dans ce qui est la seule matrice de toutes les révolutions idéologiques ayant abouti à de véritables inversions radicales de polarité, à savoir la Haute finance anglo-saxonne. C'est elle, et elle seule, qui est à la base de la plupart des guerres européennes depuis le XVI^{ème} siècle et avec un seul but dont elle se cache à peine : la domination du monde. Cette oligarchie anglo-saxonne s'est focalisée au fil des siècles sur le développement continu de sa richesse selon l'adage bien connu de l'un de ses fondateurs, Walter Raleigh : « Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même ». Pour parvenir à ses fins cette oligarchie a mis en place un système de contrôle des élites par le biais de sociétés secrètes qui fonctionnent comme des instruments de création et de diffusion de l'idéologie. C'est dans les loges anglaises qu'a été définie la politique de terreur des

organisations anarchistes au XIX^{ème} siècle, prélude aux révolutions qui ensanglantèrent l'Europe dans la première moitié du XIX^{ème} siècle et à laquelle la Russie fut aussi confrontée.

I.R. : Pourquoi ce coup d'État s'est-il produit spécifiquement en Russie et dans quelle mesure est-ce un « projet importé » ?

E.L. : Initialement, la révolution marxiste n'était pas conçue pour la Russie, pays où l'industrialisation était encore relativement faible au début du XX^{ème} siècle. Karl Marx lui-même pensait que ses idées étaient mieux adaptées à un pays comme l'Allemagne où la classe ouvrière était nettement plus développée et largement influencée par le socialisme qu'elle ne l'était en Russie. Les raisons pour lesquelles l'Empire russe est tombé résultent à mon avis de deux volontés distinctes qui ont œuvré de concert pour abattre la dynastie des Romanov.

La première, nous l'avons vu, est la volonté de l'oligarchie anglo-saxonne de faire tomber les monarchies européennes, et elle s'est appuyée pour cela sur les grandes banques étatsuniennes comme en témoigne cet extrait d'une lettre de William Lawrence Saunders, vice-président de la Réserve fédérale de New York au président des États-Unis Woodrow Wilson le 17 Octobre 1918 :

« La forme de gouvernement soviétique a toute ma sympathie comme étant ce qui convient le mieux au peuple russe... » .

C'est cette source anglo-saxonne (Schroeder, Warburg, Rockefeller, Morgan...) qui a assuré le financement de la branche trotskyste de la Révolution de 1917.

Pour bien comprendre que cette Révolution de 1917 n'était pas un accident mais résultait bien d'une politique volontariste suivie depuis longtemps, il ne faut pas oublier que la guerre russo-japonaise de 1905 fut attisée par les Anglo-Saxons et que les mêmes banques contribuèrent aussi à financer la guerre du Mikado contre le Tsar, et toujours pour les mêmes raisons.

La deuxième cause directe de cette révolution, beaucoup plus pragmatique, tient à la nécessité impérieuse pour l'Allemagne de mettre fin à la guerre



sur le front oriental. Lénine était donc un agent de l'Allemagne, financé par elle (et par la banque Warburg qui avait également des intérêts en Allemagne), et avait pour objectif de créer le chaos en Russie dans le but de l'affaiblir et en cas de prise du pouvoir de signer la paix avec Berlin, ce qui fut fait après la prise du pouvoir par les bolcheviques avec le traité de Brest-Litovsk.

Donc pour résumer, la Révolution de 1917 n'était pas une révolution russe, mais une révolution en Russie, opérée en même temps par un ennemi séculaire et absolu, l'oligarchie anglo-saxonne et un ennemi circonstanciel, l'impérialisme allemand.

I.R. : Le régime soviétique a produit une idéologie spécifique qui est aussi nommée la religion de la civilisation soviétique. Quelles sont les causes et les caractéristiques de la soviétolatrie? Comment expliqueriez-vous le fait que le virus communiste persiste encore en Russie et dans les anciens pays socialistes, même après plus d'un quart de siècle?

E.L. : Pour répondre à cette question, il est nécessaire de bien comprendre qu'il y a eu une rupture dans la révolution bolchevique avec l'arrivée au pouvoir de Staline. Pour mieux saisir ce qui s'est

passé en URSS depuis la mort de Lénine et jusqu'à la disparition (probablement non naturelle) du petit père des peuples en 1953, rien de mieux que cette vieille blague soviétique : « Quelle différence y-a-t-il entre Moïse et Staline ? Eh bien, Moïse a fait sortir les Hébreux d'Égypte et Staline lui, les a fait sortir du Comité Central ! ».

D'une certaine façon, on peut effectivement faire une lecture du stalinisme comme d'une praxis ayant visé à déjudaïser la révolution bolchevique.

Par ailleurs, il est indéniable que c'est sous Staline que la Russie a connu son développement géopolitique maximal. Après sa victoire dans la Grande Guerre patriotique, jamais dans son histoire la Russie n'avait connu une telle gloire. Je crois qu'une des images fondatrices du mythe attaché à la personne de Staline est celle des soldats de l'Armée Rouge jetant les aigles nazies au pied du Kremlin au lendemain de la victoire.

Sur un autre plan, jusqu'à l'arrivée de Brejnev, le système de planification collectiviste s'il n'était pas très efficient n'était pas non plus le système chaotique et ubuesque qui fut mis en place durant les années 70. La gratuité totale du système de santé et de l'éducation, le faible coût de l'énergie et des aliments de première nécessité faisait du régime soviétique un système certes peu dynamique et peu



attirant mais parfaitement supportable pour peu que l'on s'abstienne de critiquer le pouvoir en place. En comparaison avec le turbo-libéralisme mis en place sous le règne de Eltsine et de ses amis Anglo-Saxons, et où beaucoup de Russes perdirent le peu qu'ils avaient, on peut comprendre qu'un certain nombre d'entre eux regardent le passé soviétique avec une certaine nostalgie.

Cette observation que l'on fait pour la Russie est la même que celle que l'on peut faire pour les autres pays du Pacte de Varsovie, où des franges importantes de populations de l'ex-COMECON ont constaté depuis 1991 un abaissement certain de leur niveau de vie par rapport au régime politique antérieur.

I.R. : Ceux qui critiquent l'expérience soviétique fonctionnent souvent avec le système de référence de la démocratie occidentale pour aborder les effets politiques et économiques de cette période. Pourquoi les aspects du religieux, spirituel, métaphysique restent la plupart du temps au second plan ?

E.L. : Parce que le Système, l'oligarchie financière, c'est-à-dire le véritable pouvoir, joue de l'antagonisme artificiel entre des idéologies apparemment opposées (marxisme/capitalisme, libéralisme/fascisme, gauche/droite, collectivisme/libéralisme) pour mieux faire avancer ses pions. En créant de fausses alternatives et en jouant sur l'affrontement provoqué entre deux conceptions du monde apparemment opposées mais en fait complices ou manipulées, le Système poursuit sa mission d'effacement de la religion, des traditions, des peuples et des cultures et cela siècle après siècle afin de parvenir à son but final qui est ce qu'il appelle lui-même la Gouvernance mondiale.

L'intérêt pour lui est que, quel que soit le vainqueur, son idéologie profondément matérialiste et anti-spirituelle aura progressé. C'est pourquoi la seule façon efficace de s'opposer au Système est de sortir de sa logique dialectique, hégélienne et en fin de compte marxiste, et de lui opposer une vision du monde résolument chrétienne, qu'elle soit orthodoxe ou catholique, à la condition expresse bien sûr, que le catholicisme revienne sur la supercherie de Vatican II.

Quant à la question de savoir pourquoi les aspects

religieux, spirituel, métaphysique restent la plupart du temps au second plan, c'est que le Système sait parfaitement que c'est là que réside son ultime adversaire et qu'il a compris depuis longtemps que la meilleure façon de tuer une idée est de faire comme si elle n'existait pas. Voilà pourquoi il est très encourageant de voir l'orthodoxie renaître aujourd'hui sur ses terres traditionnelles et voilà pourquoi le Système, véritable manifestation maléfique, lui voue une haine totale.

I.R. : Aujourd'hui, le libéralisme et le communisme sont considérés comme deux idéologies totalement différentes. Cependant, en les examinant de plus près, nous pouvons identifier une série de coïncidences et de complémentarités frappantes. Comment décririez-vous les différences et les similitudes entre ces théories politiques ?

E.L. : Il n'est pas aisé de répondre à cette question tant il existe de variétés entre les différents stades de libéralisme et de communisme. Quels rapports entre l'Angleterre victorienne décrite par Dickens et celle de Margaret Thatcher ? Quels rapports entre le communisme des Khmers rouges et celui de Brejnev ?

Les différences résident dans l'apparence. D'un premier abord, le libéralisme semble promouvoir la liberté individuelle et le libre-arbitre alors que le communisme promeut une conscience de classe en opposant la bourgeoisie au prolétariat. En ce sens, le marxisme comme les idéologies fasciste et nazie étaient des idéologies opérant sur des masses unies au sein d'un parti unique dans une perspective de parousie libératrice (État racial épuré ou société sans classe avec abolition de l'État).

Mais quand on observe l'évolution aboutie d'une société libérale, telle que nous la connaissons aujourd'hui en Occident, on constate que derrière l'apparence de la liberté de penser, d'aller et de venir, de protester, le Système aboutit à un même enfermement, plus subtil dans la version « libérale » que dans la version communiste, mais qui est de même nature et qui vise au même but d'aliénation de la nature profonde de l'homme qui est l'élévation spirituelle. La grande force du libéralisme, en opposition apparente avec la pensée marxiste, est



d'avoir su organiser un modèle de consommation absolument démentiel mais parfaitement attractif pour l'immense majorité de l'humanité.

Dans tous les cas de figure, les points de convergence du libéralisme et du communisme sont une conception matérialiste de l'Homme et un refus absolu du Divin.

I.R. : Certains chercheurs affirment que le projet communiste a trouvé une suite logique dans le projet globaliste. Dans quelle mesure cette opinion est-elle valable ?

E.L. : On pourrait dire plus justement que le projet communiste était un des éléments de mise en scène du projet globaliste. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que les oligarques Anglo-Saxons travaillent sur le temps long. Leur objectif de contrôle du monde, ce que Kipling a appelé le Grand Jeu, n'est pas à l'horizon d'une génération, ni même d'une vie entière mais il est dans leur esprit depuis leur plus jeune âge et il se déroule inexorablement depuis des siècles. Si vous regardez attentivement la carte du monde, depuis 1815, vous vous apercevrez que beaucoup de pays majeurs sont tombés dans le camp anglo-saxon (France, Allemagne, Japon, Autriche et l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale depuis 1991, jusqu'à l'Ukraine en 2014). Le communisme était un moyen de supprimer les élites aristocratiques, religieuses et bourgeoises et en même temps de tenter d'éradiquer définitivement la religion orthodoxe. La fin du communisme a été la tentative menée à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, par le biais de la

consommation effrénée et de l'avilissement des mœurs, d'achever la destruction complète du peuple russe. Mais fort heureusement, la Sainte Russie s'est réveillée à temps et a pu mettre un terme à l'entreprise de mort. C'est ce qui explique la haine que lui voue l'Occident aujourd'hui.

I.R. : Dans le monde ex-communiste et en Occident, la russophobie est alimentée par la confusion entretenue artificiellement entre l'Union Soviétique et la Russie (jusqu'en 1917 et après 1991), les crimes de l'ancien régime communiste étant attribués à la nation russe. C'est la même chose que si le nazisme était attribué à la nation allemande, quelque chose qui devrait causer la germanophobie. À qui profite le maintien de cette confusion et comment pourrait-il être surmonté ?

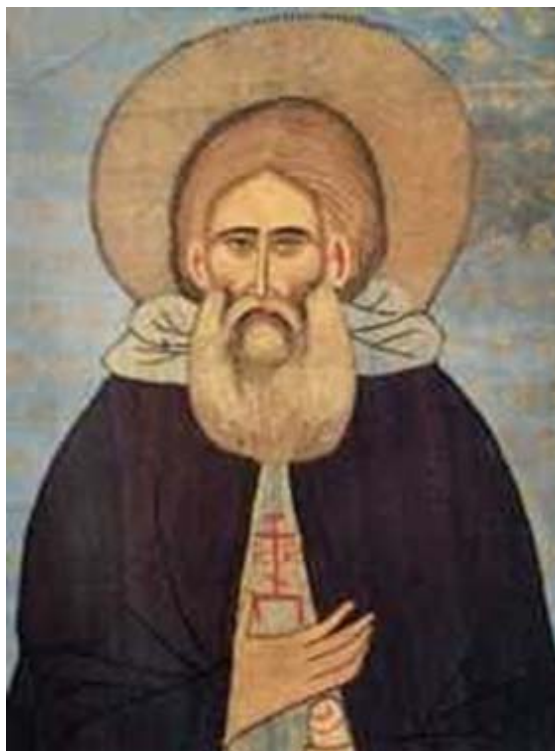
E.L. : Il s'agit d'une question difficile car elle touche à la mémoire entière d'un pays. Que le communisme ait été une idéologie abominable responsable de la disparition de millions de vie est indéniable mais en même temps, c'est sous ce régime que le nazisme a été vaincu et avec 25 millions de morts durant cette guerre atroce, il n'y a pratiquement pas une famille russe aujourd'hui qui n'ait eu un des siens tué pendant cette guerre. D'où ce regard terriblement ambiguë que la Russie jette aujourd'hui sur son passé. La meilleure chose à faire, et les Russes le font à leur rythme, c'est-à-dire lentement, c'est de revisiter leur histoire et de livrer progressivement la vérité au peuple. Mais il s'agit d'un exercice délicat, un peu comme une psychothérapie où il faut progresser

doucement car le rappel de certains souvenirs est douloureux et pourrait réveiller de vieux antagonismes dont la Russie n'a pas besoin aujourd'hui.

Il est bien évident que c'est l'Occident qui profite de cette situation de confusion et que ce dernier fait tout pour entretenir celle-ci. Encore une fois, la meilleure façon pour sortir de ce piège de la culpabilisation - de même nature que le rappel des « crimes de la colonisation » qui est utilisé en France par nos mêmes ennemis et pour les mêmes raisons – est de faire sortir la vérité progressivement pour établir une vision juste de ce qu'a été le passé communiste, avec ses crimes mais aussi avec ses réussites et son passé glorieux.

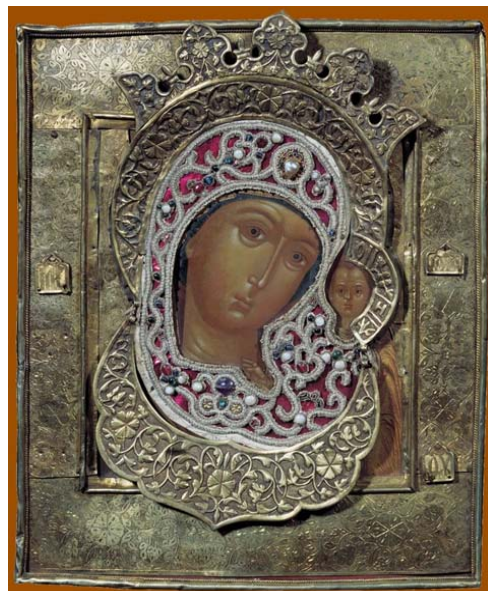
I.R. : Une autre confusion fréquente en Russie et dans l'ancien espace communiste est l'attachement simultané d'une partie de la population à la fois à l'Église et à la civilisation soviétique, qui est par définition antichrétienne. Que faut-il faire pour surmonter cette approche au moins incohérente? La hiérarchie de l'église pourrait elle-même contribuer de façon substantielle au dépassement de ces déviations?

E.L. : Ce paradoxe là encore n'est qu'apparent. Pour beaucoup de Russes aujourd'hui, et notamment ceux qui votent encore pour le parti de G. Ziouganov, le passé communiste et l'Église orthodoxe participent d'une vision du monde traditionnelle où un certain nombre de valeurs (famille, mariage, bonnes mœurs...) étaient préservées, en tout cas beaucoup mieux que dans la société occidentale où ces valeurs traditionnelles sont pour ainsi dire complètement bafouées pour ne pas dire simplement inversées. Cette analyse reste valable aussi pour des pays comme la Moldavie qui sont restés dans l'orbite soviétique jusqu'en 1991.



Par ailleurs, je pense que le Parti communiste russe a muté après 1991 pour se rapprocher d'une vision traditionnelle du monde. A titre personnel, je me souviens avoir vu dans le bureau d'un responsable communiste à la Douma en 2008 un portrait de Vladimir Poutine et une icône de Saint Serge de Radonège.

Dans le même esprit, n'oublions pas qu'en 1941 quand les Allemands menaçaient Moscou, Staline lui-même aurait ordonné que l'icône de la Sainte Vierge de Kazan fut installée dans un avion qui fit le tour de la ville pour la protéger.



Le Patriarcat de Moscou a sans aucun doute un rôle important à jouer pour réconcilier ces deux visions du monde et pour extirper définitivement la vision matérialiste du monde qui peut subsister dans l'idéologie communiste. La réponse à cette question réside peut-être dans le 3^{ème} secret de Fatima... Qui sait ?

I.R. : Comment pourrait-on expliquer qu'à plus d'un quart de siècle après la chute du communisme et de l'URSS, le mausolée de Lénine soit intact et que ses restes mortels ne soient pas enterrés? Les explications qui se réfèrent à éviter d'agiter la sensibilité d'une partie des personnes âgées qui nourrissent la nostalgie ou celles de l'opportunité politique ne résistent pas à la critique. Quelles sont les

causes spirituelles qui déterminent cette paralysie volitive et que devraient faire l'élite russe, l'Église, les intellectuels de pointe, l'administration gouvernementale pour sortir du filet de cette malédiction historique?

E.L. : Là encore, on touche aux mythes profonds de l'histoire russe et des millions de Soviétiques ont cru à la propagande du régime et à la bonté pour le petit peuple de Vladimir Ilitch. Une partie notable des Russes aujourd'hui croient encore à ce mythe, et ils y croient d'autant plus que la Russie sur le plan idéologique se trouve encore au milieu du fleuve. La rupture avec le communisme a bien eu lieu mais pendant 25 ans et jusqu'à aujourd'hui, la Russie a adopté l'idéologie du libre marché qui est la marque de fabrique du Système occidental.

Cependant, et depuis une date récente, disons l'été 2016, Vladimir Poutine, probablement sous l'influence de penseurs comme Alexandre Douguine ou **Sergueï Glaziev** à travers le Club Stolypine, a entamé une rupture franche avec l'idéologie occidentale incarnée par Alexeï Koudrine et ses amis de la 5^{ème} colonne.



Quand la Russie aura affirmé de manière plus nette qu'elle est l'antithèse de la vision occidentale du monde et donc qu'elle participe d'une vision chrétienne du monde, à ce moment-là, le débat sera plus clair et il sera possible alors de jeter les restes de Lénine, agent de l'Occident, dans les poubelles de l'histoire. Mais il est encore un peu tôt pour cela.

I.R. : Au cours des dernières années de plus en plus de gens se tournent vers la Russie comme

un bastion des valeurs traditionnelles du monde. Le courant de pensée anti-libéral en Russie pourrait-il avancer à la mesure d'une Révolution conservatrice d'envergure mondiale et quelles sont, selon vous, les chances d'une résurrection religieuse d'envergure qui pourrait supprimer le paradigme libéral dominant de la scène de l'histoire?

E.L. : Comme je l'ai évoqué tout à l'heure, la Russie est le dernier pays sur le territoire eurasiatique qui ne soit pas tombé dans les griffes de l'idéologie anglo-saxonne. C'est pourquoi la Russie est attaquée sur tous les terrains, idéologique, militaire, économique, financier, culturel...

Progressivement, la Russie prend conscience qu'elle est le dernier rempart dans la lutte mortelle contre les valeurs morbides de l'Occident.

Tout naturellement, parce que c'est sa nature profonde de peuple tellurique, le peuple russe se tourne vers les valeurs éternelles de la Tradition et c'est le rôle des intellectuels russes et eurasiatiques aujourd'hui de revivifier cette tradition en imaginant un conservatisme pour le XXI^{ème} siècle. La renaissance de ce conservatisme ne pourra se faire qu'à travers le retour du religieux et ce que j'observe dans le monde orthodoxe aujourd'hui, et pas seulement en Russie, est justement ce retour de la foi qui est la condition primordiale pour affronter les forces délétères de l'Occident libéral.

Ce combat civilisationnel sera décisif car si par malheur la Russie était vaincue, je ne donne pas cher du reste de l'humanité livrée sans défense aux sectateurs de Mammon. Ce ne sont pas les Chinois qui nous sauveront des financiers de la City et de Wall Street.

Je ne dirais qu'une chose à nos amis Russes dans la perspective inéluctable de cet Armageddon, est qu'ils doivent s'appuyer sur les esprits éveillés et rebelles de l'Occident pour pouvoir l'emporter. Nous devons travailler main dans la main pour vaincre le mal. Nous connaissons bien le Diable, il vit chez nous depuis si longtemps...

I.R.

Interview d'Emmanuel Leroy réalisée par Iurie Rosca parue le 6 juillet 2017 dans la revue GEOPOLITICA.RU à l'occasion du centenaire de la révolution bolchevique

LA CRISE SYSTÉMIQUE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE :

L'ÉVOLUTION, LES CAUSES ET LES PERSPECTIVES



Stanislav Byshok
Analyste politique CIS-EMO



Traduction Guennady Kliaguine

« Le scénario catastrophique, que tout le monde craignait, est devenu une réalité. Aujourd'hui, la désintégration de l'UE est presque inévitable » - Ainsi le financier George Soros a commenté les résultats du référendum au Royaume-Uni du 26 juin 2016 sur la sortie de l'Union européenne (Котова, 2016). Le Centre de recherche américain Stratfor a déclaré : « Durant ces dernières années, nous avons vu que l'Union européenne se dirige vers la désintégration... L'Europe va rapidement vers la séparation en blocs régionaux » (Stratfor, 2016). Frank-Walter Steinmeier, ministre allemand des Affaires étrangères, a nommé ce référendum « une triste journée pour l'Europe et le Royaume-Uni » (Резчиков, Богданов, 2016), et **Michael Anthony McFaul**, ancien ambassadeur américain en

Russie, - « une grande victoire pour la politique étrangère de Poutine » (Файнберг, 2016).

Pourquoi l'UE a commencé à perdre son attrait avec le risque de devenir un « *homme malade de l'Eurasie* » (Международный дискуссионный клуб «Валдай», 2017, p. 9) ?

Pour répondre à cette question, nous devons examiner l'histoire du projet européen et la tracer jusqu'à nos jours (Smith, 1992, Бутл 2015). L'Union européenne a été créée comme une union économique de parallèle à l'OTAN qui aurait contribué à un développement réussi des pays non communistes du continent et à surmonter la peur et la méfiance mutuelle des Européens arriérées en particulier dans le XX siècle.

Le 9 mai 1950, Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, comme une mesure préventive du conflit entre l'Allemagne et la France, proposa de créer la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Le traité de Paris mis en place un marché commun du charbon et de l'acier, dans lequel, avec la France et l'Allemagne, sont entrés l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.



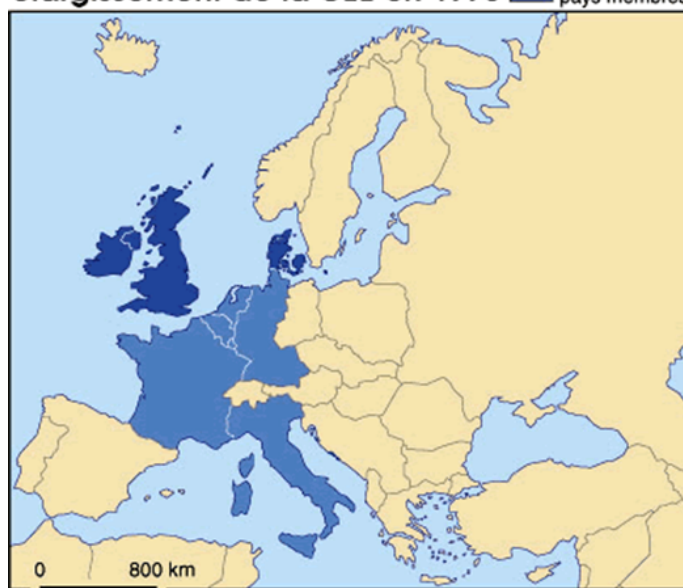
La CEE et la CEEA en 1957

Pays membres



élargissement de la CEE en 1973

Nouveaux pays membres



En 1957, tous les États-membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier créèrent la Communauté économique européenne (CEE). Selon le traité de Rome, le but de la CEE est une mise en place d'une union douanière (une suppression progressive des droits de douane et des restrictions quantitatives dans le commerce mutuel), la politique agricole commune, la libre circulation des capitaux, d'une main-d'œuvre et des services entre les pays-membres de la CEE.



Pour les pays qui ne figurent pas dans la CEE, furent établis des tarifs douaniers communs.

En 1965, le Traité de Bruxelles rationalisa les institutions paneuropéennes et détermina la composition du Conseil européen.

En 1986, fut adopté l'Acte unique

européen qui étend l'application du principe du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil, en raison de quoi il fut devenu plus difficile de bloquer des actes juridiques généraux pour les pays-membres.

En 1992, fut signé le traité de Maastricht qui ouvrit la voie à la création de l'Union monétaire européenne et introduisit des éléments bien accentués de l'union

politique à la CEE (la citoyenneté, les politiques étrangères et intérieures communes). Ensuite, la CEE fut rebaptisée l'Union européenne (l'UE).

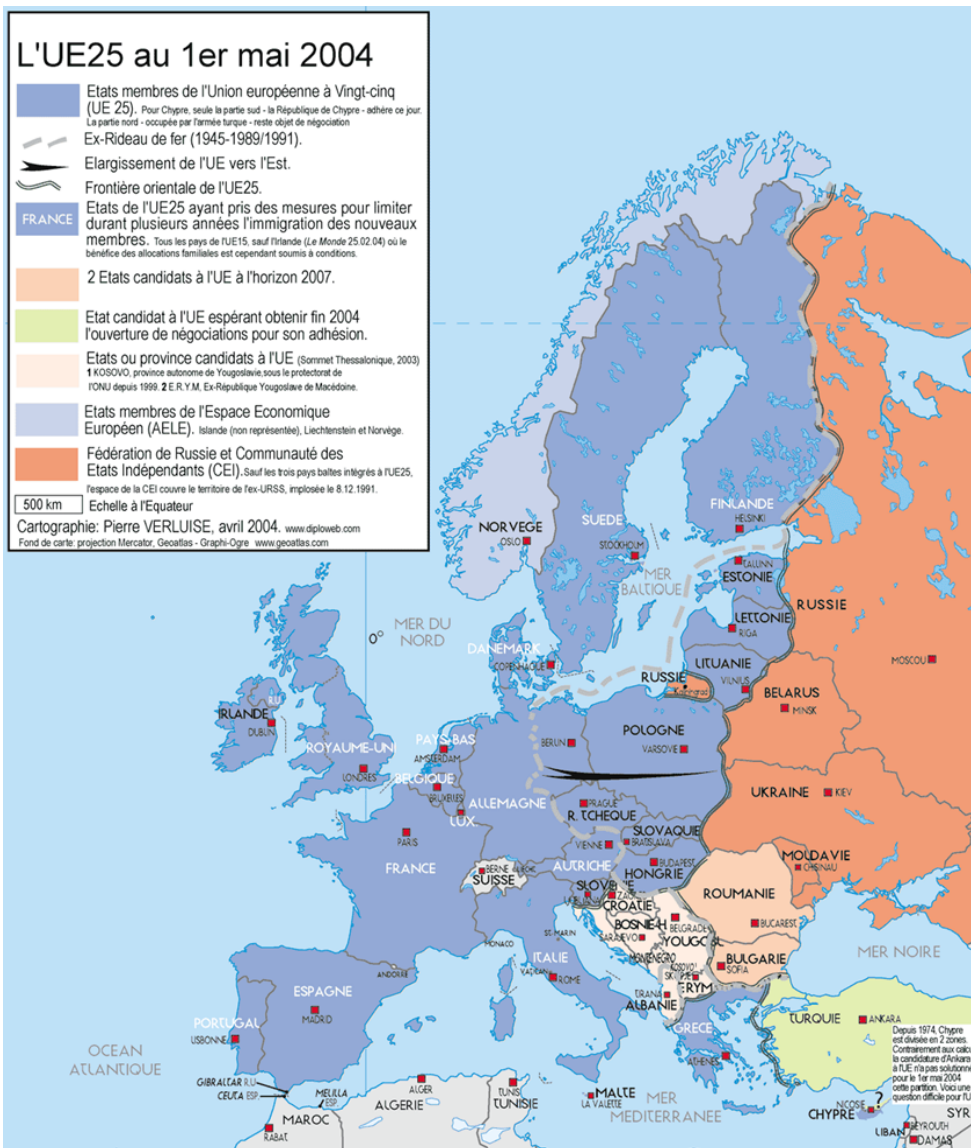
En 1995, fut entré en vigueur l'accord de Schengen, qui abolit le contrôle des passeports et visas aux frontières des sept États-membres de l'UE : la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. Plus tard, les autres pays y ont rejoint.

En 2001, le traité de Nice remplaça le principe précédent de l'unanimité au sein du Conseil européen pour la prise de décision dans les 27 domaines différents par le principe de la majorité qualifiée, ce qui a rendu encore plus difficile la possibilité de bloquer des solutions communes de l'UE pour les États individuels.

À partir du 1^{er} janvier 2002, un certain nombre de pays de l'Union européenne passa à la nouvelle monnaie unique - l'euro, qui, pendant trois ans avant, fut utilisé pour les paiements sans numéraire.

Le 1^{er} mai 2004 l'Union européenne tint la plus grande expansion ponctuelle : les dix nouveaux États, dont sept anciens États-membres du bloc de l'Est, fut intégrés à l'Union.

Le 29 octobre 2004 les présidents de tous les 25 États-membres de l'UE signèrent le Traité de Rome, comprenant le projet de la Constitution européenne. Le projet consistait en 448 articles, se composait des quatre parties et du préambule (les objectifs et le sens de la fondation de l'UE). La première partie du document contenait les principes



référéndums, en décembre 2007, fut signé le traité de Lisbonne, qui en fait devint un substitut à la Constitution européenne.

Il élargit en outre l'éventail des questions sur lesquelles le vote est réalisé par la majorité qualifiée. Le traité établit également la personnalité juridique de l'UE (une possibilité, dans certains cas, de conclure des accords internationaux dans tous les domaines de sa compétence) et établit un nouveau poste de Président de l'Union.

Le document contenait un article qui prescrit pour la première fois une procédure de sécession de l'Union. En cela, le rédacteur du paragraphe No 50 (l'article 50), lui-même, Giuliano Amato, l'ancien Premier ministre italien, a admis plus tard que cet élément fut spécialement formulé d'une manière si « désagréable » qu'aucun pays, membre de l'UE, n'a osé

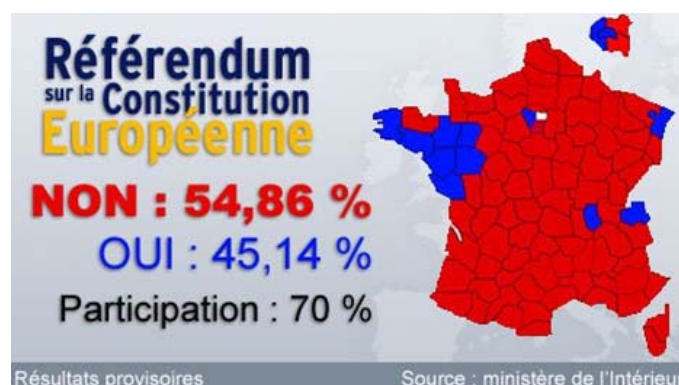
juridiques fondamentaux de la Constitution (la fondation de l'Union, ses valeurs, l'état du droit européen, la répartition des compétences entre les États-membres et l'UE, les institutions de l'UE, la procédure de sortie de l'UE) ; la deuxième partie comprenait la Charte des droits fondamentaux en tant que partie juridique de la Constitution ; la troisième partie contenait les principales directions de la politique ; la quatrième - la procédure de ratification. Lors des référendums, tenus le 29 mai et le 1^{er} juin 2005 en France et aux Pays-Bas respectivement, le projet de la Constitution européenne fut rejeté. Malgré les résultats des

l'appliquer réellement (Dunt, 2016, p. 29).

Pourtant après neuf ans, le 26 juin 2016, le Royaume-Uni a organisé un référendum où 51,89 % des personnes interrogées ont exprimé un espoir que le pays quittera l'Union européenne, - le Brexit. Jusqu'alors l'UE s'élargissait progressivement et jusqu'à ce moment il n'avait pas eu de cas de sécession. Depuis, Bruxelles et Londres ont

graduellement entamé des négociations sur la sécession qui devrait être achevée en 2018 (Pecastaing, 2016).

Historiquement, les Britanniques, d'une part, étaient les uns des principaux architectes de l'Union européenne, mais

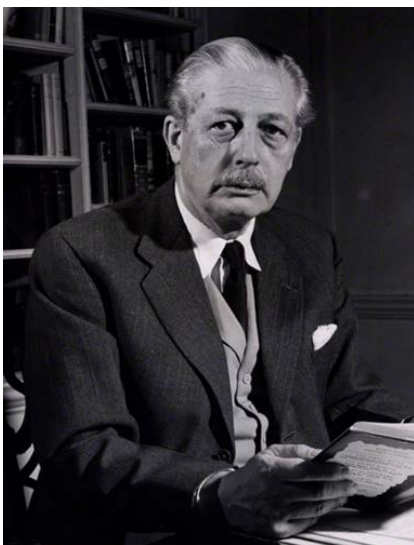




en même temps sont restés les plus eurosceptiques de tous les pays occidentaux (Smith, 1992). Après la Seconde Guerre mondiale, **Winston Churchill**, le Premier ministre britannique, proposa de « faire revivre la

famille européenne », pour laquelle il fut nécessaire de « créer un cadre dans lequel l'Europe serait en mesure de vivre en paix, en sécurité et en liberté » (Helm, 2016). C'était Churchill qui avança l'idée des « États-Unis d'Europe ».

Dans ce cas, il ne considéra pas, en fait, le Royaume-Uni comme une partie de cette nouvelle entité, en envisageant les plus grandes économies du continent – la France et l'Allemagne de l'Ouest – comme les responsables des « États-Unis d'Europe ».



D'adhérer la Grande-Bretagne dans le processus d'intégration européenne fut décidé par **Harold Macmillan**, le Premier ministre du Parti conservateur, qui en 1961 dirigea une demande officielle d'adhésion au Conseil européen.

Macmillan estima que d'exister ultérieurement hors des structures paneuropéennes est préjudiciable à l'économie du pays. Le Parti travailliste s'opposa fermement, en faisant valoir que l'adhésion à la fédération européenne signifiait « la fin de l'histoire millénaire de la Grande-Bretagne indépendante » (pour les travaillistes britanniques modernes, attirés envers le multiculturalisme et les frontières ouvertes, l'appel à « l'histoire millénaire » pouvait sembler une manifestation de chauvinisme). La pétition de Macmillan, cependant, fut opposée par le veto de

Charles de Gaulle, le Président français.

Celui-ci craignait que Londres commence non seulement à jouer un rôle dirigeant dans le projet européen, qui, selon lui, devait appartenir exclusivement à Paris, mais aussi qu'ils apportent une influence américaine indésirable dans le projet continental (Hoffmann, 1989). En conséquence, la Grande-Bretagne fut intégrée dans la CEE seulement en 1973.

L'adhésion au projet européen étant déjà perçue différemment dans la société britannique, un référendum national eut lieu dans le pays en juin 1975. 67 % de votants furent en faveur de la participation britannique à la Communauté européenne et le Marché commun.

Margaret Thatcher, même sans être Premier ministre, considéra la présence dans le projet européen comme une aubaine pour le pays.

Mais ensuite, quand l'Union, d'abord économique, commença à acquérir la forme d'une union politique, sa position changea. Dans son célèbre discours en 1988 à Bruges, en Belgique,



Thatcher déclara : « Il serait hautement préjudiciable de tenter de supprimer la nationalité et de concentrer le pouvoir au centre d'un conglomérat européen ; en outre cela compromettrait les objectifs que nous poursuivons. L'Europe sera plus forte si elle compte précisément en son sein la France en tant que France, l'Espagne en tant qu'Espagne, la Grande-Bretagne en tant que Grande-Bretagne, chacune avec ses coutumes, traditions et particularités. Ce serait de la folie que d'essayer de les faire entrer dans une sorte de portrait-robot européen. » (Thatcher, 1988).

À partir de ce discours de Thatcher débute un nouveau cycle de l'euroscepticisme britannique et, plus généralement, de celui de l'Europe occidentale (Бышок, 2016).

Après le départ de Thatcher, les débats sur l'intégration européenne dans les hautes classes politiques britanniques ne font qu'empirer. Plus l'intégration gagne, plus les positions de partis changent. Les membres du Parti travailliste deviennent des fervents partisans du projet européen, alors qu'en revanche le nombre de sceptiques chez les conservateurs augmente. Ainsi, David Cameron, qui s'était battu pour prendre la tête du Parti conservateur au milieu des années 2000, parlait alors ouvertement de la nécessité de s'éloigner de l'intégration européenne (Traynor, 2009).

Alors que l'Union européenne fonctionnait relativement bien, les eurosceptiques, en particulier dans les pays continentaux, étaient une force politique marginale et ne représentaient pas une concurrence sérieuse pour les grands partis mainstreams soutenant l'intégration européenne. La crise qui a commencé dans la seconde moitié des années 2000, a apporté des modifications dans le paysage politique du continent. *« La tempête intérieure, dans laquelle se trouvait l'Union européenne, est tombée subitement quand les affaires internationales dans leur ensemble traversaient une période de haute turbulence »* (Международный дискуссионный клуб «Валдай», 2017, с. 3).

La crise de la zone euro associée à divers indicateurs économiques du « noyau dur » européen, représenté par l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, la Scandinavie et la « périphérie » est devenue un des principaux facteurs de changements internes (Kelemen, 2013, Бутл, 2015, Спрацин, 2015). Le «

noyau dur » européen, comme disent les critiques, a été contraint de maintenir à flot la « périphérie » - un arc de l'Irlande à la Grèce. L'expansion à grande échelle de l'UE par des pays d'Europe de l'Est, dont les économies étaient nettement plus faibles que celles des « anciens » pays, sur la base desquels la Communauté économique européenne fut créée dans les années 1950, est devenue un autre facteur interne de la crise de la zone européenne.

Le facteur externe de crise lui-même a été ressenti à pleine force au milieu des années 2010. Ce fut une déstabilisation dans la région de la Méditerranée méridionale et orientale. La déstabilisation a provoqué un afflux des centaines de milliers de réfugiés et de migrants économiques de l'environnement culturel musulman du Grand et Moyen-Orient et de l'Afrique vers l'Europe, laquelle n'était pas prête. Et en outre, l'impréparation de l'Ancien Monde n'était pas tant dans le travail insatisfaisant des services frontaliers, mais dans l'absence de toute stratégie commune face à la crise de migration et l'intégration des nouveaux arrivants.

Auparavant, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et d'autres pays d'Europe occidentale, la politique d'intégration des nouveaux citoyens potentiels, y compris ceux des anciennes colonies, a été relativement réussie. À cette époque, d'une part, la pression migratoire sur l'Ancien monde a été relativement faible. Et d'autre part, le système étatique, en particulier le système de l'éducation et du travail, a été mis en place pour l'intégration des migrants dans le domaine culturel européen. Afin de devenir des citoyens à part entière du pays, des migrants devaient appliquer leurs propres efforts pour



assimiler volontairement et « pour devenir » des Allemands, des Français ou des Britanniques.

Au début des années 1990, à la place de l'idée d'intégration, sont venus les concepts du multiculturalisme, de la tolérance et de la « discrimination positive » des minorités nationales (Gottfried, 2005). Ces concepts se sont basés sur une nouvelle réflexion critique de l'histoire européenne des derniers siècles, qui représentait une série de crimes dans le reste du monde non occidental, pour laquelle les pays européens devaient payer le prix correspondant sous la forme d'un traitement spécial pour les migrants, en particulier pour ceux des anciennes colonies (Брюкнер, 2009). L'approche multiculturelle, en remplaçant celle d'assimilation, a conduit à une complication du processus d'intégration des migrants dans la culture dominante, à la « ghettoïsation » et à la criminalisation des zones de banlieue et d'un certain nombre de grandes villes européennes, dont Bruxelles, la capitale de l'Union européenne (King, 2017).

De nouveaux migrants se sont installés dans les zones « migrantes », envers qui la population indigène laissa progressivement la place. Ainsi, déjà là, le problème de « ghettoïsation » et de divisions ethniques au sein des villes européennes, devenait encore plus grave en privant les incitations pour les migrants à s'intégrer, et en provoquant, aux Européens indigènes, des sentiments négatifs non seulement par rapport aux « étrangers », mais aussi envers la classe politique établie, qui, selon eux, était coupable de ce qui se passait (Phillips, 2007, Wilders, 2012, Саррацин, 2012). « La fin de

l'histoire» (Fukuyama, 1989) montrait déjà le risque de cette transformation en un « choc des civilisations» (Huntington, 1993).

À la fin des années 2010, les dirigeants européens représentés par Angela Merkel, la chancelière allemande (Connolly, 2010), et David Cameron, le Premier ministre britannique (Fallon, 2011), ont reconnu que les tentatives de construire une société multiculturelle sur le continent étaient un échec. Malgré cela, des mécanismes réels d'intégration, mais également de lutte contre la radicalisation des jeunes musulmans en Europe, n'ont pas été proposés. L'immigration et le terrorisme sont devenus un défi aigu à la cohésion de l'UE et ont remis en question la réussite de l'intégration continentale dans l'espace Schengen. *« Ces deux problèmes conduisent au fait que la question de la sécurité des citoyens devient d'autant plus urgente, mais cela n'est pas inclus dans les compétences de l'Union européenne et ne figure pas parmi les réalisations de l'intégration. La demande des citoyens à la sécurité trouve tout d'abord les destinataires au niveau national, ce qui réduit la légitimité de l'UE et conduit à une augmentation du populisme »* (Международный дискуссионный клуб «Валдай», 2017, с. 5).

L'euroscepticisme, au regard des problèmes urgents des États-nations de l'Europe dans le « dictat » de la supranationale « bureaucratie bruxelloise », passe d'un phénomène semi-marginal vers une « nouvelle norme » de l'UE (Harding, 2016). Au cours des quelques dernières années, les partis eurosceptiques sont en plein essor dans les principaux pays du continent. Dans certains cas, leurs représentants parviennent à occuper des postes importants dans le



pouvoir législatif (Danemark) ou exécutif (Hongrie, Finlande). Souvent, les partis mainstreams interceptent les rhétoriques les plus populaires des eurosceptiques, concernant, par exemple, la lutte contre l'immigration de masse, et l'intégrisme islamique (Belgique, France) (Judis, 2016, Бышок, 2017).

Les eurosceptiques parlent soit du sujet de la fermeture complète du projet européen, soit d'une nécessité d'une transformation sérieuse (Taggart, Szczerbiak, 2002). Ce dernier est devenu une nouvelle tendance – même Emmanuel Macron, eurooptimiste, a en parlé au cours de la campagne présidentielle en France, où il y avait son principal rival Marine Le Pen, le leader du « Front national » eurosceptique (Samuel, 2017). Durant l'année passée, les eurosceptiques ont également été bien représentés lors des élections présidentielles en Autriche et durant les élections parlementaires aux Pays-Bas : dans les deux cas, ils ont obtenus la deuxième place.

On accuse habituellement les eurosceptiques et leurs critiques de l'UE de « populisme ». Dans sa forme la plus générale, le populisme est défini comme une idéologie, se rapportant « avec suspicion et hostilité aux élites, aux politiciens mainstreams et aux institutions politiques bien établies ». Des populistes, eux-mêmes, se représentent comme « une voix du peuple oublié » et « des représentants du vrai patriotisme » (Zakaria, 2016, p. 9).

En cela, Francis Fukuyama, le sociologue et économiste américain, admet que « le populisme » est une étiquette que des élites politiques stigmatisent sur des idées qui sont populaires parmi les classes populaires, mais qui sont inacceptables pour l'establishment (Fukuyama, 2016, p 68.).

Parmi les crises qu'affrontent l'Union européenne, il y a aussi une crise d'identité. Selon Anthony Smith, le chercheur du nationalisme, « l'Europe » abstraite ne peut pas rivaliser sur un pied d'égalité avec tangibilité et « enracinement » contre chacune des différentes nations européennes » (Smith, 1998, p. 195). La

nation est devenue une norme de l'organisation sociale et politique et le nationalisme, sous différentes formes et sous différents noms, - une des idéologies les plus courantes. En même temps, « les efforts pour créer des unions supranationales ont jusqu'à aujourd'hui échoué, parce qu'ils sont incapables d'élever la même loyauté inébranlable que les gens ont pour leur nation » (Ibid.).

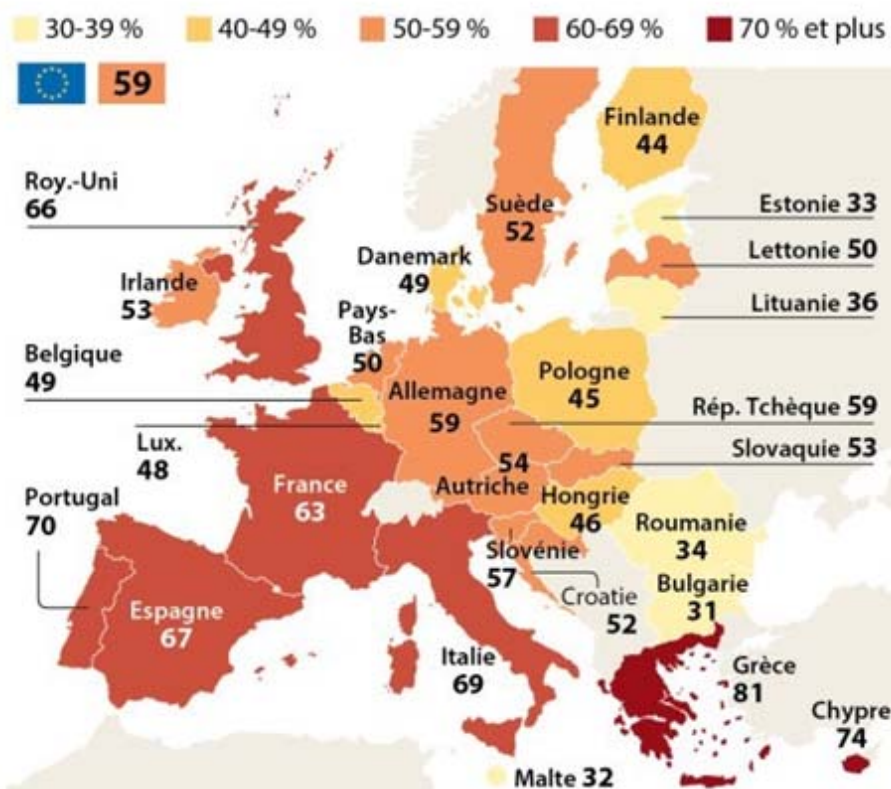
Contrairement aux ethno-nationalistes de la première moitié du XX siècle, les « nouvelles droites » contemporaines d'Europe occidentale ne poursuivent pas des objectifs irrédentistes. « Leur position internationale est plus défensive qu'offensive... Il est nécessaire de défendre le pays, l'Europe et l'Occident contre des intrus. Mais laisser aux intrus faire ce qu'ils veulent chez eux, s'il n'y en a pas de menace pour nous » (Баунов, 2017).

Le référendum au Royaume-Uni a

La progression du sentiment anti-européen

Union européenne : une nette défiance au sud...

Part des personnes déclarant n'avoir « plutôt pas confiance » en l'Union européenne, en %, en 2014



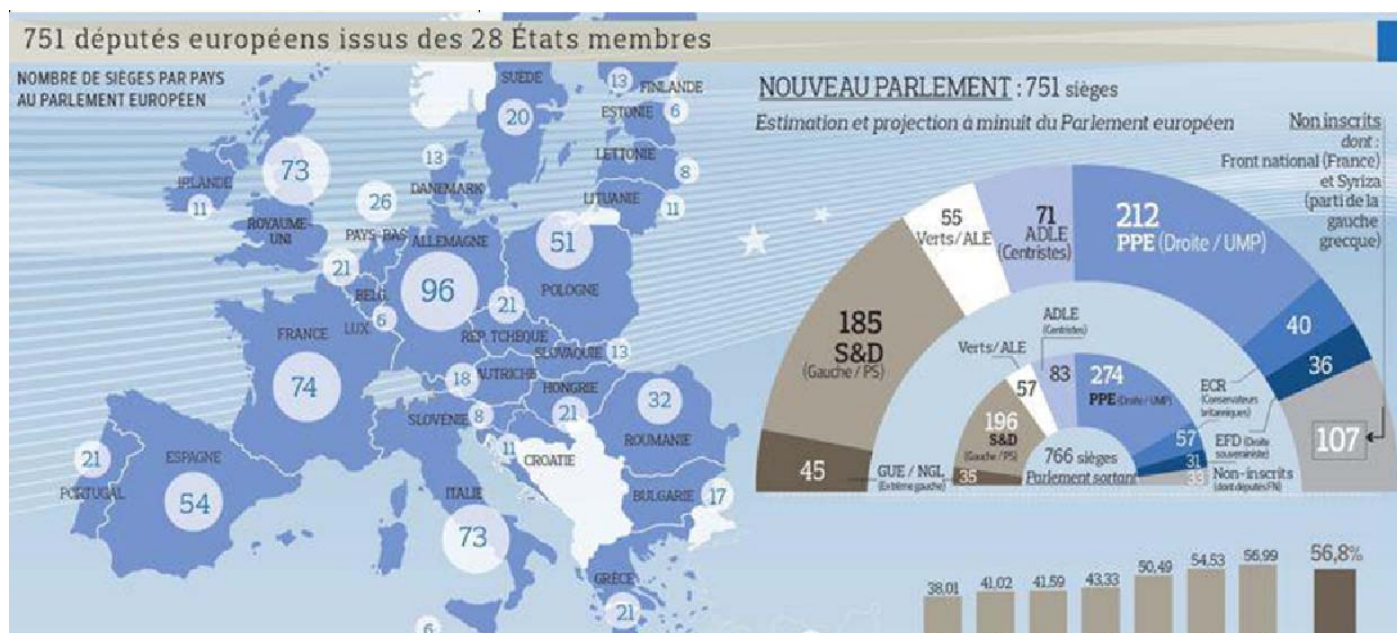
légitimé des idéologies d'eurosceptiques, de nationalistes et de populistes aux yeux de l'opinion publique et aux milieux politiques à l'Occident. Et l'élection de Donald Trump comme le président des États-Unis est devenue une révolution politique mondiale de l'Occident, beaucoup plus importante que la « révolution conservatrice » de Ronald Reagan.

Quel est le problème de l'Union européenne aujourd'hui ? Des experts du Club « Valdai » (Международный дискуссионный клуб «Валдай», 2017, с. 6) sélectionnent les quatre grandes crises de l'UE : la crise de leadership et de solidarité (une violation de l'équilibre du pouvoir : le renforcement de l'Allemagne, Brexit ; une impréparation des institutions européennes à prendre plus grande responsabilité ; des valeurs et des intérêts différents) ; la crise économique globale (la monnaie unique mais modèles économiques différents ; des déséquilibres de développement économique ; un lourd système social ; un manque du système de contrôle et de contrainte) ; la crise d'immigration et de terrorisme (une vague de l'immigration sans précédent, une crise du système Schengen et une répartition disproportionnée du fardeau de l'immigration, une montée du terrorisme, un problème de l'intégration des immigrants) ; la crise de légitimité (une suspension de l'expansion de la composante supranationale ; des attentes élevées de l'intégration ; la politisation des institutions de l'UE, un écart entre des élites et la majorité de la population - la croissance de l'euroscepticisme, le relativisme

évaluatif).

Est-ce que l'Union européenne dirigée par Bruxelles « de plus en plus incapable » (Караганов, 2016), peut-elle, cesser d'exister à moyen terme ? Selon les experts de « Valdai », l'effondrement de l'UE serait « la plus grande catastrophe géopolitique du XXI siècle » (Международный дискуссионный клуб «Валдай», 2017, p. 4). La probabilité d'une telle catastrophe est assez petite, parce que « la pertinence économique de l'existence d'un marché intérieur commun pour la plupart des acteurs reste un facteur important » (ibid., p. 9). En même temps, le scénario d'intensification qualitative de l'intégration européenne semble peu probable. « Les tendances actuelles d'intégration européenne nécessiteront probablement une retraite de la politisation excessive des activités d'institutions de l'Union européenne vers une approche plus technocratique » (ibid., p. 4).

Pour « redémarrer » le projet européen, on a besoin de toute évidence d'une sorte de « retour aux sources » et d'un refus de la politisation de la prise de décisions économiques. Dans ce cas, « il apparaît une nécessité de débarrasser l'Union européenne de la superstructure « politique » excessive aux institutions » (ibid., p. 10), qui est, en fait, un des principaux objets de la critique de la part des eurosceptiques. Et ici, les négociations avec Londres sur les paramètres de Brexit deviennent un moment crucial pour Bruxelles. Pour la direction de l'UE y a un problème double et extrêmement difficile, en principe peu réalisable. D'une part, il faut de façon exemplaire « punir » le Royaume-Uni, en imposant des



conditions défavorables de sortie de l'UE à Londres afin de donner un signal aux autres pays de l'UE sur les conséquences indésirables, s'ils décidaient d'organiser des référendums semblables à celui britannique. D'autre part, Bruxelles ne peut pas aller « trop loin », parce que le « Brexit dur » peut être utile à aux adversaires du projet européen dans les états continentaux, y compris de plus en plus eurosceptiques, notamment la France et les Pays-Bas, qui confirmeraient leur théorie sur « le dictat de Bruxelles » et la nécessité de retrouver sa propre souveraineté économique, politique et culturelle.

En conclusion, nous devons envisager une crise de l'UE dans le contexte plus large du système mondial en mutation, où les forces centripètes et centrifuges s'équilibrent.

Selon **Richard Haass, président du Conseil américain des relations étrangères**, le système westphalien des relations internationale a pris fin : « *Le système d'exploitation mondial traditionnel... a été fondée sur la protection et les prérogatives des [certaines] pays. Ce système est tout moins correspond au monde globalisé d'aujourd'hui. Aujourd'hui, rien ne demeure : presque tout et tout le monde, à commencer par des touristes, des terroristes et des réfugiés à finir par des courriels, des maladies, des dollars et des gaz à effet de serre, peuvent atteindre n'importe quel point sur la planète. Ainsi, tout ce qui se passe dans un certain pays ne peut plus être considéré comme un problème d'un seul pays* » (Haass, 2016, p. 2). Haass estime que le

processus de construction d'un nouvel ordre prendra des années, voire des décennies, mais c'est un travail nécessaire, « *parce que la mondialisation continuera, et les accords actuels seront de moins en moins appropriés aux défis d'aujourd'hui* » (ibid., p. 9).

Robin Niblett, directeur de Chatham House, est moins optimiste quant au nouvel ordre mondial : « *Les pays, qui ont construit un ordre libéral, sont maintenant plus faibles qu'au cours des trois générations précédentes. Ils ne sont plus un modèle de forces libérales des systèmes de gouvernance économique et politique pour d'autres* » (Niblett, 2016, p. 24). Tous qui ne partagent pas « un consensus libéral » du gouvernement peuvent, donc, essayer de mettre en place un système politique alternatif. « *Le monde de la politique internationale restera divisée entre les libéraux et étatistes dans un proche avenir, mais aussi ceux et d'autres dépendront de l'ordre économique libéral pour leurs prospérité et la sécurité internationale* » (ibid.).

Dans un monde de plus en plus interconnecté, tout ce qui se passe dans l'Ouest mondial n'est pas sans incidence sur la Russie. « *L'Europe est aujourd'hui à la même position que celle de la Russie - les anciennes recettes ne fonctionnent pas, l'avenir doit être revu et construit à nouveau* » (Миллер А., Лукьянов Ф., 2016). L'avenir du projet européen semble moins ambitieux et plus axé sur la préservation et le renforcement des institutions existantes et des mécanismes de soutenance de l'unité interne avec le respect mis en valeur aux appels de plus en plus articulés pour le maintien de l'identité culturelle des États nationaux du continent.

S.B.

Références

1. Connolly, K. Angela Merkel declares death of German multiculturalism // The Guardian, 17.10.2010. L'adresse exacte de l'article : <https://www.theguardian.com/world/2010/oct/17/angela-merkel-germany-multiculturalism-failures>
2. Dunt I. Brexit: what the hell happens now? Surrey, United Kingdom Canbury Press, 2016.
3. Fallon M. Multiculturalism has failed in Britain – Cameron // Reuters, 5.02.2011. L'adresse exacte de l'article : <http://uk.reuters.com/article/uk-britain-radicalisation-idUKTRE71401G20110205>



4. Fukuyama F. American political decay or renewal? // Foreign Affairs, Vol. 95, No. 4, 2016, p. 58-68.
5. Fukuyama F. The end of history? // The National Interest, No. 16, 1989, p. 3-18.
6. Gottfried P.E. The strange death of Marxism: The European Left in the new millennium. Columbia, Mo.: University of Missouri Press, 2005.
7. Haass R.N. World Order 2.0 // Foreign Affairs, Vol. 96, No. 1, 2017, p. 2-9.
8. Harding G. Euroscepticism: The EU's new normal // EUobserver, 9.06.2016. L'adresse exacte de l'article : <https://euobserver.com/opinion/133747>
9. Helm T. British Euroscepticism: a brief history // The Guardian, 07.02.2016. L'adresse exacte de l'article : <https://www.theguardian.com/politics/2016/feb/07/british-euroscepticism-a-brief-history>
10. Hoffmann S. The European Community and 1992 // Foreign Affairs, Vol. 68, No. 4, 1989, p. 27-47.
11. Huntington S.P. The clash of civilizations? // Foreign Affairs, Vol. 72, No. 3, 1993, p. 22-49.
12. Judis J.B. The populist explosion: How the great recession transformed American and European politics. New York: Columbia Global Reports, 2016.
13. Kelemen R.D. Saving the euro, dividing the union // Foreign Affairs, 21.01.2013. L'adresse exacte de l'article : <https://www.foreignaffairs.com/articles/europe/2013-01-21/saving-euro-dividing-union>
14. King E. Radical Islam on rise in Belgian mosques // Politico.eu, 8.02.2017. L'adresse exacte de l'article : <http://www.politico.eu/article/radical-islam-on-rise-in-belgian-mosques/>
15. Niblett R. Liberalism in retreat // Foreign Affairs, Vol. 96, No. 1, 2017, p. 17-24.
16. Pecastaing C. Please Leave // Foreign Affairs, 21.06.2016. L'adresse exacte de l'article : <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-kingdom/2016-06-21/please-leave>
17. Phillips M. Londonistan: How Britain is creating a terror state within. London: Encounter Books, 2007.
18. Samuel H. The EU must reform or face a Frexit, says Emmanuel Macron // The Telegraph, 1.05.2017. L'adresse exacte de l'article : <http://www.telegraph.co.uk/news/2017/05/01/eu-must-reform-face-frexit-says-macron/>
19. Smith A.D. Nationalism and modernism: A critical survey of recent theories of nations and nationalism. London, New York: Routledge, 1998.
20. Smith G. Britain in the new Europe // Foreign Affairs, Vol. 71, No. 4, 1992, p. 155-170.
21. Stratfor. 2017 Annual Forecast, 27.12.2016. L'adresse exacte de l'article : <https://www.stratfor.com/forecast/2017-annual-forecast>
22. Taggart P., Szczerbiak A. The party politics of Euroscepticism in EU member and candidate states. Sussex European Institute, WP 51, Opposing Europe Research Network, WP 6, April 2002. L'adresse exacte de l'article : <https://www.sussex.ac.uk/webteam/gateway/file.php?name=sei-working-paper-no-51.pdf&site=266>
23. Tharoor I. Belgium's big problem with radical Islam // The Washington Post, 22.03.2016. L'adresse exacte de l'article : https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/03/22/belgiums-big-problem-with-radical-islam/?utm_term=.0e501e69a8ac
24. Thatcher M. Speech to the College of Europe («The Bruges Speech») // The Margaret Thatcher Foundation, 20.09.1988. L'adresse exacte de l'article : <http://www.margaretthatcher.org/document/107332>
25. Traynor I. EU allies warn David Cameron over rightwing pact // The Guardian, 11.05.2009. L'adresse exacte de l'article : <https://www.theguardian.com/politics/2009/may/11/conservative-eu-david-cameron>
26. Wilders G. Marked for death: Islam's war against the West and me. Washington, D.C.: Regnery Pub.; New York: Perseus Distribution, 2012.
27. Zakaria F. Populism on the march // Foreign Affairs, Vol. 95, No. 6, 2016, p. 9-15.
28. Баунов А. Трамп в контексте. Почему выигрывают новые правые // Carnegie.ru, 20.01.2017. L'adresse exacte de l'article : <http://carnegie.ru/commentary/?fa=67741>
29. Бутл Р. Траблы с Европой. Почему Евросоюз не работает, как его реформировать и чем его заменить. — М.: КоЛибри, Азбука-Аттикус, 2015.
30. Бышок С. Брекзит и евроскептики: Европейцы против ЕС. — М.: Книжный мир, 2016.
31. Бышок С. Новая Европа Владимира Путина: Уроки Запада для России. — М.: Книжный мир, 2017.
32. Караганов С. 2016 — победа консервативного реализма // Россия в глобальной политике, 31.01.2017. L'adresse exacte de l'article : <http://www.globalaffairs.ru/number/2016--pobeda-konservativnogo-realizma-18556>
33. Котова Ю. Сорос назвал четыре способа предотвратить развал ЕС после Brexit // РБК, 11.07.2016. L'adresse exacte de l'article : <http://www.rbc.ru/society/11/07/2016/5783923c9a7947edab67fa98>
34. Международный дискуссионный клуб «Валдай». Доклад международного дискуссионного клуба «Валдай» «Неопределенное будущее Евросоюза: Что делать России?» — М.: Валдай, 2017.
35. Миллер А., Лукьянов Ф. Отстраненность вместо конфронтации // Россия в глобальной политике, 27.11.2016. L'adresse exacte de l'article : <http://www.globalaffairs.ru/number/Otstranennost-vmesto-konfrontatsii--18477>
36. Резчиков А, Богданов Ю. Европа приходит в себя после шока от британского референдума // Взгляд, 24.06.2016. L'adresse exacte de l'article : <https://vz.ru/world/2016/6/24/817894.html>
37. Саррацин Т. Германия. Самоликвидация. — М.: Рид групп, 2012.
38. Саррацин Т. Европе не нужен евро. — М.: Neoclassic, АСТ, 2015.
39. Файнберг А. Макфол поздравил Путина с «гигантской победой» на референдуме в Британии // РБК, 24.06.2016. L'adresse exacte de l'article : <http://www.rbc.ru/politics/24/06/2016/576ce0ac9a7947ee38ef98f8>

« De la véritable nature de la monnaie »



Valérie BUGAULT
Avocate spécialisée en droit des affaires



Jean REMY
Ancien banquier et
membre du Conseil de surveillance

A lors que les économistes, formés pour être les gardiens du temple financier actuel, sont unanimes pour dire que la monnaie est, notamment mais essentiellement, un instrument de stockage de la valeur, Jean Remy et moi-même avons démontré dans notre ouvrage intitulé « Du nouvel esprit des lois et de la monnaie » (publié en juin 2017 aux éditions Sigest) que la monnaie est, de façon bien plus fondamentale, un service rendu à la collectivité par une puissance

publique légitime. La monnaie n'est en aucun cas une marchandise dotée d'une valeur intrinsèque, et n'est donc pas non plus, contrairement à ce que d'aucun affirme, un instrument de stockage de la valeur.

En décider autrement revient à justifier tout l'édifice financiariste et dogmatique actuel, c'est-à-dire, in fine, à justifier le contrôle des monnaies par quelques banquiers anonymes, par le biais du jeu séculaire des banques centrales et des marchés subséquents de taux de change et d'intérêt.

La conception d'une monnaie-marchandise est, de façon structurelle, un empêchement rédhibitoire à ce que la monnaie joue pleinement le rôle pour lequel elle a été créée : celui de faciliter les échanges. En effet, une monnaie-marchandise a pour principale caractéristique d'être accaparée ; il en résulte, de façon mécanique, le fait que la gestion monétaire devient, à terme, réalisée par des intérêts privés, exactement contraires à l'objectif d'intérêt général auquel le concept de monnaie répond. Un pas plus loin, nous avons démontré dans notre ouvrage que pour être pleinement efficace, une monnaie doit être émise par des instances politiques légitimes, c'est-à-dire des instances politiques dont le rôle est effectivement de garantir l'intérêt général.

Pour comprendre ce qu'est la monnaie, il faut se référer aux temps les plus anciens qui ont vu sa naissance et ses premiers développements, c'est-à-dire s'ouvrir aux découvertes de l'archéologie. Il faut également se référer à la sémantique et à la nature réelle des choses, et non pas rester dans la scolastique.

Les apparences actuelles de la monnaie, en tant qu'instrument de réserve de valeur (autrement dit une « monnaie-marchandise »), reposent sur des

Valérie BUGAULT & Jean RÉMY
préface de Philippe BOURCIER de CARBON

du NOUVEL ESPRIT DES LOIS
et de LA MONNAIE



Les moyens d'une véritable démocratie

SIGEST



analyses qui ont été entièrement élaborées et renouvelées depuis quatre siècles par des individus intéressés à faire croire que la monnaie était foncièrement un bien, c'est-à-dire une réserve de valeur, de façon à justifier la conservation du contrôle de cette dernière par des banquiers tout-puissants.

Dans ce contexte, il est tout à fait essentiel de comprendre que les crypto-monnaies qui émergent actuellement reposant sur la technologie des blockchains (le bitcoin étant la plus connue), dont tout un chacun parle beaucoup sans les connaître vraiment, ne diffèrent aucunement de la monnaie-marchandise telle qu'actuellement, généralement et frauduleusement, conçue.



Ces crypto-monnaies sont en effet structurellement tout à la fois un instrument de circulation des biens et une réserve de valeur. Techniquement, la valeur de ces monnaies dématérialisées est entre les mains des « mineurs » qui réalisent de facto et dans le même temps une communauté d'utilisateurs. Quelle que soit la dénomination de la crypto-monnaie (bitcoin ou autres) ces « mineurs » peuvent ou non se

connaître et peuvent ou non réaliser une collusion d'intérêts. Dans l'hypothèse où ces « mineurs » se connaîtraient préalablement, ils réaliseraient une société de fait dont chacun d'eux détiendrait une part du capital. Dans tous les cas, les émetteurs des premières quantités d'une cryptomonnaie sont obligatoirement des « mineurs » de leur propre monnaie. La façon dont ils conçoivent la comptabilisation de cette monnaie ainsi créée est d'ailleurs très révélatrice : elle rentre dans leur capital ; ils pourront ainsi profiter d'une façon continue de l'accroissement de sa valorisation. S'il semble excessif a priori d'estimer que d'une façon générale en matière de blockchain tous les « mineurs » d'une crypto-monnaie particulière réalisent et génèrent une collusion d'intérêt dans l'objectif de contrôler ladite monnaie, il est en revanche des points obscurs du concept de blockchain que l'on ne peut pas, sous prétexte de naïveté, passer sous silence.

Premièrement, ce concept de monnaie dématérialisée (crypto-monnaie) est apparu fort opportunément en 2009 à la suite de la crise financière de 2007 elle-même organisée par les plus hautes instances bancaires en partenariat étroit avec les instances politiques américaines qui ont organisé et géré la dérégulation financière au niveau mondial. Il semble inutile ici de revenir sur toute la construction de l'édifice monétaire et financier que nous avons décrit par ailleurs.

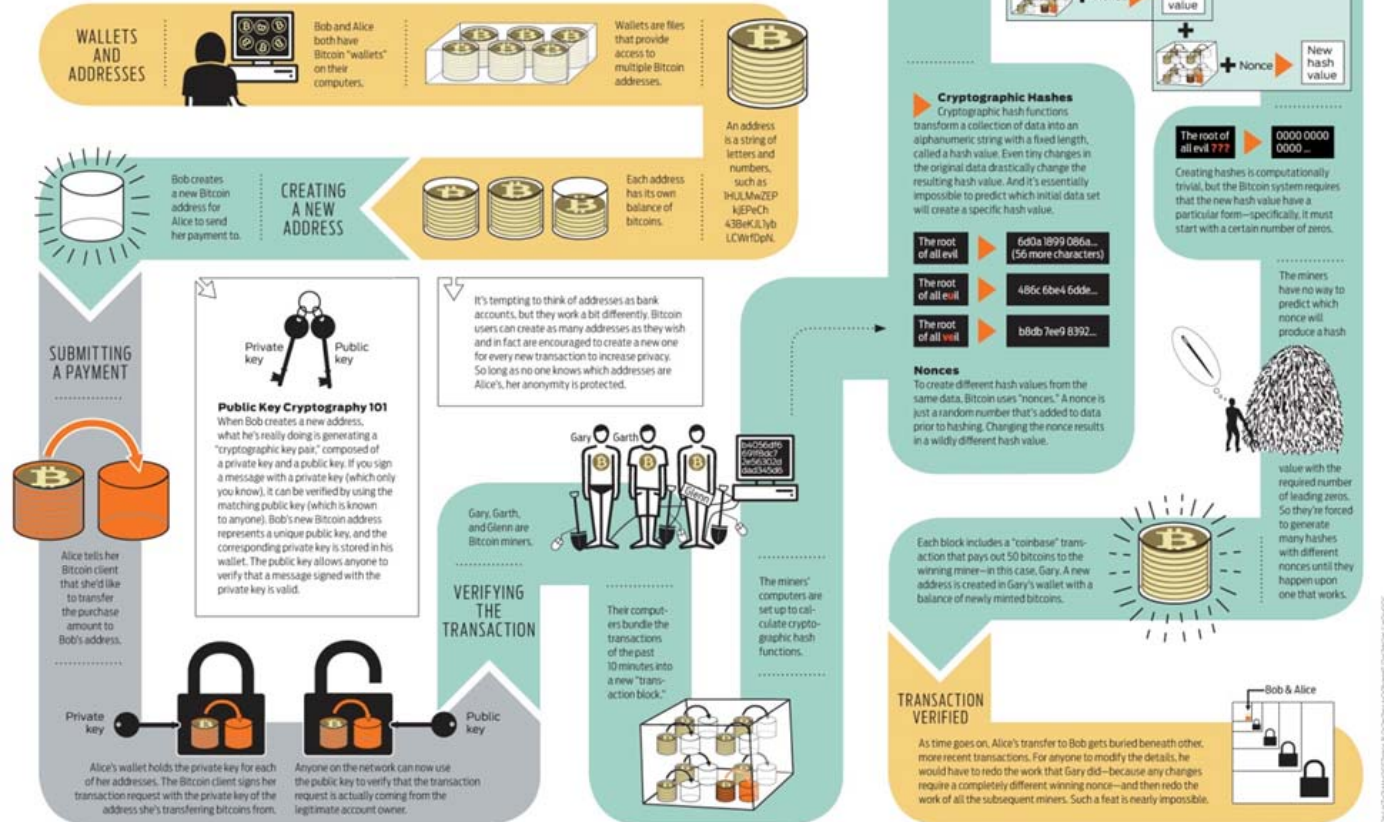
Deuxièmement, l'actuelle demande pour les bitcoins a été considérablement accrue par le fait d'actes de piratages informatiques, les rançons réclamées par lesdits pirates devant être libellées en bitcoins.

Troisièmement, l'existence de ces crypto-monnaies réalise la création de circuits financiers parallèles, que l'on pourrait appeler « de l'ombre », en complète infraction avec toutes les règles péniblement édictées afin de réguler un tant soit peu la circulation des monnaies officielles.

Pour résumer, en tant que « monnaie-marchandises », toutes les crypto-monnaies issues de la technologie blockchain sont, de façon structurelle, susceptibles d'accaparement ; elles sont même précisément « une invitation à l'accaparement », tout comme l'or l'a été en son temps. Par ailleurs, toutes ces nouvelles crypto-monnaies échappent, de façon fonctionnelle et structurelle, à tout contrôle public et citoyen.

How a Bitcoin transaction works

Bob, an online merchant, decides to begin accepting bitcoins as payment. Alice, a buyer, has bitcoins and wants to purchase merchandise from Bob.



La caractéristique de monnaie-marchandise rend, de fait, extrêmement suspectes les crypto-monnaies, tout comme le sont les monnaies classiques actuelles. L'histoire nous apprend que de l'accaparement des monnaies-marchandises a résulté la domination économique et politique par une petite minorité d'individus qui se sont rendus maîtres « du fait monétaire ». Il résulte de l'application de ce

schéma une disparition du sens de ce qu'est la politique par une domination intégrale du « fait politique » par le « fait économique ». Ne rééditons pas avec des crypto-monnaies l'erreur historique ayant consisté à considérer la monnaie comme une marchandise ; peu importe le support, matériel ou dématérialisé de la monnaie, seule compte sa raison d'être qui est, de façon conceptuelle, un service rendu à la collectivité, celui de fluidifier les échanges. Nous vivons actuellement une ère d'impoture universelle dont la seule façon de sortir est d'analyser sans concession les fondamentaux historiques de toutes les constructions humaines, dont la monnaie ainsi que le « fait politique » font essentiellement partie.

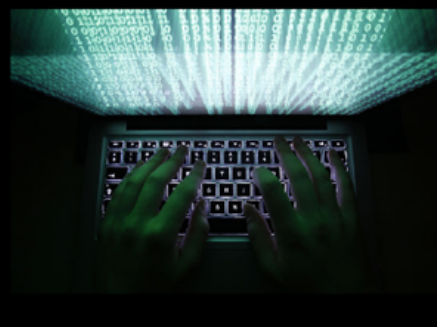
V.B. et J.R.

¹<https://insolentiae.com/ca-y-est-la-monnaie-electronique-en-or-arrive-ledito-de-charles-sannat/>

La France et l'Allemagne face à la guerre numérique



Grégory Dufour
Président du Comité franco-allemand pour l'Europe (COFAPE),
Auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale (IHEDN)



Coupure d'électricité, infection d'ordinateurs, vols d'identité, attaques informatiques contre des sites sensibles comme des sites militaires, des hôpitaux ou encore des fournisseurs d'accès à l'eau, au gaz, à l'électricité, vols de données sensibles d'entreprises et d'États, chaque année, la France¹ et l'Allemagne sont confrontées à des centaines de milliers d'attaques informatiques.



Des attaques informatiques qui peuvent entraîner une déstabilisation partielle voire totale d'un pays. Les attaques de mai et juin 2017 qui ont touché de nombreux pays comme la Russie, l'Ukraine, la Grande-Bretagne, la France ou encore l'Allemagne peuvent en témoigner².

Pour faire face à la cybercriminalité et au cyberterrorisme qui ont pris un essor considérable avec l'évolution des nouvelles technologies, la France et l'Allemagne sont en train de s'équiper, l'une et l'autre, de véritables arsenaux à la fois civil et militaire tout en renforçant leur coopération.

Tout d'abord, les deux pays disposent chacun de deux structures civiles chargées de la sécurité numérique nationale à savoir côté français l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information et

côté allemand l'Office fédéral pour la Sécurité dans les technologies de l'information³. Si ces deux entités sont chargées d'assurer dans leur pays respectif la défense des structures étatiques et des sites



sensibles face aux cyberattaques, elles coopèrent également toutes deux de façon très étroite. Cette coopération bilatérale s'illustre notamment par des actions conjointes dans des domaines touchant à la fois à la prévention, à la détection et à la réaction aux incidents voire aux attaques numériques.

Toujours sur le même registre civil, les 1ères rencontres franco-allemandes académie-industrie sur la cybersécurité organisées en décembre 2016⁴ à Nancy ont permis au couple franco-allemand d'aller plus loin dans son combat face aux cyberattaques grâce au renforcement de coopération annoncé entre deux centres de recherche à savoir le « CISPA »⁵⁶ basé à Sarrebruck, et le laboratoire lorrain « LORIA »⁷⁸ basé à Villers-les-Nancy. Ces centres de recherche de tout premier plan envisagent de créer un centre franco-allemand consacré à la cybersécurité. Un centre qui aura vocation à devenir européen⁹. La cybersécurité est aussi l'une des priorités de l'Académie franco-allemande de l'Industrie du Futur lancée à 2015 et dont la mission consiste à mener une réflexion prospective et des travaux de recherche sur la place de l'Homme dans les transitions numériques et industrielles.

Si ce sont des structures civiles qui sont chargées d'assurer la défense face aux cyberattaques comme nous venons de le voir, ce sont bien les ministères de



*Rencontre INRIA – Industrie: 1ère rencontre franco-allemande
académie industrie sur la cybersécurité –
Jeudi 8 décembre 2016 à Nancy*

la Défense français et allemand qui sont en charge des éventuelles ripostes.

Face aux risques grandissants pesant sur les États suite au développement du numérique, la France mettra donc prochainement en place un commandement militaire cyber. Ce dernier placé sous l'autorité d'un général 4 étoiles sera même rattaché directement au Chef d'État-Major des Armées et commandera les unités de « *combat informatique* » de nos armées. Ce commandement sera renforcé par 2 600 combattants cyber auxquels s'ajouteront 600 experts de la Direction générale de l'Armement, 4 000 réservistes citoyens de cyberdéfense¹⁰ et 400 réservistes opérationnels.

La France a été suivie dans son initiative par l'Allemagne mais dans une autre proportion puisque l'armée fédérale allemande, la Bundeswehr, va se doter de son côté non pas de 2 600 personnels comme la France mais de 14 000 informaticiens militaires et civils. Ces personnels « numériques » seront, tout comme le côté français, placé sous l'autorité d'un commandement spécifique en l'occurrence le commandement pour l'espace

informatique et informationnel¹¹ (CIR). La création tant en France qu'en Allemagne de ces « 4^{ème} armées » aux côtés de celles de Terre, de l'Air et des Marines nationales devrait permettre de renforcer les capacités des deux pays à assurer une riposte militaire face aux cyberattaques. Mais il faudra pour se faire réussir à recruter le personnel qualifié en quantité suffisante (y compris des hackers). Or rien n'est joué dans la mesure où les armées française et allemande sont en concurrence directe avec des entreprises privées pour recruter les meilleurs éléments, ces entreprises offrant souvent des salaires supérieurs à ceux proposés par les armées.¹²

Les coopérations franco-allemandes en direction de la cybersécurité tant civiles que

militaires sont fondamentales pour l'Union européenne. Les deux pays ont d'ailleurs pu réaffirmer leur volonté d'avancer ensemble sur ce sujet lors du conseil des ministres franco-allemand organisé à Metz en avril 2016¹³. Une volonté qui allait être reprise quelques mois plus tard en décembre 2016 dans un document bilatéral remis par les deux ministres de la Défense à la Cheffe de la Diplomatie de l'Union européenne¹⁴.

Les initiatives lancées par Paris et Berlin mériteraient de toute évidence d'être reprises par les autres pays européens. La directive européenne¹⁵ (« *Network and Information Security* ») portant sur la cybersécurité émet d'ailleurs l'idée que chaque État de l'Union européenne s'investisse dans ce champ thématique, tout en proposant de voir ces pays fonctionner selon un réseau maillé. La solution serait donc idéalement à trouver dans un renforcement de coopération entre les États européens.

Or rien n'est moins sûr.

Comme le rappelait avec justesse le Directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, lors de son audition devant



une Commission du Sénat en février 2017¹⁶¹⁷, « la cybersécurité relève avant tout de la souveraineté nationale ». Cette « question de la souveraineté nationale n'est pas tant un problème en soi » mais il s'avère, selon lui, que les États ne veulent « pas partager au niveau européen certains sujets » très sensibles « ne serait-ce que ceux relatifs à l'industrie de défense ». On peine ainsi à imaginer une solution collective européenne mise à part pour « certains grands principes » de coopération. La solution ne peut donc passer selon lui que par des « relations bilatérales ». En ce sens, la coopération franco-allemande tant civile que militaire pourrait une nouvelle fois s'avérer essentielle aux autres pays européens¹⁸ à défaut d'initiatives européennes communes et concrètes.

G.D.

⁶<https://cispa.saarland/>

⁷Laboratoire Lorrain de Recherche en Informatique et ses Applications.

⁸<http://www.loria.fr/fr/>

⁹<https://www.observatoire-fic.com/en-route-vers-le-ceri/>

¹⁰<http://www.defense.gouv.fr/portail-defense/enjeux2/cyberdefense/la-cyberdefense/rcc>

¹¹Cyber- und Informationsraum.

¹²<https://www.marianne.net/monde/l-allemande-se-dote-d-une-armee-de-cyber-guerriers>

¹³<https://www.ssi.gouv.fr/agence/missions/lanssi-a-international/lanssi-et-leurope/>

¹⁴<http://paris-international.blogs.la-croix.com/les-idees-de-la-france-et-de-l-allemande-pour-faire-avancer-la-defense-europeenne/2016/09/18/>

¹⁵<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32016L1148>

¹⁶Audition devant la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du 1^{er} février 2017.

¹⁷<http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20170130/etr.html>

¹⁸Lors du 12^{ème} conseil des ministres franco-allemand, le Président de la République et la Chancelière fédérale ont décidé d'une coopération étroite entre leurs deux pays dans le domaine de la cybersécurité (4 février 2010) : <http://france-allemande.fr/Politique-etrangere-defense,5235.html>

¹<https://www.ssi.gouv.fr/actualite/rapport-dactivite-2016-la-securite-condition-sine-qua-non-dune-transition-numerique-reussie/>

²http://www.lepoint.fr/monde/ransomware-une-cyberattaque-a-touche-tchernobyl-et-le-laboratoire-merck-28-06-2017-2138855_24.php

³Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik.

⁴<https://www.inria.fr/centre/nancy/innovation/rii-2016/presentation>

⁵Center for IT-Security, Privacy and Accountability.

Lettre au Président de la République française



Gabriel Galice
Président de l'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève (GIPRI)



Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
Paris

Genève, le 1er juillet 2017

Monsieur le Président,

Recevant le président ukrainien Petro Porochenko, vous venez de déclarer que la France ne reconnaîtrait pas l'annexion de la Crimée.

Vous disiez vouloir inscrire votre vision internationale dans une perspective « gaullo-mitterandienne » mais votre perception de la question ukrainienne témoigne plutôt d'une approche OTANo-hollandaise. Permettez-moi de me référer au maître-livre de Zbigniew Brzezinski Le grand échiquier. La crise était programmée dès 1997 puisque l'Ukraine est l'un des cinq « pivots géopolitiques » permettant, aux dires du penseur étasunien récemment décédé, de contrôler l'Eurasie.

Le don de la Crimée à l'Ukraine par Khrouchtchev, en 1954, est d'une valeur juridique douteuse, la population n'ayant pas été consultée.

Un fait majeur est passé sous silence dans la rhétorique OTANienne et dans la presse alignée, en France inclusivement, hélas. La population de Crimée s'était déjà prononcée le 12 janvier 1991, à l'instigation des autorités ukrainiennes. Avec un taux de participation de 81,37%, 94,3% des votants avaient choisi le rétablissement d'une République de Crimée indépendante et membre du nouveau Traité de l'union proposé par Gorbatchev. En février 1991, le Parlement ukrainien revenait sur sa décision et votait une loi rétroactive pour casser le vote des Criméens. Et nous prétendons donner des leçons de démocratie aux Russes ?



Voilà pourquoi parler d'annexion est une formulation insidieuse ou inexacte. Le terme de « rattachement » serait plus pertinent.

Le vote du 16 mars 2014, soutenu par les Russes, est conforme à celui de 1991. L'impéritie de l'Union européenne, à laquelle vous êtes attaché, fut de vouloir inscrire l'Ukraine dans la stratégie inspirée par





Brzezinski, à savoir son adhésion à l'UE, voire, pour certains, à l'OTAN. Il aurait été raisonnable d'en faire un état-tampon.

Vous évoquez à bon droit, Monsieur le Président, les accords de Minsk. Je veux croire que vous aurez discrètement rappelé au Président Porochenko les engagements auxquels il manque.

J'ajouterai que l'embargo à l'encontre de la Russie, récemment reconduit par l'Union européenne, pénalise nos économies essouffées et menace la paix. Elle appelle des rétorsions que les Russes viennent de prendre, et qui pénalisent nos exportations. Nous y perdons tous.

Puisque la lecture des œuvres du Général de Gaulle semble vous inspirer, je vous invite, Monsieur le Président, à relire les Mémoires d'espoir, où est évoqué le projet de l'Atlantique à l'Oural.

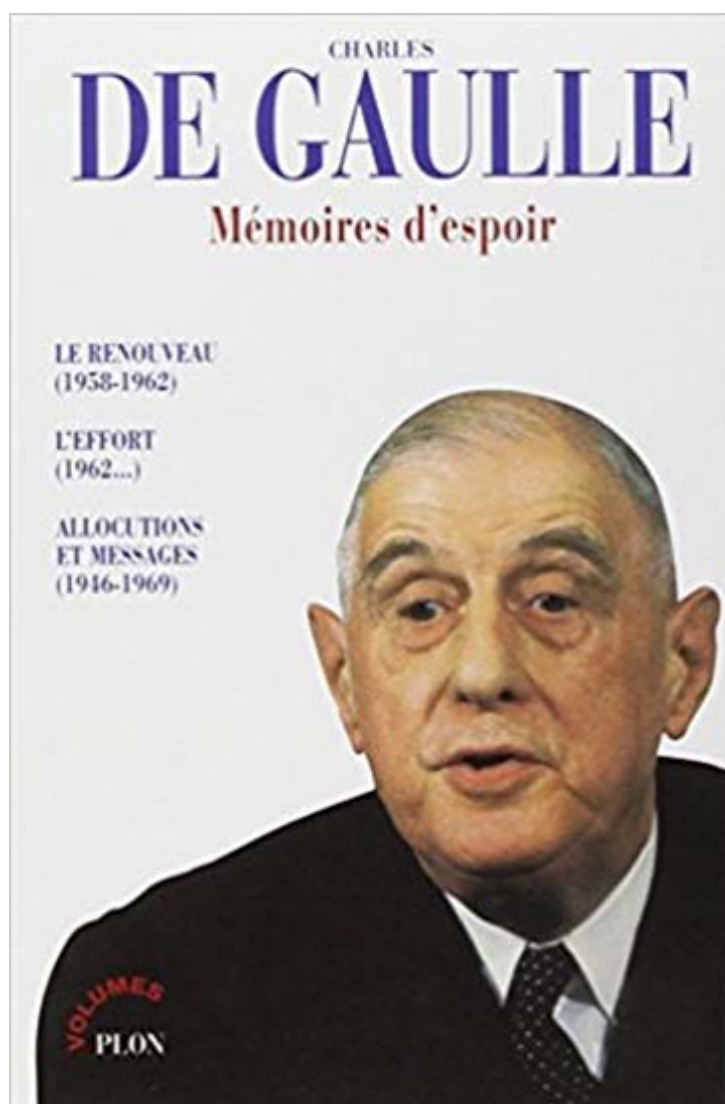
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Gabriel Galice

Citoyen français résidant en Suisse

Ancien Conseiller Régional
de la Région Rhône-Alpes

Président de l'Institut International de Recherche
pour la Paix à Genève (GIPRI)



Médias occidentaux.

A quand la fin du journalisme embarqué?



Guy METTAN
Député suisse et journaliste
Président du Club suisse de la presse

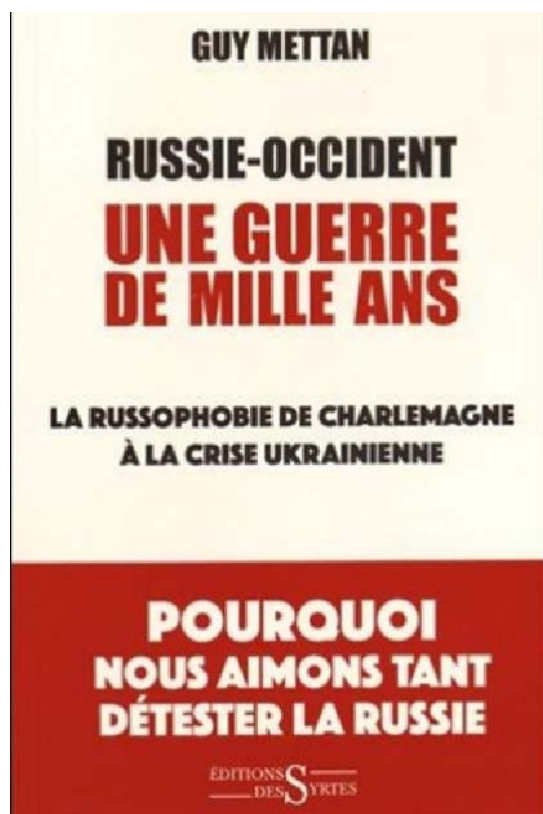


La guerre en Afghanistan, mais surtout l'invasion et la destruction de l'Irak sous des prétextes mensongers et, depuis trois ans, les manigances des États-Unis et de l'Union européenne en Ukraine ont consacré le triomphe du journalisme embarqué : de Washington à Bruxelles, de Paris à Zurich, les médias dominants sont formatés et drillés pour réciter inlassablement le même discours : l'OTAN c'est le bien, la Russie c'est le mal. L'Europe, c'est la paix, la démocratie et la liberté, les autres, c'est la guerre, l'expansionnisme et l'oppression.

Partout, du New York Times à la NZZ, ce sont les mêmes experts stipendiés par des

fondations conservatrices proches des lobbies militaires américains qui dispensent le même discours contre la Russie, la Chine, l'Iran et autres prétendues puissances non-démocratiques, alors qu'ils ménagent des amis aussi peu recommandables que la dictature médiévale saoudienne, qui asservit les femmes, condamne à mort les homosexuels et subventionne les mouvements terroristes sunnites que l'Occident bombarde par ailleurs en Syrie !





Sauf que, paradoxe inouï, il est aujourd'hui plus facile de se rendre en Tchétchénie ou en Crimée pour y réaliser un reportage auprès des populations indigènes qu'en Afghanistan pour y donner une autre vision que celle prédigérée par les professionnels de la communication des armées d'occupation ! Cherchez l'erreur.

Deuxième paradoxe, l'Europe voudrait créer une chaîne d'info pour contrer la prétendue propagande russe de Russia Today. La belle affaire ! En quoi, un « ministère de la vérité » bruxellois pourrait-il se distinguer du discours dominant qui publie déjà à longueur de journée les communiqués officiels européens ou ukrainiens sans aucune distance critique ? Et comment expliquer qu'aux États-Unis, pourtant peu suspects de sympathies poutiniennes, la chaîne Russia Today soit la plus regardée des chaînes étrangères ? N'est-ce pas parce que le public américain a besoin d'autres sons de cloche que la propagande de MM. Georges Soros et Bernard-Henri Lévy ?

Troisième paradoxe, comment expliquer le succès des médias russes en Russie même ? Comment expliquer que les Russes sont, pour depuis des mois, à 80 % derrière leur président ? Sont-ils assez masochistes pour soutenir un président « dictateur » qui les maltraiterait ? Seraient-ils si arriérés qu'ils ne pourraient pas faire la distinction entre information et propagande alors qu'ils ont librement accès aux médias occidentaux et voyagent par millions à travers le monde ? Laisser entendre de telles inepties relève de l'arrogance et de la mauvaise foi la plus crasse.

Je suis un partisan de l'Europe et espère vivement



que la Suisse pourra résoudre ses problèmes avec Bruxelles, mais je suis sidéré par la légèreté des technocrates européens et cette façon indigne qu'ils ont de considérer un journalisme qui ne trouve grâce à leurs yeux que lorsqu'il relaie leurs propres préjugés et leurs seules opinions.

La petite syrienne sauvée par tout le monde...

G.M.

Comprendre la Russie d'aujourd'hui



Rick Sterling
Reporter d'investigation pour consortiumnews.com



Le gouvernement et les médias mainstream des États-Unis présentent la Russie comme un agresseur dangereux auquel on doit résister et qui doit être puni, mais les Américains qui ont visité la Russie en mai ont découvert une réalité toute différente, écrit Rick Sterling.

Pendant plus de deux semaines, ce mois-ci, une délégation de 30 Américains a visité sept régions et dix villes de Russie. Ce voyage a été organisé par Sharon Tennison du Center for Citizen Initiatives (Centre des initiatives citoyennes, <https://ccisf.org>). Les participants se sont d'abord rendus à Moscou pour quelques jours de rencontres et de visites, avant de se séparer en petits groupes pour aller dans des villes comme Volgograd, Kazan au Tatarstan, Krasnodar, près de la Mer Noire, Novosibirsk en Sibérie, Ekaterinbourg, ainsi que Simferopol, Yalta et Sébastopol, toutes trois en Crimée.

Après ces visites dans les régions, les délégués se sont retrouvés à Saint Petersburg pour partager leurs expériences. Ce qui suit est un compte-rendu tout simple, accompagné de conclusions basées sur mes observations à Kazan et sur ce que les autres ont rapporté.

– **Les sanctions occidentales ont nui à des secteurs de l'économie russe mais elles ont favorisé la production agricole.**

Les importations et les exportations ont été impactées par les sanctions occidentales imposées en 2014. Le secteur du tourisme a été durement touché et les échanges en matière d'enseignement entre la Russie et les États Unis ont été suspendues ou définitivement interrompues. Cependant, d'un autre côté, les sanctions ont amené des investissements dans l'agriculture et un développement de la production agricole. Les fermiers disent, nous a-t-on rapporté : « Ne levez pas les sanctions ! »

– **Certains oligarques russes investissent énormément dans les infrastructures.**

Ainsi le milliardaire **Serguei Galitsky** a-t-il développé



le commerce de détail le plus important de Russie, la chaîne de supermarchés Magnit. Il a énormément investi dans des serres pourvues d'une technique de pointe d'irrigation goutte à goutte, qui produisent de considérables quantités de concombres, tomates et autres légumes de grande qualité, que les supermarchés distribuent dans la Russie tout entière.

– Il y a une résurgence de la religion en Russie.

On a rendu leur lustre aux églises orthodoxes russes et les feuilles d'or chatoient maintenant sur les dômes. Les mosquées ont été, elles aussi, rénovées ou reconstruites. Une superbe mosquée, très récente, est l'un des fleurons du Kremlin de Kazan au Tatarstan. Il y a, en effet, beaucoup de musulmans en Russie. Ils seraient, selon nos estimations, environ 10 millions, mais nous avons entendu des chiffres plus élevés. Nous avons vu de nombreux exemples d'unité interreligieuse, avec des imams qui travaillent main dans la main avec de jeunes prêtres russes orthodoxes. On nous a aussi raconté comment, à l'époque de Staline, on utilisait les églises comme prisons ou entrepôts alimentaires.

– La Russie regarde de plus en plus vers l'est.

L'emblème russe, un aigle bicéphale, regarde à la fois vers l'est et vers l'ouest : la Russie est un pays eurasiatique. Même si les liens politiques et économiques avec l'Europe sont toujours importants, la Russie regarde de plus en plus vers l'est. Le « partenaire stratégique » de la Russie est la Chine, et ce, d'un point de vue économique, politique et militaire. Il y a de plus en plus de touristes chinois et d'échanges en matière d'enseignement entre la Russie et la Chine. Aux Nations Unies, les deux pays ont tendance à

voter de la même façon. On a en projet d'énormes investissements pour un réseau de transport ferroviaire appelé « la Nouvelle route de la soie » (http://news.xinhuanet.com/english/2017-05/30/c_136324704.htm) qui reliera l'Asie et l'Europe.

– La Russie est un pays capitaliste avec un secteur étatique fort.

Le gouvernement joue un rôle important dans des secteurs de l'économie comme les transports publics, l'industrie de la défense, l'extraction des ressources, l'enseignement et la santé, et parfois même il les contrôle. Les entreprises publiques fournissent à elles seules près de 40 % des emplois. Tous les citoyens peuvent profiter d'un système de sécurité sociale mais il y a aussi un système de soins privé, tout comme il y a un enseignement privé. Le secteur bancaire connaît des problèmes, avec des taux d'intérêt élevés et la faillite de nombreuses banques dans les dix dernières années. Les Russes déplorent que des multinationales étrangères puissent pénétrer dans des secteurs de l'économie, les contrôler, en chasser les concurrents russes et emporter les bénéfices chez eux.

– Les Russes éprouvent une certaine nostalgie pour l'ex Union soviétique et ses idéaux communistes.

Nous avons rencontré beaucoup de gens qui évoquent avec tendresse l'époque où personne n'était ni extrêmement riche ni horriblement pauvre et où la société avait des buts plus élevés. C'est ce que nous ont dit des citoyens qui vont du chef d'entreprise prospère au musicien rock vieillissant de l'ère soviétique. Cela ne signifie pas qu'ils ont envie d'un retour à l'époque soviétique, mais qu'ils se rendent compte que les changements survenus en Russie ont des avantages et des inconvénients. Ils condamnent dans l'ensemble l'effondrement de l'Union soviétique et le chaos économique des années 90.

– On trouve de nombreux médias qui soutiennent le gouvernement et d'autres qui soutiennent les partis d'opposition.

Il y a trois grandes chaînes de télévision contrôlées





Le président russe Vladimir Poutine répond à des questions de citoyens russes lors de l'annuelle séance de questions réponses le 14 avril 2016

par le gouvernement qu'elles soutiennent. En même temps, on a de nombreuses chaînes qui critiquent le gouvernement et qui soutiennent différents partis d'opposition. Les journaux et les magazines n'approuvent pas, pour la plupart, le gouvernement.

– Les transports publics sont remarquables.

Les rues de Moscou grouillent de voitures neuves tandis que sous terre, on trouve un métro rapide (<http://www.railway-technology.com/features/featurethe-worlds-top-10-busiest-metros-4433827/>), bon marché et performant qui est le plus utilisé d'Europe. Il transporte 40 % de plus de voyageurs que celui de New York. Sur les lignes les plus importantes, on a un train toutes les minutes. Certaines des stations sont à plus de 70 mètres sous terre et sont pourvues des plus longs escalators d'Europe (<https://www.youtube.com/watch?v=N2Gt68seUXU>). Les trains interrégionaux, comme le Sapsan (Falcon) sur le trajet Saint Petersburg / Moscou, vont à 200 kilomètres heure. Et en dépit de la vitesse, le voyageur n'est pas secoué ni gêné par le bruit. Emprunter ces trains est, d'ailleurs, une façon intéressante de regarder la Russie rurale avec ses

datchas délabrées, ses charmants villages et les usines désertées de l'époque soviétique. Un nouveau grand projet dans ce secteur est la construction du pont entre Krasnodar et la péninsule de Crimée (https://en.wikipedia.org/wiki/Kerch_Strait_Bridge).

– Poutine est populaire.

Selon votre interlocuteur, la popularité de Poutine se situe apparemment entre 60 et 80 %. On peut avancer deux raisons. D'abord, depuis qu'il est au pouvoir, l'économie s'est stabilisée, les oligarques corrompus sont sous contrôle et le niveau de vie s'est amélioré de façon spectaculaire. Ensuite, on lui reconnaît d'avoir rendu à la Russie le respect dont elle jouissait sur le plan international et d'avoir redonné leur fierté aux citoyens russes. « Pendant les années 90, nous étions un pays de mendiants », disent certains. Les Russes ont un orgueil national très fort et le gouvernement de Poutine leur a rendu leur dignité.

Selon certains, Poutine, qui est exposé à un stress intense et a une énorme charge de travail, mérite un peu de tranquillité. Ces témoignages ne signifient pas que tout le monde l'aime ou qu'on a peur de parler. À

Moscou, notre guide officiel s'est délectée à nous montrer l'endroit exact, à l'extérieur du Kremlin, où, d'après elle, Poutine a fait assassiner l'un de ses ennemis. D'autres Russes avec qui nous avons parlé trouvent ridicules ces accusations auxquelles croient beaucoup d'Occidentaux. Quant aux allégations selon lesquelles Poutine est un « dictateur », elles ont fait rire franchement un groupe de 75 étudiants, en Crimée.

La tension politique actuelle.

– **Les Russes ont beaucoup de mal à croire les accusations au sujet de « l'immixtion » dans l'élection présidentielle des États Unis.**

Un expert de politique étrangère, Vladimir Kozin, a déclaré : « Que la Russie ait influencé les élections américaines, c'est un conte à dormir debout ». Les Russes mettent en parallèle ces accusations non

vérifiées et les preuves réelles de l'ingérence des États-Unis dans les élections russes passées, surtout dans les années 90 quand l'économie a été privatisée et que la délinquance, le chômage et le chaos mettaient à mal le pays. Le rôle des États-Unis dans la « gestion » de l'élection de Boris Eltsine en 1995 est bien connu en Russie, tout comme l'est celui du financement états-unien de centaines « d'ONG » en Ukraine avant les incidents violents et le coup d'État de 2013-2014.

– **La Russie veut grandement améliorer ses relations avec les États-Unis.**

Nous avons rencontré de nombreux Russes qui ont pris part à des échanges de citoyens avec les États Unis dans les années 90. Presque tous avaient des souvenirs très agréables de leurs visites et de leurs hôtes aux États Unis. Nous avons aussi rencontré des gens qui n'avaient jamais rencontré un Américain ni un anglophone auparavant. En règle générale, ils étaient prudents, mais très contents de voir des citoyens américains qui voulaient, eux aussi, l'amélioration des relations entre les deux pays et la réduction des tensions.

– **Les informations des médias occidentaux au sujet de la Crimée sont très déformées.**

Les délégués du Center for Citizen Initiative, la CCI, qui ont visité la Crimée, ont rencontré une vaste gamme de citoyens et de dirigeants élus. Les paysages sont « d'une beauté à couper le souffle » avec les montagnes qui tombent à pic sur les plages de la Mer Noire. En passant, ce qu'on oublie de préciser à l'Ouest, la Crimée fait partie de la Russie depuis 1783. Quand la Crimée a été, sur le plan administratif, transférée à l'Ukraine en 1954, celle-ci faisait partie intégrante de l'Union soviétique. Les Criméens ont dit aux délégués de la CCI avoir été horrifiés par la violence du coup d'État de Kiev dans lequel étaient impliqués des éléments fascistes et après lequel on avait attaqué des convois de bus venant de Crimée, faisant ainsi des blessés et des morts.

Pour le nouveau gouvernement issu du coup d'État, le russe ne faisait plus partie des langues officielles du pays. Les Criméens ont très vite organisé et tenu



La couverture du Time où était évoquée la façon dont les États Unis ont permis la réélection de Boris Eltsine à la présidence en 1996



un référendum pour faire sécession de l'Ukraine et « se réunifier » avec la Russie. La participation a été de 80 % et 96 % des votants ont choisi de rejoindre la Russie. Un Criméen a déclaré aux délégués du CCI : « Nous serions allés jusqu'à la guerre pour nous séparer de l'Ukraine ».

D'autres ont fait remarquer l'hypocrisie de l'Occident qui permet des référendums sur l'indépendance en Écosse et en Catalogne et qui a encouragé la sécession de la Croatie, mais qui, pour la Crimée, rejette les résultats écrasants du référendum et le choix du peuple.

Les sanctions contre le tourisme mettent à mal l'économie de la Crimée et pourtant les Criméens

sont persuadés qu'ils ont pris la bonne décision. Les Américains qui ont visité la Crimée ont été bouleversés par la chaleur et la cordialité de l'accueil reçu. À cause des sanctions, peu d' Américains visitent la Crimée, ils ont donc particulièrement attiré l'attention des médias. En réaction, les responsables politiques ukrainiens ont accusé les délégués d'être « des ennemis de l'État ukrainien » et ont mis leurs noms sur une liste noire.

– Les Russes savent ce qu'est la guerre et elle leur fait peur.

Vingt-sept millions de Russes sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale et cette tragédie est gravée dans la mémoire collective russe. Le siège de Leningrad – maintenant Saint Petersburg – par les Nazis a fait passer la population de 3 millions à 500 000. Quand on marche dans le cimetière le long des tombes collectives, on pense à l'intensité de la souffrance et de la résilience des Russes qui ont survécu, comme ils ont pu, à un siège de 872 jours. Des commémorations auxquelles la population participe massivement entretiennent le souvenir de la guerre. Des citoyens portent des photographies, de la taille d'une affiche, de leurs parents qui se sont battus ou sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qu'on appelle « le Régiment immortel ». À Kazan, le défilé était constitué de 120 000 personnes soit



10% des habitants de la ville et il s'est mis en marche à 10 heures pour s'arrêter à 21 heures. Dans le pays tout entier, des millions de citoyens participent activement à ces commémorations. Les marches et les défilés qui marquent « le Jour de la victoire » sont plus solennels que festifs.

– Les Russes pensent être menacés.

Tandis que les médias occidentaux qualifient la Russie « d'agressive », la plupart des Russes ont l'opinion inverse. Ils voient les États Unis et l'OTAN augmenter leur budget militaire, étendre leur influence, arriver jusqu'à la frontière russe, dénoncer les traités passés ou les violer et se livrer à des exercices militaires qui sont des provocations. Cette carte présente la situation.

– Les Russes souhaitent une désescalade au niveau international.

L'ex président Mikhaïl Gorbatchev a dit à notre groupe : « L'Amérique veut que ce pays se soumette ? C'est un pays qui sera toujours incapable de se soumettre ». Ces mots ont d'autant plus d'importance qu'ils sont de Gorbatchev, l'initiateur de

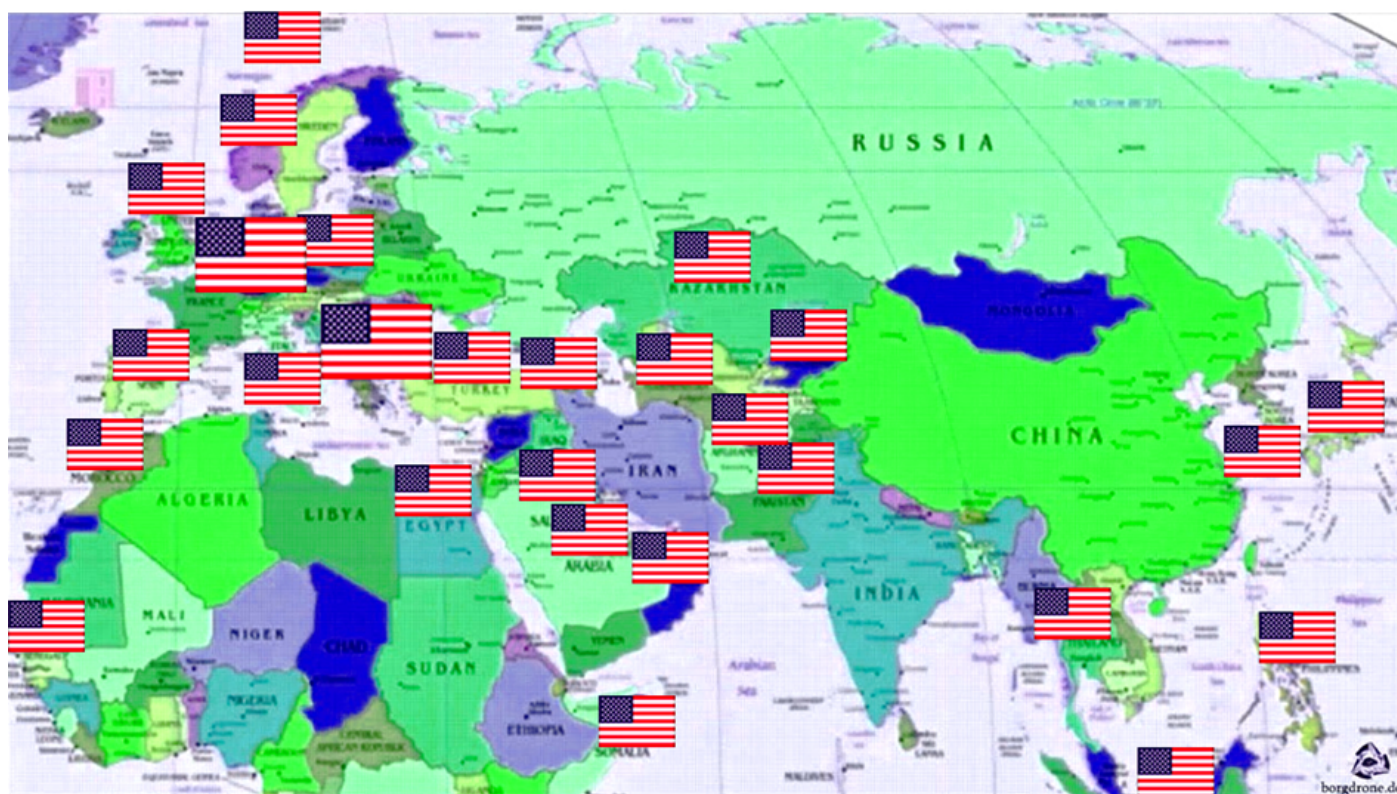
la politique étrangère de la perestroïka, politique qui a mené à sa propre élimination du pouvoir et à l'effondrement de l'Union soviétique. Il a écrit au sujet de la perestroïka : « Son résultat principal a été la fin de la guerre froide. Une longue période de l'histoire du monde qui pouvait être fatale, où l'humanité tout entière vivait sous la menace constante d'une guerre nucléaire, a pris fin ». Pourtant nous vivons une nouvelle guerre froide et la menace a refait surface.

Malgré trois ans de sanctions économiques, de cours bas du pétrole et d'une intense guerre de l'information à l'Ouest, la société russe se porte raisonnablement bien, semble-t-il. Les Russes, toutes tendances confondues, souhaitent vraiment bâtir des relations d'amitié et un partenariat avec les États Unis. Dans le même temps, ils ne sont pas, apparemment, prêts à se laisser intimider. Ils ne veulent pas la guerre, ne la déclareront pas, mais s'ils sont attaqués, ils se défendront comme ils l'ont fait dans le passé.

R.S.

Rick Sterling est un journaliste d'investigation pour Consortium News, basé dans la baie de San Francisco. La traduction a été réalisée par les lecteurs du site www.les-crises.fr.

U.S. Bases Near Russia



Etats Unis / Russie:



Refroidissement dans les relations diplomatiques

Karine Bechet-Golovko
Enseignante Juriste



La rencontre entre Poutine et Trump, lors du sommet du G20 les 7 et 8 juillet, n'a pas radicalement changé l'état des relations entre les États-Unis et la Russie, la puissance de l'administration américaine se faisant sentir. Finalement, la coopération russo-américaine pour renforcer la sécurité dans le Cyber-espace attendra des temps meilleurs et la question de la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays a été remplacée par un chantage de bas étage. Bref, la vie continue son cours, il est difficile de se défaire de ses habitudes. Refus de visas aux diplomates russes, chantage sur les biens immobiliers de la mission diplomatique russe aux États-Unis etc. Comment en est-on arrivé là ?

En décembre 2016, juste avant de devoir quitter ses fonctions, le Président B. Obama a expulsé 35 diplomates russes et mis sous séquestre une partie

des biens immobiliers appartenant à la mission diplomatique russe¹. La réponse avait beaucoup plu à la communauté internationale s'extasiant à qui mieux mieux sur le génie de la réponse asymétrique. En effet, la Russie avait alors décidé d'inviter les enfants des diplomates américains à l'Arbre de Noël au Kremlin.

En effet, quel soulagement, la Russie n'a in fine pas répondu. Il devient alors intéressant de savoir jusqu'où il est possible de violer en toute impunité le droit international, sans que le pays ne protège ou ne défende ses diplomates. Puisque, en fin de compte, c'est bien de cela qu'il s'agit: un rapport de force qui prend des diplomates en otage. Primaire et semble-t-il efficace.

L'Estonie et la Moldavie s'y sont essayées à leur tour à la fin mai². Cette fois-ci, la Russie a réagi et a pris des mesures équivalentes. Moralité, les États-Unis



peuvent, mais pas les autres pays. Cette exception américaine semble bel et bien exister ... Il y a eu, avant cela, la rencontre Trump / Poutine au G20. Il est possible qu'ils aient abordé la question.



paroles a un effet très réduit, comme nous le voyons, avec certains interlocuteurs. Parfois répondre de manière très ciblée permet justement de rappeler les risques évités par le respect de ces règles.

Mais même si Trump voulait normaliser la situation, il ne le pourrait pas. La Russie n'a pas pris de mesures en réaction à l'expulsion de ses diplomates. Il ne peut pas y avoir « d'échange ». Il faudrait un grand geste des États-Unis, gratuit, pour rétablir le bon droit. Et pourquoi cette grandeur d'âme ?

Le conseiller du Président américain a déclaré, justement à ce sujet, il y a quelques jours devant les caméras de CNN³ qu'ils sont prêts à revoir la décision des biens immobiliers russes séquestrés, s'ils obtiennent quelque chose en échange, afin de donner une chance aux relations russo-américaines.

Mais la Russie n'a rien « à échanger », alors les enchères montent. Un chantage est officiellement annoncé : les biens immobiliers pourront être rendus ... si la Russie se comporte bien en Syrie⁴. Il est vrai que l'État islamique recule, il faut l'aider. Quel est le rapport? Aucun. Le but est ailleurs.

L'impunité étant la règle, les États-Unis viennent alors de refuser leurs visas aux diplomates qui devaient remplacer ceux qui furent expulsés. Cette fois-ci aussi le Ministère des affaires étrangères⁵ a réagi et menace de mesures de rétorsion : expulsion de diplomates américains en poste en Russie pour que le volume des deux représentations soit équivalent, mise sous séquestre de biens, etc. Autrement dit, ce qu'il aurait fallu faire en décembre dernier pour que les États-Unis ne se sentent pas les mains libres.

La Russie défend une position légaliste⁶: c'est du chantage et c'est inacceptable. Oui, c'est inacceptable, mais c'est ainsi. Rappeler l'importance de respecter les règles internationales uniquement en

Un peu comme avec les enfants.

Aujourd'hui, le vice-ministre des affaires étrangères russe S. Riabkov rencontrera à Washington son homologue américain T. Shennon. Si aucun accord n'est trouvé, la Russie affirme mettre en œuvre ses mesures de rétorsions. Espérons que les mesures post-modernes s'arrêteront là, que, saison oblige, les enfants des diplomates américains en poste en Russie ne soient pas invités dans un club de vacances quelconque.

K.B.-G.

Notes

1 : <http://russiepolitics.blogspot.fr/2016/12/b-obama-decide-dexpulser-35-diplomates.html>

2 : Voir article : <http://russiepolitics.blogspot.fr/2017/05/lexpulsion-des-diplomates-russes.html>

3 : <http://www.washingtonexaminer.com/sebastian-gorka-trump-would-return-russian-compounds-to-give-collaboration-a-chance/article/2628616>

4 : <https://www.gazeta.ru/business/2017/07/13/10784966.shtml#page1>

5 : <http://tass.ru/politika/4415703>

6 : <http://tass.ru/politika/4414993>

La deuxième guerre de Crimée n'aura pas lieu



Bruno Guigue
Essayiste et analyste politique



La crise ukrainienne sera-t-elle une épreuve de vérité pour la nouvelle administration américaine ? Comme un révélateur chimique, elle semble mettre à nu les intentions de Donald Trump. Après la démission du conseiller à la sécurité nationale Michael Flynn, accusé d'avoir eu des échanges « inappropriés » avec la Russie, Washington a clarifié ses relations avec Moscou. « Le président Trump a bien précisé qu'il attendait que le gouvernement russe désamorce la violence en Ukraine et rende la Crimée », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, le 14 février. Marchant dans les pas de son prédécesseur, Donald Trump exige donc de la Russie qu'elle « rende la Crimée » à l'Ukraine. Il se dit déterminé à prolonger les sanctions économiques tant que cette exigence n'aura pas été satisfaite.



Peu surprenante de la part d'un dirigeant occidental, la formule n'en est pas moins étrange. Elle laisse entendre que cette péninsule majoritairement peuplée de Russes a été ravie par on ne sait quelle brute épaisse avide de conquêtes. Elle suggère que sa population a été enlevée à on ne sait qui, cette opération, systématiquement qualifiée

d'« annexion » par les Occidentaux, ayant comme un parfum d'Anschluss.

Le plus frappant, dans ce discours, c'est qu'il fait bon marché des Criméens. A croire que ces gens insignifiants n'ont aucune volonté et sont incapables de décider de leur destin. Peu importe que les 2,6 millions d'habitants de ce pays aient opté à 96,77 %, le 16 mars 2014, en faveur de leur intégration à la Russie. Peu importe qu'ils aient



fait ce choix, suite aux provocations des putschistes de Kiev, à l'occasion d'un référendum qui n'encourut aucune critique sérieuse sur son caractère démocratique. Pour les Occidentaux, ce ne sont que des brouilles, et l'invocation des nobles idéaux dans lesquels se drape leur rhétorique, on le sait bien, varie selon les latitudes.

Les chancelleries occidentales, bien sûr, ont invoqué le principe de l'intangibilité des frontières internationales. Le 27 mars 2014, l'assemblée générale de l'ONU a voté une résolution réaffirmant l'intégrité de l'Ukraine et déniait toute validité au référendum d'auto-détermination organisé par le parlement de Crimée. Mais ce vote fut loin d'être unanime. La résolution obtint 100 voix sur les 193 Etats-membres. 11 pays ont voté contre, 58 se sont abstenus et 24 n'ont pas pris part au vote. L'opposition entre le principe d'auto-détermination et le principe d'intangibilité des frontières a jeté le trouble, semble-t-il, dans une assemblée où la manie occidentale de désigner les bons et les méchants n'a pas convaincu tout le monde.

Cet hymne à la légalité internationale, il est vrai, sonnait étrangement dans la bouche des dirigeants occidentaux. Les USA stigmatisent volontiers l'attitude du Kremlin qui serait responsable, selon eux, de ce scandaleux démembrement de l'Ukraine. Mais ce sont les USA, pourtant, qui ont orchestré la

sécession illégale du Kosovo après avoir infligé à un Etat souverain, la Serbie, un déluge de bombes que n'autorisait aucun mandat de l'ONU (1999). Quant à la France, le rattachement unilatéral de l'île de Mayotte, en 1976, imposa à la nouvelle République des Comores une amputation territoriale illégale que cet Etat-archipel ne cesse de dénoncer avec l'appui unanime de l'Union africaine. « Faites ce que je dis, mais surtout ne faites pas ce que je fais ». Si la formule est si connue, c'est sans doute parce que les Occidentaux lui ont donné une notoriété planétaire.

Il suffit pourtant de considérer l'histoire de la Crimée pour comprendre la situation. Arrachée aux Turcs par Catherine II, cette péninsule de 26 945 km² est une province russe depuis 1784. Elle a fait partie de la République socialiste fédérative soviétique de Russie de 1922 à 1954, puis elle a été rattachée à l'Ukraine par une décision du régime soviétique. C'est le 19 février 1954, en effet, que Nikita Khrouchtchev a offert la Crimée à Kiev pour fêter le tricentenaire de la réunification de la Russie et de l'Ukraine. Ce geste politique déclinait la stratégie du pouvoir post-stalinien, désireux de panser les plaies du passé. Dans la mesure où la citoyenneté soviétique prévalait sur l'appartenance nationale, il pouvait paraître sans conséquence majeure.

Il n'empêche que cette décision était sujette à caution, aussi bien sur le fond que sur la forme.





Artificielle, elle fut imposée par le pouvoir. Curieusement, ceux qui fustigeaient le caractère totalitaire de l'URSS s'insurgent aujourd'hui contre la mise en cause de cette décision arbitraire. Ils veulent graver dans le marbre un rattachement territorial à l'Ukraine qui n'a ni justification historique, ni légitimité démocratique. C'est leur ami Mikhaïl Gorbatchev, pourtant, qui s'est chargé de leur rappeler combien il était cocasse de voir des puissances férues de démocratie condamner de la sorte la réparation d'une faute commise, il y a soixante ans, par le pouvoir soviétique.

Le caractère factice du rattachement opéré en 1954 est la cause lointaine de la crise actuelle.

Mais c'est la politique stupidement russophobe des nationalistes ukrainiens qui en est la cause immédiate.

En abolissant la loi qui faisait du russe une deuxième langue officielle, les irresponsables qui ont pris le pouvoir à Kiev en 2014 ont humilié la population russophone, la poussant dans les bras de Moscou.

Par sectarisme, ils se sont chargés eux-mêmes de clôturer la période historique ouverte par le geste de Khrouchtchev en précipitant le retour de la Crimée dans le giron russe. Vladimir Poutine n'a eu qu'à cueillir le fruit de cette crise délibérément provoquée par les ultras de Kiev, encouragés par les néo-cons de Washington.

Le Kremlin est sorti doublement vainqueur de cette crise. Il a accueilli dans un climat d'effusion patriotique le retour à la Mère-Patrie de ses enfants de Crimée. Plus prosaïquement, il a obtenu la sécurisation de la base navale de Sébastopol sur laquelle l'atlantisme revendiqué de Kiev faisait peser une menace stratégique. Désormais, les jeux sont faits. L'administration américaine peut hausser le ton et les nationalistes ukrainiens multiplier les provocations, Moscou ne reculera pas d'un pouce. Avec la rébellion du Donbass, la Crimée constitue le principal foyer de la crise ukrainienne.



Elle fournit à l'Occident vassalisé par Washington le prétexte d'une nouvelle guerre froide. Mais la Crimée est russe et elle le restera. De 1853 à 1856, les puissances occidentales y ont affronté l'Empire des Tsars. Cette guerre est finie, et il n'y en aura pas d'autre.

B.G.

En Marche... ...vers l'islamisation de la France



Gérard BRAZON

Auteur patriote et agitateur d'idées.

(suite)



Pendant que nos responsables politiques font mines d'ignorer les conséquences de l'islamisme dans nos pays, les Organisations islamiques travaillent à poursuivre l'islamisation de l'Europe.

Un lecteur m'a fait parvenir un document datant de 2000, et démontrant cette activité. J'ai, parmi les 110 pages, tenté d'en tirer la substantifique moelle de ce travail de fond sur les rôles de la Mosquées et des Centres culturels islamiques, avec l'idée centrale et prégnante, de la préservation de l'islam authentique, de son message coranique mortifère (**Sourate 9 verset 29**, <http://www.agoravox.fr/actualites/religions/article/coran-ou-l-incitation-a-la-haine-113603>), de sa vision du monde et de son idéologie de fond.

Au regard de ce document, on peut mieux comprendre la nocivité d'une **Najat Vallaud-Belkacem** et de son ambition à vouloir faire apprendre l'arabe à nos enfants, à la complicité des éducateurs et professeurs des écoles emmenant les écoliers dans des mosquées, à cet apprentissage de



Stratégie de l'Action Islamique Culturelle à l'extérieur du Monde islamique

sourates et de versets que nos enfants ont dû réciter. Il est d'ailleurs curieux de réaliser, à travers ce document, que pour les stratèges de *l'Action Islamique Culturelle à l'extérieur du Monde islamique*, cela n'allait pas de soi, puisqu'ils se méfient de l'enseignement dans nos écoles de France et prônent un enseignement séparé !

EXTRAIT DE LEUR VISION DE L'ISLAM ET DES MUSULMANS DANS UN MONDE NON-ISLAMIQUE

La croissance démographique chez les immigrés musulmans, et leur établissement durable à l'extérieur du Monde islamique, (...) n'est plus passagère et temporaire mais une réalité vivante et établie, avec des spécificités qui lui sont propres. (...) On pourrait donc conclure que l'Islam est devenu une des religions activement présentes à l'extérieur du Monde islamique et il est même, dans certains États européens, la deuxième religion du pays. (France) (...)

La présence de l'Islam en Europe de demain est une réalité palpable appelée à s'y fixer durablement ; (...) Cette réalité et ce qui en





découle, la présence de l'Islam en Occident européen, constitue un poids humain et civilisationnel important (...)

De par leurs diverses activités, les Musulmans forment aujourd'hui un pan indissociable du tissu social européen, ont les possibilités et les aptitudes de s'autogérer, de prendre leurs affaires en main, de décider de leur présent et de leur avenir et de remplir positivement leur rôle.

En prenant ces données en considération, nous (ISESCO-Stratégie de l'Action Islamique Culturelle à l'extérieur du Monde islamique) ne pouvons pas rester indifférents au sort des immigrés musulmans, (...) les affinités religieuses et les exigences de l'action islamique nous commandent de mettre en œuvre une stratégie qui nous permette de sauvegarder l'identité culturelle des communautés en Occident, d'en corriger les défauts, de traduire par les faits et les actes notre opposition aux tendances intellectuelles et doctrinaires qui nuisent à notre foi, à notre croyance en l'Islam. Notre seule et unique référence dans cette entreprise, est et sera toujours la culture islamique authentique.

LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DANS LE DOMAINE CULTUREL

(...) Se protéger de l'invasion et de l'aliénation culturelle et garantir la sécurité culturelle et l'immunité nécessaire au développement de la personnalité du musulman en le formant aux principes de l'islam et de la culture islamique.



LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES AU DOMAINE SOCIAL

(...) Œuvrer à améliorer la situation sociale des communautés musulmanes et les préparer pour qu'elles assument pleinement les conséquences de la vie au sein de la société non-musulmane (...) Orienter les enfants des communautés et des minorités musulmanes

pour les aider à se protéger de la mondialisation et de ses effets négatifs sur la famille(...) Activer les divers programmes d'orientation sociale visant à renforcer l'attachement des enfants des communautés musulmanes à leur personnalité musulmane et aux valeurs sociales authentiques.

LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES AUX DOMAINES DE L'ÉDUCATION-ENSEIGNEMENT

Mettre en œuvre les objectifs généraux du développement culturel global visant à éduquer et à former un musulman fier de sa religion et de son identité,(...) Contribuer à garantir aux enfants des musulmans vivant en dehors du Monde islamique, une éducation équilibrée à la fois spirituelle et cognitive afin de les protéger de l'invasion culturelle et de l'aliénation intellectuelle exercée par l'hégémonie de certains systèmes éducatifs. (Éducation Nationale? Ndlr)

L'enfant musulman qui vit et reçoit son éducation dans des sociétés laïques, peut facilement être influencé par les courants qui y circulent et les tendances positives qui s'y amplifient, d'autant plus que la vie scolaire, l'impact médiatique et ses relations avec le milieu favorisent sa réceptivité à ces opinions incompatibles avec l'Islam.

Les enfants des communautés musulmanes s'exposent à un procédé méthodiquement conçu pour les imprégner des valeurs occidentales et leur faire adopter la pensée, le comportement, les us et les habitudes qui sont en corrélation avec ces valeurs. Ce procédé est mis en pratique à partir du cycle scolaire prématernel, et passe par les étapes successives de la formation éducative ; il est doublé par l'influence et l'impact des pressions de la rue et des médias et autres moyens extérieurs, dans l'environnement social et le monde du travail.

environnement musulman, soit c'est toute la société qui devient musulmane. Il ne peut y avoir deux possibilités. Sinon, c'est le communautarisme ou pire, la partition façon Pakistan en 1948, en clair, une guerre civile !

Tout cela pour dire que les tenants de l'islam savent parfaitement bien qu'une présence musulmane forte dans nos sociétés, peut signifier soit la mort de l'islam à long terme du fait de la porosité entre musulmans et non musulmans dans nos écoles, ou l'islamisation à terme de notre société toute entière avec *a minima*, la complicité de nos dirigeants politiques depuis quarante ans. En effet, c'est eux qui ont favorisé la mise en place des écoles coraniques et des mosquées qui sert à préserver la progéniture musulmane des « *aliénations intellectuelles* » de notre société prônant la démocratie et la liberté. C'est eux qui ont permis aux télévisions arabo-musulmanes de diffuser sur notre territoire des messages inégalitaires concernant les droits de la femme. C'est eux qui ont permis l'installation d'antennes paraboliques inondant les tours et les HLM et qui permet la diffusion dans notre pays, de messages religieux contraire à nos lois, et affirmant que la femme n'est pas l'égale de l'homme.

Ce serait donc, aux yeux de l'ISESCO, une aliénation que de permettre à la femme de se marier et de vivre comme bon lui semble. Une société qui serait « aliénée » parce qu'elle favorise la musique, le chant, la danse, la nourriture et le port de vêtements au gré des désirs individuels. Pire, que les femmes et les hommes puissent ne pas être des croyants et même, qu'ils puissent changer de religion !

Quand un politicien vous parle des « *valeurs de la République* », méfiez-vous ! Quand un musulman vous parle des « *valeurs islamiques* », méfiez-vous encore plus. L'un cherche à vous embobiner au nom de ses intérêts politiques car complice de fait de l'islamisation, et l'autre cherche à vous faire oublier que la femme est un champ de labour pour lui (S2v223), et qu'il peut la battre si elle désobéit à son mari. (S4v34)

G.B.

A ce stade de la pensée, il devient clair que nous sommes bien à la croisée des chemins. Soit les enfants et donc leurs parents retournent dans leurs pays d'origines, et les enfants baigneront dans un

Lire le document : <https://www.isesco.org.ma/fr/wp-content/uploads/sites/2/2015/05/Strat%C3%A9gieExtVFLR1.pdf>

Philoctète à Lemnos



Dr. Anatoly Livry
Homme de lettres et Philosophe



Ὅκοσα δὲ τῶν νοσημάτων γίνεται ἀπὸ τοῦ σώματος τῶν μελέων τοῦ ἰσχυροτάτου, ταῦτα δεινότατά ἐστιν· καὶ γὰρ ἦν αὐτοῦ μένη ἔνθα ἂν ἄρξηται, ἀνάγκη, τοῦ ἰσχυροτάτου τῶν μελέων πονεομένου, ἅπαν τὸ σῶμα πονέεσθαι· καὶ ἦν ἐπὶ τι τῶν ἀσθενεστέρων ἀφίκηται ἀπὸ τοῦ ἰσχυροτέρου, χαλεπαὶ αἱ ἀπολύσεις γίνονται.

Περὶ φύσιος ἀνθρώπου

La capacité de survie d'un peuple est égale à la puissance spirituelle dont il dispose pour admirer ces héros et ces prophètes qui ont, leur existence durant, combattu tous les types de tabous meurtriers pour la communauté nationale et auxquels la vie a fini par donner raison. Les grands créateurs des concepts fondateurs de notre civilisation ne se sont pas trompés : un philosophe a d'abord une vision *médicale* de la société et dans son diagnostic, il s'adresse à ses collègues, ceux qui l'entourent et ceux qui lui succéderont. Cet article est consacré à l'un de ces Asclépiades, Jean-Marie Le Pen. Des années durant, j'ai sciemment refusé de traiter, dans mes travaux, de Jean-Marie Le Pen tant qu'il était tout-puissant au sein de ce Front qu'il a porté à la gloire, car les philosophes cèdent à la banalité quand ils s'attellent derrière une personnalité véhiculant des thèses victorieuses – même si elles sont justes. Il n'y a d'authentique grandeur que dans la défense de citadelles sur le point d'être submergées par des Sauvages considérablement plus nombreux ; il n'y a d'authentique noblesse que dans la défense de cause perdue pour le sens commun. Il serait maintenant temps et de bon ton de parler de Jean-Marie Le Pen.

Dans mes séminaires de philosophie politique lus

dans des universités étrangères (qui ne sont que la suite logique de ma thèse de doctorat préparée à Nice-Sophia Antipolis avec Patrick Quillier, puis soutenue devant un jury international composé de six membres¹), je présente Jean-Marie Le Pen comme un hippocratique, un diagnosticien tellement moderne que les prévisions qu'il n'a cessé d'offrir durant environ un demi-siècle ne furent ni écoutées ni encore moins suivies, et ce, tant par les charlatans qui règnent sur les facultés de « médecine civique » que par le patient, cette nation française qui a trop naïvement fait confiance aux escrocs du monde politique, des vendeurs de breuvages chers et nocifs, p. ex. leur « immigration inévitable et bienfaitrice » (et s'ils croient eux-mêmes à leurs potions destinées à guérir une « maladie sacrée », leur escroquerie n'en reste pas moins méprisable).

Il existe une tragédie grecque que mon maître en médecine grecque antique, **Jacques Jouanna**, actuellement à l'Institut de France, a, à juste titre, enseignée comme étant l'œuvre d'un Asclépiade, ainsi que le fut Sophocle durant son vivant et après





sa mort : *Philoctète*². Voici l'histoire simplifiée, réadaptée par Sophocle, à l'âge de 85 ans, pour les grandes Dionysies de 409 : un héros grec mordu par un serpent s'enferme avec sa haine, avec son orgueil et avec la puanteur de sa jambe blessée dans une caverne de Lemnos.

Les Achéens savent que seul son arc peut leur garantir la victoire, mais lui préfère mourir dans la souffrance et entouré de bêtes fauves. Son arrogance et sa détestation des siens sont plus fortes. Ulysse, que Philoctète exècre, vient le chercher accompagné de Néoptolème, fils d'Achille. Il arrive plusieurs péripéties, comme le vol de l'arc, mais cette démarche s'avère vaine car, maniée par tout autre que Philoctète, cette arme ne peut remplir son rôle dans le dénouement de l'affrontement sous les murs d'Illion. Tout se passe pour le pire et il n'y a aucune issue à cette rage meurtrière : sans l'intervention de l'archer supra-humain qu'est Héraclès, le poison aurait fini par ronger Philoctète et la guerre de Troie se serait terminée par la victoire des Barbares. Et, si je puis continuer après Sophocle, toute notre civilisation indo-germanique n'aurait jamais eu ne serait-ce que la chance d'exister.

Le peuple français régicide sombrait dans une frénésie de douleur et de haine autodestructrice et le serpent, la sophistique égalitariste des ignobles « Lumières » directement issues de la civilisation



alexandrine, l'avait mordu. Le venin d'un socratisme destructeur coule dans son sang depuis environ deux siècles. Pire encore : il empoisonne une civilisation toute entière – contaminant ses voisins celtes, germains ou slaves –, en bloquant son évolution tragico-aristocratique, et ce, alors même que la supériorité de l'antique France (totalement étrangère aux terroristes et à leurs « républiques ») reste prestigieuse au-delà de ses frontières et de sa disparition. Ce Philoctète francophone aurait pu s'en sortir, il y a quelques décennies, notamment grâce à l'intervention du Achille Jean-Marie Le Pen, ce héros qui, de plus, a survécu face aux Barbares et aux Barbaresques et a pu profiter de la seconde moitié de son destin pour acquérir la sagesse. Jamais cependant, le peuple français intoxiqué n'a prêté l'oreille aux prescriptions de ce héros métamorphosé en sage par sa longévité, lequel a néanmoins commis une faute toute humaine : ne possédant pas de fils, de jeune guerrier, c'est une femme, sa fille, qu'il a envoyée proposer le bistouri approprié aux Français. Là est sa faille ! Sa fille l'avait trahi : elle ne désire pas l'application de l'art chirurgical mais obéit aux pulsions d'un cancéreux insensé qui lui impose ses tabous inculqués par des charlatans. Le peuple français, indigne héritier fou, préfère détourner son arc des buts surhumains auxquels il était destiné et pourrir dans son arrogance révolutionnaire dont la très médiatisée invasion afro-asiatique et son terrorisme ne sont que l'ultime expression, cohérente et naturelle.

Il arrive des moments où un disciple d'Hippocrate doit faire preuve d'une cruauté certaine envers son patient, surtout si celui-ci est atteint de maux tant physiques que spirituels. Je décris bien les conditions présentes : nous sommes confrontés à une situation autrement tragique, car, en contemporains trop raisonnables, nous ne pouvons espérer en l'épiphanie d'un Héraclès. Le vieux Achille, fondateur du Front national, fort de ses exploits de guerrier et de sage, vit toujours. Mais le Philoctète, psychosomatiquement déréglé, voit le cancer de l'immigration qu'avait diagnostiqué Jean-Marie Le Pen se métastaser dans tous ses organes vitaux, faute de soin. La tragédie vire au drame satyrique : ce grand malade, le peuple français, se contente d'écouter une fille parricide qui ne fait que répéter les préceptes des charlatans, doublement odieuse car

ses soi-disant remèdes, elle les commercialise en affichant le nom de son père au-dessus de la porte de sa boutique.

Alors, constatons en cliniciens expérimentés : les actes terroristes auxquels nous assistons actuellement ne sont que l'insignifiante réaction cutanée d'un cancer généralisé, ce cancer que les pseudo-oncologues avaient déclaré bénin (ne sont-ils pas allés jusqu'à le souhaiter ?) pendant des décennies tout en calomniant (pire encore : en poursuivant en « justice ») son diagnosticien génial, Jean-Marie Le Pen. Ce Philoctète agonisant, notre France, et par conséquent toute la civilisation indo-européenne de l'Occident, ne peut être sauvé que par une intervention miraculeuse doublée d'une cruauté médicale inouïe. Toutes les métastases ayant gagné les organes vitaux doivent être extirpées, et cela, sans pitié. Mais cela n'est possible que via un changement total de diagnostic, ce qui va à l'encontre de la gestion idéologique du pays à laquelle de nombreuses générations de Français se sont accoutumées. Tous les responsables de ce long assassinat de la France – politique et doctrinal – devraient être jugés et exécutés publiquement : ils ont le sang de millions d'Européens sur les mains. Et les honneurs, tant nationaux que publics, doivent être rendus à ce vieux Achille encore vivant, Jean-Marie Le Pen, dont rues, places et universités devraient porter le nom – à commencer par la faculté de médecine de Paris ! Si cet acte de résistance hippocratique n'a pas immédiatement lieu, la France, l'Europe et, dans quelques générations, l'humanité tout entière cesseront d'exister.

¹ Thèse de doctorat en littérature générale et comparée « Nabokov et Nietzsche » soutenue par Anatoly Livry le 4 juillet 2011 à l'Université de Nice – Sophia Antipolis ayant comme membres du jury : Mmes, MM. les Professeurs René Guerra, Natalia Pakhsaryan, Patrick Quillier, Philippe Marty, Isabelle Poulin, Carole Talon-Hugon.

² Cf. Jacques Jouanna, *Sophocle*, Paris, Fayard, 2007, 906 p.

De l'Empire des Tsars à la fin de l'URSS



par Alexandre WATTIN
Président de l'ORFACE



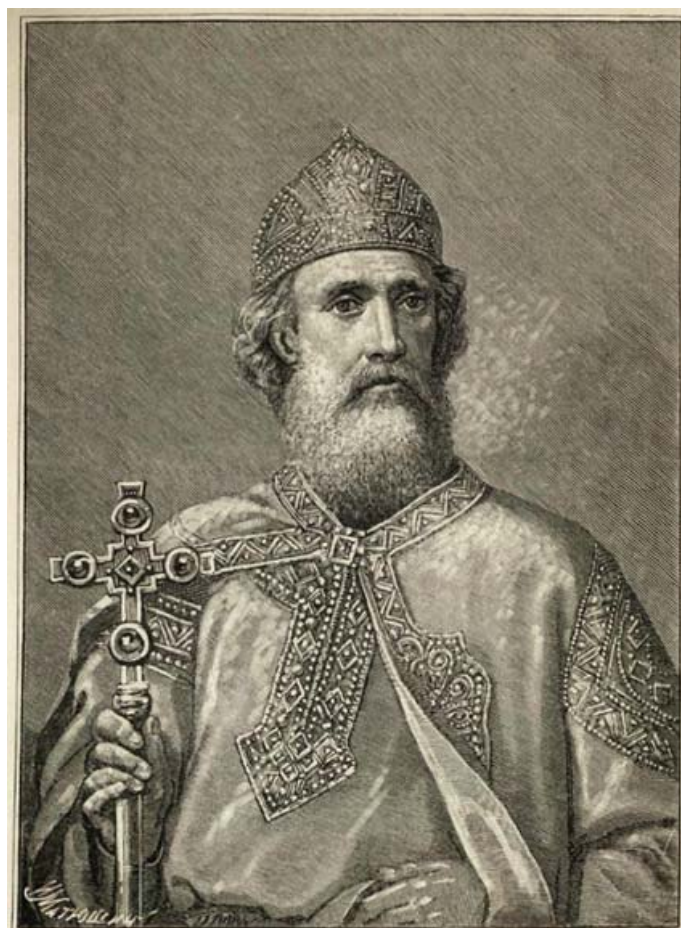
D E L'EMPIRE DES TSARS ...

Le continent eurasiatique apparaissait comme une plaine sans fin, fermée au Nord par l'Arctique et au sud par une série de grand lacs et de chaînes de montagnes ces caractéristiques géographiques expliqueront deux constantes de la politique extérieure et de défense des autocrates qui gouverneront la Russie : une hantise de sécurité face aux puissances de l'Europe centrale, puis ultérieurement dans l'extrême sud-est, face à la Chine d'abord au Japon ensuite en l'absence d'une frontière naturelle, une voie d'accès aux mers libres et chaudes, avec un effort prononcé en direction de la méditerranée, via le Bosphore et ultérieurement vers l'Océan Indien.



L'impulsion naturelle est donc l'expansion qui prend sa source depuis le 10^{ème} siècle à partir du Royaume de Kiev en s'exerçant d'abord vers la Sibérie. Cet expansion territoriale et la diversité des races et des religions qu'elle absorbe, induit l'obligation des autocrates de donner coûte que coûte un ciment et une unité à l'empire. Le premier acte de cette volonté

est la conversion du **Grand Prince Vladimir**, en 998, au christianisme byzantin, qui lui fournit, par son organisation hiérarchique et sa soumission au pouvoir temporel, une religion nationale et l'indispensable ferment d'unité.



L'expansionnisme russe connaîtra un arrêt brutal à partir de la prise de Kiev en 1240 et jusqu'au 15^{ème} siècle, par la domination des Tatars-Mongols. C'est Ivan III le Grand, qui mettra fin à cette domination, mais ce n'est qu'au 16^{ème} siècle que reprendront les conquêtes avec la prise de Kazan par

Ivan le Terrible, ainsi les rives du pacifique seront atteintes en 1650.

Auparavant la mainmise du pouvoir central à la fois sur le domaine temporel et spirituel va culminer avec la promulgation du code de 1649 qui précise les pouvoirs du souverain et les devoirs envers l'état des hommes de service, institutionnalisera le servage des paysans et régentera les rapports entre elles des catégories sociales. Le servage et la pression démographique trouveront leur exutoire dans la conquête de l'Est, qui accentuera le caractère continental et pluriethnique de la Russie.

Pierre le Grand (1689-1725), qui proclamera l'empire en 1721, puis Catherine (1762-1796) vont poursuivre l'expansion. L'effort s'exercera vers la Baltique et la Pologne, qui deviendront un protectorat russe après les trois partages de 1672, 1693 et 1695 puis vers le Caucase, au détriment des empires Ottoman et Perse. En 1770, la flotte russe de la Baltique pénètre pour la première fois en méditerranéen et les conquêtes s'accroissent : La Crimée est annexée, puis la Géorgie, l'Arménie orientale et la Bessarabie, qui permet le contrôle du Delta du Danube. EN 1815,

le Congrès de Vienne reconnaît implicitement au Tsar Alexandre 1^{er} le rôle d'arbitre de l'Europe.

Ainsi sont réunis, dès le début du 18^{ème} siècle, tous les facteurs de puissance de la Russie, puis de l'union soviétique du 20^{ème} siècle :

- ⇒ La sécurité face à l'ouest et à l'extrême sud-est
- ⇒ L'accès aux mers libres avec comme objectif le delta du Danube et le Bosphore au sud, la Baltique au nord l'océan indien au sud est
- ⇒ L'unité et la cohésion, par un double effort de coercition administrative et sociale et d'emprise spirituelle

La révolution d'octobre 1917 n'introduira aucune discontinuité dans la politique de l'Empire, sinon que le marxisme léninisme, comme religion officielle se substitue à l'orthodoxie et que certains facteurs de faiblesse sont accentués en raison, du progrès technique qui facilite, la permanence et la rigueur de l'arbitraire et du contrôle bureaucratique exercé sur la culture, la politique et l'économie. Il s'agissait de préserver l'empire de la contagion du libéralisme et





de la démocratie. L'union soviétique, dont l'économie est largement militarisée, était ainsi maintenue dans un isolement dangereux et dans un conservatisme dont les effets sclérosants ne seront diagnostiqués et corrigés qu'au moment même où ils entrent dans une phase fatale. La démesure de l'Union, notamment dans le domaine militaire, qui absorbe près de 25 pour cent de son budget, ses succès en matière aéronautique et spatiale, l'extension de son influence en Afrique et au Moyen orient ont longtemps occulté le délabrement intérieur. La malheureuse campagne d'Afghanistan ébranlera l'empire.

.... À LA FIN DE L'URSS

Dès les années 1970 l'URSS était confronté à l'essoufflement technologique face à l'initiative de défense stratégique américaine, le désastre d'une économie bureaucratique et l'échec humain et social du marxisme léninisme avaient contraint l'URSS à s'ouvrir d'avantage au monde extérieur et à prendre le risque d'une implosion. Atteinte de gigantisme et d'inertie, L'URSS mourrait. Les événements de Berlin en 1989 puis la réunification allemande en 1990 provoqueront une réaction en chaîne dont les effets



seront immédiatement ressentis. Ainsi le démantèlement du rideau de fer signera la fin des gains de territoires opérés par Staline ainsi que le contrôle de l'Europe central grâce aux accords de Potsdam de 1945. Gorbatchev tentera vainement d'enrayer la décomposition de l'empire, mais sans succès. Depuis son accession au pouvoir Mikhaïl Gorbachev s'applique à réduire drastiquement les effectifs et le poids économique de l'armée soviétique. Après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, la réduction des forces stationnées en Europe de l'Est est rapidement menée, laissant les gouvernements socialistes en place face à leur destin.

Cette situation, parmi bien d'autres, générera l'antagonisme politique entre le camp des réformateurs et celui des conservateurs ; ces derniers exigent un retour à l'ordre ancien. L'abolition en mars 1990 de l'article 6 de la Constitution soviétique de 1977, sur le rôle dirigeant du parti communiste, et la rapide désintégration de l'Union soviétique, à travers la proclamation d'indépendance de certaines de ses républiques ne sont pas acceptés par les brejnéviens. Aussi, l'absence d'intervention armée contre les troubles dans les pays satellites et les sécessions successives au sein des Républiques socialistes ont permis leur libéralisation que l'armée soviétique a auparavant empêchée en 1953, en 1956 et 1968.

En effet dès mars 1990, la Lituanie est la première à braver Moscou et à choisir la voie de la sécession. Progressivement les autres républiques annoncent leur intention de l'imiter, ce qui mène à une période ininterrompue de défis au pouvoir moscovite. Dans un sursaut d'autoritarisme Gorbatchev tente vainement d'appliquer à Vilnius la vieille recette de la répression, mais la réprobation internationale l'oblige à céder.

La crise polonaise, la chute du mur de Berlin, provoquent une réaction en chaîne dont les effets sont loin d'être amortis. Avec le démantèlement du rideau de fer, c'est l'œuvre de Staline qui est défaite¹ aussi le projet de signature de Traité de l'Union², qui doit être signé le 20 août 1991 symbolise pour les conservateurs et une partie du corps des officiers généraux soviétiques, non seulement une trahison mais une capitulation. Pour l'ensemble des conservateurs ces bouleversements fléchissent la position de l'URSS au niveau international et transforment la donne politique et stratégique en

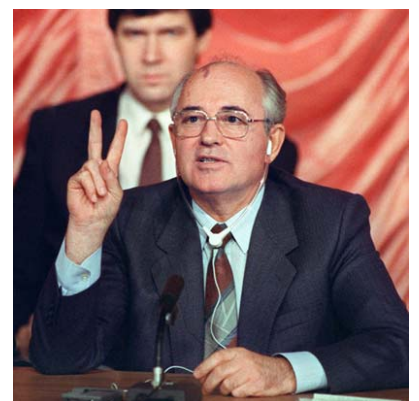


Europe. Nombreux sont ceux qui ne peuvent accepter de voir l'URSS perdre sa puissance. Il n'est donc pas surprenant que des divisions se cristallisent entre les principaux responsables militaires de la haute hiérarchie soviétique.

Deux clans s'affrontent fermement, d'une part les Gorbatcheviens³ et en totale opposition se trouvent les tenants d'une ligne dure, nostalgique et brejnévienne, où l'Armée soviétique jouissait d'un respect et d'un prestige incontestés. Pour eux *Perestroïka* rime avec la destruction des acquis du marxisme léninisme et la fin des privilèges de la *nomenklatura* néo-brejnévienne⁴. Rien de surprenant que plusieurs généraux arrêtent des plans d'exécution militaires d'un coup d'état à l'issue d'une réunion conspirative au ministère de la défense⁵.

Mikhaïl Gorbatchev

en fera les frais durant ses vacances en Crimée. Il voit débarquer le 18 août 1991 une délégation de conjurés le relevant de ses fonctions et le séquestrant. G.



Ianaev, vice-président de l'URSS, hostile à la désintégration de l'URSS, a décidé de remplacer Gorbatchev. Il signe avec V. Pavlov, premier ministre de l'URSS et O. Baklanov, premier vice-président du Conseil de défense, une déclaration justifiant la démission du secrétaire général par une incapacité d'exercer ses fonctions pour des raisons de santé, et proclament

l'état d'urgence⁶, rétablissent la censure et font entrer les chars à Moscou.

Le groupe *Alpha*⁷, unité d'élite du KGB initialement créée pour la lutte contre le terrorisme, doit prendre d'assaut le parlement de Russie avec les unités OMON⁸, mais les événements ne se déroulent pas comme prévu.

En effet, le Général commandant du groupe *Alpha* refuse d'exécuter l'ordre reçu de son supérieur, le président du KGB, d'attaquer la « Maison blanche »⁹. Quant aux unités déployées dans les rues de Moscou elles ne semblent pas avoir reçu l'ordre de tirer sur la population, mais simplement de protéger celle-ci en se déployant¹⁰.

Le lendemain du putsch, Boris Eltsine président de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, tout juste élu deux mois auparavant, signe un décret selon lequel la déclaration du Comité de l'état d'urgence est anticonstitutionnelle et qualifiée de coup d'état. Tous les pouvoirs exécutifs du pays sont placés sous son autorité et il constitue un gouvernement de crise.

Après que Boris Eltsine¹¹ monte sur un char, et appelle les militaires comme les civils à défendre le pouvoir légitime, la majorité des unités OMON et de l'armée passent du côté des partisans et fraternisent avec la foule. Le putsch est voué à l'échec, les membres du « Comité » capitulent le 21 août et le lendemain tout est fini. L'impression générale qui se dégage de cet événement est l'impréparation, voire l'improvisation.

Mené par une frange minoritaire du haut commandement de l'armée soviétique le putsch n'obtient aucun soutien des troupes stationnées à l'étranger et tout particulièrement celui des forces en Allemagne.

L'échec du coup d'état sera un accélérateur de la démocratisation et de la fin du régime.¹² Boris Eltsine, en position de force, décrète la dissolution et l'interdiction du parti communiste de l'Union soviétique et de l'URSS¹³. L'autorité de l'Union soviétique cesse pratiquement de fait sur les Républiques, et le 8 décembre 1991, le document entre la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, déclarant la dissolution de l'URSS et la création de la Communauté des États indépendants (CEI) est signée et conduit progressivement, à la chute officielle de l'Union Soviétique¹⁴. Mais sur les

décombres de l'URSS renaissait la Russie !

A.W.

¹ Les gains de territoire opérés à la faveur du pacte germano-soviétique du 23 août 1939, avait permis à Staline d'annexer quelques 700 000 km² (les trois États Baltes, la partie occidentale de la Pologne, la Bessarabie et la Bukhovine du nord) et le contrôle de l'Europe centrale grâce aux accords de Potsdam de juillet/août 1945 s'effritent.

² L'Union des États souverains, fut une proposition de Mikhaïl Gorbatchev de refonder l'Union des républiques socialistes soviétiques dans une nouvelle fédération, beaucoup plus lâche que la précédente. Le traité en question, présenté comme une refondation de l'Union soviétique, devait remplacer celui de 1922 qui avait institué même la création de l'URSS. Ce traité a donné lieu à l'unique référendum de toute l'histoire de l'URSS. Il s'est tenu le 17 mars 1991 sur la question suivante : « Pensez-vous qu'il est essentiel de préserver l'URSS sous forme d'une fédération renouvelée de républiques souveraines et égales où les droits et les libertés de chacun, quelle que soit la nationalité, seront pleinement garanties ? ». 76,4 % des électeurs répondent « oui » dans les neuf républiques où a lieu la consultation. En effet, six républiques (l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Moldavie, l'Arménie et la Géorgie), refusent d'y participer. La nouvelle Union devait donc être constituée avec seulement neuf des quinze républiques de l'ancienne Union des républiques socialistes soviétiques.

³ Avec pour principal représentant le Général d'Armée Moïseïev, chef d'état-major général et principal conseiller militaire de Gorbatchev qui comptera sur le soutien de toute une génération de militaires moins dogmatique, et désormais majoritaire parmi les principaux officiers généraux. Ainsi que des membres du Soviet Suprême à l'origine de la Perestroïka qui collaboraient avec les éléments les plus progressistes du KGB.

⁴ Les représentants de cette mouvance se regrouperont en 1991 dans le Mouvement Patriotique Populaire, créé par le Général Varennikov, commandant en chef des forces terrestres et le général Gromov vice-ministre de l'intérieur. Ce sera sur cette mouvance que s'appuiera le comité pour l'état d'urgence (voir infra) pour susciter le Putsch. D'autres groupes alimenteront également ce courant composés d'officiers supérieurs membres du

Sojuz, mouvement communiste ultraconservateur auquel se rattachaient des officiers généraux dont le Général Makarov commandant en chef de la région militaire de Transcaucasie, le général Samsonov commandant la région militaire de Leningrad et le général Kalinine la région militaire de Moscou.

⁵ Les opérations seront conduites par les généraux Maltsev, commandant la DCA Soviétique, Densov chef des opérations de l'état-major général et Iassinski du KGB.

⁶ Pour assurer la direction du pays et l'application de leur décision sera fondé un Comité d'État pour l'état d'urgence, composé des trois personnes mentionnées précédemment, ainsi que de V. Krioutchkov, président du KGB, de B. Pougov, ministre de l'intérieur, du ministre de la défense et de deux autres membres sans portefeuille ministériel.

⁷ ALFA est une force spéciale du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, spécialisée dans la lutte anti-terroriste (sauvetage des otages, tireurs d'élite, protection personnelle, détournements d'avion). Faisant suite à la Prise d'otages des Jeux olympiques de Munich en 1972, le groupe A est fondé par le KGB en 1974. Son existence n'est révélée que dans les années 1990. Ses effectifs sont estimés à environ 700 hommes. Il a notamment participé à la libération de quatre diplomates soviétiques en 1985. Il a exécuté les proches des preneurs d'otages, ne leur laissant pas d'autre choix que de libérer les otages.

⁸ OMON ou Détachement de la milice à vocation particulière, est le nom générique pour désigner les unités de forces spéciales du ministère de l'intérieur russe et anciennement de l'URSS.

⁹ La Maison blanche est le bâtiment qui abrite le gouvernement russe. Le bâtiment est situé au centre de la capitale Moscou. Lors des sessions de travail, les ministres s'y réunissent sous la présidence du chef du gouvernement. Le bâtiment a hébergé le Congrès des Soviets et le Soviet suprême, puis le Congrès des députés du peuple de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) jusqu'à la crise constitutionnelle de 1993. Lors de ces événements, un siège a été tenu et le bâtiment a été endommagé par des tirs d'artillerie, causant un important incendie. La Maison blanche de Moscou est l'un des plus grands palais moscovites, mais il s'agit aussi de l'un des lieux les plus fermés et les plus gardés de la capitale. Le chef du

gouvernement, en plus d'y travailler, peut y résider de façon provisoire, bénéficiant à cette occasion d'un appartement aménagé pour des situations exceptionnelles.

¹⁰ Il est à noter que bien qu'engagées dans l'opération, des éléments des deux divisions blindées de la garde qui assuraient la protection de Moscou et la division Dzerjinski, division d'élite du KGB, qui avaient dépêché 3 bataillons, resteront en retrait durant les événements.

¹¹ Boris Eltsine était un homme d'État russe, président de la Fédération de Russie de 1991 à 1999. Le 29 mai 1990, il est élu président du Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, ce qui fait de lui le premier président non communiste d'une République soviétique. Il joue un rôle-clé l'année suivante dans l'échec du putsch de Moscou, et marginalise ensuite Mikhaïl Gorbatchev : son action conduit, en quelques mois, à la dissolution de l'Union soviétique. Il devient ensuite le premier président de la Fédération de Russie. Il est réélu pour un second mandat en 1996 dans des conditions polémiques.

¹² Boris Eltsine convoquera Mikhaïl Gorbatchev le 23 août au Parlement russe afin de l'humilier publiquement pour son attentisme face aux événements. Acculé, Gorbatchev sera contraint le lendemain de démissionner de ses fonctions de Secrétaire Général du Parti Communiste et de dissoudre le Comité Central. En effet, loin de restaurer la grandeur soviétique les événements du mois d'août 1991 précipiteront, le processus des déclarations d'indépendance au sein des républiques qui composaient l'U.R.S.S. (Arménie le 23 août, Ukraine et Biélorussie le lendemain...) et l'écroulement presque total du système soviétique.

¹³ Le 26 décembre 1991, l'Union soviétique est officiellement dissoute et remplacée par la Communauté des États indépendants.

¹⁴ À l'issue de la fin de l'Union soviétique, l'Armée sera démantelée entre les différents nouveaux États, selon l'origine nationale des contingents. Fin 1992, les reliquats de l'Armée soviétique stationnés dans les Républiques avaient été dissous et les dernières forces basées en Europe et dans les pays baltes seront retirées progressivement de 1991 à 1994. Les militaires russes, de loin les plus nombreux, constitueront alors les forces armées de la fédération de Russie qui hérita de la majorité de l'équipement, en particulier la totalité de l'arsenal nucléaire de l'ex-Armée soviétique.

DE GAULLE : sous la statue, le volcan.



Yannick JAFFRÉ



De quoi De Gaulle est-il aujourd'hui le nom ? Celui d'une occultation assourdissante.

Plus on commémore le grand homme – invoqué comme un mort illustre, enfoui sous les trémolos – plus on cherche à étouffer, sans y parvenir, la clameur du Politique. Nietzsche voyait dans l'« histoire monumentale » le résultat d'une double opération : signaler dans le passé des figures

exemplaires ; édifier le peuple par l'exaltation de ce panthéon national. Mais dans un pays, le nôtre, qui pratique depuis quarante ans la repentance et l'autophobie, les monuments historiques subissent de méticuleuses démolitions contrôlées. Si De Gaulle est à peu près le seul à rester debout dans la période moderne, il ne faut pas s'y tromper : on ne l'épargne jamais que pour l'embaumer. La grande ombre historique, trop proche, est aussi trop dangereuse pour l'ordre établi dès qu'on retourne le regard vers qui la projette. On éloigne donc le Général

dans le passé en le plaçant aux côtés de Jeanne d'Arc, Louis XIV et Napoléon.

Alors qu'il exprime plus violemment qu'eux les origines, réalités et horizons de la France contemporaine, on fait au mieux de lui une statue du Commandeur, au pire, et le plus souvent, une inoffensive autorité morale.

Quelques exemples. Prononcée pour remettre à leur

place les anglo-saxons reprochant à la France sa guerre d'Algérie, la phrase de De Gaulle : « la grande querelle sur Terre, c'est la querelle de l'Homme », deviendrait aujourd'hui le titre possible d'un débat « humaniste » entre démocrates-chrétiens et francs-maçons. De même la réconciliation franco-allemande est-elle convoquée à l'envi par la droite européiste, à telle enseigne que le chef des Français libres finirait presque par apparaître, comble de l'énormité, comme un émule de Robert Schuman.

Et même quand on honore l'homme du 18 juin, c'est pour réduire son combat





contre l'occupant à l'antifascisme sans fascistes des années 1980, théâtral selon Jospin lui-même. Pour preuve, on a vu **Anne Hidalgo** (Anne Hidalgo, quand même...) aller fleurir à Colombey la tombe d'un homme qui occupe l'exact antipode de son pauvre univers. C'est son droit, à l'incohérence.

Avec elle et ses semblables, l'époque voudrait rendre rassurant un acteur de l'histoire qui, entouré de haines, passant sous les balles, y a fait vaincre des principes terriblement clivants.

Côté gaulliste prétendu, la référence n'est pas moins usurpée. Ainsi Villepin mobilisait-il De Gaulle pour défendre en 2005 une constitution européiste dont le but était clair : enkyster plus profondément la France dans un organisme atlantiste dont le Général avait retardé l'avènement. Ainsi Fillon avance-t-il avec d'autres « gaullistes » la notion de « souveraineté partagée », contradictoire dans les termes. Ainsi encore Sarkozy avait-il placé sa campagne de 2007 sous le sceau gaullien pour faire réintégrer à la France, une fois élu, le commandement militaire de l'OTAN. Ainsi Juppé enfin, le pire d'entre eux tous, a-t-il couvert aux affaires étrangères la destruction de la Libye et, à travers elle, du nationalisme arabe soutenu par de Gaulle – se laissant au passage imposer, comme une serpillière, Bernard-Henri Lévy pour vice-ministre. Dans ce camp-là, plus généralement, les uns et les autres se livrent à des primaires bafouant l'esprit de la Ve république qui voudrait que l'élection présidentielle, substitut laïc du sacre de Reims, célèbre la rencontre d'un homme avec le peuple français. Cette atmosphère de pseudo-gaullisme n'est somme toute percée que par une lame claire, la déclaration, j'y reviendrai, sur « la France, peuple européen, de race blanche, de culture gréco-romaine et de religion chrétienne ». Reparue

dans le débat public, elle y porte de nouveau une puissante, une nécessaire charge polémique.

Paradoxe savoureux, ses ennemis historiques sont désormais les meilleurs traducteurs de De Gaulle. Pétainistes qui lui reprochent d'avoir été, lui, le sauveur de la France, héritiers de l'OAS ne supportant pas qu'il les ait compris, royalistes ne lui pardonnant pas d'avoir restauré le principe monarchique sans mutiler la France de son bonaparto-républicanisme, atlantistes stay behind qui le détestent pour avoir secoué la tutelle américaine et mené une politique socialiste française – tous ceux-là sont au fond plus fidèles au De Gaulle réel que ses embaumeurs. Parce qu'ils prétendaient détenir le monopole du nationalisme ou, selon, du « national-occidentalisme », ils conservent rageusement la mémoire du politique machiavélien qui les a terrassés par la France. Et si déformé par la haine soit le portrait qu'ils dressent de lui, du moins savent-ils combien De Gaulle a soulevé de passions et de forces contraires, les leurs et celle de l'extrême-gauche, pour bâtir son œuvre nationale.



Ce n'est que la mauvaise foi qui empêche ces perdants de la grande histoire de France, résiduels, d'admettre que son corpus est aujourd'hui indispensable contre les vents dominants qui, depuis quarante ans, font sortir la France de l'histoire. En face de leur détestation d'arrière-garde, vit dans le peuple le puissant souvenir de l'époque encore récente où la nation, prospère et unitaire, grande et respectée, était conduite par un chef de dimension mondiale.

Cette nostalgie est parfaitement légitime. C'était non seulement mieux dans les années 1960 qu'aujourd'hui, mais ce qui reste de solidité française vient pour l'essentiel de la présidence De Gaulle. La mémoire vive du temps où la France, si elle n'était plus depuis Napoléon la première, demeurerait une puissance souveraine, imprévisible pour ses alliés comme pour ses ennemis, cette mémoire est grosse d'une politique. Mais la peinture du géant d'hier reculé dans l'ombre avec, obscènes, les nains Sarkozy et Hollande sautillant à ses pieds en pleine lumière, atrocement descriptive de notre état, nous condamnerait à la dépression si nous n'y trouvions, par la répulsion, un puissant ressort moral.

Car le désespoir, en tout état de cause, nous est interdit. Parce qu'il serait une honte devant tout, les causes objectives d'abandon étant, quoi qu'on prétende, plus fortes en juin 1940 qu'à l'été 2017. Et parce que le pire, qui n'est jamais sûr, reste à venir : si nous gémissons maintenant sur les ruines françaises, que ferons-nous demain dans un pays exsangue où patrouilleraient les *jeeps* de *Daesh* ? Exemple moral contre l'esprit de renoncement, le gaullisme est aussi, surtout, une doctrine politique à deux articles : *sauvegarde de l'identité et puissance par la souveraineté*. Ces travaux d'Hercule sont plus que jamais à l'ordre du jour. Sous peine de mort.

Pour ressaisir cette pensée d'action, il faut dégager De Gaulle des incantations. Déboulonner la statue dans laquelle on l'enferme pour faire rejaillir, sur la terre remuée, l'athlète qui s'élance. Libérer l'énergie nucléaire que contiennent pour nous *aujourd'hui* ses actes majeurs. Cette tâche revient aux gaullistes « AOC ». Ni compagnons de la Libération, par génération, ni chiraquiens, par rigueur, ni sarkozystes, par décence, ils se recrutent parmi ceux, d'où qu'ils viennent, qui mesurent avec précision la magnitude gaullienne. Que ferait De Gaulle ? n'est

pas la question qu'ils doivent se poser. Comment transposer le grand gisement en y triant, soustrayant et développant pour dominer le « vieil aujourd'hui » ? Voilà leur affaire. Moderne et classique à la fois, la ressource gaulliste est infiniment plus opérante pour penser et agir dans notre temps que le national-libéralisme, le néotraditionisme ou l'impérialo-européisme où certains patriotes, aussi sincères qu'approximatifs, vont chercher leurs recours. Cette ressource est une *tradition* – au sens superbe de Gustav Mahler : « non la vénération des cendres, mais la passation du feu ».

LA MESURE DU TITAN

Au risque de paraître abrupt, j'irai vite sur l'homme du 18 juin. Sa trajectoire est au regard historique littéralement *extraordinaire*. Qu'un général deux étoiles parti de presque rien devienne un acteur mondial aux côtés de Churchill, Staline et Roosevelt, le fait, selon son propre mot, « sortir de toutes les séries ».

Mais la geste héroïque fut aussi rationnelle : ayant avec quelques autres la prescience du caractère inévitablement mondial de la guerre, De Gaulle a vu sur l'instant l'armistice comme une faute absolue. Connaissant aussi bien la dimension nationale de Pétain que ses limites personnelles, il savait que cet homme-là doublerait le désastre militaire d'un effondrement moral. Que la légitimité du Maréchal soutenant une collaboration inscrite dans l'armistice, la nation en serait empoisonnée dans sa profondeur. Qu'une reddition militaire sur le territoire métropolitain, qu'un gouvernement déplacé vers l'Empire, auraient été les moyens de préserver son âme maintenant avec sa liberté demain. A l'opposé de ces idées claires et nettes, la rhétorique de la « révolution nationale » était aussi involontairement comique que scabreuse. Elle plaçait en effet sous la bannière d'un « esprit de sacrifice » surmontant « l'esprit de jouissance » de l'entre-deux guerres une politique que, par ailleurs, elle justifiait par la volonté d'« atténuer » les souffrances des Français. Pour le dire brutalement : ni deux ans et demi de (relative) villégiature en zone libre, ni la (relative) correction des militaires allemands pendant la même période, achetés à l'Allemagne nazie à un taux spoliateur, ne valaient la corruption intime du pays par la

collaboration.

Alors que les Néerlandais ou les Danois ont conservé de cette période, et malgré leurs collaborateurs, le sentiment de leur dignité nationale, nous payons encore 70 ans après, et malgré nos résistants, le prix d'une collusion organisée avec l'occupant qui, Patrick Buisson le montre dans son remarquable *1940-45 années érotiques*, a compromis le peuple français jusque dans sa chair. Mais grâce à De Gaulle, l'extrême droite du même Buisson n'y pouvant rien, cette histoire-là ne fut pas toute l'histoire et le pays fut relevé, autant qu'humainement possible, dans les ordres réel et symbolique. C'est toute l'actualité tragique, pas déclamatoire, du 18 juin et de la France libre : l'esprit de collaboration souffle aujourd'hui dans les élites au moins aussi fort qu'en 1940-44 tandis qu'une part importante de la classe moyenne, dont les « Charlies » sont la pointe avancée, plierait vite si le vent mauvais soufflait plus fort encore. Démarquant l'axiome de Giono pour justifier son allégeance à un Euro-Califat « démocratique » : « Je préfère être un Allemand vivant qu'un Français mort », elle glisserait alors vers cette *soumission* post-pétainiste que Houellebecq, la décrivant avec son ricanement glacé d'épave talentueuse, place au titre de son dernier roman d'anticipation. La geste gaullienne est à cette enseigne un soleil moral, coupant, sous lequel il n'y a rien de nouveau que des hommes lâches ou courageux.

Mais l'héroïsme ne suffit pas. Que De Gaulle ait été assassiné ou que les Américains eussent réussi contre lui la manœuvre **Giraud-AMGOT** [1], et il serait resté dans l'histoire comme un chef de guerre alors qu'il fut aussi, surtout, un politique, comme un libérateur alors qu'il fut plus encore un fondateur. Alexandre le Grand, qui n'a laissé derrière lui que d'épiques ruines,

possédait la *celeritas* : « Le geste de son bras n'est pas symbole de protection, mais invitation au départ, signal de l'aventure [2]. » Washington était un général intellectuellement frustré entouré de grands penseurs du droit et de l'État.

Oscillant entre l'héritage européen et la recherche d'une voie propre à l'Amérique latine, Bolivar a laissé une inspiration plus qu'une doctrine. Michael Collins a conquis l'indépendance de l'Irlande sans avoir le temps de la bâtir et de jeter sur son sol, comme Bonaparte consul avec le Conseil d'État et le Code civil, « quelques masses de granit ». De Gaulle, lui, répond pleinement à l'avertissement de Tocqueville : « Ce n'est pas la force seule qui assoie un gouvernement nouveau ; ce sont de bonnes lois. Après le combattant, le législateur. L'un a détruit, l'autre fonde [3]. » Déployant une pensée complète de l'État, du social, de l'économie et de la géostratégie, trempée dans l'histoire de France, c'est le De Gaulle *nomothète*, chef du gouvernement provisoire et fondateur de la Ve république, qui fournit aux nationaux leurs plus solides appuis.

INSTITUTION DE L'ÉTAT, ÉTAT DES INSTITUTIONS

Commençant par le commencement, c'est-à-dire les institutions, De Gaulle refait l'État en 1944 puis, surtout, en 1958. « Franco-romain », il établit

naturellement le primat de la puissance publique sur la société quand les anglo-saxons font émaner la première de la seconde ; monarcho-républicain, il assoie contre le parlementarisme la prééminence de l'exécutif sur le législatif en installant au sommet de l'État « une tête directement mandatée par l'ensemble de la nation et mise à même de vouloir, de décider et d'agir ». Il a suivi ce



plan simple sans obéir entièrement au précepte de Bonaparte d'après lequel « une constitution doit être courte et obscure pour ne pas gêner l'action du gouvernement ». Courte mais claire, celle de 1958 libère l'action de l'exécutif en répartissant, avec précision, les pouvoirs autour de lui.

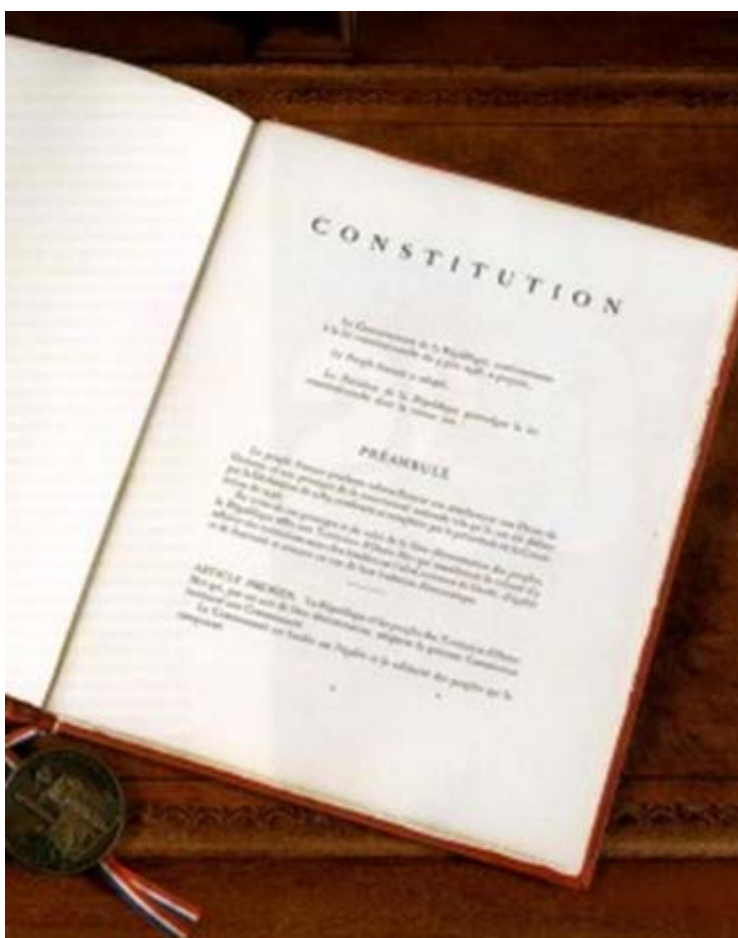
Où en sommes-nous aujourd'hui ? Notre situation est paradoxale. L'autorité de l'État n'est pas minée par un parlementarisme résurgent mais – et c'est pitié – par la pratique de l'exécutif lui-même. Alors que la constitution gaullienne faisait en *principe* relever du règlement tout ce qui n'était pas expressément *attribué* à la loi, les gouvernements inversent depuis trois décennies l'ordre du principe et de l'attribution. C'est-à-dire qu'ils confectionnent, le parlement étant leur chambre d'enregistrement, des lois pour tout et, de fait, pour n'importe quoi. Ni le voile intégral, ni le burkini, par exemple, ne devraient être prohibés par une loi mais, au principe, par un règlement administratif. L'enjeu n'est pas seulement de compétence mais d'autorité : sous le règne du « droit bavard », l'État affaiblit la sienne comme si l'esprit du parlementarisme lui était, littéralement, monté à la tête. Une telle inflation législative, décrets et règlements compris, porte avec elle plusieurs conséquences fâcheuses : complexité excessive de l'édifice légal, insécurité juridique liée à la surpolitisation des textes, contestations endémiques procédant de l'une et de l'autre, le tout épuisant les entrepreneurs, les administrations et décourageant les investisseurs étrangers. La constitution elle-même est affectée par cette involution. De Gaulle ne voulait pas que l'État fut un théâtre d'expression pour « idéologies inconsistantes ». Or la

constitution leur sert aujourd'hui de dépotoir puisqu'on y introduit des dispositions – écologistes, féministes, européistes – qui n'ont rien à y faire, souvent des lois qu'on a craint de voir censurées par le parlement. C'est ainsi qu'on a procédé pour la parité qui violait trop manifestement le droit de suffrage. Quant au droit libéral-européiste, il pénètre le socle de la république française par l'article 88-1 constitutionnalisant « la participation de la France à l'Union Européenne ». Placé sous cette hypothèque, le conseil s'épuise à défendre le texte fondamental, par le biais de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC), contre la concurrence que lui imposent les normes européennes.

Il s'épuise pour le bien mais nuit aussi, du fait de sa composition, à l'esprit de la première des lois. Alors qu'il est désormais une sorte de cour suprême qui devrait assurer au peuple souverain que son représentant, le parlement, et son exécutant, le gouvernement, respectent sa volonté constituée, ses membres – anciens présidents de droit, ministres, députés nommés par l'exécutif, tous liés à des lois qu'ils ont eux-mêmes rédigées – sont animés par des polarités idéologiques de court terme. Ils ne

censurent pas les lois qui le mériteraient et censurent, plus rarement, celles qui ne devraient pas l'être.

Que faire ? La VI^e république imaginée par Mélenchon et Montebourg promet un retour vers le futur de la IV^e. Il faut plus sérieusement refondre la Ve république « de bronze » voulue par De Gaulle. C'est-à-dire réaffirmer le droit supérieur de l'État contre un État de droit sans consistance ni autorité, en se souvenant avec Carl Schmitt que l'existence du premier conditionne celle du second, et les



libertés publiques celle des droits individuels. Quelques mesures y pourvoiraient : rétablir l'État dans sa prérogative en reversant dans le règlement tout ce qui ne concerne pas la loi ; alléger la constitution de ses alluvions récentes ; supprimer l'article 88-1, et se dispenser de la QPC en quittant l'Union ; modifier la composition du conseil constitutionnel dont les membres, à partir d'un premier collègue nommé par un gouvernement national, seraient installés à vie par cooptation, selon le seul critère de la compétence publique ; rétablir en haut le septennat pour que le président cesse de disparaître comme Chirac derrière le gouvernement ou, comme Sarkozy et Hollande, de se confondre avec lui ; approfondir à la base l'empreinte référendaire de la V^e république à travers un véritable référendum d'initiative populaire inspiré de la Suisse qui permet au peuple de se saisir d'un enjeu que le législateur esquivait ou, plus violemment encore, de bloquer l'adoption parlementaire d'une loi pour s'en emparer lui-même – la question du quorum pertinent demeurant à résoudre.

Toutes ces mesures, bien sûr, resteront des vœux pieux sans une transformation gaullienne de la sociologie et même, plus profondément, de l'anthropologie des élites. L'événement, ici, fera loi. Aucun texte ne fera revenir les partis sur la désastreuse pratique des primaires sans des vagues brutales qui balayeront les médiocres, les notables, les gamelleurs. Si les institutions peuvent parfois limiter cette médiocrité, elles souffrent en retour, et plus fatalement, d'être mal habitées. C'est du fond de mœurs nationales revivifiées par les événements, c'est depuis ce que Montesquieu appelait « l'esprit général d'une nation », c'est peut-être, hélas, par la guerre, impitoyable sélectrice, que de véritables élites nationales réémergeront. Mais donc ici le politique dépend de l'histoire qui, de nature, est redoutablement imprévisible.

BODIN, RICHELIEU, DE GAULLE : LE PARTI DES POLITIQUES

Bodin a forgé la doctrine de l'État souverain, Richelieu lui a donné sa *praxis*, De Gaulle son extension moderne. Avec une même philosophie reposant sur le primat du politique sur les marchands et les prêtres, de l'État sur l'économie et le

LES SIX LIVRES DE LA REPUBLIQUE DE J. BODIN Angevin.

Ensemble une Apologie de René Herpin.



A PARIS.

Chez Jacques du Poin, Libraire juré, à la Samaritaine.

1583.

AVEC PRIVILEGE DU ROY

religieux. Or la puissance publique est asservie à ces deux forces, auxquelles se coagulent aujourd'hui des intérêts communautaires nés de l'immigration extra-européenne de masse. – Entretien par la trahison d'élites françaises ayant perdu tout centre de gravité historique, cette immigration morcelle le corps national. Celui-ci, qui *supportait* naguère l'État, au double sens du terme, en est désormais séparé par une incertitude mortelle : *qui sert-il* ? Or la réalité du « multiculturolibéralisme » contredit si violemment son discours que, par un mouvement de balancier, le politique resurgit dans cette question. Et c'est par la crise identitaire, dont les attentats ne sont que la pointe sanglante, qu'il reparaît comme insoluble dans

l'économie, le juridique et le social.

C'est sur deux fronts qu'un nouveau parti *des politiques*, encore diffus, mène le combat, celui de l'État, celui du peuple. Il ressaisit au sein du peuple, dont l'État ne peut mépriser le sentiment que jusqu'à un certain point, un *ethos* civico-national. Il n'y a ici pour l'instant rien à attendre des « Charlies », qui n'éprouvent devant la violence de l'histoire qu'une *peur privée*. On observe en revanche dans de larges couches populaires et moyennes une lucidité nouvelle devant le choc des civilisations à domicile et, moins clairement perçue toutefois, devant une mondialisation qui déracine et appauvrit. L'expérience de la précarité et du danger rebranche les individus sur la totalité nationale, les disposant à renouer avec ce que Hegel appelait la « vie éthique ». Patriotique, ce mode d'être doit venir inquiéter, avant bientôt de l'investir, un État français qui agit contre sa propre substance populaire.

Car ce patriotisme resurgi n'atteindra sa pleine effectivité que s'il pénètre en retour, par une victoire politique que rien ne garantit, le corps de l'État. Faute de quoi il restera un réflexe de sauvegarde aussi légitime et nécessaire qu'insuffisant. Un État de nouveau national reforgeait l'esprit public contre le mondialisme et l'islamisme. Par l'école, et le chantier est immense ; par l'armée, sans militarisation « nippo-impériale », mais en remplaçant l'esprit des armes au cœur de la cité. Il y a sur ce dernier point un paradoxe gaullien à surmonter dialectiquement : ayant fait rentrer l'armée dans le rang au moment de la guerre d'Algérie, De Gaulle incarnait aussi – Général, président chef des armées – le militaire dans le politique. Mais dans les deux cas, école et armée, pas d'illusions : l'assimilation des extra-européens, particulièrement musulmans, sera marginale. On aura du moins fait quelque chose si on replace les Français, par le roman national et une éthique du combat, dans l'axe de leur civilisation et le sens de sa mortalité.

Cette civilisation nationale est composite. De Gaulle en possédait la généalogie, sachant que le catholicisme, c'est la France, mais que la France, ce n'est pas seulement le catholicisme mais aussi, sans exhaustivité, l'humanisme renaissant, le cartésianisme, la république nationale. Il faut au passage lever la confusion entretenue par Patrick Buisson dans son dernier ouvrage : la défense du

catholicisme passe par la France plus que l'inverse. Si les vertus théologales, l'espérance éminemment, peuvent irriguer les combats temporels, elles ne sauraient se substituer aux vertus politiques sans diminuer leur force. En termes plus brutaux, il ne suffit jamais, dans le monde temporel, d'être chrétien pour que vive la liberté chrétienne. Il faut être Grec, Romain, Français, et parfois *en armes*. Que chacun s'en souvienne.

De manière plus générale, aucune civilisation n'a jamais été défendue comme un seul homme par elle-même mais par des corps particuliers, les nations, qui en sont la réalité existentielle. C'est parce que l'Europe prétend s'unifier politiquement qu'elle cède sur tout, identité, indépendance, composition démographique ; et c'est par des réactions nationales, venues de Hongrie et du Danemark que le flux migratoire par exemple, sans tarir, ne passe pas partout. La civilisation européenne ne fera jamais une politique. On se souvient de la formule de De Gaulle sur Chateaubriand, Goethe et Shakespeare qui ont servi cette civilisation en étant intensément Français, Allemand et anglais, pas en écrivant dans quelque « Volapük intégré ». C'est dans le même esprit que le nouveau parti des politiques, exclusivement consacré à la nation française, préserverait en même temps une part de la culture européenne.

ÉCONOMIE POLITIQUE : BISMARCK, DE GAULLE, POUTINE

Les archi-gaullistes doivent enfin affronter la nouvelle configuration du capitalisme – mondiale, prédatrice et nihiliste. On a parlé naguère à propos du dirigisme gaulliste, et de quelques autres expériences proches, de « troisième voie » entre le libéralisme et le collectivisme. Aujourd'hui que le second est mort, que l'ultra-libéralisme règne largement dans le monde, en France sous sa formule sociale-libérale, cette troisième voie est devenue la deuxième. Les pseudo-gaullistes brandissent parfois telle formule de De Gaulle : « En économie, non plus qu'en politique ou en stratégie, il n'existe, à mon sens, de vérité absolue. Mais il y a les circonstances. » – manière pour eux de dissoudre les principes dans un pragmatisme de reniement. Si souple fut-il tactiquement, De Gaulle plaçait en réalité son économie politique sous une philosophie néo-

colbertiste édifée sur trois fondements.

Le refus d'abord que la propriété privée, qu'il ne s'agit pas d'abolir, devienne une puissance supérieure à celle de l'État – le refus, autrement dit, que Fouquet en remonte au Roi. A ceux qui ricanent à l'évocation du Plan, on peut rétorquer que le dirigisme est pratiqué aujourd'hui, mais au service exclusif des grands oligopoles mondialisés qui (faut-il l'apprendre à quiconque ?) ne comprennent que la force. Dans *House of cards*, série hyperbolique portée par l'excellent Kevin Spacey, celui-ci, président des États-Unis, réplique à un pétro-oligarque méprisant qui le menace de détruire des milliers d'emplois en vingt minutes : « N'oubliez pas que je suis le type avec les types avec des fusils ». Rien de fictif ici, ni d'obsolète. De Gaulle a *domestiqué* le grand capital dans les années 1960, Poutine dans les années 2000. Pour ceux qui croiraient devoir craindre la référence à l'heure où le taux d'imprégnation atlantiste des élites est radioactif, c'est en l'espèce **Poutine** qui, s'appuyant sur une constitution inspirée de la Ve république, est gaulliste. Autour d'un exécutif fort, il a constitué une *korpokratura*. La notion conjugue l'intégration par l'État de la puissance économique, la

subordination étroite des intérêts capitalistes aux politiques nationales et, obtenue de gré ou de force, la loyauté des grands groupes industriels et commerciaux. Cette « corpocratie d'État » intègre le grand capital en lui retirant le sentiment de son indépendance. A travers des prises de participations majoritaires et des grands consortiums publics s'affirme donc un dirigisme d'inspiration gaulliste qui porte sans doute, dans le contexte d'une mondialisation devenue folle, une formule d'avenir.

Le gaullisme veut parallèlement que l'État impose à la société, dans sa dimension économique, un principe de décence « rousseauisto-bismarckien ». Contre le mépris de classe qui animait Voltaire, Rousseau plaçait : « quant à la richesse, que nul citoyen ne soit assez opulent pour en pouvoir acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre ». Un siècle plus tard, le Genevois reçoit un écho inattendu chez Bismarck : « Pourquoi l'invalidé de guerre et le fonctionnaire atteint par l'âge devraient-ils avoir une retraite, et pas le soldat du travail ? Cette obligation s'imposera. L'avenir lui appartient. Il se peut que ma politique s'effondre après ma mort. Mais le socialisme d'État restera. (...) Voilà l'idée : un socialisme d'État ! La collectivité doit prendre en charge l'assistance aux plus défavorisés » [4]. Sans la contrainte publique, premier principe du gaullisme, nulle solidarité ne peut s'installer dans la durée. C'est le sens de la sécurité sociale et de la retraite par répartition qui ont entretenu jusque dans les années 1980 la *common decency* orwellienne, brillamment associée par Jean-Claude Michéa à la pensée socialiste française pré-marxiste. Et somme toute, le gaullisme, c'est Proudhon plus l'État.

Qu'on ne se y trompe pas : au refus du darwinisme social s'articule enfin, troisième principe, celui de l'assistanat. Front des producteurs contre les prédateurs d'en haut, le gaullisme économique, tout entier tourné vers le travail, ne saurait dévoyer la solidarité dans une myriade d'aides qui, grevant les comptes publics, ne servent qu'à acheter une paix dite sociale (pour ne pas la nommer ethnique). Ni la sécurité sociale, ni les allocations familiales ne sont, ou ne devraient être, des revenus de substitution, mais des instruments servant une politique nationale complète – identité comprise. Or, les gouvernements sociaux-libéraux successifs refusent de toucher aux mannes qui font de la France une chance pour



l'immigration, en même temps qu'ils asphyxient, aux plans fiscal et administratif, les petits entrepreneurs comme ils ne l'ont jamais été dans les années 1960. Toutefois, pour reprendre ce que De Gaulle appelait une grande « politique des revenus », il faut réinventer le gaullisme. Je suis en effet sceptique sur la participation, intuition échouée du Général. L'association capital-travail supposerait en effet une immanence des intérêts qui n'est concevable, et encore, que dans les petites unités. Plutôt que d'« assouplir » le droit du travail, il faut simplifier l'administration, relancer la croissance en retrouvant la souveraineté monétaire, défiscaliser les primes et les heures supplémentaires, imposer aux grands groupes un pourcentage de reversion à leurs salariés selon les bénéfices enregistrés – bref, œuvrer, en tous domaines, contre le social-libéralisme qui émancipe les grands intérêts en écrasant les petits.

LE MONDE TOUS AZIMUTS

Les forces qui veulent façonner l'opinion ont depuis vingt ans diffusé sans relâche l'idée intimidante que les mastodontes territoriaux, militaires et démographiques, écrasant les « petites » nations, seraient désormais les seuls candidats éligibles à la puissance. Or celle-ci naît toujours d'une *composition* de facteurs articulés entre eux par une volonté humaine qui cherche à en tirer l'*optimum*. C'est une conception naïve ou idéologique qui fait dépendre la puissance de forces réputées objectives, lesquelles, faute d'une volonté clairvoyante pour les agencer, se transforment bientôt en faiblesses. L'expansion territoriale romaine par exemple, d'abord source de puissance, deviendra cause de dissolution à mesure que les élites impériales perdront maîtrise et cohérence. Aujourd'hui la démographie est un facteur ambivalent, enjeu vital en Russie, sévèrement contrôlé en Chine, sous leurs paramètres respectifs. Ainsi l'équation entre puissance et volume n'est-elle pas une loi d'airain. La France, cinquième économie mondiale, siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU, se paye à la vérité un luxe parfaitement obscène en dissertant sur son incapacité à « peser seule » et la nécessité de « l'Europe, l'Europe, l'Europe »... Appréciés du Pérou, du Liberia ou d'Indonésie, si toutefois ils y parviennent, ces raisonnements doivent paraître mensongers, décadents ou ridicules. A

rebours de cette attitude, la Russie a retrouvé le chemin de la puissance en renversant les dogmes du libre-échange et de l'intégration internationale auxquels elle avait rendu, dans les années 1990, un culte à perte.

De Gaulle se faisant « une certaine idée de la France » savait bien qu'elle n'était pas une pure idée, que l'existence précède toujours l'essence, que la grandeur plonge ses racines dans la terre. Quand il faisait entendre une voix universelle, c'était donc depuis l'intérêt national français. Westphalien, réaliste, pragmatique sur la scène internationale, il projetait la France sur toutes les latitudes. De Gaulle c'était hier, et le monde a changé depuis mais, pensé dans le temps long, il ne s'est pas métamorphosé. La France y occupe toujours une place mondiale, avec les mêmes acteurs redistribués. Mais lui manque une grande politique internationale. Par défaut et par excès de pragmatisme à la fois, ses dirigeants la font participer aux croisades américaines et mènent des politiques à courtes vues vite sanctionnées par leurs conséquences – la sordide affaire libyenne conjuguant les deux tares. Ils ne veulent pas voir que la mondialisation, au lieu de les atténuer, accentue les égoïsmes nationaux, qu'il n'y a jamais de « règlement mondial des problèmes mondiaux », que l'un des mensonges de l'idéologie mondialiste, c'est de prétendre que l'avenir est aux grands ensembles régionaux. Ils ne veulent pas voir que la France, qu'elle le veuille ou non, est seule.

Bismarck refusant alors l'aventure coloniale eut cette formule : « Ma carte de l'Afrique, c'est l'Europe ». Une géostratégie gaullienne la démarquerait en l'inversant : « La carte de l'Europe, pour la France, c'est le monde ». Elle contournerait donc l'euratlantisme par un rapprochement, sans alliance intégrée, avec la Russie qui, seule parmi les BRICS, conduit face aux États-Unis une diplomatie mondiale. Elle se dégagerait simultanément de l'Otan et, coudées franches, mènerait politique multipolaire tous azimuts en s'appuyant sur son espace maritime, deuxième mondial. Elle s'appuierait enfin sur son héritage pour pratiquer un *réalisme du temps long* en ravivant son aura dans le monde par la culture, l'intelligence économique, ses relais francophones, son génie juridico-institutionnel, son savoir-faire militaire.

L'IDENTITÉ DE LA FRANCE

J'ai évoqué en commençant la fameuse citation gaullienne sur la France et sa diversité interne. La voici dans sa version intégrale : « C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. Qu'on ne se raconte pas d'histoires ! Les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français ! Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri, même s'ils sont très savants. Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les Arabes sont des Arabes, les Français sont des Français. Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront vingt millions et après-demain quarante ? Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-

Deux-Mosquées ! »

Qu'y ajouter ? Historiquement, culturellement, anthropologiquement définitif, le constat possède encore plus de force aujourd'hui, après quarante ans de mélange d'huile et de vinaigre, qu'au moment où il fut prononcé. Tout, absolument tout le valide, du quotidien au Bataclan. Seuls désormais les naïfs, les débilés ou les menteurs croient encore que la nationalité administrative, procédant du droit du sol, équivaut appartenance française. On convoque parfois pour soutenir cette nationalité contractuelle le fameux « plébiscite de chaque jour » d'Ernest Renan, en omettant de rappeler qu'il le liait à un « legs de souvenirs ». Et qu'il avait ouvert sa célèbre conférence *Qu'est-ce qu'une nation ?* par un péremptoire : « L'homme, messieurs, ne s'improvise pas », qui vaut aussi pour cet homme collectif qu'est un pays. Or ce sont de fait des peuples entiers qui sont entrés depuis quarante ans d'Afrique en France, bouleversant sa composition ethno-culturelle. L'immigration extra-européenne de masse n'a rien d'un phénomène naturel. Certains la font remonter aux accords d'Evian. A tort, car il ne s'agissait alors que de visas provisoires délivrés, avant retour au bled, à une immigration de travail masculine. Non, c'est le regroupement familial giscard-chiracien de 1976 qui a déclenché la déferlante. On sait depuis Descartes que « l'âme n'est pas dans le corps comme un pilote en son navire ». Mais s'il est déjà difficile de maîtriser les passions et les affects de sa



propre chair, c'est impossible quand ce corps, par membres entiers, cesse de vous appartenir. Bref, le Général est validé !

George-Marc Benamou, une des figures les plus répugnantes du politiquement correct francophobe, a raison avec ses semblables quand il accuse, s'appuyant sur la citation ci-dessus, De Gaulle d'être raciste. Si l'on précise qu'il l'est selon les canons de l'antiracisme « années 1980 » – autrement dit, qu'il ne l'est pas. Nous nous trouvons en revanche dans la situation qu'il voulait prévenir – en danger de mort par balkanisation, lente ou rapide. Qu'y faire ? Supprimer, définitivement et sans retour, le regroupement familial, le droit du sol, les aides parasites, créer autour de ces mesures un climat remigratoire, placer chacun devant une France non négociable dans ses lois et, surtout, ses mœurs. En tout état de cause, il n'y aura pas de gel communautaire sous quelque compromis du « haïr-ensemble ». La France ne dispose pas en effet de l'« insularité » ni de la religiosité patriotique américaines, ni des ressources territoriales et du logiciel impérial de la Russie. L'alternative, c'est la France unitaire ou une *guerre civile extérieure*. C'en est le second membre qui, à l'heure présente, paraît tenir la corde. Mais le pire, donc, n'est jamais sûr.

DE GAULLE, QUELLE LATITUDE ?

Où vit aujourd'hui le gaullisme « AOC » fait d'indépendance nationale, de justice sociale et d'affirmation identitaire ? Dans le peuple, il est un poumon puissant. Mais *seuls*, majoritaires encore, et *seuls* légitimes, les *Français maintenus* cherchent désespérément leur élite. Le gaullisme, autrement dit, doit trouver ses hommes et ses hommes conquérir le pouvoir. Ils n'y parviendront pas sans créer ou, de manière plus réaliste, sans investir un mouvement politique en état de le faire.

Qu'on décèle des éléments « gaulloïsants » chez Mélenchon, et il s'en trouve, qu'on juge vertueuse la trajectoire de Dupont-Aignan, intéressant surtout par son électorat, qu'on relève des personnalités authentiquement gaullistes chez les Républicains, comme Jacques Myard, ne change rien au fond de l'affaire. Sauf bouleversement radical du paysage politique par les secousses de l'histoire, que je redoute comme père autant que je les souhaite

comme patriote, c'est aujourd'hui le Front national qui exprime par la force des choses, et comme malgré lui, les grands axes du gaullisme. S'il se mettait enfin à travailler sérieusement, il verrait que De Gaulle est à son ordre du jour – pas pour solder jusqu'à la fin des temps son passé d'extrême-droite, périmé par les tectonique des plaques, mais pour empoigner vigoureusement l'avenir. Il arrêterait alors peut-être d'opposer l'identité et la souveraineté dans un débat que ses protagonistes rendent, par limitation narcissique, totalement stérile. Et il se convaincrerait que la souveraineté sans identité, portée par son aile gauche présomptueusement abstraite, est vide, tandis que l'identité sans souveraineté, imaginée par son aile droite concrètement bornée, est impuissante. Il revient à son chef d'opérer cette grande jonction – maintenant, de toute urgence.

Si ce n'est lui, le tronçon du glaive français sera ramassé tôt ou tard, mais peut-être trop tard, par une autre escouade nationale. Quoi qu'il en sera, plutôt à la république, à la nation, à la France éternelle que l'héritage de De Gaulle soit continué par des hommes capables de toute la vertu politique, virile et magnanime, dont le volcan de Colombey, d'où l'on est regardé avant d'y être vu, nous donne pour demain l'exemple absolu.

Y.J.

[1] Le falot Général Giraud a été propulsé par Roosevelt à Alger en 1943 pour supplanter De Gaulle. Échec. Allied Military Government in Occupied Territory, « gouvernement militaire allié en territoire occupé » : mis en place en Italie, c'était le statut de sujet que les Américains avaient prévu pour la France. Échec.

[2] Raoul Girardet, Mythes et mythologies politiques, op. cit., ch.2, « Le Sauveur », Seuil, 1986, p. 75.

[3] De la démocratie en Amérique, Gallimard, 1961, « Avertissement à la douzième édition », p. 34.

[4] Jean-Paul Bled, Bismarck, Tempus, 2011, p. 248.

COMMENT CHARLES DE GAULLE A BARRÉ LA ROUTE À L'OCCUPATION AMÉRICAINE



Marc KELLER
Journaliste



Dans l'histoire du Gaullisme, il y a des événements plus ou moins connus, d'autres anecdotiques. Mais ce qui s'est passé à Bayeux le 14 juin 1944 est essentiel pour la France. Si on n'en parle guère, c'est pour ne pas indisposer nos amis américains, qui n'ont pas le beau rôle dans cette affaire.

DE GAULLE ET ROOSEVELT

Entre Charles de Gaulle, chef de la France Libre et le président américain Roosevelt, les relations n'ont jamais été simples. Quelque part, et sans le dire, le général regrettait la frilosité des américains contre Hitler et le très grand retard de l'engagement des USA auprès des alliés. Quand il s'est agi de voler au secours de l'Amérique, la France ne s'est jamais fait attendre.

Que ce soit La Fayette pour libérer les USA du joug anglais, Charles de Gaulle lors de l'affaire des missiles de Cuba, ou encore Jacques Chirac après les attentats de 2001, nous avons toujours été les premiers à réagir et à être sur place...

Roosevelt avait une vision très négative de la France. Il avait été énormément déçu de voir que cette « grande puissance » soit incapable de tenir tête à l'Allemagne nazi. Ce qui entraînerait, tôt ou tard, il le savait, un engagement militaire de l'Amérique. Une idée qui lui déplaisait fortement : il préférait se cantonner à vendre des armes et des munitions aux belligérants.

Ceci étant posé, on comprend mieux que Roosevelt ne voulait pas entendre parler du turbulent de Gaulle et de sa France Libre. Pour lui la France n'existait plus depuis la signature de l'armistice de 1940 et il avait tout organisé pour occuper la France au moment de la reconquête de l'Europe continentale.

Dans sa vision manichéenne, une spécialité américaine, Roosevelt voulait voir en de Gaulle un apprenti dictateur, le futur Hitler français. Il n'en a jamais démordu. Même son fils a publié dans les années soixante un livre où il rappelait que son père avait raison, puisque de Gaulle avait fini par réussir à gouverner la France avec les pouvoirs absolus...

ÉCARTÉ DU DEBARQUEMENT

Cette opinion fermement ancrée chez Roosevelt a eu de nombreuses conséquences. Ainsi le général de Gaulle a été soigneusement tenu à l'écart des préparatifs du débarquement. Ce n'est que grâce aux services secrets de la France Libre qu'il était tenu au courant de ce qui se tramait.

Les Américains ont tenté de créer en France occupée leur propre réseau de renseignements, tout en utilisant ceux de la France Libre. Ce n'est qu'in extremis que Churchill a prévenu de Gaulle de la date et des modalités du débarquement.

Le général s'est alors battu comme un lion pour





imposer au moins un Régiment français dans ce dispositif. Ce sera la glorieuse 2^{ème} DB du général Leclerc. Heureusement sur le terrain, et malgré un freinage permanent des initiatives françaises, cela se passait mieux. Le général en chef **Dwight Eisenhower** était un grand soldat, qui parlait le même langage que de Gaulle. Avec lui on pouvait « se parler entre hommes ».



Il n'empêche qu'à cette étape, il faut retenir que les USA avaient décidé de « libérer » la France sans les français. Ce qui est pour le moins étonnant, quand on sait le rôle déterminant qu'a joué la France Libre sur tous les théâtres d'opération : En Afrique, au Levant, dans l'ensemble des colonies et territoires français, mais aussi en métropole avec l'organisation de la Résistance.

L'AFFAIRE DE BAYEUX

De Gaulle ayant refusé d'avaliser un débarquement

auquel il n'était pas convié, les relations étaient très tendues entre lui et les alliés en ce début du mois de juin 1944.

Il a néanmoins obtenu, avec l'appui d'un Churchill ulcéré et fatigué des « caprices » du chef de la France Libre, de pouvoir visiter le front le 14 juin 1944. C'est tout ce que de Gaulle demandait ! Et le voilà donc parti. Ayant effectué la traversée de Portsmouth à Courseulles-sur-Mer (secteur canadien de *Juno Beach*) sur le contre-torpilleur *La Combattante* des Forces navales françaises libres, de Gaulle se rend d'abord au quartier général de Montgomery, installé au château de Creullet dans la commune de Creully.



14 juin 1944, le général de Gaulle visite le front

Un Montgomery qui a reçu des instructions de Churchill. A savoir veiller autant que possible à ce que la visite de de Gaulle ne prenne pas un tour politique et ne contrecarre pas le projet américain de l'AMGOT (*Allied Military Government of Occupied Territories*). Ce plan qui enlevait à la France sa



souveraineté et en faisait un territoire occupé, prévoyait même la mise en circulation d'une monnaie contrôlée par les américains et déjà imprimée !

De là le général et sa suite se rendent à Bayeux où Charles de Gaulle, encadré par le général Koenig et Maurice Schumann, la voix de la France Libre, fait un discours devant 2000 personnes venues l'écouter dans cette ville

totalelement sinistrée. Tout est soigneusement orchestré pour les photographes et les caméras. De Gaulle présente à la foule François Coulet, Commissaire régional de la république (équivalent d'un préfet de région) qui prend immédiatement ses fonctions.

Depuis Bayeux, promue capitale administrative de la France libérée, il est chargé de mettre en œuvre la transition administrative, avec le transfert de souveraineté des fonctionnaires mis en place par le régime de Vichy aux nouveaux responsables nommés par le GPRF (Gouvernement Provisoire de la République Française). Présent aux côtés du Général le 14 juin à Bayeux, Coulet s'y installe avec une équipe de collaborateurs. Il remplace dès le lendemain le sous-préfet vichyssois, Pierre Rochat, par le résistant Raymond Triboulet, secrétaire du Comité départemental de la Libération, et fait afficher dans les communes visitées par le Général cette proclamation : « Aux populations libérées. Le Gouvernement provisoire de la République française m'a confié la charge de le représenter et d'exercer les droits de la souveraineté française dans les territoires libérés de la région de Rouen. »

Et voilà le plan américain déjoué. Une fois de plus, grâce au général de Gaulle, la France conserve sa



Allocution du Général de Gaulle à Bayeux



souveraineté et prend vraiment sa place au sein du groupe des alliés. Il est intéressant de noter combien il a été difficile pour le fondateur de la France Libre de faire accepter la voix de la France dans le concert des nations.

A ce niveau le « coup d'éclat de Bayeux » est un acte fondateur à haute valeur symbolique. Ce jour là Charles de Gaulle a pris tout le monde de vitesse et s'est imposé comme le dirigeant incontournable de la France libérée. En empêchant les américains de distribuer « leur fausse monnaie » il ne s'est pas fait que des amis. Mais il a agi pour la France. C'était son seul but.

M.K.

Vive le Québec libre ! L'aboutissement logique de deux siècles d'histoire tumultueuse de part et d'autre de l'Atlantique



Richard Le Hir
Juriste, homme politique et auteur



Des liens si forts qu'ils ont résisté, et continuent de le faire, au passage du temps et à l'adversité...

Pour de très nombreux Québécois, le 50e anniversaire du « Vive le Québec libre ! » résonne beaucoup plus fort que le 150e anniversaire de la Confédération canadienne. La raison en est simple. C'est un anniversaire authentiquement québécois alors que l'anniversaire de la Confédération est un adversaire britanno-canadien, autant dire étranger.

Il ne peut y avoir preuve plus éloquente de ce fait que le refus de tous les gouvernements du Québec depuis 1982 de signer la Constitution de 1982. Le Québec n'est pas britanno-canadien quoiqu'on cherche à nous faire croire. Il ne se reconnaît pas plus dans la Constitution du Canada que le Canada ne reconnaît son caractère distinct. L'illustration parfaite de deux solitudes vivant côte à côte.

Le 24 juillet 1967, depuis le balcon de l'hôtel-de-ville de Montréal, portant à dessein son uniforme militaire pour renforcer son effet, le général de Gaulle a libéré le Québec en quatre mots. Cent canons n'auraient

pas eu plus d'effet. L'immense clameur de joie jaillie spontanément des tripes et du cœur de la foule présente et la vitesse à laquelle elle s'est propagée à travers tout le Québec sont absolument saisissantes.

Tout s'est passé comme si les Québécois n'attendaient ce moment depuis 1760¹ !

On croit généralement que la France et le Canada français n'ont entretenu aucun rapport pendant deux siècles. C'est faux. Bien entendu, l'Angleterre s'est opposé à tout rapport officiel pendant 90 ans. Il faudra attendre 1850 pour que le gouvernement britannique lève l'interdiction aux bateaux battant pavillon français de fréquenter les eaux territoriales du Canada :

« C'est en 1850 que cette mesure est abrogée. Désormais, les ports canadiens peuvent de nouveau accueillir des bateaux étrangers, une situation dont la France s'empresse de profiter. Napoléon III, porté au pouvoir en décembre 1851, soutient le nationalisme des peuples d'Europe. Aux côtés de l'Angleterre, il participe à l'expédition de Crimée, qui oppose, à partir de mars 1854, l'empire britannique aux armées russes du tsar Nicolas Ier. En juillet 1854, un navire de la marine française en provenance de Marseille, L'Édouard, visite le port de Montréal. C'est le premier navire militaire français à visiter le Canada depuis 1760.

Le deuxième est la majestueuse corvette La Capricieuse, montée de 240 hommes d'équipage, sous le commandement en chef de M. V. Bellevèze.[...] »

Le 13 juillet 1855 mouille dans le port de Québec la corvette française La Capricieuse. Son commandant





intérieurs et extérieurs somptueux, avaient laissé la France financièrement exsangue et au bord de la révolution. Elle éclatera en 1789 et se prolongera pendant près de 10 ans.

On comprendra aisément que cette période n'ait guère été propice aux échanges transatlantiques entre la France et son ancienne colonie, d'autant plus que les Anglais veillaient et qu'il se passait en Amérique du Nord des

événements importants, Acte de Québec (1774), révolution américaine, Guerre d'indépendance (1775 – 1783), etc.

Pourtant, dès 1793, alors que la Révolution française est encore en cours, la France envoie son nouveau représentant auprès des États-Unis, **Edmond-Charles Genest**.



a une mission capitale : visiter le Canada Uni dans le but de développer des liens commerciaux entre la France et l'Amérique du Nord britannique. L'importance de cette mission est soulignée par le fait que les échanges entre la France et le Canada sont inexistantes à l'époque ou presque, hormis de rares relations diplomatiques et quelques initiatives personnelles...

Il est vrai qu'entre 1760 et 1793, les rapports, même privés, entre la France et le Canada ont été inexistantes, mais il faut comprendre que la France était alors dans tous ses états. La Guerre de Sept ans et les dépenses pharaoniques de la couronne française pour construire le palais du Louvre, le château de Versailles et ses aménagements



Une fois sur place, celui-ci demande aux consuls de France à New-York et Boston de recueillir des renseignements sur l'état d'esprit des Canadiens et la situation dans cette colonie. Convaincu que les Canadiens sont mal disposés envers les Anglais, Genet entreprend bientôt une campagne de subversion afin de provoquer un soulèvement populaire. Il confie alors à un jeune Canadien de vingt ans, Henri Mézière, le texte d'une adresse des Français libres à leur frères du Canada qui doit exciter le ferment révolutionnaire des habitants francophones de la région du Saint-Laurent. Mézière passe la frontière avec 350 copies de l'adresse dans ses sacoches.

Une fois à Montréal, il en distribue des exemplaires à quelques amis, chargeant ces derniers de les faire circuler. Ce texte de 8 pages lance l'appel suivant aux Canadiens :

« Imiter les exemples des peuples de l'Amérique et de la France. Rompez donc avec un gouvernement qui dégénère de jour en jour et qui est devenu le plus cruel ennemi de la liberté des peuples. Partout on retrouve des traces du despotisme, de l'avidité, des cruautés du roi d'Angleterre. Il est temps de renverser un

trône où s'est trop longtemps assise l'hypocrisie et l'imposture. Ne craignez rien de George III, de ses soldats en trop petit nombre pour s'opposer avec succès à votre valeur. Le moment est favorable et l'insurrection est pour vous le plus saint des devoirs. Rappelez-vous qu'étant nés Français, vous serez toujours envies, persécutés par les rois anglais, et que ce titre sera plus que jamais aujourd'hui un motif d'exclusion de tous les emplois »

Par peur de la délation et parce que les amis de Mézière ne croient pas que l'esprit populaire se porte vers de tels gestes, le texte ne sera jamais même distribué. Il parviendra tout de même aux autorités britanniques à Montréal et Mézière, dont la tête est mise à prix, va bientôt se réfugier aux États-Unis.

Qu'à cela ne tienne, Genet n'abandonne pas ses visées quant au Canada. Toujours en 1793, la flotte mutine de Saint-Domingue vient mouiller dans la baie de Chesapeake, au sud de Washington. Genet voit là l'instrument qui lui permet de porter un coup direct au Canada. Le 4 octobre, il donne l'ordre à l'amiral Sercey, qui commande cette flotte, de foncer au nord. Le plan de Genet est simple : reprendre Saint-Pierre et Miquelon, brûler ensuite les pêcheries anglaises de Terre-Neuve et Halifax, puis remonter le Saint-



Laurent pour appuyer la révolte des Canadiens, auparavant excités par ses agents.

Le 12 octobre, la flotte de Sercey quitte Sandy Hook, puis... rentre en France !

Peu après le départ, un conseil naval tenu en mer a décidé du retour plutôt que d'exécuter les ordres de Genet. La flotte arrive à Brest le 12 novembre et Sercey ne semble pas avoir eu à se justifier de cette nouvelle mutinerie. De toute façon, eût-elle tenté de suivre le plan de Genet, la flotte française aurait rencontré un ennemi l'attendant de pied ferme. En effet, dès le 25 octobre, des espions préviennent les garnisons anglaises d'Halifax, de Frédéricton et de Québec de l'arrivée imminente d'une flotte française d'invasion.

La troisième et dernière action concrète visant à soustraire le Canada à la Grande-Bretagne a lieu en 1796. Un Américain nommé Ira Allen débarque alors à Paris. Là, il rencontre Carnot et lui expose un projet consistant à lui fournir plus de 20 000 fusils, 24 canons et une somme de 200 000 francs afin que ce dernier affranchisse les Canadiens qui n'attendent, selon lui, que cette occasion.

Le projet est accepté par le Directoire avec la recommandation spéciale de Carnot. Rappelons que

c'est à cette époque que le Directoire prépare son expédition d'Irlande et que c'est durant ce même été 1796 que la volonté de la République d'en découdre avec Albion semble la plus affirmée. Armé et financé, Allen quitte bientôt le Havre avec son matériel mais il est arraisonné en mer par les Anglais et son navire sera mis sous séquestre pendant de nombreuses années.

Sous Napoléon 1er, ce seront les Habitants du Canada qui chercheront à renouer avec la France en priant l'Empereur de se porter à leur secours. Voici le texte d'une pétition qui lui est adressée en 1804 :

*Les Habitants du Canada à
Sa Majesté l'Empereur des Français,
Napoléon premier*

Sire,

*Deux de nos compatriotes, Jean-Baptiste
Noreau, âgé de soixante-quatre ans et Jean-
Baptiste Noreau, son fils, âgé de vingt-deux*



ans, se rendent en France pour faire connaître à votre Majesté par l'organe de ses ministres les intentions bien prononcées du peuple canadien de retourner sous l'Empire de la France et porter de nouveau le nom glorieux de Français.

Nous avions projeté, Sire, de secouer le joug des Anglais ; nous attendions des fusils pour nous armer, et frapper un coup sûr. Mais notre espoir a été trompé. La surveillance des Milords, des Lords et salariés de tout genre échoueraient contre notre réunion et nos efforts, sous un bon général français, pénétré de ses devoirs et guidé par l'honneur.

Nous assurons Votre Majesté que nous sommes disposés à subvenir aux frais que cette entreprise exigera.

Les sentiments que nous manifestons aujourd'hui à votre Majesté sont nourris depuis longtemps dans nos cœurs. Vous en avez la preuve, Sire, dans la lettre ci-jointe, écrite il y a cinq ans, à nous-mêmes par le Consul de New York.

Ce sont ces observations, ses conseils, qui nous ont porté à attendre jusqu'aujourd'hui dans l'espoir qu'il avait fait connaître au Consul général notre demande pour la transmettre en Europe au gouvernement français.

On remarque dans la lettre de ce Consul de New York qu'il n'y a mis ni date, ni signature. Quel en a été le motif ?

Sire, nous attendons de votre sollicitude paternelle que la paix ne se fera pas, sans que nous ayons repris le nom de Français Canadiens. Nous sommes prêts à tout entreprendre à la première vue des Français que nous regardons toujours comme nos frères.

Agréez Sire, les Vœux ardents que nous adressons au ciel pour le long règne de Votre Majesté. Recevez l'assurance de l'admiration que nous cause votre gloire et daignez accueillir l'hommage du dévouement sincère et du profond respect du peuple canadien.

Pierre Trudeau, âgé de 55 ans,
Paroisse de Longueuil

Eustache Martin, âgé de 55 ans,
Paroisse de St-Philippe

Louis La Plante, âgé de 70 ans,
Paroisse de St-Constant

Jean Lefebvre, âgé de 60 ans,
Paroisse de Chatoyer [Châteauguay ?]

Antoine Giraut, âgé de 70 ans,
Paroisse de Beloeil

Jean Léveillé, âgé de 53 ans,
Paroisse de Machecousse [Mascouche ?]

Charles Labarge, âgé de 50 ans,
Paroisse de Chatoyer

Dauphin Dupuy, âgé de 64 ans,
Paroisse de St-Constant

Joseph Landry, âgé de 50 ans,
Paroisse de Acadie

Préjean, âgé de 66 ans,
Paroisse de Chatoyer

André Noreau, âgé de 68 ans,
Paroisse de Longueuil

Vous aurez noté que le premier signataire de cette pétition se nomme Pierre Trudeau comme l'ancien premier ministre du Canada de la fin des années 1960 à 1984, en excluant le bref interrègne de Joe Clark en 1970 et 1980. L'Histoire a de ces



En 1888, Mercier se rend lui-même à Paris où il obtient auprès du Crédit Lyonnais les crédits qu'on lui avait refusé au Canada et à New York pour développer le Québec, au grand dam du premier ministre canadien d'alors, John A. MacDonald, qui

avait orchestré ce refus. Au sommet de sa popularité, Mercier est réélu en 1890 et retourne en Europe en juin-juillet 1891. Il visite le Vatican, la France et la Belgique. Selon ses adversaires, son comportement ressemble plus à celui d'un chef d'État qu'à celui d'un premier ministre provincial, ce qui ne manque pas d'indisposer fortement Ottawa. Quatorze ans après la Confédération, le triangle Paris-Québec-Ottawa est déjà très agité.

Comme nous l'avons vu plus haut, un premier dégel officiel surviendra vers 1850. Les efforts de reprise des liens entre la France et le Canada seront toutefois coupés dans leur élan par une détérioration de la situation politique en Europe et la Guerre franco-allemande de 1870 qui se soldera par la Chute du Second Empire de Napoléon III et la perte pour la France de l'Alsace-Lorraine.

En 1882, le gouvernement du premier ministre du Québec Joseph-Adolphe Chapleau décide de nommer le journaliste Hector Fabre représentant du Québec à Paris.

Quelques années plus tard, en 1885, Honoré Mercier, le successeur de Chapleau envoie le Curé Labelle, sous-commissaire à l'agriculture et à la colonisation, en France pour tenter d'attirer au Québec des immigrants français. Il aura un certain succès auprès de congrégations religieuses pour prendre en charge la formation des agriculteurs et des jeunes femmes qui leur viendront en appui.

En avril 1893, **Honoré Mercier** qui n'est plus que député après avoir été évincé du pouvoir à l'occasion d'un scandale savamment manipulé pour se retourner contre lui, prononce les paroles suivantes lors d'un discours devant 6000 personnes au Parc Sohmer à Montréal :

« Quand je dis que nous ne devons rien à l'Angleterre, je parle au point de vue politique car je suis convaincu, et je mourrai avec cette conviction, que l'union du Haut et du Bas Canada ainsi que la Confédération nous ont été imposées dans un but hostile à l'élément français et avec l'espérance de le faire



disparaître dans un avenir plus ou moins éloigné.

J'ai voulu vous démontrer ce que pouvait être notre patrie. J'ai fait mon possible pour vous ouvrir de nouveaux horizons et, en vous les faisant entrevoir, pousser vos cœurs vers la réalisation de nos destinées nationales.

Vous avez la dépendance coloniale, je vous offre l'indépendance ; vous avez la gêne et la misère, je vous offre la fortune et la prospérité ; vous n'êtes qu'une colonie ignorée du monde entier, je vous offre de devenir un grand peuple, respecté et reconnu parmi les nations libres.

Hommes, femmes et enfants, à vous de choisir. Vous pouvez rester « esclaves » dans l'état de colonie ou devenir « indépendants et libres » au milieu des autres peuples qui, de leurs voix toutes-puissantes, vous convient au banquet des nations. ».

À partir de 1899 et jusqu'en 1902, le Canada se retrouvera engagé dans les guerres coloniales britanniques. Le Québec ne se sent pas concerné et refuse d'y participer. Les Canadiens-français s'étaient montrés bien plus ouverts à se porter volontaire pour défendre les états pontificaux quelques décennies plus tôt.

Au tournant du 20^e siècle, la France des affaires s'étant alliée aux intérêts britanniques, l'heure n'est plus à la provocation. Deux Guerres mondiales et la Révolution russe vont reconfigurer le monde.

Au tout début de la Deuxième guerre mondiale, le général de Gaulle, sous-secrétaire d'État à la Défense et de la Guerre, ayant rang de ministre sans portefeuille dans le cabinet de Paul Reynaud, s'oppose à la capitulation de la France et part à Londres organiser la Résistance à l'occupation allemande.

Il effectue son premier voyage en 1944, comme le rapporte Radio-Canada dans ce document d'archives de Gaulle impressionne le Québec.



Le maire de Québec, Lucien Borne, le général de Gaulle et le docteur André Simard, sortant de l'hôtel de ville de Québec, le 12 juillet 1944

Date de diffusion : 12 juillet 1944.

Au cours de l'été 1944, le général Charles de Gaulle, président du gouvernement provisoire de la République française, visite les États-Unis et le Canada.

En juillet, le maire de Québec, Lucien Borne, et celui de Montréal, Adhémar Raynault, reçoivent en grande pompe le général Charles de Gaulle dans leurs villes. Radio-Canada diffuse les allocutions présentées par l'illustre personnage et par ses hôtes à Québec et sur le balcon de l'hôtel Windsor, à Montréal.

Le 12 juillet 1944, après une visite officielle à Ottawa, Charles de Gaulle se rend à Québec par avion. À l'aéroport de l'Ancienne Lorette, près de Québec, le général est reçu sous une pluie fine par les autorités civiles, militaires et religieuses de la ville. La fanfare

du Royal 22^e joue La Marseillaise afin d'accueillir dignement le symbole de la résistance française.

Dans un discours prononcé à l'hôtel de ville de Québec, le général lance un « Vive le Canada français » sous un tonnerre d'applaudissements.

Charles de Gaulle se rend à Montréal après sa visite à Québec. À son arrivée à l'aéroport de Dorval, le général est accueilli par le maire Adhémar Raynault, puis il passe en revue un détachement de l'Aviation royale canadienne.

Au cours de son passage, de Gaulle dépose une couronne au pied d'un cénotaphe érigé au parc Lafontaine à la mémoire des Français morts pendant la Première Guerre mondiale. À l'hôtel Windsor, face au carré Dominion, il est bruyamment salué par une foule lors d'une brève apparition.



Le général de Gaulle s'adresse aux journalistes réunis à l'hôtel de ville de Québec, lors de son passage dans cette ville le 12 juillet 1944. Le docteur André Simard, à droite, l'accueille au nom du Comité France libre de Québec, sa présidente et fondatrice Marthe Simard se trouvant à Alger

De Gaulle revient très brièvement au Canada en 1945 après l'explosion des bombes atomiques américaines au Japon. Ce deuxième voyage du général de Gaulle effectué en Amérique du Nord avec un passage bref au Canada, comme chef de gouvernement cette fois, du 28 août au 29 août 1945, lui permet de comprendre à chaud les répercussions politiques de l'explosion des bombes atomiques américaines sur Hiroshima et Nagasaki ainsi que d'ouvrir la voie aux premières demandes d'aide matérielle dans laquelle le Canada a offert son grenier à blé et son arsenal industriel moyennant un emprunt aux conditions politiques avantageuses. Son séjour, prolongement encore une fois d'un périple américain destiné à prendre contact avec le nouveau président Truman, se limite strictement à Ottawa. Charles de Gaulle, souvent accusé de ne pas s'occuper de l'intendance, vient alors chercher au Canada du blé et des navires ainsi qu'un prêt à long terme pour les financer. »

De Gaulle quitte le pouvoir en 1946 et le reprend en 1958. Dès son retour, il demande à ses services de

préparer une visite au Canada en 1960. Il a déjà son plan en tête en ce qui concerne le Québec qui n'est encore pour lui que le Canada français.

Malgré les problèmes que connaît alors la France en Algérie et qui affectent la façon dont elle est perçue sur le plan international, ce voyage sera un succès comme en témoigne éloquentement ce compte-rendu exhaustif découvert sur le site de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, et intitulé « *Le voyage de de Gaulle au Canada en avril 1960 et les relations France-Québec* ».

La dimension stratégique de ce voyage est d'ailleurs si importante qu'elle a inspiré à un chercheur français de l'Université Ryerson de Toronto l'article intitulé « La visite du Général De Gaulle au Canada en 1960 dans l'ombre de la crise algérienne », publié en 2008. Entre 1960 et 1967 vont se multiplier les contacts entre les gouvernements du Québec et le gouvernement français qui permettront de donner à la visite du général de Gaulle en 1967 toute la profondeur et l'éclat qu'elle était appelée à connaître.



Parallèlement, De Gaulle multiplie les interventions internationales et acquiert un statut de grand défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ainsi, le 28 septembre 1964, De Gaulle déclare en Bolivie :

« Que chaque peuple dispose à tous égards de lui-même, afin que son avance en fait de civilisation soit effectivement la sienne. Qu'il fasse en sorte que son progrès soit celui de tous ses enfants pour susciter dans les profondeurs les ardeurs et les capacités qui multiplient les efforts, qu'il transforme en émulation créatrice et productrice par rapport aux autres nations ce qui demeure trop souvent rivalité d'ambitions, que les puissances qui en ont le moyen prêtent leur concours au

développement des moins avantagés, cela suivant les affinités réciproques, et sans qu'il y ait, sous aucune forme, intervention étrangère dans les affaires de qui que ce soit, voilà, en effet, quelles sont, pour la France, les conditions nécessaires de l'équilibre général, du progrès de tous et de la paix dans l'univers. »

En Amérique Latine que les Américains traitent comme leur cour arrière depuis l'énonciation de la doctrine « L'Amérique aux Américains » de l'ancien président James Monroe, le message du général produit l'effet d'un tremblement de terre de force 8 sur la scène politique.

À Phnom-Penh, au Cambodge le 1er septembre 1966, De Gaulle s'en prend directement à la soif de

guerre des États-Unis. Voici le commentaire du professeur François Asselineau, président du parti UPR et candidat à la dernière campagne présidentielle française :

« Le 1er Septembre 1966, présent dans la capitale Cambodgienne, le Général de Gaulle prononce devant plus de 200 000 personnes, le « Discours de Phnom-Penh ». Ce discours est un des plus habiles de l'histoire politique de l'humanité. En effet, tout en rappelant l'indépendance de la France, il affirme l'existence d'une troisième voie représentée par les non-alignés.



Pochette du disque « Charles De Gaulle, Discours aux peuples du monde », Disques Déesse DDLX 87, Paris

Cependant, le Général de Gaulle est également visionnaire et marque un tournant dans la manière d'envisager les relations Internationales pour les anciennes puissances coloniales. Ces propos ont été ressentis à l'époque comme une gifle et une trahison par les Américains alors en guerre au Vietnam.

Les Américains, outrés, n'ont alors pas compris toute la subtilité et les nuances de ces paroles car il rend aussi un hommage aux valeurs de libertés qui fondent la démocratie américaine. Ils n'ont pas non plus saisi la lucidité de ses propos. En 1968, c'est à Paris que s'ouvrira la conférence qui mettra fin à la guerre du Vietnam (la guerre la plus inutile et la plus chère de l'histoire des Etats-Unis après la guerre d'Irak).

Ce qui est impressionnant, c'est qu'après plus de 40 ans, ces paroles résonnent encore d'une manière originale et sont plus que jamais d'actualité concernant par exemple la guerre en Afghanistan. »

L'été suivant, le 24 juillet 1967, De Gaulle, venu rendre visite à son « ami Johnson » à l'occasion de

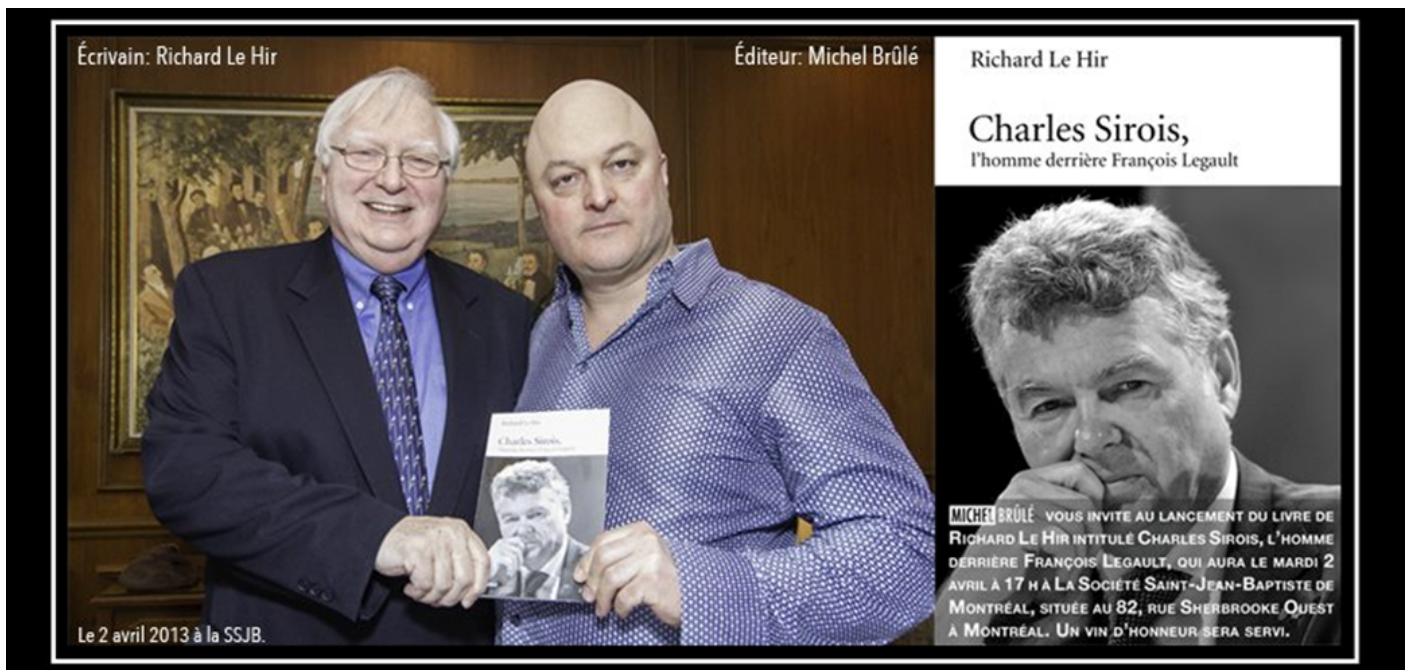
l'Expo 67, lançait son « Vive le Québec libre ! » depuis le balcon de l'Hôtel de ville de Montréal. À lire ce qui précède, on comprend facilement que cette déclaration était loin d'être spontanée, qu'elle était mûrement réfléchie et qu'elle procédait d'un plan bien défini. On n'est pas général pour rien.

D'ailleurs, cette analyse est confirmée par un de ses intimes, Jacques Foccart, qui relate son échange avec De Gaulle le 27 juillet 1967 dans son Journal de l'Élysée paru chez Fayard en 1998 (t. I, p. 685), au cours duquel le général lui aurait déclaré ceci :

« Le fait est qu'un jour le Canada français deviendra une grande puissance et que nous y aurons aidé et que la France en tirera un bénéfice. Bien sûr, pas moi. Ce n'est pas pour tout de suite, bien que, du fait de notre attitude, nous ayons considérablement accéléré le processus. C'est une affaire dont l'avenir s'inscrit d'avance, et de manière certaine depuis notre action, et le développement, croyez-moi, sera beaucoup plus rapide qu'on ne le croit. [...]

Il fallait le faire, c'était évident. Je savais à quoi m'en tenir à partir du moment où j'y allais. Alors





on m'a dit : Ottawa... Ottawa, je m'en fous ! C'est au Canada français que je rendais visite, c'était l'essentiel. [...]

J'aime mieux crever que d'aller au Canada porter un toast à la reine d'Angleterre ! Croyez-moi, j'étais bien soulagé quand ils m'ont offert l'occasion de m'en aller : j'ai sauté dessus avec bonheur.

Tout cela va faire des remous, c'est sans importance. Tout cela va donner des motifs d'articles à toute cette presse infâme et avachie, aux pieds et à la botte des Américains, des Israéliens et de tous les autres, mais qui ne soutient pas la France parce qu'ils ont honte de parler de la France ou de défendre la France : tout cela est sans importance. »

Le dernier mot revient à De Gaulle lui-même. En réponse à ses détracteurs qui ne cessent de l'accabler, il profite de sa conférence de presse du 27 novembre 1967 pour expliquer ses « quatre mots » devenus célèbres du 24 juillet précédent, en réponse aux questions du journaliste québécois Pierre Saint-Germain, alors correspondant de La Presse ou de Radio-Canada à Paris².

Non seulement répète-t-il ses quatre mots avec la délectation gourmande de l'espiègle fermement convaincu d'avoir réussi un bon coup et pressé de river leur clou à ses détracteurs, il les explique avec abondance. Cinquante ans plus tard, ses mots et ses

explications conservent toute leur pertinence. Et à chaque fois qu'on les écoute, on est surpris d'y trouver un écho aux propos cités plus haut de l'ancien premier ministre Honoré Mercier au parc Sohmer en 1893.

Les paroles du général ont déjà libéré le Québec en partie. Il reste aux Québécois d'achever la tâche. Ils le feront lorsqu'ils auront devant les yeux la preuve de la nécessité absolue de l'indépendance et de son inévitabilité pour assurer la défense et la promotion de leurs meilleurs intérêts. Le mouvement sera alors si fort qu'il sera irrésistible, peu importe le parti au pouvoir.

Restez aux aguets, ce moment n'est plus si loin. Les bases politiques, économiques, et culturelles de notre système sont de plus en plus fragiles, comme les événements quotidiens ne cessent de nous le rappeler. Le château de cartes est sur le point de s'écrouler. Lorsque cela se produira, il faudra nous souvenir de qui nous sommes et des leçons du général. Notre survie aussi bien individuelle que collective en dépendra.

R.L.H.

Liens vidéos :

<https://youtu.be/EVRLFiwoykg>

<https://youtu.be/PtD4rH-3jWg>

Une guérilla dans le sud de la France au XIV^e siècle.



Nicolas SAVY
Docteur en Histoire médiévale



O n pourrait croire que grand conflit qui opposa les rois de France et d'Angleterre entre 1337 et 1453 est connu dans ses moindres détails. En fait, des pans entiers restent dans l'ombre et notamment une importante partie des opérations qui se déroulèrent entre les fleuves Garonne et Loire de 1345 à 1394. Au sein de cet espace se développa en effet une guérilla dont l'étude militaire est à peine ébauchée. Pourtant, les documents sont légions et permettent de mettre en lumière toutes ses facettes.

Laissant de côté l'image quelque peu caricaturale qui colle à la guerre médiévale, nous vous proposons de découvrir cette partie de l'affrontement centenaire qui, par plusieurs aspects, n'est pas sans de nombreux points communs avec les conflits asymétriques contemporains.

Cette guérilla était avant tout le fruit de la stratégie du roi d'Angleterre. Après, sa mise en œuvre sur le terrain fut une suite logique de petites opérations

menées par des compagnies bien organisées dont l'efficacité fut sans égale. Malgré l'immense effort défensif réalisé par les autorités françaises, elles ne furent que rarement mises en difficulté et ce n'est que par la combinaison de manœuvres militaires, financières et de propagande qu'elles finirent par être contraintes à évacuer la région.

1 FORCES EN PRÉSENCE ET STRATÉGIES

Avant toute chose, il convient de rappeler que l'enjeu de la guerre de Cent ans était le duché d'Aquitaine. Héritage d'Aliénor d'Aquitaine, celui-ci était aux mains des rois d'Angleterre depuis le XII^e siècle, mais comme simple seigneurie et non comme territoire souverain. C'est la volonté d'obtenir cette souveraineté qui était à l'origine de leurs conflits avec les rois de France : ceux-ci ne pouvaient envisager d'abandonner ainsi le quart de leur royaume, avec ses revenus fiscaux ou judiciaires et tout le pouvoir qui en découlait. Ces intérêts opposés avaient amené les deux adversaires à se combattre à de nombreuses reprises sans résultat satisfaisant : le conflit qui s'était déclaré en 1337 n'était en fait qu'une nouvelle tentative de régler ce problème.

La guerre de Cent Ans fut un combat du fort au faible : le premier était le royaume de France avec ses seize à dix-sept millions d'habitants répartis sur un territoire relativement prospère d'environ 424 000 km², tandis que le second était celui d'Angleterre, qui comptait autour de quatre millions de sujets installés sur une île dont l'économie était beaucoup moins diversifiée. Naturellement, les deux souverains se devaient de protéger leurs états, mais la tâche était beaucoup plus grande et difficile à organiser pour le roi de France que pour son



concurrent, qui bénéficiait de la position insulaire de ses états ; de ce point de vue, il devait uniquement concentrer ses efforts sur l'Aquitaine et ses possessions normandes.

Les stratégies des deux adversaires découlèrent logiquement de ces constats. Pour schématiser, on peut définir celle du roi de France comme centrée sur le contrôle territorial, avec d'un côté la défense du royaume, avec ses villes et ses campagnes, et de l'autre la conquête de l'Aquitaine comme but principal de guerre. Face à lui, l'Anglais s'assura de la protection de ses possessions continentales, et, conscient que ses moyens militaires ne lui permettaient pas une stratégie de conquête, décida de les utiliser pour attaquer l'économie et le moral de la population de son adversaire pour l'amener à négocier avantageusement la situation de l'Aquitaine. Dès le départ, la disparité entre les buts de guerre des deux protagonistes annonçait la forme qu'allait prendre le conflit.

2 LA MISE EN ŒUVRE DES MOYENS MILITAIRES

Pour mener à bien sa stratégie, le roi de France disposait de deux grandes sortes de ressources militaires : d'une part l'immense réservoir constitué par les milices communales, et d'autre part le ban et l'arrière-ban de ses vassaux. En fait, derrière cette multitude se cachait de nombreuses restrictions d'emploi : les milices communales étaient essentiellement employées à défendre les localités dont elles étaient issues, tandis que le service armé dû par les nobles était limité en durée, une quarantaine de jours généralement. Il restait au roi la possibilité d'en retenir certains en service soldé ou d'employer des mercenaires, mais ses finances n'étaient pas encore assez développées pour constituer ainsi des armées entières.

Dans la région qui nous intéresse, la politique royale se traduit par un effort inédit en matière de fortification et d'armement dont la mise en œuvre et le financement furent assurés par les municipalités. A partir de 1345, elles s'inquiétèrent de remettre en état les anciennes enceintes héritées des époques précédentes, puis en firent construire de nouvelles pour protéger les faubourgs qui s'étaient développés suite à l'essor économique et démographique du XIII^e siècle. Les lignes enserrant les vieux centres constituaient les enceintes principales. Formées de solides courtines, elles étaient flanquées de puissantes tours ainsi que de grosses échauguettes charpentées nommées gachiels ; elles étaient percées de portes très bien fortifiées et précédées de barbicanes.

Les enceintes des faubourgs étaient moins élaborées, en raison non seulement d'un manque de crédits, mais aussi parce que l'on ne disposait généralement pas d'effectifs suffisants pour les garnir correctement. Leur base était souvent constituée par les façades des maisons donnant sur l'extérieur, que l'on reliait entre elles par des murs pour obtenir une ligne continue. Leurs issues étaient murées et leurs étages supérieurs modifiés de façon à recevoir des lignes de hourds ; dans quelques rares cas cependant, comme à Cahors, les finances permirent d'édifier de véritables murailles, mais sur une partie du périmètre seulement. Une attention particulière était néanmoins accordée aux portes, qui étaient généralement fortifiées dans les règles de l'art.



1365: La France après les traités de Brétigny et de Guérande.

- Territoires contrôlés par Édouard III
- Territoires cédés par la France à l'Angleterre par le traité de Brétigny
- Territoire du duché de Bretagne, allié aux Anglais



Ruines du château de Bélaise

Toutes les enceintes étaient précédées de larges fossés habituellement remplis de fagots d'épineux. Devant eux s'étendaient des glacis larges de trente à quarante mètres, parfois parsemés de chausse-trappes.

Les localités fortifiées étaient défendues par leurs populations organisées militairement. Les hommes mettaient ainsi en œuvre l'artillerie faite de pièces à balancier, comme les trébuchets, de canons ou de grandes arbalètes à tour, mais la plupart d'entre eux s'occupaient de tirer à l'arbalète individuelle, arme principale des défenses. D'autres étaient chargés de jeter grosses pierres, mélanges irritants -faits à base de chaux vive- et incendiaires par les hourds.

Au final, il apparaît que les villes étaient très bien défendues et difficilement prenables de manière conventionnelle. D'ailleurs, aucune ne fut prise par siège et assaut : si certaines tombèrent entre les mains de l'ennemi, ce fut suite à reddition, comme Fons en 1369 ou Bergerac en 1377, ou suite à un coup de main réussi comme à Figeac en 1371.

Là où le bât de la défense française blessait, c'était dans l'immense étendue des campagnes. Les troupes levées par les officiers royaux locaux avaient trop à faire pour lutter face aux Anglais sur quelques points chauds et participer aux opérations menées par les grandes armées du roi pour arriver à couvrir tout le territoire. Or, c'est des arrière-pays que provenaient les matières premières indispensables à la subsistance de la population et aux industries de transformation urbaines. C'est là que les Anglais attaquèrent.

Le roi d'Angleterre Edouard III inaugura sa stratégie en 1339. Alors que les Français attaquaient en Aquitaine, il débarqua en Flandres et lança un raid -appelé chevauchée- dans le nord de la France où il pilla et incendia cultures comme villages. L'opération fut reproduite à plusieurs reprises et on retiendra, pour les premières années, les chevauchées de 1346 en Flandres, de 1355 en Languedoc, et de 1356 qui se termina par la grande victoire de Poitiers.

Edouard III n'avait cependant pas les moyens de solder toutes les troupes nécessaires à une ruine suffisante du royaume de France. Il avait en revanche le pouvoir de transformer des actes de grand brigandage en guerre légale : il lui suffisait pour cela de légitimer l'action de tous ceux qui s'en prenaient de quelque façon que ce soit aux biens et aux sujets de son adversaire en édictant qu'ils le faisaient suivant sa volonté.

Ce n'était pas un détail : les individus concernés ne relevaient plus du droit commun, c'est-à-dire qu'en cas de capture suite à un incendie ou un pillage, ils n'étaient plus condamnés mais mis à rançon ; de la même façon, les biens dont ils arrivaient à s'emparer n'étaient plus des larcins, mais des prises de guerre





Le château de Belcastel

dont ils pouvaient disposer selon leur bon vouloir. Ce faisant, il conforta l'action des compagnies qui opéraient déjà dans le royaume de France et favorisa leur développement. Ces bandes étaient aussi appelées « routes », francisation de l'allemand *rotte*, qui signifiait regroupement militaire plus ou moins légal ; leurs membres étaient ainsi appelés routiers.



Porte fortifiée de Domme



Le château de Castelnaud-Bretenoux fut une pièce importante du dispositif français dans le nord du Quercy

Ces troupes, au départ simples éléments détachés des grandes armées anglaises, avaient commencé à opérer entre Garonne et Loire après la prise de Bergerac par le comte de Derby, en 1345. Remontant les vallées de la Dordogne et du Lot, elles s'étaient emparées de Belcastel, Domme, Bélaise, Montcuq et de nombreuses petites localités.

Leurs activités s'intensifièrent considérablement, d'abord après 1355, puis surtout après la pause constituée par la paix de Brétigny (1360-1369), et elles restèrent à un niveau élevé jusque vers 1390. Loin d'être les regroupements anarchiques de déclassés que l'on a souvent décrits, les compagnies de routiers étaient des entités militaires cohérentes, bien organisées et très souples d'emploi. Chacune d'elles comptait un effectif variant entre une vingtaine et trois cent combattants, généralement à cheval, regroupés autour d'un capitaine, souvent cadet ou bâtard de famille noble. S'il est probable que les plus modestes, avec leurs deux à trois dizaines d'hommes, commandaient seuls, les autres bénéficiaient de l'aide de subordonnés appelés connétables pour diriger leurs troupes ; l'un de ces connétables pouvait prendre la fonction de lieutenant de son chef si ce dernier venait à s'absenter ou si ses troupes tenaient plusieurs points. Il était aussi assisté d'un ou de plusieurs portiers, responsables de la garde de la ou des garnisons. Enfin, il avait avec lui un échelon administratif, composé d'un clerc ou plus, dont le rôle consistait à gérer les affaires de la

compagnie, c'est-à-dire tenir les comptes, rédiger les chartes et autres documents, mais aussi négocier des contrats ou conventions diverses.

Chaque compagnie, en arrivant dans sa zone d'action, s'y emparait d'un point fort, en général un château de modestes dimensions, d'où elle pouvait ensuite opérer. Les modes d'action utilisés étaient basés sur l'effet de surprise et la mobilité : embuscade, coup de main et chevauchée ou raid. Chaque opération était préparée en amont, avec récolte de renseignement et logistique, en fonction de son objectif ; il pouvait s'agir de capturer des paysans aux champs pour les soumettre à rançons, de s'emparer de villages pour les piller, ou encore et plus simplement de ravager les campagnes, en incendiant les récoltes par exemple, pour forcer les autorités municipales concernées à négocier.

En effet, les populations et les activités économiques urbaines dépendaient entièrement des arrière-pays pour la fourniture des matières premières et de la

nourriture ; or, nous l'avons évoqué plus haut, si les défenses des villes étaient très efficaces en ce qui concernait les périmètres fortifiés, elles étaient inopérantes en ce qui concernait les campagnes alentours. Afin de préserver leurs localités, les autorités n'avaient d'autre choix que de négocier des suspensions d'armes de plusieurs semaines ou mois avec l'ennemi : en échange de ces paix précaires, elles devaient lui fournir nourriture, biens de consommation et argent, assurant ainsi sa subsistance.

Ce n'est toutefois pas les qualités tactiques et la capacité de nuisance seules des compagnies qui assurèrent leur mainmise sur la région. En effet, avec l'appui du roi d'Angleterre, l'un des plus puissants de leurs capitaines, Bertrucat d'Albret, parvint à construire une sorte de système féodal parallèle impliquant tous les autres chefs routiers. Au début des années 1370, cette organisation commença à fonctionner de mieux en mieux : les capitaines



La porte Saint-Michel, sur l'enceinte des faubourgs de Cahors



Blason de Bertrucat d'Albret

s'entraidaient, leurs zones d'action étaient réparties avec une relative précision, tandis que tous les différents nés entre eux ou avec leurs ennemis au sujet de rançons ou de traités impayés pouvaient être soumis à la justice de Bertrucat d'Albret.

On pourrait de prime abord penser que celui-ci donnait systématiquement raison à ses affidés, mais en fait il était avant tout soucieux du bon fonctionnement de l'organisation de prédation qu'il dirigeait : il rendait ainsi ses jugements de manière objective de façon à ne pas décourager les populations locales de payer. Au final, sa grande force fut d'arriver à convaincre ces dernières que satisfaire à certaines exigences des routiers était une bien meilleure garantie de sécurité, malgré des combats fréquents, que de s'en remettre aux officiers royaux français, dont les moyens étaient insuffisants à la protection générale de la région et dont les actions étaient génératrices d'une plus grande instabilité.



La situation des compagnies de Bertrucat d'Albret en 1381



Le château de Montcuq



Trébuchet

*(Musée de la guerre au Moyen Age
du château de Castelnaud)*

3 LA FIN DE LA GUÉRILLA

A la mort de Bertrucat d'Albret en 1383, les compagnies étaient puissamment installées dans la région et leur organisation fonctionnait sans heurts majeurs. C'est cependant à partir de cette époque que les officiers français commencèrent à accentuer leur action. Au début du conflit, leur incapacité à lutter efficacement contre les compagnies, de pair avec la perte de crédit du pouvoir royal, avait amené les municipalités à se détourner d'eux et à leur refuser les moyens militaires et financiers qu'ils demandaient. La situation ne s'améliora pas ensuite, car elles préférèrent consacrer leurs ressources en constante diminution à leur propre protection, aux paiements des traités passés avec les routiers et à celui des rançons. Il leur arrivait cependant aussi de s'accorder entre elles pour racheter des places tenues par des compagnies et ces actions, de pair avec le performant système de renseignement qu'elles avaient développé en commun, constituèrent la

base sur laquelle les officiers royaux s'appuyèrent. Les municipalités avaient en effet pris l'habitude de racheter aux compagnies les châteaux qui constituaient les plus grandes menaces. Les capitaines y consentaient d'autant plus facilement que cela leur rapportait de coquettes sommes et que, de plus, leurs ennemis n'ayant pas les moyens de les garnir en hommes, ils les reprenaient ensuite facilement, parfois quelques jours seulement après leurs évacuations.

Les officiers royaux parvinrent progressivement à changer cet état de fait en permettant l'installation de garnisons dans les places rachetées, de plus en plus nombreuses. Leurs moyens financiers augmentant de pair, ils purent aussi établir des troupes dans une multitude de points forts, gênant toujours plus les opérations anglaises.



Grande arbalète à tour

(Musée de la Guerre au Moyen Age du château de Castelnaud)



© Château de Castelnaud

*Le château de Castelnaud fut longtemps tenu par des compagnies anglaises
Il abrite aujourd'hui le Musée de la Guerre au Moyen Âge*

Poursuivant leur avantage au début des années 1390, les officiers français gagnaient de plus en plus la confiance des municipalités. Avec leur aide, ils lancèrent une série d'opérations militaires visant à chasser les compagnies d'un grand nombre de points forts qu'elles tenaient. Ce fut un grand succès, notamment en Quercy.

Alors que les routiers avaient jusque là pu compter sur le soutien du roi d'Angleterre, celui-ci commença à le leur couper. En effet, parvenu au pouvoir, le jeune Richard II souhaitait la paix et, si ses prédécesseurs n'avaient pas accordé une grande importance au respect des trêves par les routiers, il fit quant à lui diligence pour les empêcher d'opérer durant celles qu'il signait avec son adversaire.

L'ensemble de ces facteurs rompit la cohérence de l'organisation des compagnies. Soumises à une pression constante, certaines en vinrent même à s'affronter entre elles. Quelques-unes réussirent malgré tout à rester, jouant de droits juridiques acquis auparavant plus que de violences pour arriver à

subsister. En 1394, leurs activités étaient si réduites qu'elles ne constituaient plus une grave menace pour la sécurité de la population.

CONCLUSION

Pour méconnue qu'elle soit, la guérilla qui opposa les compagnies de routiers fidèles au roi d'Angleterre aux autorités locales des provinces françaises situées entre Garonne et Loire n'en demeure pas moins un cas d'étude de conflit asymétrique : elle correspond totalement à la définition qui en est donnée, à savoir « type de conflit dans lequel il y a disparité totale d'ordre et de nature des buts de guerre, des moyens et des manières d'agir ». Son déroulement et sa disparition mettent bien évidence le fait que cet affrontement ne fut gagné que par la combinaison de moyens militaires, financiers et de propagande, ce qui n'est pas sans rappeler certaines situations actuelles.

N.S.

SUR LA DÉCLARATION D'ARBROATH DU 6 AVRIL 1320



Gaétan BOUCHARD

Correspondant de "Sans Frontières" au Canada



« Tant que cent de nous resteront en vie, jamais sous aucunes conditions nous nous soumettrons au joug anglais. Ce n'est pas pour la gloire, ni pour la richesse, ni pour les honneurs que nous nous battons, mais pour la liberté — uniquement pour elle, qu'aucun homme honnête ne cède, ne fusse qu'au prix de sa propre vie. »

Dans une lettre des barons d'Écosse, dont l'ébauche a été rédigée par Bernard de Linton, chancelier d'Écosse et abbé du monastère d'Arbroath, envoyée le 6 avril

1320 au pape Jean XXII, il est écrit : « De considérer qu'avec lui, dont vous êtes le vicaire sur terre, il n'y a pas de préférence ni de distinction entre un Juif et un Grec, ou entre un Écossais et un Anglais ». Les Juifs de l'Écosse au Moyen Âge n'étaient ni discriminés ni persécutés, contrairement à ceux qui vivaient en Angleterre.

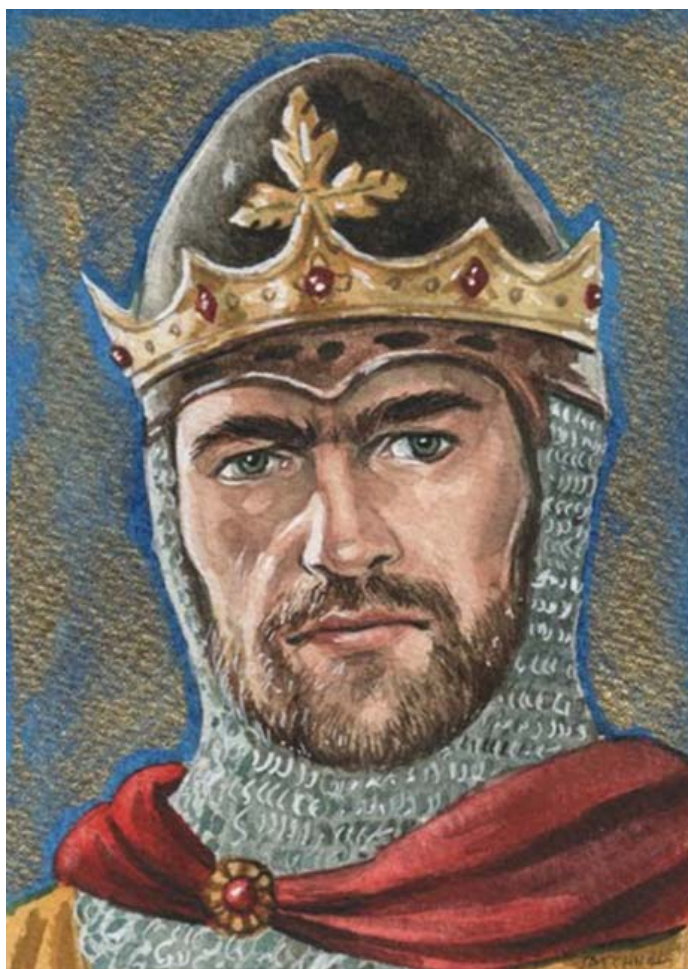
Ce document historique très ancien, rédigé en latin, est d'une très grande importance pour les nations qui aujourd'hui luttent pour leur indépendance et leur survie face au mondialisme. Cette déclaration avant-gardiste a inspiré les révolutionnaires américains, lorsqu'ils ont rédigé la déclaration d'indépendance des États-Unis du 4 juillet 1776.

La notion de nation n'existait pas au Moyen Âge, elle a vu le jour lors de la Révolution Française. On peut sans l'ombre d'un doute affirmer que la Déclaration d'Arbroath contient le germe du concept de nation. À l'époque de Jeanne d'Arc, là aussi l'idée de nation commençait à germer dans le cœur et l'esprit des Français.

Robert de Brus (1274-1329), roi des Écossais de 1306 à 1329, a été la figure de proue de l'indépendance de l'Écosse au Moyen Âge. Ce dirigeant charismatique, qui a su insufflé au peuple écossais la flamme de la conscience nationale, demeure un phare pour notre époque troublée, où l'existence même de la nation est sauvagement attaquée par l'oligarchie financière mondiale.

Le noble document contient les idées suivantes :

1. Le concept de nation et de sa souveraineté
2. Le pouvoir émane du peuple et de son consentement
3. La notion de non-discrimination
4. Le droit du peuple de révoquer un souverain indigne.





Il faut souligner que même aujourd'hui en France et au Canada, le peuple ne peut révoquer un dirigeant indigne ou même un simple député n'accomplissant

pas son devoir, le droit de révocation n'existe tout simplement pas.

Il faut souligner qu'avant la déclaration d'Arbroath du 6 avril 1320, l'Écosse avait obtenu son indépendance de facto, sur le champ de bataille, notamment par la victoire écrasante à la bataille de Bannockburn, le 23-24 juin 1314, où l'infanterie écossaise, armée de piques, sous le commandement du roi Robert de Brus, avait dévasté la fière cavalerie anglaise. Cette lettre envoyée au pape Jean XXII, n'était qu'une démarche diplomatique pour gagner l'appui de la papauté à la cause écossaise, l'église locale écossaise supportait déjà le peuple écossais.

Le cœur du roi Robert de Brus repose en paix, dans **l'abbaye de Melrose**, en terre d'Écosse mais il bat très fort dans le cœur des Patriotes du monde entier, qui défendent leur terre, leurs familles, leur nation contre l'agression de la perfide oligarchie financière mondialiste.

Voici donc la déclaration complète d'Arbroath du 6 avril 1320 :

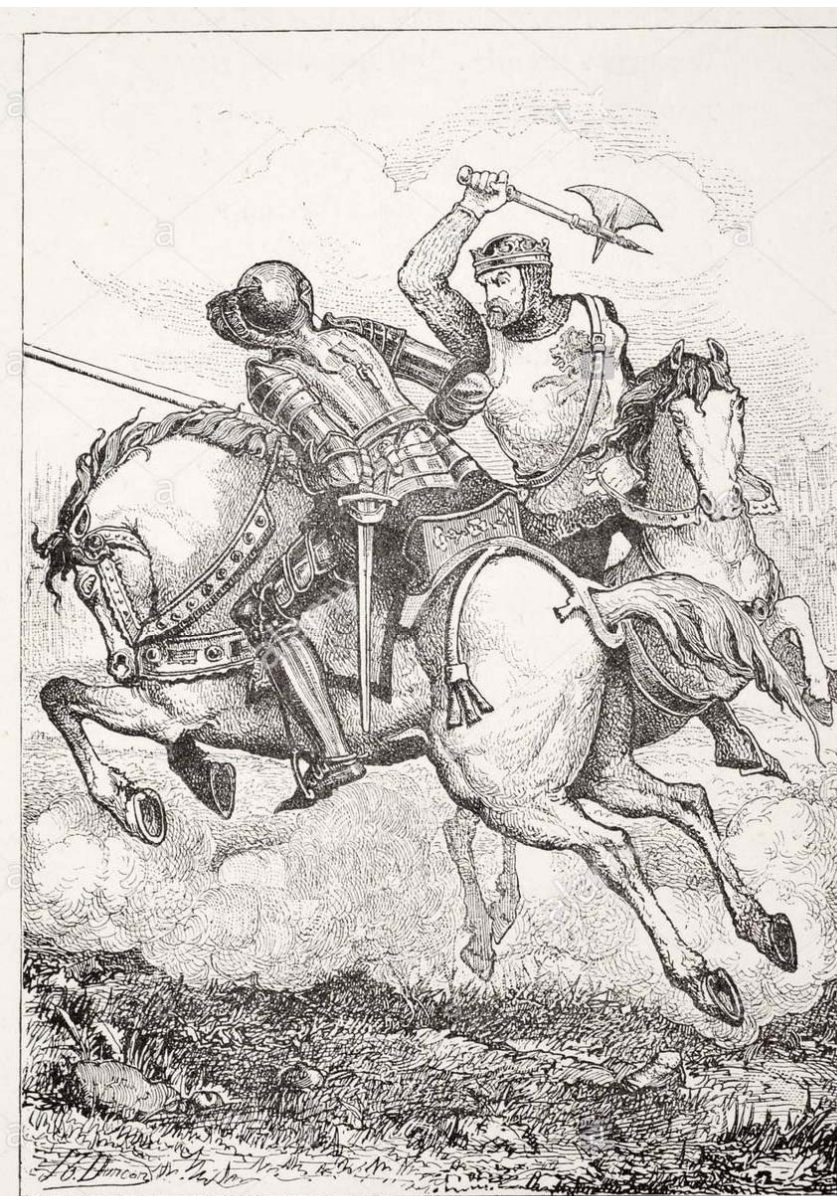


LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DE L'ÉCOSSE DU 6 AVRIL 1320

À Son Très Saint Père et Seigneur dans le Christ, le Baron John, par divine providence, Pontife Suprême de la Sainte Romaine et Universelle Église, ses humbles et dévoués fils, Duncan, Comte de Fife, Thomas Randolph, Comte de Moray, Baron de Man et d'Annandale, Patrick Dunbar, Comte de March, Malise, Comte de Strathearn, Malcolm, Comte de Lennox, William, Comte de Ross, Magnus, Comte de Caithness et d'Orkney, et William, Comte de Sutherland; Walter, Intendant d'Écosse, William Soules, Sommelier d'Écosse, James, Baron de Douglas, Roger Mowbray, David, Baron de Brechin,

David Graham, Ingram Umfraville, John Menteith, Gardien du Comté de Menteith, Alexander Fraser, Gilbert Hay, Constable d'Écosse, Robert Keith, Maréchal d'Écosse, Henry St-Clair, John Graham, David Lindsay, William Oliphant, Patrick Graham, John Fenton, William Abernethy, David Wemys, William Mushet, Fergus d'Androssan, Eustace Maxwell, William Ramsay, William Mowat, Alan Murray, Donald Campbell, John Cameron, Reginald Cheyne, Alexander Seton, Andrew Leslie, et Alexander Straiton, autres barons et propriétaires fonciers ainsi que toute la communauté du royaume d'Écosse s'inclinent tous en de pieux baisers à ses pieds bénis.

Très Saint Père et Seigneur, nous savons, et d'après les chroniques et livres des Anciens, nous découvrons parmi les autres célèbres nations, que la nôtre, les Scots, avons bénéficié d'une grande renommée. Ils voyagèrent de la Grande Scythia par la Mer Tyrrhénienne et de par les Piliers d'Hercule, et demeurèrent longtemps en Espagne parmi les plus sauvages tribus, mais nulle part ils n'ont pu être soumis par aucunes races, aussi barbares soient-elles. De là ils arrivèrent, douze mille ans après que le peuple d'Israël a traversé la Mer Rouge, jusqu'à leur terre dans l'Ouest, là où ils vivent toujours aujourd'hui. Les Britons qui furent les premiers à partir, les Pictes qu'ils ont entièrement anéantis, et, même alors qu'ils étaient souvent assaillis par les Norvégiens, les Danois et les Anglais, ils prirent possession de cette terre avec beaucoup de victoires et d'efforts inouïs; et, comme le témoigne les historiens des temps jadis, ils ont su rester libres de toutes obligations depuis. Dans leur royaume a régné cent et treize rois de leur propre souche, la ligne ne fut jamais brisée par aucun étranger. Les grandes qualités et mérites de ces peuples, qu'ils n'ont d'ailleurs pas manifestés, gagnent assez de gloire dans ce fait; que le Roi des Rois et Seigneurs des Seigneurs, notre Seigneur Jésus-Christ, après sa Passion



BRUCE AND DE BOUNE.

et Résurrection, les appela, même alors installés dans les parties les plus reculées de la terre, presque le premier à Sa plus sainte foi. Non pas qu'il les aurait confirmés dans leur foi par presque n'importe qui mais par le premier de ses apôtres – en l'appelant, bien qu'en second et troisième rang – le plus aimable Saint-André, le Frère Béni de Pierre, et a désiré qu'il les garde sous sa protection comme leur patron pour l'éternité.

Les Très Saints Pères, vos prédécesseurs, prodiguèrent une soigneuse attention à ces choses et obtinrent plusieurs faveurs et nombreux privilèges pour ce même royaume et peuple, étant sous la responsabilité spéciale du Frère Béni de Pierre. Alors notre nation sous leur protection a, en effet, vécu en toute liberté et en paix jusqu'à l'époque où ce puissant Prince, le Roi des Anglais, Édouard, le père de celui qui règne aujourd'hui quand notre royaume n'avait plus de dirigeant et que notre peuple arborait aucune malice ou tricherie, et était alors non-

habitué aux guerres et aux invasions. Il se présenta sous le déguisement d'un ami et se mit à les harceler comme ennemi. Les actes de cruauté, de massacre, de violence, de pillage, d'incendie, d'emprisonnement de prélats, brûlant monastères, volant et tuant les moines et religieuses, et encore d'autres outrages incalculables lesquelles commis contre notre peuple, n'épargnant personne que ce soit en raison de l'âge ni sexe, religion ni rang, personne ne peut décrire ni même complètement imaginé à moins de l'avoir vu de ses propres yeux.

Mais venant de ces innombrables démons, nous sommes restés libres, avec l'aide de Celui Qui soulage et guérit les affligés, par notre infatigable Prince, Roi et Seigneur, le Baron Robert. Lui, que son peuple et son héritage puissent être délivrés des mains de nos ennemis, rencontre labeur et fatigue, faim et péril, comme un autre macchabée ou Josué et les soutiennent. Lui, aussi, divine providence, détient son droit de succession conformément à nos lois et coutumes lesquelles nous devrions conserver jusqu'à la mort, et par notre droit de consentement et de reconnaissance, l'avons fait notre Prince et Roi. À lui, comme aux hommes par qui le Salut a été façonné à notre peuple, nous sommes tenus par la loi et par ses mérites que notre liberté ait pu être maintenue, et par lui, comme il convient, nous désirons qu'elle soit maintenue.

Encore s'il devait abandonner ce qu'il avait commencé, et accepte de faire de nous des sujets du royaume d'Angleterre ou des Anglais, nous devrions nous déployer sur-le-champ afin de le conduire comme notre ennemi et destructeur de ses propres droits et des nôtres, et faire notre Roi d'un autre homme, plus apte à nous défendre; pour aussi longtemps qu'une centaine d'entre nous restent vivants, jamais sous aucunes conditions, nous serons amenés sous la gouverne anglaise. Il est vrai, que nous combattons non pas pour la gloire, ni les richesses, ni les honneurs, mais pour la liberté – pour cette unique raison, laquelle aucun honnête homme n'abandonnera, même au péril de sa vie.

Cependant il est, Révérend Père et Seigneur, que nous implorons votre Sainteté avec nos plus sincères prières et nos suppliques, attendu que vous considérerez tout ceci avec votre sincérité et bonté, dont vous êtes le vice-régent sur terre. Il y a aucune distinction entre le Juif et le Grec, l'Écossais ou





l'Anglais, vous regarderez avec les yeux d'un père, les problèmes et la privation que l'Anglais impose à notre peuple et à l'Église de Dieu. Qu'il vous plaise de réprimander ou d'exhorter le Roi des Anglais. Il devra être satisfait avec ce qu'il lui appartient, l'Angleterre telle qu'elle est a suffi à sept rois et plus. Il devra laisser les Écossais en paix, qu'il accepte qu'ils vivent dans cette pauvre Écosse, sous laquelle il ne possède aucune résidence, et ne convoite rien de ce qui nous appartient. Nous désirons sincèrement ne rien lui devoir, en regard à notre condition, que nous pouvons, gagner la paix pour nous-mêmes.

Ceci vous concerne vraiment, Saint Père, depuis que vous avez vu la rage enflammée de cette sauvagerie envers les Chrétiens, comme étant le péché des Chrétiens – qu'ils ont en effet mérité – et vu les frontières de la Chrétienté refoulées chaque jour vers l'intérieur; et combien cela ternira votre Sainte mémoire d'être témoin si (laquelle Dieu défend) l'Église souffre le scandale peu importe sa provenance. Alors s'éveilleront les princes Chrétiens qui, pour de fausses raisons, prétendent qu'ils ne peuvent aider la Terre Sainte en raison des guerres qu'ils ont sur les bras avec leurs voisins. La véritable raison qui les empêche est qu'ils réalisent que faire la guerre avec leurs petits voisins leur rapportent de rapides profits et une faible résistance. Mais comment nous et notre Seigneur le Roi irions-nous aussi là-

bas, si le Roi des Anglais ne nous laisse en paix. Dieu connaît tout et voit tout; et nous vous le professons et vous le déclarons en tant que Vicaire du Christ et de toute la Chrétienté.

Mais si votre Sainteté met trop de foi dans l'histoire que raconte l'Anglais et n'accorde pas le crédit à tout ceci, ni refrain les favorisant à notre préjudice, alors le massacre des corps, la perte des âmes, et toutes autres malchances qui s'en suivront, nous étant infligés par eux, et l'inverse, nous croyons, que le Tout-Puissant vous en demandera des comptes.

Pour conclure, nous sommes et serons toujours, aussi longtemps que le devoir nous appelle, prêts à faire votre volonté en tout, comme des fils obéissants à Son Vicaire; et à Lui comme Roi Suprême et Juge nous nous engageons dans le maintien de notre cause, se déchargeant de nos soucis sur Lui et fermement confiants qu'Il nous inspirera courage et amènera nos ennemis à ne rien tenter.

Que le Tout-Puissant vous préserve en sainteté et en santé dans sa Sainte Église et vous gratifie d'une longue vie.

Signé au monastère d'Arbroath en Écosse ce sixième jour du mois d'avril de l'année de grâce treize cent et vingt et quinzième année de règne de notre Roi sus-nommé.

G.B.

LES RELATIONS FRANCO-SIAMOISES



Pascal Tran-Huu



O n se souvient, qu'avant de s'appeler Thaïlande, ce pays s'appelait Siam. C'était, bien sûr, avant 1939. Ce que l'on sait moins, c'est que le royaume fut l'un des premiers en Asie du Sud-Est à établir, au XVII^e siècle, des relations d'État à État avec les souverains européens dont Louis XIV. C'est, du reste, à cette période que commence les relations entre la France et le Pays du Sourire, comme nous aimons à le surnommer. Au cours de ces quelques lignes, je vais essayer de vous brosser l'histoire de nos relations avec le Royaume de Siam. Forcément imparfaite, cette relation ne se veut qu'une esquisse documentée.

Le Siam s'étend à cette époque sur un vaste territoire, bien au-delà de la Thaïlande d'aujourd'hui, sur le Cambodge, une partie de la Birmanie et de la Malaisie actuelles. En 1630, sa capitale, Ayutthaya, était une ville dont la population était comprise entre 500.000 et 1 million d'habitants alors que Paris n'en

comptait qu'entre 300 et 480.000... Le grand roi Phra Naraï¹ (1632-1688) y résidait. Cette ville était, alors, un véritable carrefour d'échanges de produits venus de Chine, du Japon ou d'Occident, du Moyen-Orient, de Malaisie... L'importance du Siam tenait à sa position géographique au seuil de la Chine, avec laquelle les moussons saisonnières empêchaient les liaisons directes. Aussi, les ports d'Ayutthaya servaient d'entrepôts aux marchandises qui transitaient entre l'Europe, l'Inde, les Indes Occidentales, la Chine et le Japon. Le Siam lui-même était un marché intéressant. La paix dont jouissait le pays avait créé un surplus de richesses et permettait aux habitants d'acheter des articles de luxe tels que porcelaine et soieries.

Le Portugal fut le premier à installer des comptoirs. Le **vice-roi Afonso de Albuquerque**² envoie une ambassade au Siam en 1511 et Duarte de Coelho Pereira³ établit une ambassade à Ayutthaya (1516) avec signature d'un traité d'amitié et de commerce entre les Portugais et les Rois de Siam⁴.

D'autres Européens s'aventurèrent au Siam, comme l'Anglais Ralph Fitch⁵ (1586) ou le Brugeois Jacques de Coutre (1595). Il semblerait, même, que les Espagnols aient signé, en



Encyclopédie Encarta, Corbis



1598, un traité de commerce entre le Siam et l'Espagne⁶, accordant aux Espagnols des privilèges fiscaux consécutifs à des échanges commerciaux antérieurs entre les Philippines et le Siam avant même l'arrivée des Espagnols.

En 1601, les vaisseaux hollandais Amsterdam et Gouda, qui font partie des 65 navires envoyés vers l'Asie par les Provinces-Unies, mouillent à Pattani dans le Golfe de Siam. Dans les années qui suivirent les premiers représentants de la puissante VOC (Verenigde Oost-Indische Compagnie, Compagnie hollandaise des Indes Orientales)⁷ arrivent à Ayutthaya. Ils pourront y ouvrir un comptoir en 1608. Cette année-là, la première ambassade siamoise en Europe ⁸ part de Bantam pour la Hollande et en revient en 1610.

L'English India Company (EIC, Compagnie des Indes Orientales) ouvre également des comptoirs, d'abord à Pattani, puis à Ayutthaya en 1612, sur remise au roi de Siam d'une lettre de leur roi Jacques 1er. Tout se déroule dans les règles et pacifiquement jusqu'au jour où la VOC attaque l'EIC et saisit quatre de ses vaisseaux (1619).

Les Hollandais se font menaçants envers le Siam. Le Roi Phra Narai, ne sait plus sur qui s'appuyer ; en tout cas ni sur l'Angleterre, ni sur l'Espagne, ni sur le Portugal, qui ne peuvent pas contrer le mouvement d'hégémonie hollandaise en Asie du Sud-Est. Il sent son territoire menacé. A qui faire appel ?

Constantin Phaulkon, Premier Conseiller du Roi, suggère alors au Roi de s'appuyer sur un pays qui vient de mener des batailles victorieuses contre les Provinces-Unies : la France. Le Traité de Nimègue⁹ (1678) agrandit la France de la Franche-Comté et de plusieurs places fortes dans le Nord, au terme d'une guerre de six ans menée contre les Pays-Bas et l'Angleterre. N'est-ce pas là, pour le Siam, l'assurance d'un allié puissant ? Il faut conserver en mémoire que le Premier Conseiller était un Grec, catholique, marié à une Française...

De son côté, bien qu'il ait triomphé de la Hollande avec le traité de Nimègue en 1678, Louis XIV est toujours aussi hostile au commerce hollandais. Il entend poursuivre son offensive jusqu'en Extrême-Orient, où la Hollande a des comptoirs d'où son intérêt à nouer des relations avec le Royaume de Siam.

Louis XIV, pour remercier le roi de Siam de l'accueil

fait au **Père François Pallu**, lui écrivit la première lettre officielle entre la France et le Siam.

« Très-haut, très-excellent, très puissant prince, notre très-cher et bon ami, ayant appris le favorable accueil que vous avez fait à ceux de nos sujets qui, par un zèle ardent pour notre sainte religion, se sont résolus de porter la lumière de la foi et de l'Evangile dans l'étendue de vos Etats, nous avons pris plaisir de profiter du retour de l'évêque d'Héliopolis pour vous en témoigner notre reconnaissance, et vous en marquer, en même temps, que nous nous sentons obligés du don que vous lui avez fait, et au sieur évêque de Bérythe, non seulement d'un champ pour leur habitation, mais encore de matériaux pour construire leur église et leur maison ; et comme ils pourront avoir de fréquentes occasions de recourir à votre justice dans l'exécution d'un dessein si pieux et si salutaire, nous avons cru que vous auriez agréable que nous vous demandassions, pour eux et pour tous les autres sujets, toutes sortes de bons traitements, vous assurant que les grâces que vous leur accorderez nous serons fort chères, et que nous embrasserons avec



joie les occasions de vous en marquer notre gratitude ; priant Dieu, très-haut, très-excellent, très-puissant prince, notre très cher et bon ami, qu'il veuille augmenter votre grandeur avec fin heureuse. Votre très-cher et bon ami »¹⁰ (Lettre signée Louis et en bas de page Colbert)

Phra Narai décide alors de rechercher l'alliance de Louis XIV et lui répond par lettre¹¹:

« Lettre de la royale et insigne ambassade du grand roi du royaume de Juthia, qu'il envoie à vous, ô très grand roi et très puissant seigneur des royaumes de France et de Navarre, qui avez des dignités suréminentes, dont l'éclat et la splendeur brillent comme le soleil ; vous qui gardez une loi très excellente et très parfaite, et c'est aussi par cette raison que, comme vous gardez et soutenez la loi et la justice, vous avez remporté des victoires sur tous vos ennemis, et que le bruit et la renommée de vos victoires se répandent par toutes les nations de l'univers. Or, touchant les lettres de la royale ambassade pleine de majesté que vous, ô très grand roi, vous avez envoyée par Dom François, évêque, jusque dans ce royaume, et après avoir compris le contenu de votre illustre et élégante ambassade, notre cœur royal a été rempli et comblé d'une très grande joie, et j'ai eu soin de chercher les moyens d'établir une forte et ferme amitié à l'avenir ; et lorsque j'ai vu le général de Surate envoyer ici, sous votre bon plaisir, un vaisseau pour prendre notre ambassade et nos ambassadeurs, pour lors mon cœur s'est trouvé dans l'accomplissement de ses souhaits et de ses désirs, et nous avons envoyé tels et tels, pour être les porteurs de notre lettre d'ambassade, et des présents que nous envoyons à vous, ô très grand roi, afin qu'entre nous il y ait une véritable intelligence, une parfaite union et amitié, et que cette amitié puisse être ferme et inviolable dans le temps à venir ; que si, ô très grand et puissant roi, vous désirez quelque chose de notre royaume, je vous prie de le faire déclarer à nos ambassadeurs. Lorsque les mêmes ambassadeurs auront achevé, je vous prie de leur donner permission de s'en revenir, afin que

je puisse apprendre les bonnes nouvelles de vos félicités, ô très grand et puissant roi. De plus, je vous supplie, ô très grand et puissant roi, de nous envoyer des ambassadeurs, et que nos ambassades puissent aller et venir sans manquer, vous priant que notre amitié soit ferme et inviolable pour toujours ; et je conjure la toute-puissance de Dieu de vous conserver en toutes sortes de prospérités, et qu'il les augmente de jour en jour, afin que vous puissiez gouverner vos royaumes de France et de Navarre avec toute tranquillité ; et je le supplie qu'il vous agrandisse par des victoires sur tous vos ennemis, et qu'il vous accorde une longue vie, pleine de prospérité. »

Après une première ambassade infructueuse en 1681¹², une seconde est envoyée en 1684, et fût reçue fastueusement par Louis XIV. Le Roi-Soleil envoie à son tour une mission diplomatique au Siam en mars 1685 en vue d'accords commerciaux, mais aussi de la conversion au catholicisme du **roi Narai**. Elle revient en France en juin 1686, accompagnée d'une nouvelle ambassade siamoise.



« Le 19 juin 1686, des échanges de salut avaient annoncé l'arrivée en rade de deux bâtiments du roi amenant des visiteurs de marque. Puis, il avait fallu trois jours pour tous les préparatifs. Le 23 juin, dès le matin, toutes les batteries des forts, toutes les pièces des vaisseaux avaient tonné pour souligner la solennité de l'événement. A midi, une superbe

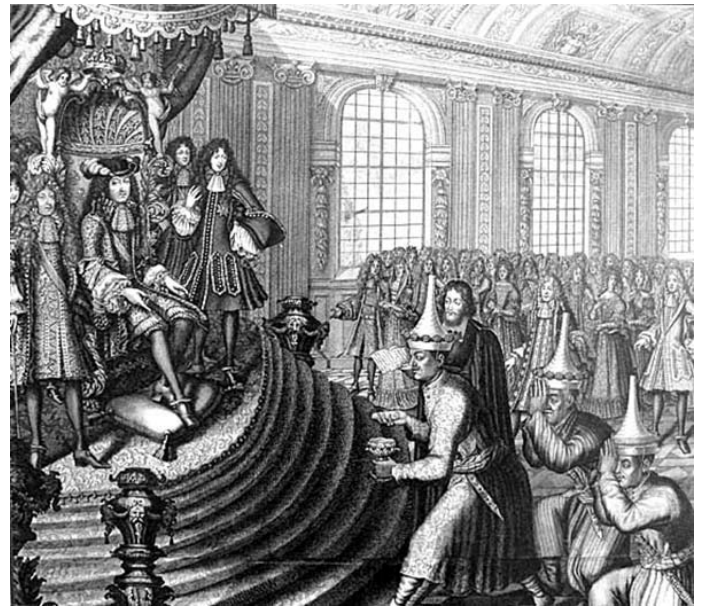


Les trois ambassadeurs de Siam devant le Roi en 1686, bas-relief de bronze se trouvant au Musée de Bretagne à Rennes (Photo Musée de Bretagne)

embarcation, avec 50 rameurs, des musiciens, des gardes, avait amené en Penfeld les hôtes du roi.

Les ambassadeurs, suivis de sept mandarins, quatre secrétaires, vingt serviteurs, entouraient la cassette contenant la lettre du roi de Siam, Phra Naraï, à Louis Le Grand, protégée par quatre parasols de brocard d'or. Un cortège, presque une procession, s'était formé entre deux haies de soldats en armes pour remonter la Grande rue, puis la rue Saint-Pierre pour aboutir à la « maison du roi », résidence de l'intendant de la Marine. Ils avaient été accueillis par le maire de Brest puis salués par tout ce qu'il y avait de femmes et d'hommes distingués dans la ville. Aux harangues, avaient répondu des remerciements, avec échanges de menus présents. Dans l'hôtel de l'intendant, un grand repas avait été servi à 72 convives... » (Le Télégramme de Brest le 10 octobre 2004)¹³

L'ambassade arrive à Versailles le 1er septembre 1686. Lorsqu'ils arrivèrent devant Louis XIV, les trois ambassadeurs attirèrent l'attention par leur habillement, tout particulièrement par leurs longs chapeaux coniques « faits en pyramides, au bas desquels étaient des couronnes d'or larges de deux doigts, qui marquaient leurs dignités ; de ces couronnes, il sortait des fleurs, des feuilles d'or minces, ou quelques rubis en forme de grains ; Ces feuilles étaient si légères, que le moindre mouvement



les agitant.

Le troisième ambassadeur n'avait point de fleurs au cercle d'or de sa couronne ; Les huit mandarins avaient une pareille coiffure de mousseline sans couronne »¹⁴. Ils avancèrent en inclinant leur corps plusieurs fois, sans le regarder, en signe de respect. Puis, Ils lui présentent un coffret contenant le message de Phra Naraï et lui offrirent différents cadeaux.

On les autorise à lever les yeux vers lui, contrairement à leur coutume. Après la remise de la lettre, les ambassadeurs se retirent à reculons, les mains jointes. Le roi leur offre une visite de ses appartements et jardins. L'un des invités du Siam déclare, au sortir du cabinet des Médailles, qu'après les trois grandeurs de l'Homme, de Dieu et du Paradis, il connaît désormais celle de Versailles !¹⁵

Un accord est signé le 1^{er} décembre 1687 aux termes duquel, la France est autorisée à commercer en franchise d'impôt. Néanmoins, n'oublions pas que l'un des objectifs stratégiques du Roi de France était d'amener le Roi du Siam à se convertir au catholicisme comme en témoigne les instructions données à l'ambassade française envoyée pour conclure l'accord mentionné plus haut : ce que « Sa Majesté a le plus à cœur est l'établissement de la religion catholique dans le Royaume de Siam »¹⁶ Toutefois, la même instruction précise « qu'il n'est pas à propos de le presser sur ce changement, si ce n'est de concert avec le dit Sieur Constance, son Ministre ». En effet, dans la perspective de colonisation de Louis XIV, la conversion paraissait un



bon calcul pour la fidélisation de la future colonie, car deux personnes d'une même religion se sentent plus proches que deux personnes d'une même nationalité...

Malgré les instructions du Roi, et de Colbert, force est de constater que les tentatives françaises de s'implanter durablement dans la région furent un échec. Une préparation matérielle insuffisante, un manque total de coordination entre ses chefs officiels, les inimitiés qui très vite se déclarèrent entre ces chefs, entretenues par Constantin Phaulkon, en furent la raison principale¹⁷. Des traités furent encore signés, mais les troupes françaises décimées par la traversée et mal commandées, ne furent d'aucune utilité à Phaulkon lorsque celui-ci eut à faire face à un coup d'état fomenté par Phra Phetracha¹⁸, beau-frère du roi, hostile aux Français. Il fut, ainsi que ses partisans et le Dauphin, emprisonné, puis exécuté. Phra Narai mourut peu après ; l'usurpateur prit le pouvoir et nos troupes, après un siège douloureux à Bangkok, purent regagner la France tandis que se déchaînait au Siam une réaction xénophobe dirigée contre les Français.

Le Siam ferme ses portes aux Européens. Cette expérience, qui a suscité chez les Siamois la méfiance, le renforcement de la défense de leur mode de vie bouddhiste, a unifié le pays. Le Siam, même si c'est plus tard au prix de la cession du Cambodge et de la rive gauche laotienne du Mékong à la France et de celle de quatre états à la Grande-Bretagne, a fermé ses frontières et définitivement dit non à la colonisation, contrairement à tous ses voisins. Paradoxalement, l'aventure siamoise permit à la France de s'implanter durablement en Asie du Sud-Est. En effet, La France ne répéta plus jamais



ses erreurs du Siam : intolérance, intransigeance, épreuve de force, dédain, irrespect des étrangers et de leur culture, endoctrinement forcé, dialogue réduit aux seules autorités politiques et ecclésiastiques, etc. C'est en tirant des leçons de ses erreurs qu'elle a pu sous le Second Empire, coloniser l'Annam, le Tonkin, la Cochinchine, le Laos et le Cambodge. Dans la foulée, les Français établissent des comptoirs en Chine : His-men (1842), Canton, Nankin et Tien-Tsin (1858), Shanghai (1862), Hankéou (1896) et un territoire à bail de 99 ans sur Kouang-Tchéou-Wan (Guangzhou Wan), le long de la côte ouest de la péninsule de Luzhou (golfe du Tonkin). Ils s'établissent sur l'île de Hainan, dans les provinces du Yunnan, du Guangxi, du Guangdong. La Chine accorde à la France une vaste zone commerciale prioritaire dans le sud du pays.

En 1856, la France du Second Empire signe avec le Siam, alors à son apogée, un « Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé entre la France et le Royaume de Siam »¹⁹. Cette politique d'alliance, qui renoue avec la diplomatie du XVII^e siècle, entre très

vite en contradiction avec les ambitions françaises en Indochine. Isolé, le royaume de Siam doit accepter l'instauration d'un protectorat français sur le Cambodge.

En 1893, une démonstration navale a lieu devant Bangkok, à l'initiative du représentant français Auguste Pavie et du lieutenant de vaisseau Bory. Confronté à un ultimatum comportant une menace de blocus, le Siam doit évacuer complètement le Laos et verser à la France une indemnité de trois millions de francs.



PELLERIN & Co. imp.-édit.

LE CONFLIT AVEC LE SIAM

IMAGERIE D'ÉPINAL N° 196

Porte de Milieu Siamois en avant d'un fort défendu par de l'artillerie dans la province contestée de Battambang.

Le royaume de Siam, voisin à l'Indo-Chine française, a une superficie de 640.000 kilomètres carrés et une population de 9.000.000 d'âmes; la capitale est Bangkok, ville de 450.000 habitants, située sur le fleuve de Mékong à 30 kilomètres de son embouchure. — La religion est le bouddhisme. — La monnaie est le rouble; il est émis actuellement par le roi Khoulalangkorn; en monnaie à 25 ans et la monnaie 24. Dans les grandes cérémonies le roi est revêtu d'un costume d'or et de pierres, et revêtu d'une sorte de pyramide en or massif; en tenue militaire il porte une tunique ornée aux manches recouvertes de broderies, l'épée suspendue à sa ceinture et le sceptre royal. La reine est vêtue d'une robe ornée de pierres et de dentelles, d'une ceinture, et de bas de soie blanche.

L'armée comprend la garde et les régiments royaux, 3 bataillons d'infanterie, six escadrons de cavalerie et une brigade d'artillerie; 2.500 fantassins sont armés à l'européenne et possèdent le fusil à répétition; la cavalerie est mal armée; l'artillerie est formée de petits canons de bronze portés par des éléphants. La marine comprend une dizaine de bâtiments, dont 3 ou 4 canonniers, du type de nos canonnières, sont en état de servir la mer.

Ainsi le Siam n'est-il pas battu un instant contre ses braves marins et fantassins de marine; et, après avoir vu les uns lancer la barre de Bangkok, et les autres sauver le fort en quelques jours, le 4-6 088 oblige l'ennemi les conditions imposées par notre généralissime, M. Le Myre de Vilers. Le traité du 1^{er} octobre 1893 nous a ainsi remis en possession des territoires situés sur la rive gauche du Mékong, et nous a débarrassés de la menace de guerre de 3.000.000, ainsi que de nombreux avantages commerciaux.

LE ROI DE SIAM EN TENUE MILITAIRE

LA REINE DE SIAM

L'Inconstant, le Comte et le Lutin recueillis devant le Consulat Général de France à Bangkok.

LE ROI KHOUALANKORN EN COSTUME NATIONAL D'APPARAT

Les navires français quittent les eaux siamoises le 25 juillet 1893, après que le roi Rama V Chulalongkorn ait accepté toutes les conditions qui lui sont imposées. La crise de 1904, qui n'est que la continuité de 1893, conduit notamment au rattachement, en 1906, de la province de Battambang au Cambodge.

Malgré cela, durant la Première guerre mondiale, le royaume du Siam rejoint le camp des alliés le 22 juillet 1917. En effet, **le roi Vajiravudh (Rama IV)** voit dans le ralliement à la cause des alliés un intérêt stratégique et commercial, espérant ainsi obtenir l'égalité avec les nations engagées dans la guerre. Le Roi est apte à comprendre



les nouveaux enjeux, même si la Cour est divisée et les élites plutôt favorables à l'Allemagne (et hostiles à la France). On peut penser que la décision du Président des États-Unis Woodrow Wilson de déclarer la guerre à l'Allemagne en avril 1917, au côté de l'Entente, sera déterminante.

À la déclaration de guerre, plusieurs navires marchands allemands sont saisis par l'armée royale du Siam. En 1918, un corps expéditionnaire est envoyé sur le front occidental. Composée de 1 284 volontaires, ce corps, dirigé par le lieutenant-général Phya Pijaijarnrit, débarque dans le port de Marseille en août 1918. Les soldats Siamois sont



immédiatement dirigés vers le front, combattant dans les tranchées en septembre 1918.

Un groupe de pilotes siamois est également mis à contribution dans le conflit. Formés dans les écoles de l'air françaises, notamment à l'école de Cazaux en Gironde, ces pilotes volontaires effectuent plusieurs missions vers la fin de la guerre. Les troupes siamoises participent au défilé de la victoire sur les Champs-Élysées le 14 juillet 1919. Les articles 135, 136 et 137 du Traité de Versailles sont consacrés au Siam²⁰ consacrant, ainsi le Royaume du Siam dans le camp des vainqueurs et à rang égal.

Le 24 Juin 1939, Le général Phibun Songkhram Luang, nommé premier ministre en janvier 1939, décide de remplacer le nom du pays, Siam (Prathet Syam) par Thaïlande (Prathet Thai).

Après la défaite de la France en 1940, le Major-**Général Plaek Pibulsonggram**, premier ministre de la Thaïlande, décide que la situation donne aux Thaïlandais une chance encore meilleure de regagner les territoires perdus pendant le règne du Roi Chulalongkorn et de venger les humiliations subies en 1893 (rattachement du Laos à l'Indochine française) et 1904. Il faut rappeler que l'administration coloniale, privée d'aide et de renforts, avait été forcée

à autoriser les Japonais à s'installer en Indochine française après la prise de Lạng Sơn (offensive des 22-25 septembre 1940). La faible résistance française face à cette invasion convainc le régime de Phibun qu'un affrontement militaire tournerait à son avantage. Après des manifestations nationalistes et anti-françaises à Bangkok, des escarmouches frontalières se succèdent le long du Mékong, escarmouches qui deviennent de véritables opérations de guerre qui permettent aux Thaïlandais d'occuper le Laos. La résistance de l'armée française empêche l'armée royale de reprendre le Cambodge. Sous la menace d'une flotte nipponne croisant devant le cap Saint-Jacques, le gouvernement français est contraint d'accepter la médiation japonaise le 22 janvier 1941.

« Sommes saisis nouvelle offre médiation japonaise que nous ne pouvons refuser actuellement sans risquer grave danger de devenir suspects aux yeux du Gaimusho de collusion avec pays anglo-saxons. Cette médiation présente le risque pour nous comme pour la Thaïlande d'encourager une intervention du Japon qui pourrait s'étendre à d'autres domaines. En présence de ce risque une entente directe qui serait conclue avant que les arrangements afférents à la médiation aient revêtu un caractère définitif serait d'autant plus souhaitable. »

Aux termes de la convention de paix conclue à Tokyo le 9 mai 1941, l'Indochine perd les territoires de Paklay et de Bassac, la province cambodgienne de Battambang et la partie nord des provinces de Siemreap et de Kompong-Thom, soit une superficie totale de 70 000 kilomètres carrés. En guise de compensation, elle recevra une indemnité de 6 millions de piastres, échelonnée sur 6 ans.

« Cette convention, avec les textes qui l'avaient préparée, consacrait l'isolement définitif de l'Indochine, ainsi que son entrée dans le système de la Grande Asie orientale »²¹

A la fin de la 2^e Guerre mondiale, une Commission spéciale de Conciliation franco-siamoise a été constituée par les Gouvernements français et siamois



à la suite de la signature à Washington par les représentants des Gouvernements de la République française et du Royaume du Siam de l'accord de règlement franco-siamois du 17 novembre 1946. Cette Commission avait pour tâche de régler la délimitation conventionnelle de la frontière issue des Traités franco-siamois du 3 octobre 1893, Convention franco-siamoise du 13 février 1904, Traité franco-siamois du 23 mars 1907, Traité franco-siamois du 7 décembre 1937 et de la Convention franco-siamoise du 9 mai 1941. Elle devait également traiter la demande de révision des frontières établies par voie conventionnelle pour des motifs d'unité ethnique, économique ou géographique à la suite de l'Accord de règlement franco-siamois du 17 novembre 1946. Dernier champ de cette Commission, le règlement des controverses internationales étant entendu que la Commission spéciale de Conciliation franco-siamoise est compétente dans les limites du domaine propre des controverses internationales. Une question ne prend pas le caractère de controverse internationale pour avoir fait l'objet d'une requête, mais en raison de la nature intrinsèque de la question posée - le transfert d'unités politiques constituées n'est pas du domaine des controverses internationales²². C'est, à ma connaissance, la dernière fois qu'il sera fait mention dans un document officiel international du nom de Siam...

P. T.-H.

¹ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Narai>

² https://fr.wikipedia.org/wiki/Afonso_de_Albuquerque

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Duarte_Coelho_Pereira

⁴ Liber Amicorum: Judge Mohammed Bedjaoui de de Emile K. Yakpo et Tahar Boumedra (page 245 de l'édition de 1999)

⁵ <https://www.britannica.com/biography/Ralph-Fitch>

⁶ <http://www.alainbernardenthailande.com/article-80-apres-les-portugais-les-espagnols-au-siam-117444561.html>

⁷ https://www.herodote.net/20_mars_1602-evenement-16020320.php

⁸ En 1606, une première ambassade rencontrait les Portugais mais à Goa.

⁹ <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1678nimegue.htm>

¹⁰ Histoire de l'établissement du Christianisme dans les Indes par Antoine Sériey. Page 182 de l'édition de 1803.

¹¹ <http://www.alainbernardenthailande.com/article-84-la-1ere-ambassade-du-roi-narai-aupres-de-louis-xiv-en-1681-118035147.html>

¹² <http://www.alainbernardenthailande.com/article-84-la-1ere-ambassade-du-roi-narai-aupres-de-louis-xiv-en-1681-118035147.html>

¹³ <http://www.letelegramme.fr/ar/viewarticle1024.php?aaaammji=20041010&article=8172500&type=ar>

¹⁴ Mémoires du baron de Breteuil, introducteur des ambassadeurs à la cour de Louis XIV.

¹⁵ <https://siamavenue.wordpress.com/2013/07/08/la-france-et-le-royaume-de-siam-au-17-eme-siecle/>

¹⁶ Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), Paris, Mémoires et Documents, série Asie, vol. 2, f. 93-102.

¹⁷ Jacq-Hergoualc'h Michel. La France et le Siam de 1685 à 1688. Histoire d'un échec. In: Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 84, n°317, 4e trimestre 1997. pp. 71-91; doi : 10.3406/outre.1997.3587 http://www.persee.fr/doc/outre_0300-9513_1997_num_84_317_3587

¹⁸ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Phetracha>

¹⁹ Recueil des traités conclus par la France en Extrême-Orient : 1684-1902 (Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k95886s/f71.image>)

²⁰ <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles5.htm#1V>

²¹ Gaudel André, L'Indochine française en face du Japon, Paris, Hartmann, 1947. p. 114. A noter que les frontières entre la Thaïlande et le Cambodge d'une part, entre la Thaïlande et le Laos d'autre part, reviennent, en 1941, presque à leur état de 1867

²² Rapport de la Commission de conciliation Franco-Siamoise du 27 juin 1941.

Le 14 juillet 1958, le rideau s'abaissait sur la monarchie irakienne



Frédéric de Natal
Journaliste-pigiste et Historien



A lors que les différents régiments de la république et de l'empire colonial français achevaient de défiler le long de l'avenue des Champs-Élysées à Paris, devant le général Charles de Gaulle et le président René Coty, ces derniers sont avertis qu'un événement tragique vient de se produire au Moyen-Orient. L'Irak, en proie à une révolution, aurait exécuté à la mitrailleuse le jeune roi Faysal II. À Amman, capitale de la Jordanie voisine, c'est l'effervescence au palais royal. Les frontières sont immédiatement fermées, le roi Hussein Ier vient de décréter la mise en berne du drapeau national tandis son gouvernement annonce à la radio et d'un ton grave à la nation, l'assassinat dont a été victime le cousin du roi.

Bagdad, capitale de l'Irak. Son seul nom évoque les contes des *Mille et Une nuits*, les douceurs d'un Orient mystérieux et sauvage, le désert, l'aventure et les exploits de ce colonel Thomas Edward Lawrence dont les photos en costume arabe avaient fait fantasmer des centaines de milliers de personnes à travers le monde. Possession de l'Empire

ottoman, la grande révolte arabe (1916-1918) avait morcelé ce Moyen-Orient en plusieurs territoires mis sous tutelle européenne. Londres s'était attribué l'Irak en devenant (mandat britannique de Mésopotamie) et, sans tenir compte des disparités ethniques et religieuses de cette nouvelle entité, avaient été cherché l'éphémère roi de Syrie et fils d'un ancien souverain de la Mecque, le sheikh Faysal Ier ben Hussein el-Hachimi, pour le couronner. Un référendum organisé à la va-vite achevant de consacrer la naissance de cette nouvelle monarchie qui empruntait tout au cérémonial britannique jusque dans son hymne.

UNE MONARCHIE SOUS INFLUENCE

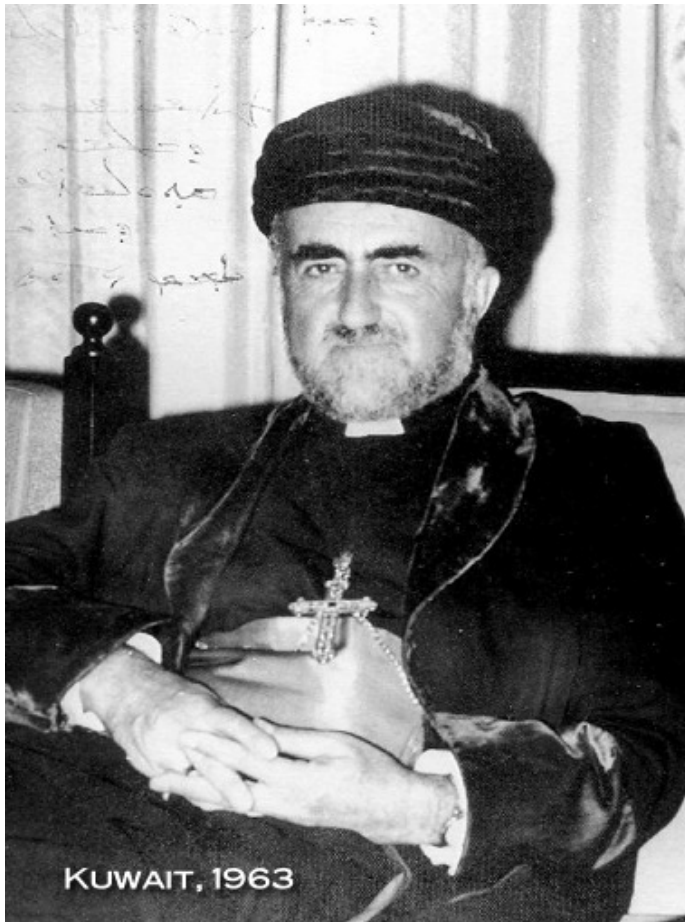
Très rapidement, la monarchie irakienne sombre dans l'instabilité, oscillant entre volonté de se rendre indépendante de cette tutelle anglaise – dont l'omniprésence dans les affaires intérieures du royaume irrite



Le roi Fayçal Ier d'Irak (au centre)

les nationalistes – et réalité d'une situation qui la rend totalement dépendante du pouvoir britannique. Le massacre de plus de 600 assyriens en 1933, l'arrestation et l'exil de leur leader, le

patriarche Mar Eshai Shimoun XXIII (1908-1975), met fin au peu de crédit que la maison Hashémite avait difficilement acquis aux yeux de ses sujets. La mort du roi Faysal Ier fut sujette à caution. Attaque cardiaque ou empoisonnement ? Son fils qui lui succède, Ghazi, ne régnera pas plus de six ans (1933-1939). Il hérite d'un pays en proie au clientélisme et à la corruption en tout genre alors que le panarabisme ne cesse de croître dans le pays.



Le coup d'État du général Sidqi en 1936 va illustrer toute la complexité de la politique locale dans ce qui fut jadis l'antique Empire babylonien. Son assassinat, un an plus tard, sauve la monarchie qui tente en vain de récupérer sa province du Koweït. La découverte du pétrole en grande quantité dans cette partie de l'Irak a décidé les Anglais de la séparer du royaume et former une nouvelle monarchie au profit d'une tribu de bédouins, les Al Sabbah. Une sécession vécue comme une honte nationale et qui reste encore ancrée aujourd'hui dans le subconscient des Irakiens.

« Les Anglais peuvent compter sur la complicité du Premier ministre **Nouri Al Saïd**. Ce vieux politicien kurde arpente les couloirs du palais



royal depuis sa création et manœuvre en coulisse. »

Ghazi fait créer une radio qui ne cesse de critiquer le Royaume-Uni et fera même un pied de nez aux Britanniques en nommant l'ultra-nationaliste Rachid Ali Al Gaylani dans le gouvernement. Londres manifeste son agacement, d'autant que les rapports montrent un nouveau ministre un peu trop sensible aux sirènes de l'Allemagne nazie.

Jamais autant « la perfide Albion » n'aura mérité son surnom. Au sein de la famille royale, les Anglais peuvent compter sur la complaisance et la complicité du Premier ministre Nouri Al Saïd. Ce vieux politicien kurde, ancien ami de Lawrence d'Arabie, arpente les couloirs du palais royal depuis sa création et manœuvre en coulisse. En avril 1939, la mort du roi, victime d'un accident de voiture, est durement ressentie par la population, majoritairement shiite, qui chantera de manière répétitive, tout le long du chemin des funérailles du roi, cette litanie au son prophétique : « *Tu devras répondre du sang de Ghazi, Nouri !* ».

Premier chapitre d'un roman qui devait écrire en lettres de sang, le crépuscule d'une maison royale qui bénéficie du seul soutien de la haute bourgeoisie sunnite.

FAYSAL II, UN ROI SANS POUVOIRS

Pour les Irakiens, personne ne doute que le souverain ait été victime d'un assassinat orchestré au sein de la famille royale avec l'assentiment des Britanniques. Preuve s'il en est de la suspicion de meurtre, les médecins refuseront de signer l'acte de décès du roi qu'on leur remettra après son autopsie. La personnalité même du roi Ghazi était l'objet de questions sans réponses. On ne lui connaissait

aucune concubine, seulement une épouse avec qui il avait peu de relations intimes et un seul enfant né de cette union. La rumeur publique ergotait allègrement sur la sexualité inavouée de ce roi à l'allure étrangement efféminée et qui irritait particulièrement son oncle, le prince Abdallah devenu régent de son neveu, à peine âgé de quatre ans. Un petit prince dont le visage devait, un jour, servir au dessinateur belge Hergé dans son album *Tintin au Pays de l'Or noir*.

Avec le déclenchement de la Seconde guerre mondiale, le pays est au centre de l'échiquier politique international, particulièrement celui des allemands qui courtisent tous les mouvements nationalistes arabes. L'Irak ne fera pas exception à cette règle. Une atmosphère de complot envahit le palais royal alors que le pays se retrouve inondé d'une version très édulcorée de *Mein Kampf*, le livre phare du chancelier Adolf Hitler. La prise du pouvoir par Gaylani en 1940 va compliquer la tâche des Anglais qui imposent au pays un blocus économique, provoquant la chute du premier ministre en janvier 1941. Avec l'aide de l'Abwehr, des officiers pro-nazis irakiens (le « carré d'or ») vont alors perpétrer un putsch trois mois plus tard. Dans une sorte de « 18 brumaire oriental », l'armée investit le parlement et force des députés terrorisés à signer le renvoi du régent.

L'Irak devient le nouveau champ de bataille des forces de l'Axe et des Alliés qui seront finalement victorieux avant de réinstaller au pouvoir, en juin suivant, le gouvernement pro-britannique de Nouri Al Saïd. Une victoire déterminante pour les Alliés qui en



profitent également pour chasser le premier des Pahlavis de son trône iranien et dont le contrôle des champs de pétrole va leur permettre de battre les troupes du maréchal Rommel.

Nouri Al Saïd devient le faiseur de gouvernement (le pays aura connu 58 cabinets entre le 23 août 1921 et le jour de sa chute) et s'oppose directement au régent. La reconnaissance de l'État d'Israël ne se fait pas sans heurts à Bagdad. Comme l'ensemble du monde arabe en 1948, la monarchie hachémite s'y oppose. Elle prend fait et cause militairement pour les Palestiniens non sans pertes et fracas. La défaite est humiliante pour ces troupes royales peu armées et mal préparées.



La majorité du roi Faysal II (1953) ne changera rien. Le roi est la marionnette involontaire de la rivalité politique entre Al Saïd et Abdallah ; un conflit qui fragilise son pouvoir. Arrestations d'opposants,

censure, interdiction des partis non royalistes et avec ses coûteux projets de développement, Faysal II s'aliène les classes populaires et la moyenne bourgeoisie émergente. La signature du Pacte de Bagdad en 1955 n'est guère appréciée parmi les Irakiens. Ce pacte signé entre quatre pays musulmans (Pakistan, Turquie et Iran) est vécu comme un renforcement de la mainmise tutélaire occidentale sur le pays.

FAYÇAL II

À la veille de la révolution, la monarchie irakienne offre d'ailleurs un triste spectacle d'elle-même. Elle n'a pas concrétisé son objectif, celui de prendre son indépendance. La pauvreté a atteint un niveau rarement inégalé. Les partis d'opposition, du parti communiste au nationaliste Baas, ont investi

progressivement l'appareil d'État. Le Moyen-Orient est en pleine crise. Le Liban est bord de la crise institutionnelle avec un président pro-occidental contesté, Camille Chamoun (1900-1987). La Syrie s'attend à être attaquée conjointement par la Turquie et l'Irak et, le 14 février, la monarchie irakienne surprend en annonçant la création d'un royaume associé irako-jordanien, soutenu par le Royaume-Uni qui espère ainsi pouvoir s'opposer indirectement à la montée du panarabisme. Un rêve que caressaient déjà les deux cousins depuis les bancs d'école. La crise de Suez (1956) a accentué le sentiment nationaliste chez les irakiens notamment parmi les officiers de l'armée qui n'acceptent plus que tous ces conseillers européens, la plupart membres du conseil d'administration de l'Iraqi Petroleum Company, entrent au palais comme on entre dans un vulgaire moulin. Le gouvernement irakien tente de rassurer ses partenaires européens. Le régime est stable, le roi va se marier avec la princesse royale Sabiha Fazila d'Egypte.

UNE RÉVOLUTION AU SON DE LA MARSEILLAISE

Le 13 juillet 1958, commandées par le Brigadier-Général Abd El Karim Kassem, les forces armées irakiennes commencent à se diriger vers la Jordanie, suite à la demande du roi Hussein. Le roi Faysal II et son premier ministre s'apprêtent à partir pour les États-Unis. Mais au lieu d'aller sécuriser la frontière jordano-libanaise, les forces armées irakiennes prennent la direction de Bagdad qu'elles investissent le lendemain. Réveillé en urgence à 5 heures du matin, Faysal II apprend le soulèvement de la 20^e Brigade de la 3^e division armée irakienne, commandée par le Colonel Abdel Salam Aref et de la 19^e Brigade du Brigadier-Général Kassem. La radio investie, passe en boucle un message enregistré qui annonce déjà la fin du « vieux régime ».

La *Marseillaise* qui marque chaque fin de communiqué ne cache pas le caractère révolutionnaire de ce putsch d'autant que la date n'a pas été choisie au hasard. Le 14 juillet, date anniversaire de la prise de la Bastille, un fort symbole de la révolution française précédant l'abolition de la monarchie en 1792 avec en point

d'orgue, l'exécution du roi Louis XVI et de la reine Marie-Antoinette, quelques mois plus tard. Les « officiers libres » dessinent déjà le futur de la monarchie irakienne.

Les Européens commencent à fuir le pays et traversent la frontière jordanienne au fur et à mesure que les heures s'égrènent petit à petit et au rythme des événements qui se succèdent. L'armée (qui bénéficie du soutien du Président égyptien Gamal Abdel Nasser) a pris position dans toute la capitale. La statue du général Frederick Maude, qui avait libéré Bagdad du joug ottoman en 1917, a été mutilée, déboulonnée de son socle et des chaussures symboliquement accrochées à son écusson martelé de coups de marteaux.

« Les rebelles exigent l'abdication du roi mais, tout en parlant avec eux, le prince Abdallah donne des ordres discrètement. La garde royale, cachée sur les toits se met alors à tirer sur les rebelles qui répliquent. »

Rapidement deux détachements militaires se dirigent vers le palais Al Rahab de Bagdad et la résidence du Premier ministre Nouri Al Saïd. Les capitaines Monther Saliem et Abdoul Sattar Saïb Ogoozy encerclent le palais royal (protégé par un millier d'hommes) avec des tanks, de l'infanterie et des canons anti-chars. Ils informent alors l'officier de garde qu'ils souhaitent parler au roi, lequel les autorise à rentrer. Sur le chemin, le régent Abdallah, son arme à la main, est debout au milieu du jardin anglais, sous un olivier. Sa résidence a été attaquée et pillée. Il pense pouvoir négocier sa vie avec les « officiers libres » qui commandent le soulèvement et celle de son neveu, comme le fit Farouk Ier d'Égypte lors du coup d'État qui l'avait poussé à l'exil en 1952. Les rebelles exigent l'abdication du roi mais, tout en parlant avec eux, le prince Abdallah donne des ordres discrètement. La garde royale, cachée sur les toits se met alors à tirer sur les rebelles qui répliquent. Des bombes et roquettes explosent dans le parc. Le roi, épouvanté, se réfugie en hurlant dans la cuisine du palais. Il est incapable de prendre une décision alors que le palais se vide progressivement de ses gardes. La situation lui échappe tandis qu'un début d'incendie, provoqué par les bombardements, ravage la salle des gardes.

Le palais royal est immédiatement investi par les militaires et livré à leurs vindictes. Faysal II ordonne que la garde royale commandée par le colonel Taha Al Barmani stoppe toute résistance. Sorti de sa cachette, le jeune souverain est traîné à l'extérieur et poussé vers un mur de l'enceinte royale. Il est apeuré, il ne cesse de pleurer. Faysal II sent le souffle de la mort lui parcourir le corps. La princesse Niyam, épouse du régent, et la tante du roi, la princesse Abadiya, sont trouvées dans une chambre et sont sorties tout aussi promptement du palais avec leurs domestiques. Tous sont alignés devant ce mur blanc alors que se forme un peloton de quelques militaires. Sans un mot, sans un ordre, ils pointent leurs mitraillettes vers les membres de la famille royale et tirent quelques rafales. Plus de 28 balles vont joncher le sol des jardins du palais. Le roi s'effondre, le visage face contre terre, les yeux ouverts. Il gémit, il n'est que blessé. Abdoul Sattar Saïb Ogoozy, qui s'en vantera, s'avance et l'achève d'une balle dans la nuque. Le roi n'avait que vingt-trois ans. La princesse Niyam, blessée, se traîne péniblement derrière un buisson et tente de rejoindre la salle des gardes, en vain. Le régent, touché au dos, est mort sur le coup. L'affaire n'a duré que vingt minutes à peine, suffisamment pour que les habitants de Bagdad se soient rassemblés et pillent le palais royal.

A 8 heures du matin, les corps du souverain et du régent sont mis à l'arrière d'une jeep encore marquée des armoiries du roi. Livré aux habitants, le corps du régent sera jeté à terre par une foule en colère, mutilé, pendu devant le ministère de la défense, arrosé d'essence puis plongé dans le Tigre, ce fleuve qui borde la capitale. Celui du roi sera enterré discrètement dans un des fossés des jardins militaires de l'hôpital de la capitale et reste toujours sans sépulture à ce jour. Le Time Magazine du 21 juillet 1958 rapporta ainsi la scène dans ses colonnes : « *le peuple traîna le corps d'Abdallah dans la rue (al-Rashid) comme celui d'un chien et le déchira membre par membre.* »

Ce 14 juillet 1958, la radio continue de déverser des messages de haine sur la famille royale et cette inlassable Marseillaise qui ne semble pas avoir de fin : « *Ici la République d'Irak. C'est votre jour de victoire et de gloire. L'ennemi de Dieu et son maître ont été tués et gisent dans la rue.* » À 9h40, un autre

intervenant affirmait sans complaisance aucune :

« Citoyens, les chefs de votre armée déclarent que votre pays a, pour la première fois dans son histoire, mis fin à un régime de corruption et qu'il a commencé à se libérer de la clique dirigée de l'étranger qui avait fait de lui une vache à lait dont les impérialistes et leurs agents tiraient leurs richesses. »

À Paris, le défilé militaire venait à peine de commencer. Alors que l'aviation entame son premier passage, déversant avec elle son nuage de fumée tricolore, un homme franchi les barrières de sécurité et se précipite vers la tribune officielle. Dans les mains de ce nationaliste vite maîtrisé, le futur drapeau d'une Algérie indépendante. Les câbles continuent d'arriver au Quai d'Orsay. On note la présence d'importantes caisses d'armes en provenance de Tchécoslovaquie. Il ne faisait pas doutes de l'implication de l'Union soviétique dans ce coup d'État pour lequel les services secrets américains avaient été pris par surprise.

Restait à retrouver le Premier ministre Nouri Al Saïd. Son palais ayant été occupé aux premières heures de

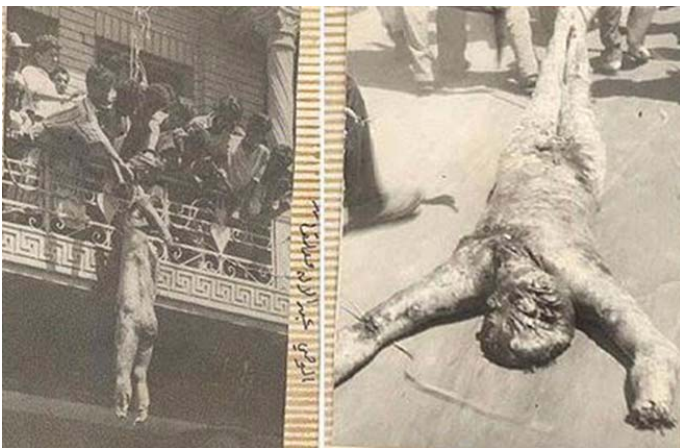
rejoint l'ambassade d'Iran qui refuse toutefois de lui accorder l'asile. On lui fournit un habit noir de femme qu'il revêt. La traque durera deux jours. Et c'est un enfant qui, intrigué par cette femme portant chaussettes et chaussures d'homme, va le reconnaître. Il donne l'alerte. Nouri Al Saïd et ses deux compagnes sont suivis, montrent des signes de nervosité. Le Premier ministre perd son sang-froid, sort un pistolet et tire en l'air. La foule accourt, l'encercler et commence à le lyncher. Il ne survivra pas à ses blessures et comme le régent, il sera pendu. Son corps mis sur la route est défiguré après qu'un bus lui passe dessus à plusieurs reprises.

Le magazine *Paris-Match* du 2 août 1958 affichera dans ses pages la photo du Premier ministre, nu et suspendu à son balcon par les bras. Le meurtre de Nouri Al Saïd venait de mettre fin à l'expérience monarchique de l'Irak. Parmi, les autres victimes de ce coup d'État, on peut encore citer le Vice-premier-ministre Ibrahim Fashim, le ministre de la Défense de la Fédération, Souleiman Tukan, la Princesse Khadija (née en 1907, sœur du régent), des dizaines d'inconnus. La quasi-totalité de la famille royale sera massacrée dans ce putsch sanglant. Seule la famille du Prince Ali (1918-1998), dont son fils de deux ans Sharif Ali Ben Al Hussein, échappera à ce massacre et se réfugiera à Londres. C'est lui qui, aujourd'hui, incarne tous les espoirs du mouvement monarchiste irakien.

Le général Abdul Karim Kassem et le général Aref se sont emparés du pouvoir et ont proclamé la république. Le premier le conservera jusqu'en 1963 avant de subir le même sort que le roi, sur ordre du second. Les pièces d'un nouveau jeu de dupes sur fond de Guerre froide venaient de se mettre en place. Le rêve de Lawrence d'Arabie d'une nation arabe unie et fédérée venait de s'envoler dans les volutes de cette fumée noire qui s'échappait encore du palais royal. Une autre histoire était désormais en marche et elle allait bientôt porter le nom de... Saddam Hussein.

F.N.

Article extrait du site voixdelhexagone (<https://vdhvoieroyale.wordpress.com/author/voixdelhexagone/>) avec l'autorisation de l'auteur



Des photos du corps de Nouri Al Saïd, atrocement mutilé, sont diffusées jusque dans la presse française

la révolution, il avait pu échapper aux militaires via une porte dérobée qui menait directement vers le fleuve. Dans sa fuite, il a laissé derrière lui femmes et enfants. Un de ses fils, vingt-sept ans, aux allures de play-boy et que l'on a vu la veille avec une jolie rousse anglaise, est abattu immédiatement. Al Saïd

Le palmier comme symbole du Donbass



Guennady KLIAGUINE

Doyen du Département Français des Sciences et Techniques
de l'Université nationale technique de Donetsk



Le palmier appartient dans le classement des arbres à la famille des monocotylédones. Le domaine d'évolution naturelle de ces arbres correspond aux régions tropicales et subtropicales. Sur le plan symbolique, le palmier est considéré comme une quintessence de la richesse et de la supériorité.

La ville de Donetsk n'a rien à voir avec les tropiques, mais cet arbre est présent sur le blason régional de Donetsk. Ce casse-tête logique déconcerte tous les observateurs étrangers. Pour comprendre comment une plante tropicale est devenue un symbole de la région du charbon et des métaux ferreux nécessite une explication particulière.



Blason de la région de Donetsk

Au début, le palmier du Donbass était un pur produit d'opération promotionnelle. Il fut fabriqué à partir d'un rail de la production de l'aciérie « la Société de la Nouvelle Russie » par le forgeron Alexeï Ivanovitch Mertsalov avec une participation du forgeron-frappeur Philippe Fedotovitch Chkarine. Pourquoi une telle idée originale est venue à Mertsalov ? Tout a commencé lorsque la « Société de la Nouvelle Russie » voulut se présenter à l'Exposition industrielle nationale à Nijni Novgorod. La participation à cette exposition était logiquement et économiquement argumentée : montrer que des rails (les principaux produits de l'aciérie) sont de haute qualité et fiables. À cette époque, il était nécessaire de le prouver. Comme en témoigne Alexeï Ivanov, journaliste et historien donetskien, « en septembre 1873, John Hughes en recherche de profit commença à fabriquer des rails parce que « la fièvre ferroviaire » fut lancée en Russie, et le nombre de chemins de fer augmenta de manière presque exponentielle. Mais des rails eurent mal tournés, leur résistance était de 2-3 fois plus faible que la norme, de plus, ils étaient de trois millimètres au-dessus des tolérances. En conséquence, le Ministère des Chemins de fer recommanda à poser les rails d'Hughes seulement sur les voies de réserve. Depuis le terme de « rail d'Hughes » est devenue une expression familière pour définir quelque chose de basse qualité ».

Ainsi, afin d'effacer l'image négative de la conscience collective, l'exposition devait être faite pour que tout le monde ait le souffle coupé. De transporter simplement les rails à Nijni Novgorod et de prouver fâcheusement qu'ils étaient bons n'était pas du tout satisfaisant sur le plan de la promotion. L'administration de l'Usine fit un appel à tous pour y

penser. Qui arrivera avec quelque chose d'innovant, gagnera un tour gratuit à Nijni Novgorod. Et c'est une idée d'Alexeï Mertsalov qui répondit à ces exigences. Le palmier du rail, étant dans son essence un projet si surprenant, que l'on devait obligatoirement s'en rappeler. Cette idée semblait plus frappante encore que « la Maison de glace » d'Anna Ivanovna, tsarine russe. Le projet fut, à la grande majorité, approuvé avec enthousiasme et A. Mertsalov avec F. Chkarine se mirent au travail.

Le palmier d'acier fut forgé à la fin de 1895. Le Palmier de Mertsalov est fait sans soudage et ni autres assemblages de morceaux monoblocs de rail. Le rail fut sélectionné en tant que matériau de départ à des fins promotionnelles, comme le produit principal de « la Société de la Nouvelle Russie des industries du charbon, du fer et des rails ». La hauteur de Palmier atteint 3 mètres 53 centimètres. Pour sa création, Mertsalov dépense trois semaines de temps. Le sommet de Palmier a une corolle, et autour du tronc il y a dix feuilles. Les feuilles font ressort, même si elles sont forgées en acier et sont solidaires du corps. Pour le Palmier, fut également forgé un cuveau qui se compose de quatre piliers ferroviaires renforcés, autour desquels vingt-trois anneaux métalliques de sections différentes sont empilées. Le nombre d'anneaux correspond à l'âge de l'usine – 23 ans. Le Palmier pèse 325 kilogrammes et le cuveau – 200 kg. Le Palmier de Mertsalov fut très apprécié par des experts, des artistes et des visiteurs ordinaires à l'Exposition à Nijni Novgorod. Alexeï Mertsalov était personnellement présent avec un groupe d'autres ouvriers de l'Usine à l'exposition. Le magazine de Kharkov « Gornazavodskoï listok » décrivit l'œuvre d'Alexeï Mertsalov comme suit :

Remarques :

Alexeï Ivanovitch Mertsalov

Né en 1856 dans une famille paysanne dans le village Kurakhovka en province d'Ekaterinoslav. Il travailla pendant quarante ans à l'Usine métallurgique d'Hughes. Il fut démissionné le 8 juillet 1919. Décédé le 1 août 1935 à Anapa.



Alexeï Ivanovitch Mertsalov

Philippe Fedotovitch Chkarine

Né le 21 janvier 1879. Il commença à travailler à l'Usine métallurgique d'Hughes en 1895 à l'âge de dix-sept ans. En 1897, il fut muté au forgeron. Il travailla comme un maître de la forge jusqu'aux années 1950.



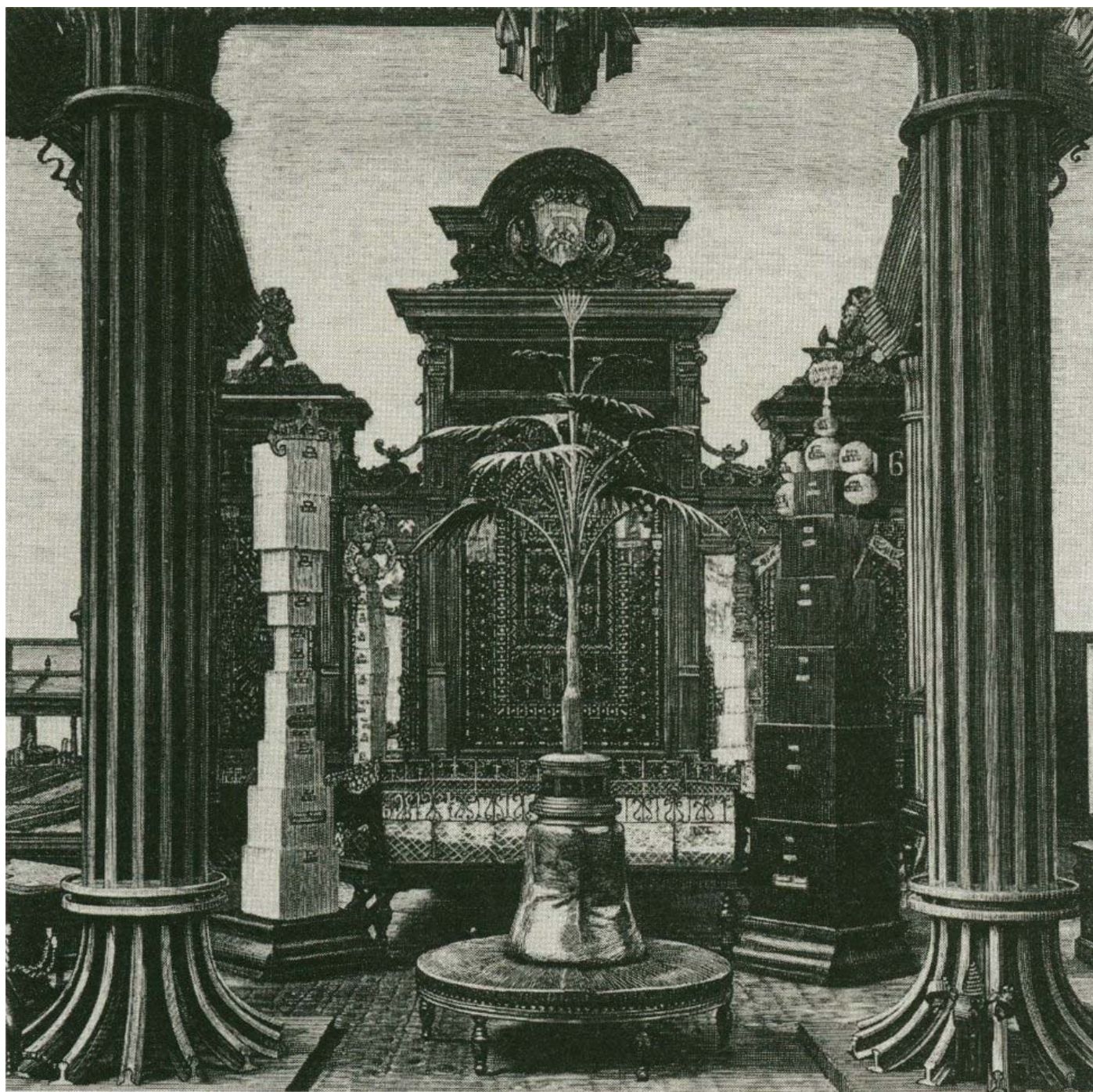
Philippe Fedotovitch Chkarine

« Le palmier est fait d'un rail. Son tronc porte dix feuilles avec une corolle au sommet. La hauteur de cet œuvre vraiment artistique fait 3 m 53 cm. Un marteau et un burin, voici les seuls outils utilisés par les forgerons ».

Un autre journal de l'époque a écrit :

« Le palmier impressionne les spectateurs par sa hauteur, sa sveltesse, sa grâce étonnante. Ses feuilles sombres disséquées, divergeant d'une manière éventail à partir du tronc, étaient si légères, et le tronc rugueux si flexible que dans le début, il était difficile de croire que ce n'est pas une plante vivante, prise de la côte du Caucase, mais la plus belle œuvre d'art. Tout le monde voulait la toucher par ses mains ».

En 1900, le Palmier de Mertsalov fut exhibé à l'Exposition mondiale de l'industrie à Paris, où le pavillon de « la Société de la Nouvelle Russie des industries du charbon, du fer et des rails » remporta



Palmier de Mertsalov à l'Exposition à Nijni Novgorod

le Grand Prix. Après avoir assisté à l'Exposition à Paris, le Palmier avec une maquette de la mine fut remis dans le Musée de l'Institut des mines à Saint-Pétersbourg, où l'original du Palmier de Mertsalov est conservé jusqu'à ce jour. L'une de ses feuilles fut rompue lors du transport au Musée. Elle fut attachée ensuite à l'aide des rivets.

Dans les années 1950, le Palmier fut étudié et ces études confirmèrent qu'il avait été fabriqué d'un rail monobloc. Jusqu'à 1953, le nom du créateur n'était

pas connu. Le Palmier participa à diverses expositions comme « Le Palmier d'Hughes ». Sous le même nom, il fut conservé à l'Institut des mines à Saint-Pétersbourg. Konstantin Y. Zakharenkov, ingénieur, s'engagea à la recherche de son auteur. En 1959, il trouva Philippe Fedotovitch Chkarine, qui travaillait encore à l'Usine métallurgique de Donetsk, qui reconnut l'œuvre de Mertsalov. Ses paroles furent confirmées par d'autres ouvriers : I. K. Kossenکو, F. N. Cheroudilo, V. T. Tsigankova, V. V. Poliakova.

Il semblait que l'idée du « Palmier d'Hughes » fut épuisée. Pourtant après le prochain changement de format d'État il a soudainement été relancé. Et comment !

Au milieu des années 90, Konstantine Vorobyov, un jeune ingénieur-métallurgiste, diplômé de l'Université Nationale Technique de Donetsk, en se rendant compte que la science peut difficilement nourrir, s'engage dans le secteur de la publicité. Il crée une entreprise « Cardinal » et commence à réaliser ses activités créatives. Quelques années plus tard, il fait la connaissance de du maire Vladimir Rybak. Et puis Vorobyov rencontre un allié plus fiable - Viktor Yanoukovitch, le gouverneur de la région de Donetsk. Konstantine Vorobyov est devenu le Directeur exécutif de la Fondation de bienfaisance pour promouvoir le développement et la popularisation du Donbass « Scythe Or ».

À cette époque, il a déjà une carte maîtresse avec



laquelle il réalise des convergences importantes. Il s'agit de l'idée de renaissance du Palmier de Mertsalov. Vorobyov, lui-même, plus tard en parle, non sans pathos : « Quand je développais le programme d'image de la région de Donetsk, je cherchais un symbole historique, né dans le Donbass, qui devrait maintenant caractériser la région. Et « le Palmier de Mertsalov », comme un symbole de la paix, de la supériorité, comme un hymne à l'homme de travail et une promotion de marques ukrainiennes sur les marchés mondiaux (un marketing, encore une fois) a convenu aussi bien que possible ».

À la fin du XX^e siècle, à l'initiative de la fondation « Scythe Or », l'image du « Palmier de Mertsalov » a été reprise comme un symbole de la région de Donetsk, un symbole de renaissance du Donbass.

Pourquoi cette image a été sélectionnée ?

Premièrement, le « Palmier de Mertsalov » est une création unique de notre compatriote, l'ouvrier d'Hughesovka, qui put forger d'un seul morceau de rail ferroviaire un chef-d'œuvre des arts et de l'artisanat du monde.

Deuxièmement, le palmier a longtemps été considéré comme un symbole universel de la supériorité et du succès, et depuis l'époque de la Grèce antique, les meilleurs des meilleurs ont été gratifiés par une couronne de palmier. Le sujet du palmier est largement représenté partout dans le monde, par exemple, en France il y a été repris dans les insignes de l'Ordre des Palmes Académiques.

Troisièmement, chaque État ou ville a ses propres figures emblématiques : à Moscou ce sont le Kremlin et le Tsar-Cannon, à Paris - la Tour Eiffel, Notre Dame de Paris et l'Arc de Triomphe. « Le Palmier de Mertsalov » avait toutes les raisons pour devenir le



Original du Palmier de Mertsalov et M. Anoprienko, ancien recteur de l'Université Nationale Technique de Donetsk, au Musée de l'Institut des mines à Saint-Pétersbourg

symbole du Donbass. Ceci est une image reconnaissable unique, qui permet d'éviter des clichés de la perception de notre région comme celle des cônes de débris, du charbon et du métal. Le Donbass devrait être perçue comme un centre industriel et culturel avec un potentiel énorme.

Le symbolisme du «Palmier de Mertsalov » est aux multiples facettes et a une profonde signification philosophique. Les feuilles larges du palmier ramifié englobent symboliquement toutes les sphères de l'activité humaine, en les combinant dans un seul tronc puissant et en symbolisant ainsi l'engagement et l'unité.

Le tronc entre dans le sol - une source de richesses.



Copie de Palmier de Mertsalov près du Centre d'exposition « Expo-Donbass »

L'alliage durable du « Palmier » forgé représente une source de force et à la prospérité de notre pays. Le tronc couronné d'une feuille de Palmier est un symbole de la supériorité et du succès durable.

Les résultats des activités de la fondation de « Scythe Or » sont connus : une copie de Palmier a été installée devant le Centre d'exposition « Expo-Donbass », où elle apparaît comme l'emblème de la région de Donetsk, sur le boulevard de Pouchkine et dans plusieurs villes à travers le monde, y compris telles que Moscou, Kiev, L'vov, Khar'kov, Ottawa, Hanovre, Jérusalem, Damas, Kyoto et d'autres.

Si l'on croie Ulyana Skoybeda, correspondante de « Komsomolskaïa Pravda », Vorobyov peut être considéré comme un aventurier (« toutes les grandes choses ont été faites par des aventuriers »). Quoiqu'il en soit, grâce à lui, Donetsk a obtenu le symbole qui lui manquait. Cependant, le Palmier original à l'Institut des mines de Saint-Pétersbourg n'a pas pu être retiré. Bien que, comme on dit, l'affaire était dans la pommade : le directeur n'était pas là, et la garde a accepté de donner gratuitement l'artefact. Mais l'affaire est allée à vau-l'eau. Le directeur est inopinément revenu. Après avoir appris ce qui s'était passé, il a crié : « Que faites-vous ? Eh bien, c'est un patrimoine de la Russie ! ». Donc, l'œuvre de Mertsalov est resté sur les bords de la Neva. Donetsk a dû faire une copie, réalisé par le forgeron Sergueï



Sergueï Kasprouk en 2006 au VIII Festival international de la Maréchalérie au Parc des figures forgées

métallurgistes à Marioupol. La grotte a été sélectionnée à l'installer pour que des plongeurs ne soient pas blessés par la cime de palmier lors des submersions ultérieures. La grotte est située à une profondeur de 12.5 mètres. Les coordonnées géographiques : 45 degrés 20 minutes 116 secondes de latitude nord et 32 degrés 33 minutes 722 secondes de longitude est. Cette copie est deux fois plus petite que l'original et a été fabriquée par la firme donetskienne « Lékam ». Pour protéger le Palmier de l'eau de mer, il a été couvert par une peinture spéciale de bateau, fournie par l'Usine de réparation navale Azov. La base a été bétonnée.

Il y avait un projet pour ériger des copies de Palmiers de Mertsalov dans les capitales des pays, leaders dans le monde. Il y avait aussi le projet « le Donbass sur les pics les plus hauts de la planète Terre », où des grimpeurs de la Fédération régionale de l'alpinisme et du tourisme sportif de Donetsk montaient une petite copie de Palmier sur les pics des montagnes, puis la remettraient à l'ambassade des pays où l'ascension avait été réalisée. En 2001-2004, dans le cadre de ce projet, les grimpeurs ont conquis les 7 plus hauts pics du monde - Elbrouz, Aconcagua, McKinley, Kilimandjaro, Everest, Wilhelm, Vinson. Des copies montées avaient un demi-mètre de long et pesaient trois kilogrammes.

G. K.

Kasprouk selon sa propre technologie car il ne connaissait pas en détail celle de Mertsalov. Mais comme Mertsalov, Kasprouk a travaillé sans soudure, et a créé un palmier d'un rail monobloc à partir d'un rail produit en 1901.

Le 27 juillet 2002, une copie du « Palmier de Mertsalov » a été mise dans une grotte sous-marine sur le cap Tarkhankuot dans la baie Tchoudesnaya (en Crimée) par les membres du club de plongée de Donetsk « Aquatique ». Les organisateurs ont choisi le nouveau symbole du Donbass, en considérant également des copies du monument « la Gloire au Travail de Mineurs » à Donetsk et du Monument dédié aux



Copie de Palmier de Mertsalov sur le boulevard de Pouchkine

Royaumes méconnus

S.A.R. l'Omukama Salomon Gafabusa Iguru I^{er} et le Royaume de Bunyoro-Kitara.



François MAURICE
Directeur de la rédaction



Le royaume de Bunyoro-Kitara est situé à l'ouest de l'Ouganda. Il fut l'un des royaumes les plus puissants d'Afrique centrale et orientale du XIII^e au XIX^e siècle. Il est régi actuellement par l'Omukama (roi) de Bunyoro, Salomon Iguru I^{er}, souverain actuel et

27^{ème} Omukama de la Dynastie Babiito.

Le royaume Bunyoro-Kitara est une monarchie régionale traditionnelle. Sa Majesté l'Omukama (Roi) Rukirabasaija Agutamba Solomon Gafabusa Iguru I^{er} est un monarque régnant selon la règle traditionnelle. Légalement reconnu, mais sans pouvoir gouvernemental souverain, ses titres¹ sont cependant reconnus par la République d'Ouganda.

Salomon Iguru I^{er}, Omukama du Royaume de Bunyoro-Kitara, est le chef souverain et Grand Maître de l'Ordre royal d'Omujwaara Kondo et l'Ordre royal d'Engabu, de l'Ordre honorable d'Omukama Chwa II Kabalega, le protecteur royal de l'ordre chevaleresque et religieux de la Couronne d'épines et le protecteur de l'Ordre du Lion et de la Croix Noire...

Le Royaume Bunyoro Kitara, au plus fort de son pouvoir, était très vaste et bénéficiait d'un prestige particulier. Le roi avait alors des pouvoirs exécutifs, judiciaires et législatifs. Sa parole était très respectée et à l'égal d'un Dieu. Le royaume était organisé en différents clans ayant chacun un devoir spécifique envers le roi. Ainsi, les clans Abaliisa étaient les bergers du bétail de la maison royale (Enkorogi), le clan d'Abahamba étaient les chasseurs et les gardes du corps (Abakumirizi) de la maison royale et le clan Abasiita fournissait les artisans royaux.

Sur le plan politique, le roi avait une autorité absolue sur ses sujets. Il nommait les chefs de comté (Abamasaza) et chefs de sous-comté (Abagomborizi) qui étaient des administrateurs territoriaux. Ceux-ci recevaient les rapports des chefs de paroisse (Abemiruka) et des chefs de sous-paroisse (Abatongole). Au niveau local, les chefs du



village (Bakuru b'emigongo) étaient désignés par la communauté. Plus tard, la fonction de Premier ministre (Omuhikirwa / Katikiro) a été créée pour diriger la fonction publique de l'ensemble du Royaume, devenant l'échelon intermédiaire entre les chefs du comté et le roi.

Sur le plan économique, le Royaume de Bunyoro était le fournisseur de produits alimentaires vers les royaumes mitoyens. Les sols fertiles du royaume ont ainsi permis aux gens de cultiver beaucoup de nourriture pour leur propre consommation et l'excédent était destiné aux transactions commerciales avec les communautés voisines. L'économie des peuples était donc largement tributaire de l'agriculture. Mais le commerce de troc était également courant.

Les gens du lac Mwitanzige (Albert) connus sous le nom de Bagungu étaient des pêcheurs. Certaines communautés étaient des chasseurs utilisant des filets, des couteaux et des lances fabriqués localement pour tuer de petits animaux, tandis que d'autres chassaient à l'aide de puits profonds (Obuhya) dans lesquels les animaux de plus grosse taille étaient tués. La population pouvait ainsi échanger du poisson ou de la viande séchée (Omukaro) contre d'autres denrées alimentaires. L'arrivée des Bachwezi a introduit la culture du bétail à plus grande échelle et une production importante de lait.

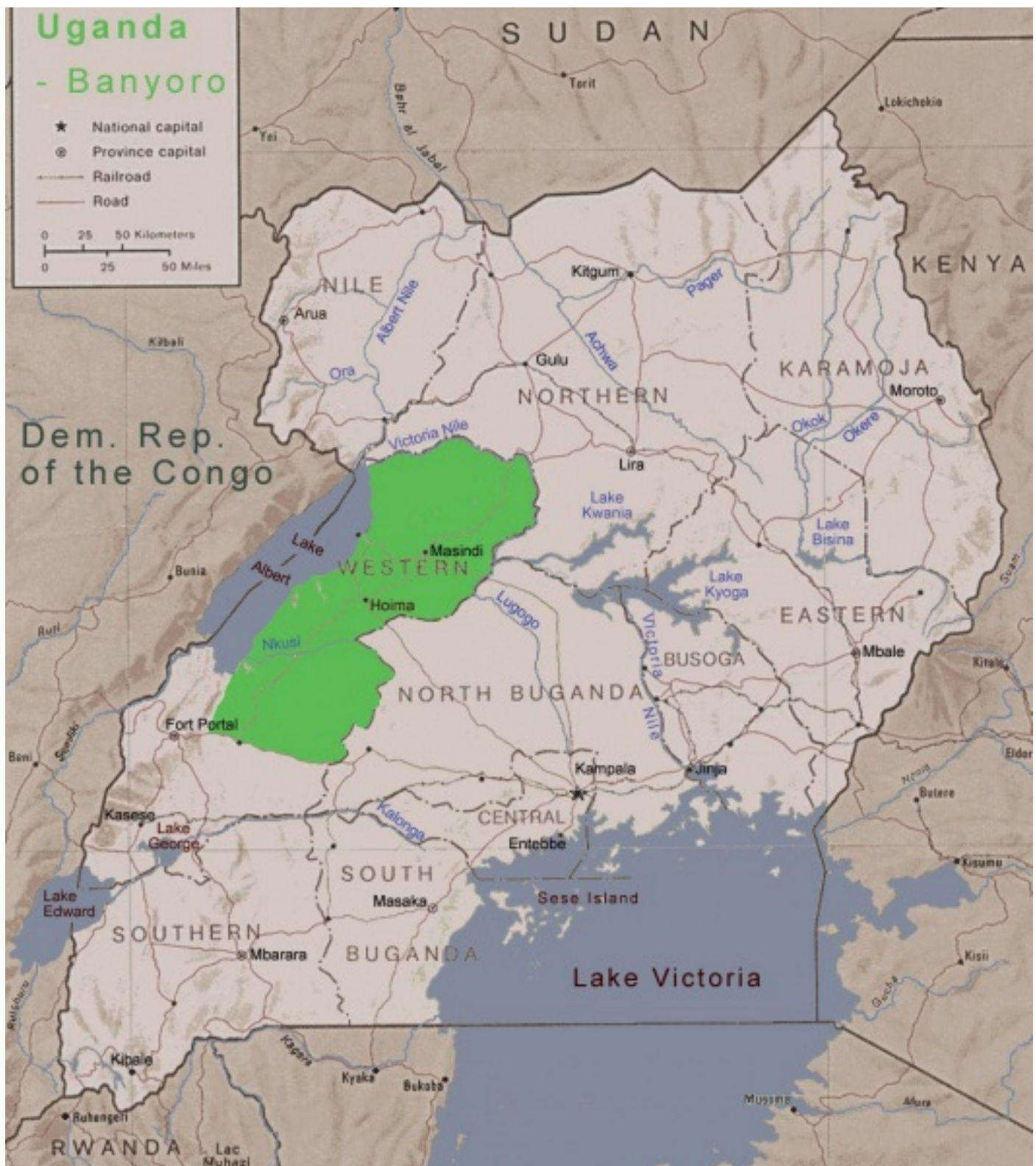
A Kiboro, l'exploitation du sel fut également pourvoyeur de revenus pour les Abanyakibiro. Enfin, l'artisanat n'était pas négligé, notamment par le Banyoro qui produisait un certain nombre d'articles en bois, articles en peaux et articles en poterie. Ceux-ci étaient vendus ou échangés contre d'autres éléments selon leurs besoins.

Toutefois, le royaume de Bunyoro a commencé à décliner à la fin du XVIII^e siècle en raison de divisions internes. Le royaume voisin du Buganda en profita pour s'emparer des régions de Kooki et Buddu jusqu'alors parties intégrantes de Bunyoro. En 1830, la province de Toro revendiqua son autonomie et profita de la richesse tirée de l'exploitation des salines pour se séparer du royaume de Bunyoro. Durant cette même période, au sud du royaume, le Rwanda et le royaume d'Ankole se développèrent considérablement et reprirent certains territoires vassaux de Bunyoro.



Armoiries du Royaume du Bunyoro-Kitara

Ainsi, vers le milieu du XIX^e siècle, Bunyoro (également connu à l'époque sous le nom de Unyoro) est devenu un état beaucoup plus petit mais qui demeurait influent notamment par les revenus générés par le contrôle des routes commerciales du Lac Victoria et vers la côte de l'Océan indien. Les bénéfices étaient tirés tout particulièrement du commerce de l'ivoire. Ce qui engendra de violents conflits entre le Buganda et le Banyoro. De fait, la capitale fut transférée de Masindi à Mparo, beaucoup moins vulnérable. A la suite de la mort de l'Omakuma Kyebambe III, le royaume connut une nouvelle



période d'instabilité politique au cours de laquelle des rivalités de succession se déclarèrent. Ainsi deux rois revendiquèrent la couronne et se partagèrent le royaume renforçant la fragilité de la souveraineté du territoire.

Lors de la colonisation de l'Ouganda par les Anglais (1890), le Bunyoro tente de résister avec son Roi

Cwa II (de 1869 à 1896). Défait et exilé aux Seychelles, le Roi Cwa II ne peut que constater avec amertume que son Royaume est désormais géré par le puissant Royaume du Bouganda allié aux colons anglais, ce malgré la présence d'un successeur sur le trône.

En 1934, le Bunyoro retrouve une autonomie



*HM Omukama Chwa II. Kabalega
Héros national de l'Ouganda*

complète avant d'être intégré à l'Ouganda en 1962

lorsque le Royaume-Uni accorde l'indépendance au pays. En février 1966, le Premier ministre Milton Obote suspend la constitution et prend le pouvoir.

Le 8 septembre 1967, après quelques mois de cohabitation avec le nouveau gouvernement républicain issu d'un putsch, le Roi du Bunyoro (Tito Winyi IV 1883-1971) est destitué et son gouvernement exilé.

Il faudra attendre de nouveau l'arrivée au pouvoir du Président Yoweri Museveni pour que le Royaume du Bunyoro soit de nouveau restauré au sein de la République Fédérale d'Ouganda).

Le 24 juillet 1993, la République de l'Ouganda rétablissait constitutionnellement les royaumes traditionnels qui avaient prospéré dans les temps anciens et abolis par la dictature en 1967².

En outre, Sa Majesté l'Omukama (Roi) Rukirabasaija Agutamba Solomon Gafabusa Iguru 1^{er} a été spécialement reconnu comme le roi légitime de Bunyoro-Kitara par la Cour suprême de l'Ouganda³.

Contrairement au large pouvoir politique et aux droits des anciens rois, les nouveaux rois traditionnels n'ont pas de pouvoir politique, néanmoins ils ont, à l'instar d'autres monarques régnants, la mission de servir d'





autorité culturelle ou de « leader traditionnel ». Parce que ses ancêtres n'ont jamais renoncé à leurs droits, n'ont jamais abdiqué, n'ont jamais cédé la souveraineté, ont subi l'exil plutôt que de capituler et ont admis tout, ils ont maintenu leur statut royal original et leurs droits souverains.

Ceci est très important car Sa Majesté l'Omukama (Roi) Rukirabasaija Agutamba Salomon Gafabusa Iguru I^{er} n'est pas simplement un roi constitutionnel. Il est également l'héritier d'une dynastie qui a conservé tous ses anciens droits intacts.

Né en 1948, le Roi Salomon Iguru I^{er} a été couronné le 11 juin 1994 et s'engage depuis tout particulièrement dans le développement et le rayonnement de son royaume, notamment à travers les actions humanitaires mises en œuvre par l'Association des représentants du Royaume de Bunyoro-Kitara (ARKBK CLBG), fondée en 2009.

Son Altesse Royale est marié à l'Omugo de Bunyoro,



*Son Altesse Royale et
le Président de l'ARKBK CLBG,
Son Excellence Peter Gummersbach*

la Reine Margaret Karunga et résident au Karuziika Palace, à Hoima.

Parmi les prérogatives de l'Omukama Salomon Iguru I^{er}, la protection des ordres royaux permet à Son Altesse de décerner les plus hautes distinctions à ses fidèles les plus engagés ainsi que ponctuellement à de généreux donateurs permettant de financer les différents projets humanitaires et culturels mis en



Le Karuziika Palace



Le couple royal salué par Son Excellence le président Yoweri Museveni, président de la République de l'Ouganda

œuvre. Parmi les plus hautes distinctions du Royaume, on distingue l'Ordre royal de l'Omujwaara Kondo, l'Ordre royal de l'Engabu et l'Ordre royal du plus honorable Omukama Chwa II. Kabalega.

L' **Ordre royal de l'Omujwaara Kondo** est le plus ancien de tous les ordres royaux. On estime sa création à plus de 500 ans. Seuls les hommes peuvent en être bénéficiaires et l'obtention accorde des privilèges notamment d'être aux côtés de Son Altesse lors des cérémonies officielles. Comme l'Ordre royal d'Omujwaara Kondo a été et



continue d'être héréditaire, des générations d'Abajwaara Kondo existent aux côtés de l'Omukama depuis des siècles. Durant la colonisation britannique, les accords de Bunyoro - entre le gouvernement britannique et l'Omukama - reconnaissent, entre 1933 et 1955, le droit de l'Omukama de continuer à accorder cet honneur «ancien», qui est classé en tant qu' «Ordre de distinction».

Après l'indépendance ougandaise, l'Omukama (H.M. R.A. Omukama, Sir Winyi IV de Bunyoro, Commandeur de l' Ordre de l'Empire britannique) a

continué à accorder l'Ordre d'Omujaara Kondo jusqu'en 1967 et la prise de pouvoir par le dictateur Milton Obote⁴.

L'Ordre d'Engabu est un pont entre les honneurs particuliers accordés aux titulaires de l'Ordre de l'Omujaara Kondo, et le reste des Ordres royaux.



À savoir, l'Ordre d'Engabu est également héréditaire, et est placé deuxième plus haut Ordre dans le Royaume.

L'Ordre royal d'Engabu - en français, le nom de l'Ordre signifie: Ordre du Bouclier - est attribué uniquement par l'Omukama de Bunyoro-Kitara. On considère que les racines de l'ordre remontent au XVII^e siècle mais une ordonnance a été créée en 2010, en remplacement de l'ancienne ordonnance royale de la Couronne, afin de s'assurer que l'Ordre de la Couronne et l'Ordre d'Omujaara Kondo ne soient pas été confondus.

La devise de l'Ordre royal d'Engabu est « Cum Alus Pro Alus » en latin (en français: avec les autres, pour les autres).

L'Ordre d'Engabu est normalement accordé deux fois



par année, une fois lors de la cérémonie d'Empango (qui est le plus souvent le 11 juin de chaque année) et l'autre à l'anniversaire de l'Omukama (l'anniversaire de Sa Majesté Salomon Iguru Ier est le 18 juin).

Aujourd'hui, l'Ordre est décerné pour « Tout ce qui fait pour le renforcement spirituel et moral de l'humanité et du Royaume de Bunyoro-Kitara en particulier, et ceux qui font la promotion du travail pour l'humanité et la charité, pour le soulagement des personnes en maladie, en détresse, en souffrance ou en danger ». Son admissibilité s'adresse à toute personne physique d'âge supérieur à 25 ans.

Les récipiendaires de l'ordre reçoivent une étoile de poitrine, qui mesure 90 millimètres de diamètre. Cette étoile est portée aux cérémonies d'Empango ou lors d'autres occasions officielles appropriées. Durant ces manifestations, les membres de l'ordre s'insèrent dans un lieu d'honneur spécial.

À la mort du membre de l'ordre, la distinction est héritée par l'enfant le plus âgé du bénéficiaire d'origine du même sexe. Ainsi pour les bénéficiaires masculins, l'honneur passe par primogénité patrilinéaire et pour les femmes bénéficiaires, l'honneur passe par la primogénité matrilinéaire.

L'Ordre de l'Omukama CHWA II Kabalega (également connu sous le nom d'Ordre le plus honorable du devoir et de l'inflexibilité de l'Omukama CHWA II Kabalega et Saint Thomas More) est le troisième ordre royal du mérite du royaume de



Le président Museveni, Président de la République ougandaise présent, dans le district de Hoima, lors des célébrations du 22^{ème} anniversaire du couronnement de l'Omukama du Royaume de Bunyoro Kitara Royaume, Salomon Gafabusa Iguru 1^{er}

Bunyoro⁵, et est attribué uniquement par l'Omukama de Bunyoro. L'Ordre est l'un des trois ordres qui ont été établis lors du processus de modernisation réalisé en 2010 dans le Royaume⁶. Il est nommé en

l'honneur de l'Omukama (Roi) CHWA II Kabalega de Bunyoro, resté célèbre pour avoir su résister au colonialisme sous son règne⁷.

L'Ordre est attribué aux personnes, de plus de 25 ans, qui ont participé à la promotion de la charité et de l'humanité, aider à fournir des secours de la maladie, la détresse ou la souffrance.

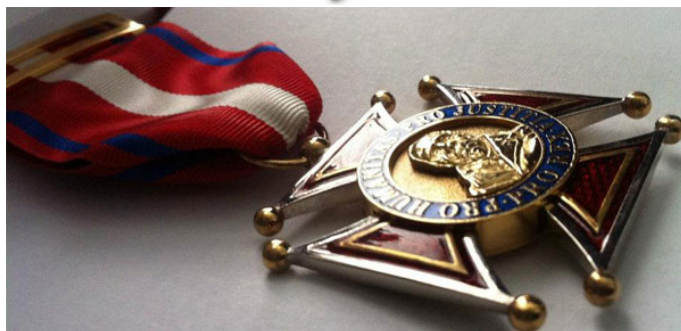
L'Ordre n'a pas de devise officielle, mais la devise non officielle est « Habwomukama, Habwabantu, Habowbwinganisa » (Latin : « Pro Rex Pro Humanitas Pro Justitia » - en français : « Pour le roi, pour le peuple, pour la justice »).

La population totale du Royaume de Bunyoro-Kitara se situe entre 1 800 000 et 2 100 000.

Malgré les différentes actions déjà entreprises par le Roi Salomon Iguru 1^{er} dans le Royaume une ensemble de projets sont en cours de réalisation mais demeurent parfois en attente faute de fonds.

La situation demeure très inquiétante, ainsi :

- ⇒ seulement 1 % de la population utilise l'électricité pour l'éclairage et la cuisine;
- ⇒ plus de 92 % de la population est pauvre et



Le troisième ordre royal est l'Ordre royal du plus honorable Omukama Chwa II. Kabalega



BUNYORO - KITARA KINGDOM

-Republic of Uganda-



Bunyoro-Kitara Kingdom	Royal Family	ARKBK	Uganda Kings and Cultural Leaders Forum	Development aid / Possibilities of Cooperation
Royal Reforestation Program	Goodwill Programs	Freedoms of Bunyoro-Kitara Kingdom	Awards	Institutions
Royal Orders	Order of Omujwaara Kondo	Order of The Engabu	The Most Honourable Order of Omukama Chwa II. Kabalega	Renewal of lost / forgotten Honors
Links	NEWS			

„Habwa Ruhanga Neihanga Lyaitu“ - „For God and my Country“

DONATIONS

We can guarantee that only His Majesty the Omukama (King) has direct access to the account, all donated funds are directly used for development projects.

PAYPAL



Heights of Donations and their Benefits

gagne moins de la moitié de la moyenne nationale ougandaise (478 US \$) = 239 US \$ par année !;

- ⇒ environ 48 % des enfants sont des orphelins;
- ⇒ environ 54 % de la population est analphabète.

Selon vos sensibilités (culturelles, sanitaires et sociales, éducatives ou environnementales), vous pouvez participer à la réalisation des projets en cours. Je ne peux donc qu'inviter nos lecteurs à prendre plus d'informations sur le site officiel du Royaume : <http://www.bunyoro-kitara.org>

F.M.

Notes et références :

1. Omukama du Royaume de Bunyoro-Kitara, Souverain de Hoima, Masindi, Kibaale, Buliisa, Kiryandongo, Kagadi et Kakumiro, Le Neto de Kabalega, Le Guérisseur, Le Protecteur des orphelins, Le Lion de Bunyoro, Le Héros de Bunyoro, le Héros de Kabalega, le défenseur et protecteur de la culture et de la tradition orale de de Banyoro, le défenseur des religions africaines traditionnelles, le défenseur des religions, etc., etc.
2. Sa Majesté l' Omukama (Roi) du royaume Bunyoro-Kitara et le royaume Bunyoro-Kitara ont été restaurés par

l'amendement [N ° 8] Loi - Statut n ° 8, article 118 (1) - de 1993 promulgué par le Parlement de l'Ouganda et officiellement reconnu et protégé par la Constitution de la République d'Ouganda par le chapitre IV. - article 37.-, chapitre XVI. - L'article 246. (1) - (6) - de 1995 ET par l'amendement [N ° 2] Loi - calendrier V. - Article 178.8- de 2005 ET par le Supplément aux Actes [No. 4] - 6. août 2011.

3. voir Appel civil 18/94 de tous les membres du Comité de la Couronne de Prince Solomon Iguru du 25 avril 1994.

4. Bulletin royal, 050-RB-KBK-2014: The high honor of The Royal Order of Omujwaara Kondo: "The Most Honourable Omujwaara Kondo" (Hereditary Crown Knight) be styled as Perpetual Hereditary Nobility.

5. Bulletin royal notifiant la création de l'Ordre <http://www.scribd.com/doc/35928052/008-Royal-Bulletin-The-Most-Honourable-Order-Chwa>

6. Titles Of Ugandan Traditional Rulers, Royalty, Chiefs, Nobility And Chivalry <http://czipm.org/ugtit01.html>

7. Museveni pledges to address Bunyoro's colonial injustices, Daily Monitor, Uganda <http://www.monitor.co.ug/News/National/Museveni-pledges-address-Bunyoro-colonial-injustices/-/688334/3246658/-/g8tqx0/-/index.html>

L'ORDRE DE LA FRANCISQUE

(Etat français)



par Olivier MENUT
CEN(RC) - Auditeur IHEDN



Nous avons souvent dit que la création d'un ordre national, n'était pas tant destinée à récompenser les mérites, qu'à s'attirer la fidélité des élites d'un régime politique. L'empereur Napoléon Ier l'avait bien compris en créant sa fameuse Légion d'honneur en 1802. C'est bien ce que fit également le maréchal Philippe Pétain en créant l'ordre de la Francisque. Mais avant, rappelons rapidement les conditions de l'arrivée du « héros de Verdun » à la tête d'un pays totalement livré à lui-même, à la suite de l'invasion implacable des troupes hitlériennes.

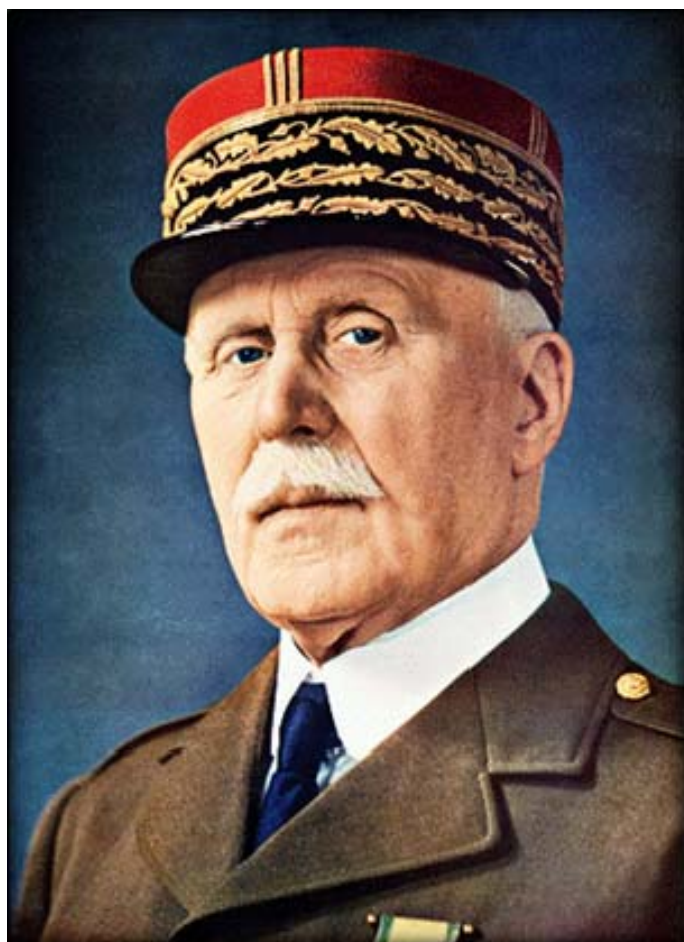
En effet, le maréchal Pétain, proche de la retraite et alors ambassadeur de France en Espagne, n'a pas de velléités particulières de prise du pouvoir à l'aube de la guerre. Il sera pourtant :



- ⇒ Nommé le 16 juin 1940, Président du Conseil approuvé par le président de la République Albert Lebrun, pour signer l'armistice le 22 juin 1940,
- ⇒ Nommé le 10 juillet 1940, par une loi, dite « constitutionnelle » votée par les deux Chambres (569 voix pour, 80 voix contre et 20 abstentions) réunies en Assemblée nationale à Vichy, donnant « tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain », avec pour mission de promulguer une nouvelle constitution.
- ⇒ Puis finalement, il se proclamera lui-même par « Acte constitutionnel » du 11 juillet 1940, « Chef de l'État français ». Voici donc résumé, très rapidement, l'accession au pouvoir du maréchal Pétain.

ORIGINE DE L'ORDRE DE LA FRANCISQUE

S'agissant d'un nouveau régime, le maréchal se trouve confronté au choix d'un ordre national pour incarner son pouvoir politique. La Légion d'honneur continue d'être attribuée pendant toute l'occupation, mais celle-ci est encore trop marquée par les régimes



parlementaires des III^e et IV^e républiques. Philippe Pétain cherche donc un autre symbole et c'est finalement la « francisque gallique » qui est créée en étant déclarée « insigne du Maréchal de France, Chef de l'État Français ».



Cet insigne est créée, approuvée et régie par les dispositions des arrêtés du 26 mai 1941, de la loi du 16 octobre 1941 et les décrets des 14 mars 1942 et 31 juillet 1942. La Francisque n'est pas à

proprement parlé un « ordre » au sens de la Légion d'ordre, bien qu'elle porte le nom d'ordre, mais bien plutôt un insigne distinctif honorifique (de petite taille, sous forme d'épinglette) sans ruban, destinée à récompenser les hauts fonctionnaires, les bons serviteurs et les proches du nouveau régime. Elle ne comporte pas de classes, ni de grades (ou d'un seule type) et les récipiendaires ne portent pas de titre particulier. L'insigne s'inspire directement de l'emblème personnel choisi par le maréchal Pétain pour incarner son nouveau pouvoir : la Francisque, ou hache de guerre en usage chez les Germains et les Francs. Elle sera utilisée comme symbole tout au long du régime de Vichy, dit « État français » en tant que personne morale.

POURQUOI LE MARÉCHAL PÉTAIN A-T-IL CHOISIT LA FRANCISQUE COMME SYMBOLE ?

Dans la réflexion du maréchal, s'agit-il de la francisque des Francs ou de la francisque des Gaulois ? Les connaissances historiques des

conseillers du Chef de l'État amalgamaient-ils Vercingétorix avec Clovis ? Ce que l'on sait, c'est que dès le début 1941, Philippe Pétain arbore la francisque sur son fanion, comme emblème personnel, la référence initiale est bien celle des Francs. Et le mythe une fois de plus proclamé est celui de la nation française naissant avec Clovis (cinq siècles et demi après la défaite de Vercingétorix) ... Est-ce par opposition à la naissance d'une nouvelle croix de Lorraine d'un certain général de Gaule en Angleterre (Que le maréchal Pétain connaissait fort bien) que le Chef de l'État Français décida de prendre son propre symbole ? En tout cas, lorsque début 1941 Pétain arbore la francisque sur son fanion, comme emblème personnel, la référence initiale est bien celle des Francs. Et le mythe une fois de plus proclamé est celui de la nation française renaissante avec dans la tradition franque et gauloise. En témoigne par exemple l'article paru dans le Figaro le 3 janvier 1941 :

« La Francisque du Maréchal : Voilà donc la francisque des Francs promue au rang de symbole national et introduite à ce titre dans les armes du nouvel État français. Il y a, en archéologie, une question de la francisque. Était-elle une hache à un seul tranchant et s'emmanchant verticalement par une douille à manche droit, comme les haches ordinaires, ou était-elle une double hache, telle qu'elle vient d'être brodée sur le fanion du Maréchal et gravée sur les nouvelles pièces de monnaie ? Aucune découverte archéologique n'a confirmé la thèse de la double hache. Celle-ci n'a pour elle qu'un bas-relief de la colonne Antonine, représentant des trophées pris aux barbares. Est-ce avec une hache à simple ou à double tranchant qu'à Soissons un soldat de l'armée de Clovis brisa le vase choisi par son chef ? Est-ce avec une hache à simple ou à double tranchant que, l'année suivante, le roi des Francs se vengea en fendant la tête du soldat qui avait osé contrecarrer son désir ? Toute l'imagerie traditionnelle ayant opté pour la double hache, il n'y a qu'à s'incliner. En tout cas, la francisque était une arme de guerre, alors que la hache du lecteur, avec laquelle on est prié de ne pas la confondre, était, sous la



république et l'empire romain, l'instrument de la peine capitale et portée devant les consuls comme symbole de leur autorité. Encore les consuls n'avaient-ils le droit de se faire précéder de la hache que hors de Rome, à la tête des armées. Plus tard, elle fut réservée au dictateur. La francisque des francs n'a jamais signifié rien de semblable. Elle était l'arme du troupier dont il se servait principalement pour crever le bouclier de l'adversaire - T. des T. »

La francisque était en réalité une arme de jet à un seul fer, la hache à double tranchant étant elle appelée « labrys ». Mais la récupération politique de la mythologie gauloise suit bien vite. L'emblématique Vercingétorix devient patron des « Chantiers de Jeunesse » (organisation paramilitaire de 1940 à 1944 de formation et d'encadrement de la jeunesse française) et arbore une hache bipenne bien franque, qu'il n'a sans doute jamais connue... Le redressement national proclamé par Pétain est assimilé à celui que connut la Gaule, 19 siècles auparavant contre

l'envahisseur. Le Maréchal coupera court à toute discussion, en la qualifiant finalement de « francisque gallique ». Il est vrai que la Francisque a un sens plutôt « Maréchaliste » et donc « Anti-Lavaliste » et qu'elle permettrait ainsi à ceux qui l'arboraient, de méditer un peu sur les « vertus chrétiennes de la nation française, quelque peu sur ses origines franques mais surtout sur les vertus de la hache du vaincu Vercingétorix unificateur des tribus gauloises. » Il fut d'ailleurs possible, à la limite, de recevoir la francisque - après l'avoir demandée - en 1942, tout en finissant dans la Résistance. C'est ce que les historiens qualifieront de « vichysto résistants ». Enfin, on peut simplement estimer que la hache franque avec un seul tranchant, a été équilibrée par l'ajout d'une deuxième lame, ceci sans doute aussi afin d'éviter de la confondre avec le faisceau de licteur utilisé par la République Sociale Italienne de Benito Mussolini...

CONCEPTION DE LA FRANCISQUE

Comme on vient de le voir, la hache stylisée qui servira de modèle à la Francisque a été choisie par le régime de Vichy comme étant « Le symbole du sacrifice et du courage pour rappeler une France malheureuse, renaissant de ses cendres ». Les historiens ne sont pas sûrs de savoir à qui attribuer la paternité de cette francisque. Certains avancèrent qu'il s'agissait, peut-être, de Lucien Romier, un chartiste, conseiller du Maréchal et devenu directeur du Figaro, voir d'Henri du Moulin de Labarthète, Inspecteur des Finances, membre du cabinet du Maréchal. Mais a priori, la paternité en revient au docteur Bernard Ménétrel, médecin privé et conseiller du Chef de l'Etat.

Bernard Ménétrel est le fils d'un médecin et proche ami de Pétain qui fut lui-même premier médecin du futur Maréchal. Le docteur Ménétrel (fils) est aussi un des très proches du Maréchal, qui le considère un peu comme son « fils adoptif » et le tutoie, ce qui est plutôt rare pour le vieux Maréchal (il a déjà 85 ans en 1941).

Bernard Ménétrel est un héros de la guerre 14-18, titulaire de la croix de guerre avec 8 citations, il reçut 6 blessures et le grade d'officier dans l'ordre de la légion d'Honneur. L'excellente santé du Chef de l'Etat français met le docteur Ménétrel au chômage



Vercingétorix et la hache bipenne sur une affiche des Chantiers de Jeunesse



*Le docteur Ménétre et le
Maréchal Pétain à Vichy*



*Maréchal Pétain
avec la famille Ménétre*



Papier Entête

en qualité de médecin privé. Aussi se lance-t-il en politique. C'est donc spontanément qu'il l'accompagnera le Maréchal à Vichy, pour devenir son secrétaire particulier tout en veillant sur sa

santé (un peu) mais également sur son image (beaucoup). De nombreuses photos montreront d'ailleurs le Maréchal Pétain avec les membres de la famille du docteur.

Le médecin du maréchal Pétain, a la responsabilité – et le budget afférent – de la « Propagande sociale » du Maréchal. Il doit donc trouver quelqu'un pour l'aider à créer cette francisque qui symbolisera la « Révolution Nationale ». Il tient du commandant Bonhomme, officier d'ordonnance du Maréchal, le nom d'un capitaine (de réserve), Robert Ehret qui sait

dessiner en qualité d'ancien joaillier-décorateur parisien. Il le charge alors de réaliser un projet qui reprendrait l'idée d'un bâton de maréchal et des couleurs nationales. Ehret indiquera alors :

« C'est ainsi que le rapprochement de deux périodes de notre histoire devait m'amener sur la voie. Après 19 siècles, l'arme à deux tranchants que portaient les Gaulois et leur chef Vercingétorix à l'époque de la première grande épreuve nationale, d'où devait sortir notre pays, retint dès lors ma pensée. Elle allait m'aider à préfigurer dans ses grandes lignes le signe nouveau de ralliement autour du Maréchal Pétain, chef d'une France plongée dans la souffrance et le deuil ».

Celui-ci réalise donc dès le 30 septembre 1940 un croquis et Ménétre le présente au maréchal le 1er octobre suivant et l'accepte. Les deux spécialistes de la phaleristique : André Arthus-Bertrand à Paris (Maison fondée en 1803) et Alphonse Augis de Lyon (médaillier depuis 1830) reçoivent les commandes pour réaliser les premiers modèles, avec deux systèmes d'attache différents

(que nous présenterons ci-après). Par décret du 17 août 1942, Robert Ehret, créateur de la Francisque sera récompensé pour son travail en étant nommé membre du secrétariat particulier du Maréchal Pétain, dirigé par le docteur Ménétrel.

ENCADREMENT LÉGISLATIF DE LA FRANCISQUE

Le modèle composé d'une francisque gallique stylisée aux couleurs nationales est déposé au ministère de l'intérieur. On notera d'ailleurs que sa taille est fort petite, avec des dimensions de 265 mm de large sur 194 mm de haut. Taille qui est d'ailleurs fixée par l'**Arrêté du 26 mai 1941** (publié au Journal Officiel le lendemain) « Autorisant le port de l'insigne décerné par le Maréchal de France, chef de l'État ».

L'arrêté indique également que « Toute contrefaçon de cet insigne exposera le fabricant, le détaillant, le détenteur ou le porteur, à des poursuites judiciaires ». En effet, une loi pour réglementer le port de cet insigne s'impose rapidement, compte tenu du nombre de gens « peu recommandables » qui portent sur leur tenue la copie que l'on trouve dans le commerce et qui peut être confondue avec l'original... La **Loi n° 4410 du 16 octobre 1941** « concernant le port de l'insigne de La Francisque Gallique » est donc publiée au Journal Officiel de l'État français, du 21 octobre 1941 (Page 4549). Elle stipule que : « Article 1 - La Francisque gallique, telle qu'elle a été définie par l'arrêté du 26 mai 1941, est l'insigne du Maréchal de France, chef de l'État français. Article 2 - Elle est distribuée, au nom du Maréchal de France, par un conseil de douze membres nommés par lui. Article 3 - Nul ne peut porter cet insigne, s'il n'a reçu la carte d'autorisation spéciale du chef de l'État. Toute personne qui arborerait cet insigne sans pouvoir justifier de cette autorisation est passible d'une amende de 200 à 1.000 Francs ».

Ceux sont enfin, les **Décrets du 14 Mars 1942 et N° 2665 du 31 juillet 1942** approuvant « Les statuts de la Francisque » qui fixent dans leur texte le serment que nous présentons ci-après et qui créent un Conseil de douze membres désignés par le chef de l'État, chargé :

1. De maintenir le prestige de la Francisque et d'établir une stricte discipline parmi les titulaires,
2. D'examiner les demandes d'attribution soumises

par les parrains et

3. De radier les titulaires qui n'en seraient pas dignes, ou qui ne rempliraient pas les conditions requises.

CONDITIONS D'ADMISSION

Comme nous venons de le voir, selon le Décret du 1er janvier 1942, l'insigne est accordé par un « Conseil de la Francisque » composé de 12 membres et désignés par le Chef de l'État, dirigé par le grand chancelier de la Légion d'honneur, en l'occurrence le général Charles Brécard de 1940 à 1944 (qui avait été écarté de ses fonctions de secrétaire général du Chef de l'État en octobre 1940 en raison de ses sentiments antiallemands). Il sera nommé par décret du 1er août 1942 « Président du Conseil de l'Ordre de la Francisque ».

On notera toutefois que la distinction pouvait être également attribuée directement par le chef de l'État. Le Conseil se réunit 2 à 3 fois par mois au Pavillon Ségigné, qui était la résidence privée du maréchal



Le Général Brécard



Insigne de la Garde personnelle du Maréchal Pétain

Pétain à Vichy (une commune française, située dans le sud-est du département de l'Allier, rattachée à la grande région Auvergne-Rhône-Alpes, au centre de la France).

Le dossier du candidat doit avoir des références et 2 parrains. Il doit « présenter des garanties morales

incontestées » et remplir deux des conditions ci-après :

1. Avant la guerre, avoir pratiqué une action politique nationale et sociale, et conforme aux principes de la Révolution nationale.
2. Manifester depuis la guerre un attachement actif à l'œuvre et à la personne du maréchal.
3. Avoir de brillants états de services militaires ou civiques ».

Dans son dossier de candidature, le candidat indique : « Être français de père et de mère, n'être pas juif aux termes de la loi du 2 juin 1941 (J.O. 14 Juin 1941) et n'avoir jamais appartenu à une société secrète ». En l'occurrence dans ce dernier cas c'est l'appartenance à la Franc-Maçonnerie, qui est interdite par l'État Français depuis la loi du 13 août 1940 car elle la rendrait (entre autres) responsable de la défaite de 1940 au même titre que le Front populaire.

L'entrée dans l'ordre s'accompagne de plus d'une prestation de serment :

« Je fais don de ma personne au Maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre ».



Cette prestation de serment ne doit pas nous surprendre, puisque les membres de la Légion d'honneur, prêtaient un serment équivalent, jusqu'en 1870, que ce soit à la république, à l'empire ou au roi. Par exemple sous l'Empire les nouveaux Légionnaires devaient prêter le serment suivant :

« Je jure d'être fidèle à l'Empereur et à sa dynastie. Je promets sur mon honneur de me dévouer à son service, à la défense de sa personne et à la conservation du territoire de l'Empire dans son intégrité, de n'assister à aucun conseil ou réunion contraire à la tranquillité de l'État ; de prévenir Sa Majesté de tout ce qui se tramait, à ma connaissance, contre son honneur, sa sûreté ou le bien de l'Empire .»

COMBIEN DE MEMBRES DE L'ORDRE ?

Il y aura 1.700 titulaires de l'ordre de la Francisque lors de la publication des statuts en Juillet 1942, pour un total de 2.626 (connus) en 1944, dont 3 femmes. Ce chiffre a été reconstitué par la Haute Cour de Justice en 1945 puisque les archives du Conseil de la francisque ont été détruites. L'ouvrage de l'Archiviste Jérôme (pseudonyme d'Henry Coston), « L'ordre de la Francisque » (1995, Publications H.C), donne environ deux mille noms.

L'attribution de la Francisque, comme distinction nationale pouvait être révoquée dans les mêmes conditions car dépendant d'une carte d'autorisation spéciale. L'insigne est naturellement porté sur les tenues civiles comme militaires. En 1944, le Comité



Carte de titulaire de membre de la Francisque appelée ici « Insigne » et 2 types de fixations arrières selon leur réalisation par les maison de fabrications de médailles ARTHUS-BERTRAND (bas) ou AUGIS (Haut)

français de la Libération Nationale en interdira le port.

TITULAIRES CÉLÈBRES DE LA FRANCISQUE

Parmi les 2.000 titulaires de l'ordre de la Francisque, certains noms célèbres apparaissent et notamment : La veuve du général Charles Huntziger (Secrétaire d'État à la Guerre du Gouvernement de Vichy, puis commandant en chef des forces terrestres, mort dans

un accident d'avion en novembre 1941) qui en sera la première récipiendaire (parmi les 3 femmes décorées de l'insigne); les Frères Lumière, le (futur) général Raoul Salan, alors lieutenant-colonel à l'état-major du général commandant en chef à Dakar, les acteurs Charles Vanel et Pierre Fresnay, Edmond Giscard d'Estaing, président des compagnies d'assurances « Le Phénix » et père du futur président de la République, Camille Laurens, qui siège à Vichy avant



Le Préfet régional Angeli et l'Amiral Platon, ministre des Colonies, portent l'ordre de la Francisque sur leurs uniformes

d'être résistant, futur ministre de l'Agriculture de la IV^{ème} République, l'homme de radio et de télévision Jean Nohain, les écrivains et/ou journalistes : Jean Ousset, Jacques Ploncard d'Assac, Charles Maurras, Henry Coston, Jean Arfel (alias Jean Madiran), Jean Védrine, proche de François Mitterrand, père d'Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Lionel Jospin (1997-2002), Louis Devaux, proche de François Mitterrand, Jean-Louis Tixier-Vignacourt, Maurice Papon (secrétaire général de la préfecture de Gironde en 41-42, ministre du budget de Valéry Giscard d'Estaing de 1978 à 1981 et condamné en 1998 pour complicité de crime contre l'humanité), Pierre Mauriac, doyen de la faculté de médecine de Bordeaux et frère de François Mauriac (Académicien), Maurice Couve de Murville, (homme politique et futur Premier ministre du général de Gaulle de 1968 à 1969), Louis II de Monaco et le général Maxime Weygand (ainsi que son épouse).

FRANÇOIS MITTERRAND ET L'ORDRE DE LA FRANCISQUE

Mais l'un des plus célèbres titulaires de la Francisque fut sans nul doute François Mitterrand (1916-1996), 21^{ème} Président de la République Française (1981-1995). Installé à Vichy en janvier 1942, bien que recherché par les Allemands comme prisonnier évadé, il occupe un emploi contractuel d'abord à la Légion française des combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale, sorte de parti unique qui reprend la propagande pétainiste, puis en mai 1942,

au Commissariat général aux prisonniers de guerres et rapatriés et aux familles de prisonniers de guerre (sous les ordres de Maurice Pinot) dont la compétence est principalement civique et sociale. En janvier 1943, le commissariat prendra cependant une orientation pro-nazie. François Mitterrand, alors chef de service de l'Information du commissariat pour la zone sud, démissionne.

Il garde un poste à la tête des centres d'entraide et c'est à ce titre qu'il reçoit l'Ordre de la Francisque en mars-avril 1943. « François Mitterrand racontait dans un article de la revue « France-Revue de l'État Nouveau » de décembre 1942, sa découverte de l'Allemagne à la faveur de sa courte captivité et fustigeait les politiciens républicains qui depuis cent cinquante ans avaient plongé la France dans le chaos ». Dans ce numéro 5 de « France-Revue de l'État Nouveau », la signature de Mitterrand voisinait avec celles de l'élite de Vichy dont ses parrains de la Francisque : Simon Arbellot de Bayac (ancien journaliste au Temps et au Figaro devenu directeur des services de presse de Vichy), et Gabriel Jeantet (un ancien cagouillard, ami de Mitterrand). Simon Arbellot devait écrire dans « Ecrits de Paris » bien après la guerre : « François Mitterrand me demanda un jour, à moi et à Gabriel Jeantet, animateur des mouvements de jeunesse, de présenter sa candidature à la Francisque. Il fut admis à l'unanimité du conseil de l'ordre sous le feu approbateur du monocle de l'amiral Platon ». En avril 1943, Le Maréchal Pétain remet – en personne - la francisque à François Mitterrand pour « récompenser les services rendus à l'État français ». Il figure sur le répertoire des récipiendaires sous n° 2202. Rappelons que pour obtenir cette décoration, il fallait en faire la demande et remplissant un formulaire sans ambiguïté : « Je fais don de ma personne au maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre. ».

Dès les premiers mois de l'année 1942, François Mitterrand arrivant à Vichy, éprouve de l'admiration pour le maréchal Pétain et collabore à une revue de Vichy : « France, revue de l'État nouveau ». Dans une lettre retrouvée dans ses archives, François Mitterrand fait même l'éloge du SOL (Service d'Ordre Légionnaire), groupe paramilitaire chargé de pourchasser les ennemis du régime (et ancêtre de la



*Le Maréchal Pétain et
François Mitterrand à Vichy*

Milice). François Mitterrand a été maréchaliste et plein de confiance et d'admiration pour l'homme Pétain, notamment à la lecture d'une de ses lettres à sa sœur, rédigée le 13 mars 1942 et dans laquelle il écrit : « j'ai vu le maréchal au théâtre [...] il est magnifique d'allure, son visage est celui d'une statue de marbre. » Pendant la collaboration, Mitterrand est donc à Vichy et fera la connaissance de René Bousquet, secrétaire général de la police. En juin 1942, ce dernier négocie avec le chef de la police allemande les modalités de collaboration de la police française pour participer aux rafles des juifs. Les rares fois où François Mitterrand a accepté de parler de cette période, le président de la République se justifiait en expliquant qu'il n'était pas au courant de ce qui se passait pour les Juifs.

Lors du vote des lois de 1941 qui excluent les Juifs de la communauté nationale, Mitterrand était en Allemagne. Toutefois, il est difficile de croire que Mitterrand ignorait le sort qui était réservé aux Juifs. Il était à Vichy lorsque les fonctionnaires de la police française arrêtaient les Juifs à Paris et dans la zone sud, sous les ordres de René Bousquet. Le 2 juillet 1942, Bousquet rencontre le SS Karl Oberg pour lui proposer l'arrestation de 20.000 juifs étrangers en zone occupée et 10.000 en « zone libre ». Le 16 et 17 juillet 1942, les Parisiens assisteront à la razzia par la police et la gendarmerie française (grâce à l'accord Mitterrand-Bousquet), parmi cette razzia 4.501 enfants. François Mitterrand resta à Vichy jusqu'à fin 1943 (une fois que les nazis auront perdu Stalingrad et que les Américains avaient débarqué en Sicile).



Mitterrand à son bureau de Vichy

En 1974, René Bousquet soutenait et apportait son concours financier au candidat François Mitterrand. En 1981, après la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle, Bousquet sera reçu à l'Élysée « pour parler politique ». En 1986, quand les accusations portées contre René Bousquet prendront de la consistance, le président cessera de le voir. En 1994, ses liens avec Bousquet sont rendus publics à l'occasion de la sortie du livre de Pierre Péan. La décoration de la Francisque lui sera reprochée par ses adversaires tout au long sa carrière politique, depuis les communistes (dès 1948) jusqu'aux gaullistes (dès 1954) et la SFIO (dès 1958). Franz-



Tombe du maréchal Pétain (qui a conservé son titre militaire et ses 7 étoiles) à l'Ile d'Yeu en Vendée avec la pièce de monnaie française sous l'occupation frappée de la francisque et image d'Epinal à la gloire du Maréchal

Olivier Giesbert et plus tard, Pierre Péan, souligneront qu'il basculera progressivement du côté de la Résistance. Après les premières grandes défaites militaires allemandes, François Mitterrand devient un adversaire du collaborationnisme. Pour cette raison, il est parfois qualifié de « vichysto-résistant ». Jérôme Cotillon dans « Ce qu'il reste de Vichy » (Armand Colin, 2003), revient sur cette question et avance la notion de « maréchalorésistance ». Pour l'anecdote, toutes les années d'exercice de son pouvoir à la présidence de la République, le président Mitterrand fera fleurir la tombe du maréchal Pétain à l'Île d'Yeu (Vendée), à chaque 11 novembre. Pratique que cessera de faire le Président Jacques Chirac.

INSIGNES DE FIDÉLITÉ À LA FRANCISQUE, SYMBOLE DU MARÉCHAL PÉTAIN

Sous la France du maréchal Pétain, les fonctionnaires n'étaient pas autorisés à porter d'insigne d'affiliation à un parti ou un groupement quelconque. Toutefois, un arrêté du ministre, secrétaire d'État à l'intérieur, en date du **15 novembre 1942** et paru au Journal Officiel du 20 décembre 1942, autorisera le port du nouvel insigne créé par cet arrêté. Ce nouvel insigne, consistait alors en un écusson où la francisque gallique se détachait sur fond blanc et dont le port constituait un

témoignage de « fidélité au maréchal de France chef de l'État ». Il ne devait pas être confondu avec la « Francisque Gallique », réservée à un petit nombre de personnes de distingués. Si, peu de français reçurent l'ordre de la Francisque, en revanche nombreux furent ceux à porter ces petits insignes de fantaisies, qui contribuèrent très largement à populariser le symbole du chef de l'État français et de la Révolution Nationale. Certains insignes seront réalisés en emails, d'autres peints sur acier et enfin certains sous forme d'écussons en tissus. De 1940 à 1944, les français vont disposer d'une multitude d'objets destinés à marquer leur adhésion au nouveau régime, et à tout le moins au maréchal Pétain. On notera toutefois que le décret du 26 Mai 1941 qui autorisait la reproduction de cette Francisque précisait que « La reproduction de la francisque dans la décoration industrielle est autorisée sous les réserves suivantes : la francisque devra être sans relief sur fond plein uni ou ornementé et d'une dimension de 25 p. 100 inférieure ou supérieure à l'insigne officiel. Toute reproduction décorative devra être soumise à la censure centrale (Bureau de documentation) préalablement à la fabrication et à la mise en vente ». Chaque modèle accepté par ce bureau recevait alors un numéro de censure qui se présentait sous l'identification composé des initiales « OA » (Objet Autorisé) suivi d'un numéro. On devrait retrouver ces numéros sur tous les insignes





reproduisant le symbole de la Francisque ou les armes de l'Etat français, toutefois, l'administration ayant ses mystères, certains objets totalement différents porteront le même numéro de censure...

DRAPEAUX DU MARÉCHAL PÉTAIN

On retrouvera naturellement le symbole de la Francisque sur les différents drapeaux de l'État Français. Par exemple, on notera ce curieux fanion (en haut à gauche) offert par les catholiques de Carcassonne au Maréchal PETAIN en 1943. Le revers de ce drapeau présentait un cœur sacré de Jésus avec un projet de consécration de la France (au Sacré Cœur de Jésus) qui n'eut pas lieu finalement... Au centre, figure le fanion de voiture du Maréchal sur lequel est à nouveau brodé la Francisque et les 7 étoiles du maréchalat ainsi que sur la cocarde blanche. Enfin à droite est présenté un autre fanion, plus simple, de voiture du Maréchal PETAIN.

AUTRES DISTINCTIONS

Les autres distinctions et médailles créées par le régime de Vichy reprendront le symbolisme de la Francisque. Cette dernière ainsi que toutes les distinctions créées par le régime dictatorial de l'« Etat-Français » seront supprimées et interdites de port par l'ordonnance du 7 janvier 1944, « relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre », du Comité français de la Libération Nationale, présidé par le général de Gaulle.

EN CONCLUSION

Il est difficile de parler du régime de Vichy sans parler de sa collaboration avec les nazis, notamment dans le cadre de sa persécution contre les juifs. Lorsque le héros de Verdun - qui n'a pas demandé à prendre le pouvoir - mais qu'on est venu chercher en Espagne, indique qu'il se nomme « Chef de l'Etat français » et annonce aux Français qu'« Un ordre nouveau





CROIX DE GUERRE 1944

Créé le 28 Mars 1941 par le gouvernement de Vichy. Certains modèles portèrent le millésime 44 et la tête de Marianne fut remplacée par une francisque et l'exergue "République Française" par celui de « Etat Français ». Ruban vert coupé de 5 raies noires.



ORDRE NATIONAL DU TRAVAIL

Créé le 1^{er} avril 1942 par le gouvernement de Vichy. Il comportait 3 grades mais il n'y eut que 2 promotions en 1943 et 1944 essentiellement de chevaliers. Ruban bleu bordé de rouge.



CROIX DE GUERRE LVF

Créée le 16 janvier 1942. Cette rare décoration fut créée pour les soldats de la Légion des Volontaires Français engagés sous l'uniforme allemand sur le front russe pour combattre le bolchevisme. Ruban vert coupé de 7 raies noires et bordé de noir.

commence » on peut imaginer que nombre de français - déçus par la trahison des députés, l'antipatriotisme du front populaires et l'incapacité de l'état-major – et sans doute en proie à un certain populisme, antimaçonnique, anticomuniste et antisémite, n'aient eu, pour certains, envie de le suivre. La devise « Travail, Famille, Patrie » n'était pas nécessairement de nature à choquer la fille ainée de l'Eglise et l'insigne même de la Francisque était un clin d'œil historique à Vercingétorix (Même si cette arme ne datait pas de son époque, comme on l'a vu).

D'autre part, le fait même que les fonctionnaires, enseignants, policiers, juges... devaient prêter serment de fidélité au Maréchal et que le Maréchalisme se dote d'une propagande centrée sur le culte du chef, proclamé « Sauveur de la France » n'était pas non plus sans rappeler l'esprit Bonapartiste qui habitait encore nos campagnes

dans le contexte d'après-guerre, particulièrement traumatisant pour les français. En revanche lorsque le « gouvernement de Vichy » (entité trop floue et qui devrait être définie) collabore avec l'Allemagne nazie et met en œuvre, plusieurs lois sur le statut des juifs, lois qui semblent même dans certains cas avoir été

durcies par le régime de Vichy lui-même, il convient alors de dénoncer ce régime et son chef, car le nationalisme de Pétain, qui se veut le continuateur du nationalisme du « vainqueur de 1918 », ne l'empêche pas de collaborer, tant il se révèle finalement être germanophile et anglophobe. Bien que certains historiens ne manquent pas de relever que le statut des juifs n'était pas le même selon qu'ils étaient en zone libre ou en zone occupée ; dans les deux cas, la déportation dans les camps d'extermination avait la même conséquence.

Les historiens estiment que pendant la seconde



Affiche de propagande sous-titrée « Français, ralliez-vous au signe du Maréchal » (avec une francisque)



Francisque en cristal de Baccarat. Pendentif forme d'écu français (7 cm de hauteur), signé « Baccarat » sur la tranche et visa de censure « OA 20009 ».



Francisque en fonte. Travail de maîtrise du collège technique de la Rochelle. Signé sur la tranche « Bonnaud »



Francisque d'or en pendentif. Numérotée M79. Sans marque de fabricant. Bijou à porter en pendentif. (Inconnu)



Francisque en métal. Entourée de la devise « Travail, Famille Patrie ». (Inconnu)

guerre mondiale, environ 28 % des juifs de France seront exterminés (75.000 morts sur 270.000 juifs en 1939), alors qu'à titre de comparaison, l'Italie fasciste en aura 18 % (9.000 sur 50.000) et que l'Allemagne en aura 50 % (120.000 sur 240.000). La Russie, elle, n'en aura « que » 23 % mais cela représentera environ 1 million de morts sur les 3 millions de juifs vivant en URSS en 1939... Toutefois, la triste première place de l'horreur reviendra à la Pologne avec 3.000.000 de juifs assassinés pendant la guerre. A la libération de la France, le Maréchal Pétain sera condamné à mort et à la dégradation nationale par la Haute Cour de Justice de Paris, le 15 août 1945. Cette peine sera commuée par le général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire de la République, en « réclusion à perpétuité » le 17 août 1945 et le maréchal Pétain sera alors enfermé au Fort de la Citadelle sur l'île d'Yeu (Département de la Vendée). Toutefois, le 26 Mai 1951, le général de Gaulle déclarera qu'« il (était) lamentable pour la France, au nom du passé et de la réconciliation nationale indispensable, qu'on laisse mourir en prison le dernier Maréchal ». Malade, le « vieux Maréchal » sera alors transféré dans une maison privée de Port-Joinville, non loin de l'île d'Yeu où il décéda le 23 juillet 1951 à l'âge de 95 ans, emportant avec lui ce curieux insigne de la Francisque qui constituait assurément une originalité dans l'histoire phaleristique de la

France.

O.M.

BIOGRAPHIE – MEDIAGRAPHIE

- * Aiolfi – Francisque.
- * Uniformes - N°266 (sep-oct-2009) La Francisque à la boutonnière.
- * Merlerene.canalblog.com - Francisque, Francs ou Gaulois (9 décembre 2014).
- * Polices.mobilis.free.fr - Les origines des emblèmes (symboles Gaulois).
- * Humanisme.canalblog.com - Vichy et les francs-maçons 1940-1944 (3 mars 2009).
- * Histoires du nord 3. Blogspot.fr – Qui a inventé la francisque – Prof. Michèle Cointet (7 septembre 2012).
- * France-phaleristique.com : La francisque gallique.
- * La Destruction des Juifs d'Europe - Raul Hilberg – Fayard (1988).
- * Histoire et Philatélie.fr - L'ordre de la Francisque Gallique – 30 juin 2016.





Éric Zemmour

Michel Mogniat

Auteur et Observateur critique

2/2



LE BÛCHER DES VANITEUX

LÉric Zemmour nous livre la suite de ses chroniques matinales, l'année 2011 sur RTL, dans **Le bûcher des vaniteux**, éditions Albin Michel.

La cuvée 2011 est encore meilleure que celle de l'année précédente. De plus, cette fois, elles sont datées, le lecteur s'y repère un peu mieux. Comme les chroniques antérieures, celles-ci suivent l'actualité immédiate ou décortiquent un sujet de société dans une brève critique. Les formules sont toujours aussi plaisantes, incisives, les mots acides, les comparaisons osées mais souvent justes dans des analyses tranchantes et pertinentes. En fin connaisseur de l'Histoire, l'auteur compare souvent les mouvements des capitaux arabes du fameux printemps au mouvement qui embrasa les capitaux européennes en 1848. Ça a aussi très mal fini.

Le style de l'émission l'oblige à des formules lapidaires, peu importe, il a le don :

« Quand les irlandais votèrent non au référendum européen, on les a fait recommencer jusqu'à ce qu'ils votent bien. Quand les français (et les hollandais) ont fait de même en 2005, on a ignoré leur décision, soi-disant souveraine pour faire ratifier ce qu'ils ont refusé par les parlementaires. [...] ...les dirigeants européens et les élites européistes sont schizophrènes : ils proclament partout leur amour de la démocratie, l'imposent parfois par la guerre, mais l'évitent avec soin pour leur projet historique le plus cher. » p.265/266

Ainsi sont nos politiques, ils n'ont que le mot démocratie à la bouche, mais c'est pour la vomir. Les

ÉRIC ZEMMOUR

LE BÛCHER DES VANITEUX

L'ANNÉE
OÙ LES MASQUES
SONT TOMBÉS

ALBIN MICHEL ■

pays dans lesquels nous sommes intervenus par la guerre pour apporter la démocratie ne se comptent plus sur les doigts d'une main !

Éric Zemmour est un journaliste tout à fait incorrect : l'euro n'est pas la panacée universelle, nos politiques sont des calculateurs égoïstes souvent doublés de trouillards, quand ils ne sont pas tout simplement des imbéciles. Comment lui donner tort ? L'immigration massive, selon lui, n'est pas une chance pour la France. Marine Le Pen n'est pas le diable et il n'est

pas un anticommuniste viscéral. Je ne suis jamais arrivé à le situer politiquement. C'est un journaliste politique lucide qui ouvre sa gueule, cela pourra-t-il durer ? Peut-être est-il aussi prophète, car il écrit, page 11 : « *Je suis en sursis.* »

LE SUICIDE FRANÇAIS

Le suicide Français, éd. Albin Michel est-il un essai de sociologie, un livre d'histoire, un manuel pratique ou un livre politique ? S'il fallait à toutes forces ranger l'ouvrage dans une catégorie, il faudrait le classer dans la catégorie des *Sommes*. Car c'est une *somme* politique des quarante dernières années que nous propose Éric Zemmour. Utilisant tour à tour les événements historiques, les dates et la symbolique qui leur est attachée, l'auteur repère et utilise les signifiants qui se sont inscrits.

L'ouvrage est volumineux, 534 pages, pas une seule n'est de trop. dans l'époque et l'ont façonnée. En cheminant le long de ces quarante années on découvre ou redécouvre qui et comment, par décrets, par paroles, par actions et par omissions a conduit la France dans l'état d'agonie où elle se trouve aujourd'hui.

Personne n'est épargné, mais il ne s'agit pas de dénonciations calomnieuses, de haines ou de stigmatisations comme le prétendent les détracteurs de l'ouvrage et de l'auteur. Il s'agit simplement d'un constat lucide d'historien et de politique, de journaliste qui parle sans la langue de bois à laquelle la profession nous a tant habitués !

L'ouvrage s'ouvre sur 1970 avec la mort de de Gaulle et se clôt en 2007 sur la signature du Traité de Lisbonne. Entre les dates fatidiques qui ont envoyé la France au cimetière des éléphants (Loi du 3 janvier 73, traité de Maastricht et de Lisbonne etc.) l'auteur dresse un portrait au vitriol de nos dirigeants, des « élites » culturelles et du monde politique. Ces courtes biographies concernent entre autres BHL, Louis Schweitzer, Villepin, Bové, R. Descoings, Coluche, Jean-Claude Trichet, qui après avoir été gouverneur de la Banque de France eut en charge les destinées de la BCE (Banque Centrale Européenne) et y prononça dès son arrivée ces mots sublimes : « *I'm not French !* »

Des rappels utiles et nécessaires aussi, tel que l'*Appel de Cochin* de Jacques Chirac, reproduit dans

ERIC ZEMMOUR LE SUICIDE FRANÇAIS



son intégralité. (p.165) Ce dernier se rétracta, prétextant qu'il avait subi la mauvaise influence de Marie-France Garaud, qui était une des co-auteurs du texte. Cette dernière lui dira plus tard :

« Je vous croyais du marbre dont on fait les statues ; vous n'êtes que de la faïence dont on fait les bidets. » (p.380)

Un autre rappel, l'affaire de Bruay-en-Artois quand *La Cause du Peuple* écrivait en ses pages :

« Un notaire qui mange des steaks d'une livre quand les ouvriers crèvent la faim ne peut être qu'un assassin d'enfant. »

Ça c'est du grand journalisme fouillé, de la psychanalyse des profondeurs ! On y apprend qu'un chef anonyme du nom de Marc tirait les ficelles (très grosses !) et que ce Marc avait pour nom Serge July

(p.54.) Ce dernier dirigea le journal Libération de 1973 à 2006.

Zemmour a le sens de la formule lapidaire qui n'épargne personne :

« Nous vivons dans une ère carnavalesque. Nicolas Sarkozy fut un Bonaparte de carnaval ; François Hollande est un Mitterrand de carnaval et Manuel Valls, un Clémenceau de carnaval. » (p.518)



Non seulement les formules sont brèves et parlantes, mais l'écriture est soignée, les paragraphes sont pleins, les chapitres déliés, le langage y est clair et concis. À propos de la charité organisée du genre *resto du cœur* qui remplaça le militantisme ouvrier il emploie ce parallèle, hélas vrai :

« Les jeunes lanceurs de pavés vieillissaient en dames d'œuvre de la fin du XIX^e siècle qui se rendaient dans les usines pour s'occuper des jeunes filles pauvres de la classe ouvrière. » p.276

Bien sur, l'Europe n'est pas à la fête, surtout l'Europe des régions dont on nous rebat les oreilles et qu'on nous présente toujours comme un plus de démocratie. Zemmour, n'étant pas égoïste, laisse quelques bons mots à ceux qui y étaient opposés, notamment Pompidou :

« Il y a eu déjà l'Europe des régions ; ça s'appelait le Moyen âge ; ça s'appelait la féodalité. » p.226

C'est sous l'immense statue de de Gaulle que parle Zemmour, car il faut bien parler de quelque part. Aux vues du tollé et de l'hallali qui ont suivi la sortie de son livre, on ne peut que se dire que c'était là une sage précaution. Il a vite été accusé, par les bienpensants gorgés d'ignorance, sur les plateaux de télévision et dans la presse écrite de « réhabiliter » Vichy. Pas moins. Vichy est une part de l'Histoire de France, avec ses conflits de personnes, d'idées et d'intérêts. Le simple fait de le dire peut dans le meilleur des cas vous faire mettre à l'index, dans le pire vous conduire devant un tribunal, car l'histoire de cette période est un tabou et la bienpensance aime les tabous ; elle s'en construit chaque jour de nouveaux. Comme ce n'est pas la majeure partie de l'ouvrage, on citera un court passage sur un fait que beaucoup de gens ignorent, et pour cause : Pétain ne doit être que la tâche indélébile de l'occupation.

« Paxton avait relevé le refus de Pétain que les juifs portent l'étoile jaune en zone libre ; Michel s'étonne, faussement naïf, qu'on ne lui en sache pas gré alors qu'on rend un éternel hommage au roi du Danemark. » (p.91)

Le Suicide Français est un trésor inépuisable plein de petites perles, on y apprend par exemple que le décret de 1973 sur le regroupement familial fut suspendu par un décret en 1976, mais le décret de 1976 fut ... annulé par le Conseil d'État ! p.143

Après tout pourquoi ne pas s'abriter à l'ombre de la statue de de Gaulle comme le fait É. Zemmour ? Non seulement il fut le plus Grand Homme français du XX^e siècle, c'est avec un caractère ombrageux qu'il mena une politique étrangère pas toujours très claire -particulièrement l'affaire algérienne- mais sa politique étrangère visa toujours la grandeur et l'indépendance de la France. Par ailleurs, il eut des gestes chevaleresques qu'aucun homme politique n'aurait aujourd'hui vis-à-vis de ses adversaires : en 1965, pendant la campagne électorale, de Gaulle refusa de rendre publique la fameuse photographie de Mitterrand où ce dernier reçoit la francisque par le Maréchal Pétain. (p.381)

Un livre d'histoire sur les quarante années charnières qui ont bousillé la France, un livre bourré de pépites dans lequel sont analysés avec ironie mais méticulosité symboles et signifiants qui ont façonné



ÉRIC ZEMMOUR

UN QUINQUENNAT POUR RIEN

notre époque ; un livre qui de plus est bien écrit par une plume taquine et pleine de panache, ça se lit ! Surtout qu'on ne s'aperçoit même pas qu'il y a un oubli majeur et abyssal concernant les phénomènes sociétaux : ces derniers sont généralement élaborés et longuement discutés en conclaves fermés chez les *humanistes supérieurs*. Zemmour n'en dit mot, mais ce n'était pas son but et c'est de peu d'importance, on ne peut pas se mettre tout le monde à dos ! L'ouvrage se termine sur ces froides paroles :

« La France se meurt, la France est morte » (p.527)

À lire lors d'une longue veillée funèbre.

UN QUINQUENNAT POUR RIEN

Le dernier ouvrage d'Éric Zemmour, « **Un quinquennat pour rien** », éd. Albin Michel s'inscrit dans la droite ligne de ses ouvrages antérieurs : l'impression sous forme de livres de ses chroniques matinales sur RTL.

Ces chroniques intitulées « On n'est pas forcément d'accord » sur les antennes ont été rebaptisées : « **Chroniques de la guerre de civilisation** ». Elles s'étalent du 8 janvier 2013 au 6 juillet 2016 et sont précédées, dans l'ouvrage, d'un texte intitulé : « **La France au défi de l'Islam**. » La parution de livres dénonçant l'islamisation de nos banlieues et aujourd'hui également de nos campagnes, devient hebdomadaire : à chaque semaine son ouvrage mettant en garde, avertissant, dénonçant. Mais comme l'écrivait l'auteur *des chroniques* dans son dernier ouvrage : « *La France est morte* ».

Zemmour n'est pas qu'un polémiste, il est aussi un analyste politique très fin qui puise dans l'histoire les



outils de ses analyses.

« La France a dévoilé les femmes musulmanes. Elle a instauré l'État-nation bureaucratique dans une oumma qui vivait encore sous l'héritage féodal de l'empire Ottoman. Ces révolutions politiques administratives et sociologiques entraîneront la création d'États-nations à la Française, Syrie, Liban Irak, Égypte et la disparition du Califat en 1924, décidé par Atatürk, au nom de la modernisation de la Turquie. Le traumatisme fut tel que dès 1928, les Frères musulmans furent fondés avec comme objectif historique de le rétablir. » p.21

Selon Zemmour, un plan de reconquête des territoires perdus de la République existe déjà :

« Le plan est déjà dans les cartons, il a pour nom « Opération ronces ». Il a été mis au point avec l'aide de spécialistes de l'armée

israélienne qui ont transmis à leurs collègues français leur expérience de Gaza. La comparaison vaut tous les discours. » p.36

Sur plus des 500 pages de l'ouvrage, l'auteur analyse l'actualité française et internationale sous forme de petit discours de 3 à 4 minutes ; c'est rapide, incisif, bref et concis. Jouant le plus souvent sur le mode ironique, chacune de ses chroniques est datée et porte un titre. Elles sont parfois mordantes, humoristiques et souvent très subtiles. À la rubrique du 25 janvier 2013, intitulée « Perfide Albion » Zemmour, parlant du couple franco-allemand, cite Oscar Wilde, auteur qu'il semble apprécier :

« Un couple, disait Oscar Wilde, c'est quand deux personnes ne font qu'un. Mais lequel ? » Et Zemmour de rajouter : « Oscar Wilde était anglais évidemment ! » p.59

Les petits détails de l'actualité sont percés à jour le long de ces chroniques, mais également des explications sur les situations internationales, de petits morceaux de pédagogie où la parole est libre et où en quelques lignes de vulgarisation l'auteur explique ce qui se passe pas très loin de la France et dont les médias majoritaires ne parlent pas :

« Car il y a deux Ukraine. L'une à l'ouest près de la frontière avec la Pologne, autour de la capitale historique, Kiev, rêve d'Europe pour sortir de la pauvreté et de la corruption endémique de son système économique et politique. Une Ukraine de l'ouest qui aimerait s'arrimer à l'Europe et à l'OTAN pour s'émanciper d'une emprise russe séculaire. Mais il y a aussi une Ukraine de l'Est, où vit une minorité russophone importante. Ceux-là se sentent proches de leurs alliés et anciens maîtres russes. [...] Ces deux Ukraine se font face depuis la chute de l'Union Soviétique. Elles se sont succédé au pouvoir. On se demande parfois combien de temps elles pourront rester ensemble au sein de la même nation. » p.176

L'Ukraine et son sort intéressent beaucoup Éric Zemmour. Dans cet ouvrage il y revient à plusieurs

reprises, notamment dans sa chronique du 24 février 2015, y consacrant pas moins de deux pages percutantes que ne renieraient pas les « indépendantistes » du Donbass.

À plusieurs reprises dans ses émissions de télé ou ses passages sur les ondes, Zemmour a déclaré qu'il était déçu que Vladimir Poutine ne reçoive pas le Prix Nobel de la Paix. Il lui consacre



sa chronique du 20 décembre 2013 intitulé « L'homme de l'année » :

« Il finit l'année en fanfare en gratiant l'oligarque Khodorkovski, les Pussy Riot et même les activistes de Greenpeace. C'est Noël et la trêve olympique à la fois. Comme pour rappeler que Poutine fut le seul à oser donner l'asile politique à Snowden, l'homme qui révéla la folle réalité de l'espionnage américain. Mais cette année restera avant tout celle où le Chef de l'État russe est sorti vainqueur du grand bras de fer diplomatique autour de la Syrie. » p.180

Bien évidemment l'humour cynique qu'il déploie à longueur d'émission ou d'ouvrage n'est pas oublié dans le dernier opus du journaliste polémiste :

« Le pire n'est pas toujours sûr. Il est seulement fréquent. » p.319

Lucide et toujours *freudien*, Zemmour n'hésite pas à aller contre la morale du jour, à rentrer dans le lard de la bienpensance même en ce qui concerne les mœurs :



« La violence dans les jeux sexuels est aussi vieille que l'humanité, mais notre époque arrogante a décidé que cela n'était acceptable que dans un cadre égalitaire qui justement le nie et même l'interdit. C'est le contrat social de Rousseau pour les relations amoureuses. »
p. 331

L'auteur du « Suicide français » finirait presque par laisser tellement ses constatations sont évidentes. Ce qui continue à le rendre percutant, à faire de lui un continuel lanceur d'alerte, pour reprendre un terme à la mode, c'est l'art raisonné de la comparaison qu'il déploie tout au long de ses écrits et de ses interventions :

« En dix ans l'armée de terre a perdu quarante cinq mille hommes. Elle arrive aujourd'hui à un seuil de cent mille hommes. Seuil symbolique : cent mille hommes en armes, c'est ce qu'avait laissé Hitler à Vichy. En 1918, le traité de Versailles avait aussi limité les effectifs de l'armée allemande à cent mille hommes. À l'époque on disait que c'était tout juste suffisant pour assurer la paix intérieure. » p.362

Aujourd'hui, ça ne l'est plus : les attentats fleurissent malgré cet effectif...

Bien avant qu'il ne soit candidat à la présidentielle, Zemmour avait tout à fait perçu ce qu'est Emmanuel Macron :

« Sonnez trompettes de la renommée : le banquier d'affaire fait sa mue de grand serviteur de l'État, à la manière d'un Georges Pompidou naguère. Mais Macron est à Pompidou ce que le pistolet à bouchon est au lance-roquettes. [...] Mais un caractère et une légitime haute idée de soi ne font pas une vision. Et la panique devant les plans sociaux qui s'accumulent alors que se rapproche la présidentielle de 2017 ne fait pas une politique industrielle. » p.371

Et encore :

« Il a laissé dévorer Alstom par les américains, Alcatel par les finlandais, Lafarge par les suisses. Au suivant ! » p.372

Toujours aussi féru d'Histoire, Zemmour nous régale de la bêtise de la gauche française, ignorante jusqu'au masochisme et à l'autodestruction :

« Jean-Christophe Cambadélis propose de rassembler une gauche éparse dans ce qu'il a



appelé « La Belle Alliance populaire ». La Belle Alliance, c'est l'endroit où se sont retrouvés l'Anglais Wellington et le Prussien Blücher après avoir mis en déroute l'armée française. C'était il y a deux siècles à Waterloo. La gauche ne pouvait pas trouver nom mieux adapté à son destin. » p.404

Dans sa chronique du 8 octobre 2015 intitulée Éloge de la violence, Zemmour y va d'une piqure de rappel concernant l'État socialiste, qui n'a rien à envier à l'État sarkosyste en matière de trahison au profit du Qatar :

« Violence de l'État actionnaire qui livrait il y a quelques mois seulement à Qatar Airways des créneaux dans les aéroports français en échange de la vente de Rafale aux Qataris. Ce qui contraindra Air France à réduire ses vols. Et le retrait d'un seul avion long courrier de la flotte entraîne la suppression de trois cents emplois. » p.418

Bien évidemment le polémiste n'épargne pas le pape actuel qui devrait être la honte de tout chrétien censé. Le pape François visitant des réfugiés à Lesbos rapporta dans son avion une famille de réfugiés ...musulmans et non pas chrétienne ! Chrétiens qui souffrent la mort de la part des musulmans, mais il le fait avec une douceur enrobée d'acide :

« Le pape nous explique, non sans une pointe d'ironie, que les familles chrétiennes qu'on lui a présentées n'avaient pas leurs papiers en règle. On ne savait pas la miséricorde divine si procédurière. » p. 490

Et ça fuse comme ça tout au long de l'ouvrage. Ouvrage qu'au départ je ne voulais pas acheter, payer deux fois les chroniques de l'émission « On n'est pas forcément d'accord » me semblait s'apparenter à du gaspillage, j'ai gaspillé et je ne le regrette pas ! À lire sans modération, aucune !

M.M.



A ceux qui n'ont pas compris.
 Tel est le titre de la dédicace du livre que je viens de refermer : « Guerilla » de Laurent Obertone - le jour où tout s'embrasa....

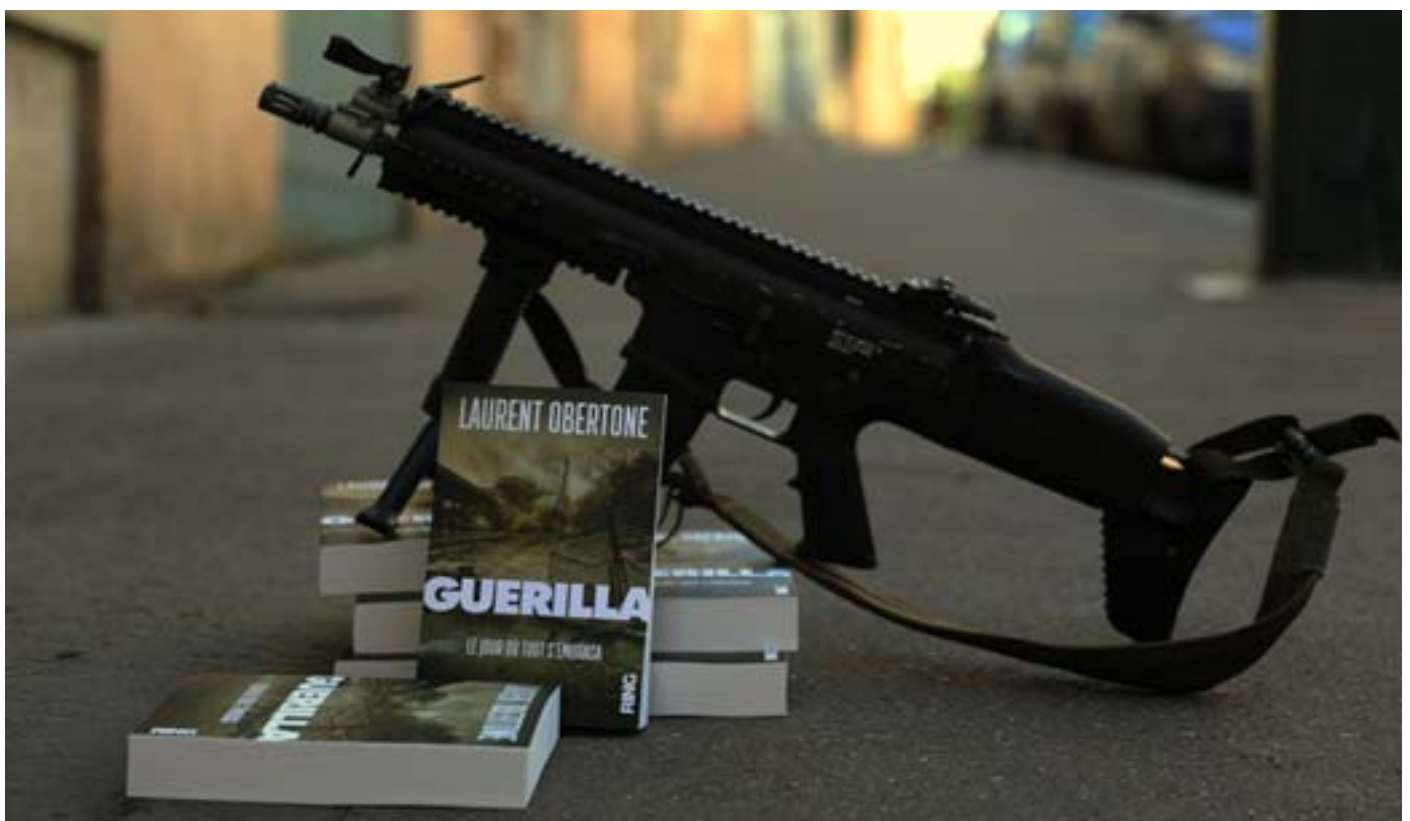
Je l'ai lu en deux jours - ce n'est pas le genre d'œuvre à vous endormir.

Dans une France à peine aggravée de ce que nous connaissons déjà, une patrouille de trois policiers tombe dans un guet-apens cité Taubira (!) et l'un d'eux sort son arme alors que son brigadier a déjà été lynché. Bilan: une demi-douzaine de tués en face ... et tout de suite des foules d'émeutiers et de pillards mêlés, qui plus ou moins spontanément partent à l'attaque de tout ce qu'ils détestent, de tout ce qui fait

notre univers.

La suite n'est que le développement de cette étincelle, dans une mythique de grand soir déjà relatée avec talent par d'autres, de Jack London à Houellebecq en passant par Jean Raspail.

L'originalité vient ici du style - passé simple, phrases courtes, références multiples qui renforcent la crédibilité... Les nombreux personnages ont tous une existence, en ce sens que nous les avons tous rencontrés, ou au moins entendus ou lus via ce que l'on appelle désormais les médias subventionnés. Ainsi après l'événement déclencheur, ces hommes politiques qui se défaussent, ces éditorialistes qui appellent à désarmer la police, ce psychanalyste de télévision pour qui tout policier par définition se sent



« en droit d'exercer une violence symbolique sur son prochain » et j'en passe, combien de fois ne les avons-nous pas déjà entendus ? C'est une des premières forces de ce



livre, que de donner l'impression de lire l'actualité - juste un peu en avance (et combien ? 2, 4, 10 ans ?). Et cette inénarrable Zoé de tous les combats, aux indignations pré-mâchées à sens unique, et qui refusera l'évidence jusqu'au bout : ainsi ceux qui la violeront au final ne feront-ils à ses yeux que récupérer la dette du colonisé... combien de fois avons-nous rencontré de telles pétroleuses, prêtes à cracher au visage du gendarme mobile qui leur vient en aide ?

Le génie de cette œuvre est d'arriver à mêler traits d'humour grinçants - « *Remplacez nous !* » crient les militants de soutien à ce que l'on appelle désormais « *le grand enrichissement* » - et précisions cliniques : « *Madame, il y a 10 000 CRS opérationnels en France. Ils sont tous déployés* » - tout ça entre l'avenue Méric et la place Merkel...

De sérieuses précisions sont régulièrement fournies, qui montre que l'auteur connaît son affaire - la petite expérience en la matière de l'auteur de ces lignes lui permet de le suggérer. Officiers et hommes de troupe épuisés, général franc-maçon, juges pour qui la principale menace consiste en la force publique, mutineries dans des armées devenues multi-ethniques... Et bien sûr ce président Jacques Chalarose qui consacre l'intégralité de son temps au « *très-bien-vivre ensemble* » :

« Sous mon mandat nous avons accueilli plusieurs millions d'itinérants, et nous continuerons à le faire, et à tout faire pour mieux nous y adapter. Nous avons introduit la

mixité dans les zones rurales qui en étaient encore dépourvues. »

A quel moment étaient-ils devenus des agneaux ? A quel moment les descendants des soldats de Napoléon avaient-ils commencé à s'excuser auprès de ceux qui les depouillaient ? L'auteur a sa petite idée là-dessus, et fait réaliser une suite d'actions correctives à un de ses personnages (comment ? je vous laisse le découvrir au fil du récit, je ne vais pas vous raconter le livre!)

Nous croiserons au fil des pages une suite de personnages colorés, que je ne peux citer tous - lisez et relisez juste la page consacrée au routier russe face au barrage routier : « *Cet homme venu du froid était manifestement régi par d'autres lois* » Nous sommes dans le cerveau de la plupart d'entre eux, même les plus antipathiques, au fil de leurs odyssées (sauf le Russe, là ce n'était pas possible sans doute) Quelques réserves sur la forme - papier épais, beaucoup de blanc, dommage même si tous les livres sont comme ça désormais (en format Pléiade il ne prendrait pas de place...) Quant à la fin... vous verrez bien !

Ce livre fut massivement boycotté par la critique et les grands médias lors de sa sortie en septembre 2016. Il connaît depuis un certain succès de bouche à oreille, et se vend surtout sur amazon semble-t-il.

J'espère vous avoir donné envie de lire « *Guerilla* » de Laurent Obertone.

V.G.



Exil

Jocelyne SIGNOUREL CABBILLAU
Poétesse, Ecrivaine, Artiste plasticienne.



*Mélancolie, Défunte Rose,
Sous la Lune, va fleurir de Roses
Celui à qui j'ai tant pensé jadis*

Versant tant de larmes,
Sur le versant,
Sans armes, j'étais...

Sur la route,
Sans aucun doute,
Je me suis oubliée...

Sur le bas-côté,
Personne à mes côtés,
Je me suis arrêtée...

En bordure du chemin,
Blessures aux mains,
Me suis-je trop longtemps attardée ?

Suspendue au Cou du Temps,
Mon Cœur t'a pensé trop longtemps.
Mes plaies n'étant pansées, tant
J'ai oublié de t'oublier !

J'ai tellement pleuré
Ton absence,
T'attendant en vain.
Vaine patience
Courant en mes veines avec aisance !





II Même les Pierres m'aiment !

Telle une pluie,
S'est déversé sur Elles
Mon haleine sans violence.
M'ont écoutée, Elles !
Religieusement en silence,
Me racontant leur désespoir
De leurs propres histoires.
Voilà pourquoi,

Dit-on :
« Que les Pierres parlent ! »

Elles ont trop porté
De Gens Noirs.

Trop écouté au parloir
Des « **Jean** » brisés de désespoir,
En l'Amour, ne voulant y croire.

Les « **Marie** » sans mari,
Quittant le Blanc pour le Noir,
En l'Amour, ne pouvant y croire.

En mon Cœur,
S'est dressée la tente
Abritant ma douleur.

Glissera mon attente
Sur le bord de mon Cœur ?
Retrouvera son envie
Sur la pente de sa vie
En la vallée du Bonheur ?

III

Te souviens-tu ? Toi !
Me disant :
« Tu fais partie du paysage. »

Désincarnée,
A tes yeux,
Déjà j'étais !
Ou
Réalisée,
En ton Cœur
Peut-être j'étais.
Je ne sais
Et ne saurai jamais !

Condamnée
A t'écouter, j'étais !
M'entendre,
Tu ne pouvais !
Sage dans le paysage,
Seulement pour toi, j'étais...

A présent,
Le Linceul
De mon Deuil,
Je dois quitter
Et déposer...

IV

Ce jour,
Je dois continuer...

De mes deux mains,
Franchir la frontière,
Me délivrer « d'Hier » !
Prendre la route,
Non rongée par le doute,
Longer les allées aux dalles de demain...





Quitter le Sentier
D'Hier,

Me permettre
D'aller vers Demain,
Pour être Aujourd'hui !

Me faudra-t-il du Courage
Pour prendre un autre Virage ?
Aller au-delà du Rivage,
Ne pas être victime du Mirage.
Oublier jusqu'à ton Visage !

Traverser le Pont de l'Avenir,
Faire la traversée vers mon Avenir,
Franchir la volonté, suivre mon
Devenir.

De mon exil, penser à revenir,
Retrouver les Pas de mon Destin
Qui m'appartient...

Sans toi,
Ne plus pleurer,
Ma Destinée, la suivre...
Obstinée, ma vie, la poursuivre...
Et profondément l'Aimer !

*L'Arbre ne se soucie pas de plaire,
D'être un nid pour la Nuit,
Une coupe pour le Jour,
Une vasque pour l'Eau claire.
Il est ce qu'il est !
Il ne donne pas moins aux Rêves
Qui songent qu'à la Réalité
Qui, en lui plonge !*

J.S.C.

Ô PARIS, VILLE ÉTERNELLE !



Gaétan BOUCHARD

Correspondant de "Sans Frontières" au Canada



Paris, est une noble dame très âgée,
Qui a gardé avec soin tout son charme,
Toute sa grâce, toute sa radieuse beauté,
Malgré ses nombreux drames et larmes.

La très belle se prépare à la longue nuit,
Ses feux s'éteignent lentement, un à un.
Le reflet doré du soleil sur la Seine, qui luit
Comme une parure pour un astre défunt.

Ta lumière et ta gloire, ô ville éternelle,
Renaîtra à l'aube, comme un goéland,
Qui déploie avec grâce ses blanches ailes,
Pour affronter le redoutable vent du temps !

G.B.



Les eaux bienfaisantes La Mer Morte, la Mer Rouge et les Grottes de sel



Daniela ASARO ROMANOFF
Ecrivain et journaliste



La Mer Morte est la plus grande dépression naturelle de la Terre. Elle fait partie de la Vallée du Rif, qui va de la Syrie à l'Afrique orientale; à l'ouest l'entourent les montagnes de Judée et à l'est les montagnes de Moab. La Mer morte est alimentée au Nord par le fleuve Jourdain, tandis qu'à l'est et à l'ouest affluent des cours d'eau et des sources pérennes.

La Mer Morte n'a pas de débouchés, donc de grandes quantités d'eau s'évaporent.

Depuis l'antiquité cette mer salée, qui se trouve à 418

mètres en dessous du niveau de la mer, est très connue. **C'est le plus riche dépôt de minéraux et de phosphates, de ceux qui sont essentiels pour maintenir le processus salutaire du renouvellement des cellules et pour stimuler la circulation sanguine.** La quantité de sel dans l'eau atteint la concentration de 340 grammes environ par litre, soit 10 fois la concentration que nous trouvons dans la Mer Méditerranée. **L'air est sec, riche en oxygène** et non pollué. Les températures sont relativement élevées même pendant l'hiver. Les





rayons ultraviolets du soleil agissent comme un filtre naturel et favorisent un bronzage sans brûlures. Le soleil permet de soigner naturellement un grand nombre de maladies de la peau.

Sur le fond de la Mer Morte, il y a des courants d'eau chaude, des mouvements magnétiques et l'on y trouve une grande quantité de métaux rares. L'eau est riche en minéraux comme le potassium, le sodium, le calcium, le magnésium, le zinc, etc. ... On dénombre exactement 21 minéraux, dont 12 ne se trouvent dans aucune autre mer.

La forte concentration en sel et la présence

abondante de minéraux font de **cette eau un remède pour de nombreuses maladies.** On peut guérir de toute sorte d'allergies et de l'asthme. Grâce à l'évaporation constante, l'air est riche en minéraux qui produisent un effet myorelaxant.

La **Mer Rouge**, qui se trouve entre l'Afrique et la Péninsule Arabique, communique avec la Mer Méditerranée par le Canal de Suez et avec l'Océan Indien par le détroit de Bab el-Mandeb. La bifurcation de la Mer Rouge se fait en correspondance de la péninsule du Sinaï; à l'est, il y a le Golfe d'Aqaba et à l'Ouest le Golfe de Suez. Huit pays différents bordent





la Mer Rouge: l'Égypte, Israël, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, le Yémen, Djibouti, l'Erythrée et le Soudan.

Socrate, dans ses écrits, recommandait d'aller en Égypte pour profiter des bienfaits de l'eau de la Mer Rouge. L'eau contient 35 % de sel en plus que les autres mers. Cette particularité est très utile dans le traitement des psoriasis.

Plus de sel signifie moins de gravité; ce facteur favorise **la circulation du sang**. Le sable contient **des minéraux forts utiles** pour soigner l'arthrite. Le terrain contient également **du sable noir**, précieux pour les arthrites chroniques, les rhumatismes, les inflammations de la peau.

Les **Grottes de Sel** sont vraiment spectaculaires. La découverte de leurs bienfaits pour notre santé, est plutôt récente. C'est en effet en 1843 qu'un médecin polonais, **Félix Boczkowski** commença à étudier les propriétés curatives de ces grottes. Il avait remarqué que les ouvriers des minières de sel jouissaient d'une meilleure santé que celle des mineurs employés dans d'autres sites miniers.

De nos jours, nous pouvons trouver des Grottes de Sel, utilisées à des fins thérapeutiques dans toute l'Europe et aussi en Amérique.

Dans les structures modernes, qui s'inspirent des vieilles mines, on ne peut introduire du sel obtenu de manière chimique, mais on le récupère dans des salines et des lacs salés où l'eau s'est évaporée. Notons que le majeur fournisseur de sel pour les Grottes est la Mer Noire, la Mer Morte et aussi les

Mines de Pologne.

Pour une Grotte de grandeur normale il faut environ 15 tonnes de sel, que l'on compresse et qui recouvre le sol et les murs sous forme de briques. Dans la construction des Grottes il faut tenir compte du microclimat de la vraie mine; il faut donc contrôler la présence d'iode, la température de l'air, le taux d'humidité, le mouvement des courants et l'absence d'agents pathogènes.

Quarante minutes passées dans une Grotte de Sel devraient procurer les bienfaits de trois semaines passées au bord de la mer. L'air est saturé d'ions négatifs et de particules de calcium, magnésium, sodium, brome, etc. ...

Les ions de sel marin agissent sur la respiration et soulage énormément qui souffre d'asthme, de bronchites et de sinusites.

Dans certaines Grottes on pratique en même temps la **musicothérapie et la couleur thérapie**, pour renforcer l'effet thérapeutique dans les cas de patients atteints de stress chroniques et de dépressions.

Nombreuses sont les pathologies qui peuvent être soignées de façon tout à fait naturelle dans les Grottes de Sel.

Et donc, en provenance de la Mer Morte, la Mer Rouge et les Grottes de Sel... voilà de précieux centres médicaux modernes.

D.A.R.



SANS FRONTIÈRES

vous recommande vivement

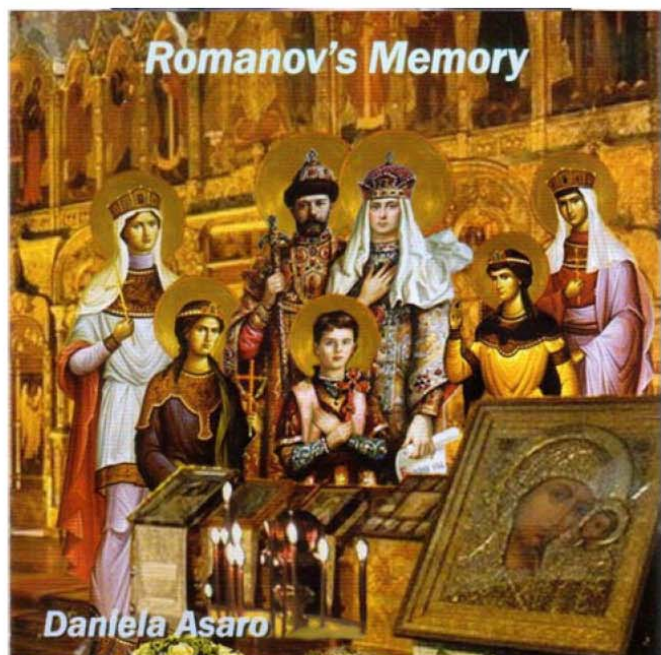
les CD de notre rédactrice Daniela ASARO ROMANOFF

ROMANOV'S MEMORY



100 ans après la Révolution qui a porté de si tragiques conséquences en Russie, notre rédactrice Daniela Asaro Romanov propose à nos lecteurs deux CD commémorant les Romanov. Au sein de ces deux albums, elle a voulu évoquer chacun des tsars qui a gouverné la Russie à travers un morceau de musique spécifique qui puisse évoquer dans les grandes lignes sa personnalité. Le nom de chacun d'eux est déclamé trois fois avant chaque morceau qui lui est dédié. Pour ce centenaire de 1917 et pour celui de 1918, notre rédactrice en train de faire des recherches, avec des collaborateurs, qui mettent en lumière des vérités historiques cachées jusqu'à ce jour et qui après l'ouverture des archives du KGB sont désormais à la portée des journalistes, chercheurs ou historiens...

Avec les conseils et la supervision d'un peintre, elle a réalisé un tableau représentant l'Eglise de Saint Nicolas de Nice, dont la construction avait été subventionnée par le tsar Nicolas II. Notre amie Daniela désire, à travers ce communiqué, remercier toutes les personnes qui l'ont aidée à réaliser ces CD, ce tableau, ainsi que toutes les recherches et les traductions: Polina Barinova, Edorado Milani, Tetyana Gorelova, Francesco et Mireille, Saber Othmani, Daria Ruscello. Un grand merci enfin à la Directrice de l'Association Folklorique et culturelle russo-ukrainienne-slovène-italienne de Trieste: Mme Ksenia et son mari M. Stefano Tommasini.





**L'institut franco-russe de Donetsk
et le comité de rédaction de
"Sans Frontières"
vous invitent à participer à la cérémonie
militaire qui se déroulera le 22 août 2017
à la Nécropole nationale de Pierrepont
(Meurthe et Moselle)**

103^e ANNIVERSAIRE
DES COMBATS DITS
DE PIERREPONT

CÉRÉMONIE MILITAIRE



Philippe Mahé
Préfet de
Meurthe-et-Moselle

Mathieu Klein
Président du conseil
départemental
de Meurthe-et-Moselle

Jean-Luc Schmitz
Maire de
Pierrepont

Valéry Levitskiy
Consul général
de la Fédération
de Russie

Jean-Pierre Minella
Vice-président du conseil
départemental délégué
au devoir de mémoire

Michel Ramsbacher
Président de l'association
Lorraine/Russie

vous invitent à honorer la mémoire des soldats français et des soldats et prisonniers russes morts lors de la Première Guerre mondiale, et inhumés à la nécropole nationale de Pierrepont, lors de la cérémonie militaire marquant le cent-troisième anniversaire des combats dits de Pierrepont.

**Mardi 22 août 2017, à 11h
à la Nécropole nationale
de Pierrepont (Meurthe-et-Moselle)**

A l'issue de la cérémonie, un vin d'honneur se tiendra à la salle des fêtes de Pierrepont.
Merci de confirmer votre présence avant le 17 août 2017 à protocole@departement54.fr

INSTITUT FRANCO-RUSSE DE DONETSK
ДОНЕЦКИЙ ФРАНКО-РУССКИЙ ИНСТИТУТ

SANS FRONTIÈRES
Certificat d'enregistrement AAA No 000105 du 21.02.2017
Édition en ligne depuis 2015

ISSN 2519-2639

NOS CONTACTS :
Rédaction « Sans Frontières »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69
courriel : revuesf@gmail.com
<http://sf.donntu.org>